

CHAPITRE 4. — *Modifications à l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 juin 2019 relatif à la programmation, aux conditions d'agrément et au régime de subventionnement de structures de soins résidentiels et d'associations d'intervenants de proximité et d'usagers*

Art. 6. Dans l'article 53/1, § 1^{er} de l'annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 juin 2019 relatif à la programmation, aux conditions d'agrément et au régime de subventionnement de structures de soins résidentiels et d'associations d'intervenants de proximité et d'usagers, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 février 2022 et modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 12 mai 2023 et 15 septembre 2023, le montant « 790 217,48 euros » est remplacé par le montant « 795 907,05 euros ».

Art. 7. Dans l'article 58, § 1^{er}, de l'annexe 2 au même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 septembre 2023, le montant « 8 722 908,68 euros » est remplacé par le montant « 8 740 109,70 euros ».

Art. 8. À l'article 59 de l'annexe 2 au même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 11 février 2022, 12 mai 2023 et 15 septembre 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le montant « 169 327,62 euros » est remplacé par le montant « 170 195,54 euros » ;

2° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, le montant « 36 300,88 euros » est remplacé par le montant « 36 482 euros ».

Art. 9. Dans l'article 61, § 1^{er}, de l'annexe 2 au même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 septembre 2023, le montant « 9 712 905,66 euros » est remplacé par le montant « 9 782 838,58 euros ».

Art. 10. Dans l'article 62, § 1^{er}, de l'annexe 2 au même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 février 2022 et modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 septembre 2023, le montant « 37 256 748,29 euros » est remplacé par le montant « 37 524 996,88 euros ».

Art. 11. À l'article 63, § 1^{er}, de l'annexe 2 au même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 février 2022 et modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 septembre 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le montant « 8 058 544,44 euros » est remplacé par le montant « 8 108 437,15 euros » ;

2° dans l'alinéa 2, le pourcentage « 8,28 % » est remplacé par le pourcentage « 8,23 % » et le pourcentage « 83,41 % » est remplacé par le pourcentage « 83,49 % ».

Art. 12. Dans l'article 77, § 1^{er}, de l'annexe 2 au même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 septembre 2023, le montant « 2 411 893,75 euros » est remplacé par le montant « 2 394 183,22 euros ».

Art. 13. Dans l'article 78, § 1^{er}, de l'annexe 2 au même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 septembre 2023, le montant « 2 314 000,25 euros » est remplacé par le montant « 2 297 008,59 euros ».

Art. 14. Dans l'article 78/1, § 1^{er}, de l'annexe 2 au même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 février 2022 et modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 septembre 2023, le montant « 778 428,84 euros » est remplacé par le montant « 774 101,35 euros ».

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

Art. 15. Le présent arrêté produit ses effets à compter du 1^{er} janvier 2024.

Art. 16. Le ministre flamand qui a les soins de santé et les soins résidentiels dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juillet 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,

H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/007213]

16 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20 ;

Vu le décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité, les articles 1^{er}, 17°, 3, 4, §§ 2 et 3, 5, §§ 1^{er} et 3, 6, 7, 8, §§ 2 et 3, 9, §§ 1^{er} et 3, 9, § 5, 10, 11, 14, §§ 2 et 4, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, §§ 1^{er} et 3, 25, § 3, 26, § 3, 28, 29, 31, 33, §§ 1^{er}, 2, 4 et 5, 34, 35, 36, 38, 39, 42, 43, 44, 45 § 2, 46, 47 § 3, 50, 51, 52, 54, §§ 1, 2 et 4, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, §§ 1^{er} et 3, 62, 63, 64, 66, 69, 70, 75, 77, 78, 86 et 89 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voiture avec chauffeur ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 wallon relatif à la perception de taxes et à l'octroi d'une prime en matière d'exploitation de services de taxis, location de voitures avec chauffeur et taxis collectifs ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2022 fixant les prix maximums pour le transport par taxis et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014 fixant les prix maxima pour le transport par taxis ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 juin 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2023 ;

Vu l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 31 août 2023 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 3 octobre 2023 ;

Vu le rapport du 14 mai 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 75.017/4 du Conseil d'État, donné le 14 février 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que les catégories de services de transport rémunérés de personnes sont fortement questionnées par le développement de nouveaux types de services via le recours aux nouvelles technologies ;

Considérant qu'il est primordial que la réglementation s'adapte à ces mutations ;

Considérant que l'objectif est de parvenir à un équilibre entre ouverture du marché et intégration des nouvelles innovations propres au secteur d'activité, sans pour autant opter pour une dérégulation complète du secteur ;

Considérant qu'il est essentiel de promouvoir une mobilité incluant l'ensemble des professionnels du secteur, en les traitant de manière équitable tout en encourageant un service de qualité et durable ;

Considérant que la disponibilité des services, la facilité d'utilisation, la sécurité, le coût, la qualité, le caractère responsable et durable, ainsi que la transparence à l'égard de l'utilisateur sont, entre autres, les valeurs fondamentales qui guident le cadre légal wallon ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité ;

Après délibération,

Arrête :

TITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1° le décret du 28 septembre 2023 : le décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité ;
- 2° le ministre : le ministre en charge de la mobilité ;
- 3° l'Administration : la Direction du Service public de Wallonie qui a le transport rémunéré de personnes par route dans ses attributions ;
- 4° la cérémonie :
 - a) toute cérémonie ou événement civil, culturel ou sportif qui est reconnu par une disposition législative ou administrative ou par une norme coutumière tels que le mariage civil, les funérailles, la parade, le cortège, la manifestation, l'enterrement de vie de garçon ou de jeune fille, l'anniversaire, la remise de prix, ou le congrès ;
 - b) toute cérémonie organisée dans le cadre de l'un des cultes légalement reconnus en Belgique ou dans le cadre de la laïcité organisée tels que le mariage religieux, le rite de passage, ou la cérémonie religieuse de deuil ;
- 5° la plateforme en ligne de l'Administration : le guichet en ligne de la Wallonie pour les citoyens et les entreprises ;
- 6° les courses de nuit : les courses effectuées pour lesquelles la prise en charge du client se fait entre vingt-deux heures et six heures ;
- 7° le tarif I : le tarif simple pratiqué lorsque le client n'abandonne pas le véhicule et se fait ramener à son point de départ ;
- 8° le tarif II : le tarif pratiqué lorsque le client abandonne le véhicule et que celui-ci est ramené à vide à son point de départ ;
- 9° la commission : la commission des services de transport rémunéré de personnes par route.

TITRE 2. — L'accès à la profession

CHAPITRE 1^{er}. — Les conditions d'accès à la profession

Art. 2. Pour satisfaire à l'exigence prévue à l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 28 septembre 2023, l'exploitant sur le territoire de la Région dispose de locaux dans lesquels il peut avoir accès aux originaux de ses principaux documents d'entreprise qu'ils soient sous forme électronique ou sous format papier, notamment ses contrats de transport, les documents relatifs aux véhicules dont il dispose, les documents comptables, les documents de gestion du personnel, les contrats de travail, les documents de sécurité sociale, ainsi que tout autre document auquel l'autorité compétente en matière de contrôle peut accéder pour vérifier le respect par l'exploitant des conditions prévues par le décret du 28 septembre 2023 et ses arrêtés d'exécution.

Art. 3. Pour que sa demande d'accès à la profession soit recevable, le demandeur remplit les conditions de moralité visées à l'alinéa 2.

La demande d'autorisation est irrecevable si le demandeur fait l'objet, en Belgique ou à l'étranger, de l'une des condamnations suivantes issues d'un jugement qui n'est plus susceptible de recours :

- 1° une condamnation datant de moins de dix ans à une peine criminelle, avec ou sans sursis ;
- 2° une condamnation datant de moins de cinq ans, avec ou sans sursis pour infraction :
 - a) aux dispositions du livre 2, titre III, chapitres I à V, et au titre IX, chapitres I et II, du Code pénal ;
 - b) aux dispositions du livre IV, titre 1^{er}, chapitre 1^{er}, ou du livre VI, titre 4, chapitres 1^{er} et 2, du Code de droit économique ;
 - c) à la loi du 22 mai 2014 tendant à lutter contre le sexisme dans l'espace public et modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes afin de pénaliser l'acte de discrimination ;
 - d) aux dispositions du titre IV de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes ;
 - e) aux dispositions du titre IV de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ;

- f) aux dispositions de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ;
- g) aux articles 269 à 282 du Code pénal.

Il n'est pas tenu compte des condamnations effacées ou pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation.

Pour les condamnations prononcées par une juridiction étrangère, il est tenu compte de toute condamnation s'appliquant à un fait qui, d'après la loi belge, constitue une des infractions visées à la présente disposition.

Le demandeur communique à l'Administration, un extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle datant de moins de trois mois. Selon les mêmes modalités, le demandeur établi depuis moins de dix ans en Belgique communique également une attestation équivalente émanant de l'autorité étrangère compétente établissant ses bonnes conduite, vie et mœurs antérieures à sa venue en Belgique ou la preuve qu'il bénéficie du statut de réfugié.

Art. 4. § 1^{er}. Pour satisfaire à la condition de solvabilité et démontrer le respect de ses obligations fiscales et sociales, le demandeur :

- 1° est propriétaire des véhicules qu'il exploite ou en dispose en vertu d'un contrat de vente à tempérament, de location financement ou de location-vente dont il respecte les mensualités ;
- 2° n'accuse pas de retard :
 - a) de plus de six mois en matière de paiements de taxes ou impôts liés à l'exploitation de son service ;
 - b) en matière de cotisations sociales ;
- 3° bénéficie d'une assurance en responsabilité civile pour le transport rémunéré de personnes afin de couvrir les dommages causés aux personnes transportées et aux tiers à l'occasion de l'usage du ou des véhicules et respecte les échéances de paiement des primes y relatives.

§ 2. Le demandeur justifie sa solvabilité et le respect de ses obligations fiscales et sociales :

- 1° pour l'exigence reprise au paragraphe 1^{er}, 1°, par une déclaration sur l'honneur certifiant la propriété actuelle ou future des véhicules et le respect des échéances de paiement ;
- 2° pour l'exigence reprise au paragraphe 1^{er}, 2°, par une attestation de l'organisme officiel compétent, datant de moins de trois mois ;
- 3° pour l'exigence reprise au paragraphe 1^{er}, 3°, par une déclaration sur l'honneur certifiant la future souscription d'une assurance en responsabilité civile pour le transport rémunéré de personnes et le futur respect des échéances de paiement des primes y relatives.

Lorsque le demandeur exerce pour la première fois une activité professionnelle, il peut prouver qu'il respecte l'exigence reprise à l'alinéa 1^{er}, 2°, par une déclaration sur l'honneur certifiant que les versements à la caisse d'assurances sociales pour indépendants ou à l'Office national de Sécurité sociale seront régulièrement effectués.

Art. 5. § 1^{er}. Pour justifier de sa qualification professionnelle, le demandeur est titulaire d'une attestation de validité de compétences, délivrée par l'Administration.

§ 2. L'Administration organise l'examen visé au paragraphe 1^{er} dont les modalités pratiques sont précisées par le ministre.

L'examen porte sur le contenu de la formation visée au paragraphe 3.

Pour s'inscrire à l'examen, le candidat transmet le document certifiant le suivi de la formation obligatoire visée au paragraphe 3 par voie électronique.

L'examen est organisé chaque mois, sauf en juillet et en août.

La note de 10/20 est considérée comme le seuil de la réussite de l'examen.

Un candidat qui échoue peut se réinscrire à l'examen.

En cas de nouvel échec, le candidat suit à nouveau la formation obligatoire visée au paragraphe 3 et peut se réinscrire à l'examen uniquement après un délai de trois mois à dater de l'échec précédent.

§ 3. L'Administration organise une formation obligatoire à distance.

La formation est divisée en thématiques qui sont autant de phases successives pour lesquelles le candidat démontre l'acquisition des connaissances. À l'issue de cette formation, un document certifiant l'accomplissement de celle-ci est délivré au candidat.

Le candidat qui en fait la demande peut accéder à cette formation. Il reçoit un identifiant personnel et les éléments techniques de connexion.

§ 4. L'attestation visée au paragraphe 1^{er} est personnelle.

La personne détentrice de l'attestation qui n'exerce pas une activité de transport rémunéré de personnes par route pendant cinq années suit obligatoirement la formation visée au paragraphe 3 et obtient le document certificatif délivré à l'issue de celle-ci pour encore justifier de sa capacité professionnelle.

§ 5. Tous les cinq ans au moins, toute personne détentrice de l'attestation visée au paragraphe 1^{er} suit une formation obligatoire de remise à niveau organisée par l'Administration.

Elle porte sur l'actualisation des connaissances de la réglementation et certaines règles particulières importantes.

§ 6. La participation financière mentionnée à l'article 4, § 2, alinéa 3, du décret du 28 septembre 2023 est réclamée lors de l'inscription à la formation obligatoire. Son coût est fixé à 50 euros.

§ 7. L'attestation de validité de compétences est délivrée :

- 1° soit, après la réussite de l'examen visé au paragraphe 1^{er} ;
- 2° soit, conformément à la loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE.

Lorsque le ressortissant d'un état membre de l'Union européenne ne peut prouver que la formation qu'il a reçue ne portait pas sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par l'attestation de réussite de l'examen visé au paragraphe 1^{er}, il doit, soit accomplir un stage d'adaptation pendant trois ans au maximum soit se soumettre à une épreuve d'aptitude.

L'Administration organise l'épreuve d'aptitude dont les modalités pratiques sont précisées par le ministre.

§ 8. Les données nécessaires collectées et traitées dans le cadre de cet article sont identiques à celles visées par l'article 79, alinéa 2, 2°, a) et b), du décret du 28 septembre 2023.

Le traitement a pour finalités celles visées à l'article 80, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, b), du décret du 28 septembre 2023. La durée de conservation ne dépasse pas la durée de 10 ans visée à l'article 79, alinéa 3, du décret du 28 septembre 2023.

L'Administration, responsable du traitement, met à disposition du demandeur, avant les inscriptions visées aux paragraphes 2 et 3, les informations visées aux articles 13 et 14 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

CHAPITRE 2. — *La demande du certificat d'accès à la profession*

Art. 6. La demande d'un certificat d'accès à la profession mentionne à peine d'irrecevabilité :

- 1° les noms et prénoms ou la dénomination sociale du demandeur ;
- 2° sa qualité ou profession ;
- 3° l'adresse du domicile ou du siège social et sa forme juridique ;
- 4° un numéro de téléphone et une adresse de messagerie électronique de contact ;
- 5° un numéro d'identification à la Banque-Carrefour des Entreprises ;
- 6° la preuve de l'enregistrement, auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises, du code d'activité relatif au transport terrestre de voyageurs et dans les statuts de la personne morale, la preuve de la mention de cette activité dans son objet social ;
- 7° les noms, prénoms, numéro de registre national, qualité, mandat, domicile, numéro de téléphone, adresse de messagerie électronique de contact du gestionnaire de transport.

Art. 7. La demande de certificat d'accès à la profession est accompagnée des documents suivants :

- 1° selon le cas, une copie de la carte d'identité du demandeur ou des statuts de la personne morale et de la carte d'identité du gestionnaire de transport ;
- 2° les documents, datant de moins de trois mois, justifiant le respect des conditions de moralité et de solvabilité et de respect des obligations fiscales et sociales.

Art. 8. La demande de certificat d'accès à la profession se fait via la plateforme en ligne de l'Administration.

Dans les trente jours ouvrables de la réception du dossier :

- 1° si l'Administration constate que le dossier est complet, le Gouvernement délivre le certificat ;
- 2° si l'Administration constate que le dossier est incomplet, elle délivre un accusé de réception de dossier incomplet indiquant au demandeur les renseignements ou documents manquants.

Dans les trente jours ouvrables de la réception d'un accusé de réception de dossier incomplet de la part de l'Administration :

- 1° si le demandeur donne suite à la demande de l'Administration, les dispositions de l'alinéa 2 sont à nouveau applicables ;
- 2° si le demandeur ne donne pas suite à la demande de l'Administration, celle-ci lui envoie un rappel qui fait courir un nouveau délai de trente jours ouvrables, au terme duquel, en l'absence de suite donnée par le demandeur, sa demande est automatiquement caduque.

CHAPITRE 3. — *La délivrance du certificat d'accès à la profession*

Art. 9. Le certificat d'accès à la profession dont le modèle est établi à l'annexe 2 est envoyé par toute voie utile au demandeur.

Art. 10. § 1^{er}. L'exploitant informe l'Administration dans les huit jours ouvrables de tout changement relatif à sa situation depuis l'introduction de sa demande d'accès à la profession et pendant toute la durée de l'exploitation au moyen d'une déclaration faite via la plateforme en ligne de l'Administration.

§ 2. L'Administration peut vérifier à tout moment le respect des conditions d'accès à la profession.

En cas de constat de manquement ou d'irrégularité, l'exploitant dispose de vingt jours ouvrables à dater de la notification du manquement ou de l'irrégularité constatée pour se remettre en ordre.

Passé le délai visé à l'alinéa 2, l'agrément est suspendu ou retiré conformément à l'article 12.

CHAPITRE 4. — *Le renouvellement du certificat d'accès à la profession*

Art. 11. Au plus tôt six mois et au plus tard trois mois avant l'échéance de son certificat d'accès à la profession, le titulaire de celui-ci peut introduire un dossier de demande de renouvellement de certificat d'accès à la profession via la plateforme en ligne de l'Administration, qui contient les informations et documents suivants :

- 1° la référence donnée par l'Administration au certificat d'accès à la profession dont le renouvellement est demandé ;
- 2° les documents requis à l'article 3, alinéa 5, datant de moins de trois mois ;
- 3° une attestation de la caisse d'assurance sociales pour travailleurs indépendants de l'exploitant et une attestation de l'ONSS, le cas échéant, datant de moins de trois mois, démontrant que celui-ci est en ordre de paiement de ses cotisations sociales ;
- 4° le cas échéant, la preuve de paiement de la licence visée à l'article 30 du décret du 28 septembre 2023 ;
- 5° l'attestation de l'organisme officiel compétent, datant de moins de trois mois, démontrant que celui-ci n'accuse pas de retard de plus de six mois en matière de paiements de taxes ou impôts liés à l'exploitation de son service.
- 6° les documents requis à l'article 4, § 2, 1° et 3°.

Dans les trente jours ouvrables de la réception du dossier :

- 1° si l'Administration constate que le dossier est complet, le Gouvernement délivre le renouvellement du certificat ;
- 2° si l'Administration constate que le dossier est incomplet, elle délivre un accusé de réception de dossier incomplet indiquant au demandeur les renseignements ou documents manquants ;
- 3° si l'Administration constate que le demandeur se trouve dans l'une des situations visées à l'article 5, § 2, du décret du 28 septembre 2023, le Gouvernement refuse le renouvellement du certificat, auquel cas, il justifie ce choix.

Dans les trente jours ouvrables de la réception d'un accusé de réception de dossier incomplet de la part de l'Administration :

- 1° si le demandeur donne suite à la demande de l'Administration, les dispositions de l'alinéa 2 sont à nouveau applicables ;
- 2° si le demandeur ne donne pas suite à la demande de l'Administration, celle-ci lui envoie un rappel qui fait courir un nouveau délai de trente jours ouvrables, au terme duquel, en l'absence de suite donnée par le demandeur, sa demande est automatiquement caduque.

En cas d'intention de ne pas renouveler le certificat d'accès à la profession conformément à l'alinéa 2, 3°, l'Administration notifie par envoi recommandé, à ce titulaire les informations suivantes :

- 1° les griefs retenus à sa charge ;
- 2° un extrait des dispositions du décret du 28 septembre 2023, des mesures d'exécution de celui-ci ou des conditions d'obtention du certificat d'accès à la profession qui sont transgressées ;
- 3° la teneur de la mesure envisagée, soit le non-renouvellement du certificat d'accès à la profession ;
- 4° son droit, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la réception de la notification prévue par le présent article :
 - a) de consulter le dossier de la procédure ;
 - b) de faire valoir par écrit ses moyens de défense ;
 - c) de demander à présenter oralement ses moyens de défense auprès de l'Administration ;
- 5° son droit de se faire représenter ou assister par un conseil.

Si le titulaire du certificat d'accès à la profession demande à présenter oralement ses moyens de défense, l'Administration lui notifie, par envoi recommandé, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'audition, le lieu, le jour et l'heure de l'audition.

Le délai maximum pour la tenue de l'audition est de quarante jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'audition par le titulaire du certificat d'accès à la profession.

A la fin de l'audition, l'Administration soumet au titulaire du certificat d'accès à la profession le procès-verbal de celle-ci pour signature.

Celui-ci peut demander à faire acter au procès-verbal ses éventuelles observations.

La décision de non-renouvellement du certificat d'accès à la profession est notifiée au titulaire concerné par envoi recommandé dans un délai de quarante jours ouvrables à compter de la notification par envoi recommandé des informations reprises aux 1° à 5° ou de l'audition le cas échéant.

CHAPITRE 5. — *Du retrait et de la suspension du certificat d'accès à la profession*

Art. 12. § 1^{er}. À tout moment, le certificat d'accès à la profession peut être suspendu pour une durée maximale de trois ans ou retiré par le Gouvernement pour les motifs visés à l'article 5, § 2, du décret du 28 septembre 2023.

§ 2. Lorsqu'elle constate que le titulaire d'un certificat d'accès à la profession se trouve dans l'une des situations visées à l'article 5, § 2, du décret du 28 septembre 2023, l'Administration notifie par envoi recommandé, à ce titulaire les informations suivantes :

- 1° les griefs retenus à sa charge ;
- 2° un extrait des dispositions du décret du 28 septembre 2023, des mesures d'exécution de celui-ci ou des conditions d'obtention du certificat d'accès à la profession qui sont transgressées ;
- 3° la teneur de la mesure envisagée, soit la suspension ou le retrait ;
- 4° son droit, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la réception de la notification prévue par le présent article :
 - a) de consulter le dossier de la procédure ;
 - b) de faire valoir par écrit ses moyens de défense ;
 - c) de demander à présenter oralement ses moyens de défense auprès de l'Administration ;
- 5° son droit de se faire représenter ou assister par un conseil.

§ 3. Si le titulaire du certificat d'accès à la profession demande à présenter oralement ses moyens de défense, l'Administration lui notifie, par envoi recommandé, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'audition, le lieu, le jour et l'heure de l'audition.

Le délai maximum pour la tenue de l'audition est de quarante jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'audition par le titulaire du certificat d'accès à la profession.

A la fin de l'audition, l'Administration soumet au titulaire du certificat d'accès à la profession le procès-verbal de celle-ci pour signature.

Celui-ci peut demander à faire acter au procès-verbal ses éventuelles observations.

§ 4. La décision de suspension ou de retrait du certificat d'accès à la profession est notifiée au titulaire concerné par envoi recommandé dans un délai de quarante jours ouvrables à compter de la notification visée au paragraphe 2 ou de l'audition le cas échéant.

Passé ce délai, le Gouvernement est réputé renoncer définitivement à toute suspension ou tout retrait fondé sur les faits mis à charge du titulaire concerné, sauf si de nouvelles circonstances surviennent.

§ 5. Dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la notification de la décision de suspension ou de retrait, le titulaire du certificat d'accès à la profession est tenu de restituer à l'Administration, son certificat d'accès à la profession.

Dans l'hypothèse d'une suspension du certificat d'accès à la profession, l'Administration vérifie, quinze jours ouvrables avant la date d'échéance de la suspension, que l'exploitant ne se trouve plus dans l'une des situations visées à l'article 5, § 2, du décret du 28 septembre 2023, et invite l'intéressé à se présenter à l'Administration pour récupérer son certificat d'accès à la profession, qui lui est remis :

- 1° en personne ;
- 2° sur production d'un document attestant de son identité ;
- 3° moyennant la signature d'une attestation de réception datée.

TITRE 3. — *Les services d'intermédiation électronique*

CHAPITRE 1^{er}. — *L'agrément*

Art. 13. § 1^{er}. Le dossier de demande d'agrément envoyé via la plateforme en ligne de l'Administration contient les informations et les documents suivants :

- 1° les noms et prénoms ou dénomination sociale du demandeur ;
- 2° le numéro de registre national ou d'entreprise ;
- 3° l'adresse du siège d'exploitation et de l'unité ou des unités d'établissement ;
- 4° un numéro de téléphone et une adresse de messagerie électronique de contact ;
- 5° la preuve de l'enregistrement, auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises, du code d'activité relatif aux services auxiliaires de transports terrestres et, le cas échéant, dans les statuts de la personne morale, la preuve de la mention de cette activité dans son objet social ;
- 6° une attestation de la caisse d'assurance sociales pour travailleurs indépendants du demandeur et une attestation de l'ONSS, le cas échéant, datant de moins de trois mois, démontrant que celui-ci n'a pas de dettes sociales ;
- 7° une attestation de l'organisme officiel compétent, datant de moins de trois mois, démontrant que celui-ci n'accuse pas de retard de plus de six mois en matière de paiements de taxes ou impôts liés à l'exploitation de son service.

§ 2. Dans les trente jours ouvrables de la réception du dossier, l'Administration envoie au demandeur :

- 1° soit, un accusé de réception de dossier complet et recevable ;
- 2° soit, un accusé de réception de dossier incomplet indiquant les renseignements ou les documents manquants.

§ 3. Dans les trente jours ouvrables de la réception d'un accusé de réception de dossier incomplet de la part de l'Administration :

- 1° si le demandeur donne suite à la demande de l'Administration, les dispositions du paragraphe 2 sont à nouveau applicables ;
- 2° si le demandeur ne donne pas suite à la demande de l'Administration, sa demande est automatiquement caduque.

§ 4. Lorsque l'Administration envoie un accusé de réception de dossier complet et recevable, le Gouvernement délivre au demandeur, dans les trente jours ouvrables de cet envoi, l'agrément demandé.

§ 5. L'agrément de service d'intermédiation électronique est délivré conformément au modèle prévu à l'annexe 3.

§ 6. Le service d'intermédiation électronique informe l'Administration dans les huit jours ouvrables de tout changement relatif à sa situation depuis l'introduction de sa demande d'agrément et pendant toute la durée de validité au moyen d'une déclaration faite via la plateforme en ligne de l'Administration.

§ 7. L'Administration peut vérifier à tout moment le respect des conditions d'agrément.

En cas de constat de manquement ou d'irrégularité, le service d'intermédiation électronique dispose de vingt jours ouvrables à dater de la notification du manquement ou de l'irrégularité constaté pour se remettre en ordre.

Passé le délai visé à l'alinéa 2, l'agrément peut être suspendu ou retiré conformément à l'article 15.

CHAPITRE 2. — *Le renouvellement*

Art. 14. § 1^{er}. Au plus tôt six mois et au plus tard trois mois avant l'échéance de son agrément, le titulaire de celui-ci peut introduire un dossier de demande de renouvellement d'agrément, qui contient les informations et les documents suivants :

- 1° la référence donnée par l'Administration à l'agrément dont le renouvellement est demandé ;
- 2° une attestation de la caisse d'assurance sociales pour travailleurs indépendants du titulaire de l'agrément et une attestation de l'ONSS, le cas échéant, datant de moins de trois mois, démontrant que celui-ci est en ordre de paiement de ses cotisations sociales ;
- 3° Le cas échéant, l'actualisation des autres informations communiquées à l'Administration dans le cadre de la demande d'agrément, conformément à l'article 13.

§ 2. Dans les trente jours ouvrables de la réception du dossier :

- 1° si l'Administration constate que le dossier est complet, le Gouvernement délivre le renouvellement de l'agrément ;
- 2° si l'Administration constate que le dossier est incomplet, elle délivre un accusé de réception de dossier incomplet indiquant au demandeur les renseignements ou les documents manquants ;
- 3° si l'Administration constate que le demandeur se trouve dans l'une des situations visées à l'article 9, § 2, du décret du 28 septembre 2023, le Gouvernement refuse le renouvellement du certificat, auquel cas, il justifie ce choix.

§ 3. Dans les trente jours ouvrables de la réception d'un accusé de réception de dossier incomplet de la part de l'Administration :

- 1° si le demandeur donne suite à la demande de l'Administration, les dispositions du paragraphe 2 sont à nouveau applicables ;
- 2° si le demandeur ne donne pas suite à la demande de l'Administration, celle-ci lui envoie un rappel qui fait courir un nouveau délai de trente jours ouvrables, au terme duquel, en l'absence de suite donnée par le demandeur, sa demande est automatiquement caduque.

§ 4. En cas d'intention de ne pas renouveler l'agrément conformément au paragraphe 2, 3°, l'Administration notifie par envoi recommandé, à ce titulaire les informations suivantes :

- 1° les griefs retenus à sa charge ;
- 2° un extrait des dispositions du décret du 28 septembre 2023, des mesures d'exécution de celui-ci ou des conditions d'obtention du certificat d'accès à la profession qui sont transgressées ;
- 3° la teneur de la mesure envisagée, soit le non-renouvellement de l'agrément ;
- 4° son droit, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la réception de la notification prévue par le présent article :
 - a) de consulter le dossier de la procédure ;
 - b) de faire valoir par écrit ses moyens de défense ;
 - c) de demander à présenter oralement ses moyens de défense auprès de l'Administration ;
- 5° son droit de se faire représenter ou assister par un conseil.

Si le titulaire de l'agrément demande à présenter oralement ses moyens de défense, l'Administration lui notifie, par envoi recommandé, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'audition, le lieu, le jour et l'heure de l'audition.

Le délai maximum pour la tenue de l'audition est de quarante jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'audition par le titulaire de l'agrément.

À la fin de l'audition, l'Administration soumet au titulaire de l'agrément le procès-verbal de celle-ci pour signature.

Celui-ci peut demander à faire acter au procès-verbal ses éventuelles observations.

La décision de non-renouvellement de l'agrément est notifiée au titulaire concerné par envoi recommandé dans un délai de quarante jours ouvrables à compter de la notification par envoi recommandé des informations reprises aux 1° à 5° ou de l'audition le cas échéant.

CHAPITRE 3. — *Le retrait et la suspension de l'agrément*

Art. 15. § 1^{er}. À tout moment, l'agrément peut être suspendu pour une durée maximale de trois ans ou retiré par le Gouvernement pour les motifs visés à l'article 9, § 2, du décret du 28 septembre 2023.

§ 2. Lorsqu'elle constate qu'un service d'intermédiation électronique se trouve dans l'une des situations visées à l'article 9, § 2, du décret du 28 septembre 2023, l'Administration notifie par envoi recommandé, au service d'intermédiation électronique les informations suivantes :

- 1° les griefs retenus à sa charge ;
- 2° un extrait des dispositions du décret du 28 septembre 2023, des mesures d'exécution de celui-ci ou des conditions d'agrément qui sont transgressées ;
- 3° la teneur de la mesure envisagée, soit la suspension ou le retrait ;
- 4° le fait qu'il a le droit, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la réception de la notification prévue par le présent article :
 - a) de consulter le dossier de la procédure ;
 - b) de faire valoir par écrit ses moyens de défense ;
 - c) de demander à présenter oralement ses moyens de défense auprès de l'Administration ;
- 5° le fait qu'il a le droit de se faire représenter ou assister par un conseil.

§ 3. Si le service d'intermédiation électronique demande à présenter oralement ses moyens de défense, l'Administration lui notifie, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'audition, le lieu, le jour et l'heure de l'audition.

Le délai maximum pour la tenue de l'audition est de quarante jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'audition par le service d'intermédiation électronique.

À la fin de l'audition, l'Administration soumet au service d'intermédiation électronique le procès-verbal de celle-ci pour signature.

Celui-ci peut demander à faire acter au procès-verbal ses éventuelles observations.

§ 4. La décision de suspension ou de retrait de l'agrément est notifiée au service d'intermédiation électronique concerné, par envoi recommandé, dans un délai de quarante jours ouvrables à compter de la notification visée au paragraphe 2 ou de l'audition.

Passé ce délai, le Gouvernement est réputé renoncer définitivement à toute suspension ou tout retrait fondé sur les faits mis à charge du service d'intermédiation électronique concerné, sauf élément nouveau.

§ 5. Dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la notification de la décision de suspension ou de retrait, le service d'intermédiation électronique est tenu de restituer à l'Administration, son agrément.

Dans l'hypothèse d'une suspension de l'agrément, l'Administration vérifie, quinze jours ouvrables avant la date d'échéance de la suspension, que l'exploitant ne se trouve plus dans l'une des situations visées à l'article 8, § 2, du décret du 28 septembre 2023, et invite l'intéressé à se présenter à l'Administration pour récupérer son agrément, qui lui est remis :

- 1° en personne ;
- 2° sur production d'un document attestant de son identité ;
- 3° moyennant la signature d'une attestation de réception datée.

TITRE 4. — Les services de taxis**CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions communes***Section 1^{re}. — Limitation du nombre de taxis autorisés dans une commune*

Art. 16. § 1^{er}. Le nombre de taxis de station autorisés dans une commune est limité à un véhicule par 1 500 habitants.

Le nombre de taxis de rue autorisés dans une commune est limité à un véhicule par 1 500 habitants.

§ 2. Lorsque le nombre est atteint, le collègue ou son délégué dresse une liste d'attente, réactualisée chaque année, sur laquelle sont inscrits les nom ou raison sociale et adresse des exploitants demandeurs.

§ 3. La sélection s'établit dans l'ordre chronologique de la réception des demandes.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le nombre de taxis autorisés dans une commune peut être supérieur lorsque des circonstances particulières le justifient tel que des événements temporaires de grande ampleur.

Le ministre arrête la liste des événements temporaires de grande ampleur.

§ 5. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les véhicules adaptés au transport de personnes voiturées ne sont pas soumis à la limitation du nombre de taxis autorisés dans une commune.

Art. 17. Par dérogation à l'article 16, le Gouvernement peut, sur demande motivée d'une commune, revoir cette norme à la hausse et fixer un autre chiffre pour cette commune en cas d'inadéquation évidente entre l'offre et la demande et les circonstances suscitant un trafic exceptionnel de manière permanente par la présence, sur le territoire de la commune, d'un aéroport, d'un port, d'une gare, d'un site touristique, d'une zone d'activité économique, d'un hôpital, d'un centre universitaire ou la présence d'une grande zone urbaine à proximité.

Art. 18. Dans la décision prise en application de l'article 17, le Gouvernement tiendra au moins compte du taux d'occupation moyen des véhicules de taxis déjà autorisés. Pour calculer ce taux d'occupation moyen, il peut être tenu compte uniquement des courses de taxis dont le point de départ ou le point de destination se situe dans la commune.

Section 2. — Les tarifs

Art. 19. § 1^{er}. Pour les services de taxis de station, dont la course n'a pas été réservée via un service d'intermédiation électronique de transport, les prix minimums, le pourboire et la taxe sur la valeur ajoutée compris, sont fixés comme suit :

- 1° le montant de la prise en charge : 3.00 euros ;
- 2° le prix kilométrique : 1.65 euros par kilomètre ;
- 3° les frais d'attente : 0.35 euros par minute ;
- 4° le supplément forfaitaire pour les courses de nuit : 3.00 euros ;
- 5° le prix minimum de la course : 8.00 euros comprenant deux kilomètres et la prise en charge.

Le trajet peut être compté depuis le départ du garage ou du lieu de stationnement jusqu'au retour au même endroit. Le trajet à vide se fait par le chemin le plus court.

Il est fait application du tarif I ou du tarif II selon que le client abandonne ou pas le véhicule. Le conducteur s'assure des intentions du client avant l'enclenchement du tarif plus élevé.

Le tarif II ne peut être supérieur au double du tarif I.

L'exploitant peut accorder des remises commerciales aux clients si celles-ci respectent les tarifs minimums.

§ 2. Pour les services de taxis de station, dont la course n'a pas été réservée via un service d'intermédiation électronique de transport, les prix maximums, le pourboire, la taxe sur la valeur ajoutée compris sont fixés comme suit :

- 1° le prix kilométrique : 1.85 euros par kilomètre ;
- 2° les frais d'attente : 0.65 euro par minute ;
- 3° le supplément forfaitaire pour les courses de nuit : 5.00 euros ;
- 4° le prix minimum de la course : 10.00 euros comprenant deux kilomètres et la prise en charge.

Le trajet est compté depuis le départ du garage ou du lieu de stationnement jusqu'au retour au même endroit. Le trajet à vide se fait par le chemin le plus court.

Il est fait application du tarif I ou du tarif II selon que le client abandonne ou pas le véhicule. Le conducteur s'assure des intentions du client avant l'enclenchement du tarif plus élevé.

Le tarif II ne peut être supérieur au double du tarif I.

§ 3. Pour les services de taxis de rue et de station dont la course a été réservée via un service d'intermédiation électronique de transport, le prix minimum est fixé comme suit :

- 1° le prix kilométrique : 1.65 euros par kilomètre, taxe sur la valeur ajoutée comprise ;
- 2° le prix minimum de la course : 8.00 euros.

§ 4. Les montants repris aux paragraphes 1^{ers} à 3 sont liés à l'indice des prix à la consommation du mois d'entrée en vigueur du présent arrêté.

À partir du 1^{er} janvier 2026, ils sont ajustés automatiquement au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation du mois de novembre de l'année précédente.

Les montants indexés sont arrondis au multiple de 0.10 euro supérieur le plus proche.

CHAPITRE 2. — *La licence d'exploitation**Section 1^{re}*. — La demande de licence d'exploitation

Art. 20. La demande de licence d'exploitation d'un service de taxis prévue à l'article 18 du décret du 28 septembre 2023 mentionne à peine d'irrecevabilité :

- 1° les noms et prénoms ou la dénomination sociale du demandeur ;
- 2° sa qualité ou profession ;
- 3° l'adresse du domicile ou du siège social, des différentes unités d'établissement, le cas échéant et sa forme juridique ;
- 4° un numéro de téléphone et une adresse de messagerie électronique de contact ;
- 5° un numéro d'identification à la Banque-Carrefour des Entreprises, le cas échéant ;
- 6° les coordonnées du gestionnaire de transport ;
- 7° le type de service de taxis choisi ;
- 8° le nombre de véhicules pour lesquels les licences sont sollicitées, en ce compris les éventuels véhicules de réserve ;
- 9° les numéros d'immatriculation, les numéros de châssis, les marques et les modèles des véhicules à utiliser ;
- 10° les lieux de stationnement non situés sur la voie publique dont l'exploitant est propriétaire ou dont il a la jouissance ou les lieux de stationnement situés sur la voie publique susceptibles d'être utilisés lorsque le véhicule n'est pas en service.

Art. 21. La demande visée à l'article 20 est accompagnée des documents suivants :

- 1° une copie du certificat d'accès à la profession délivré par le Gouvernement ;
- 2° une copie du certificat d'immatriculation du véhicule visé à l'article 16 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement de l'immatriculation des véhicules à moteur et des remorques de tous les véhicules utilisés dans le cadre de l'exploitation ;
- 3° une copie du dernier certificat de visite visé à l'article 24, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles répondent les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité respectant le prescrit de l'article 23 ter, § 1^{er}, 2°, du même arrêté royal ;
- 4° une copie de l'attestation de l'assureur confirmant que les véhicules sont assurés pour du transport rémunéré de personnes, conformément au modèle repris à l'annexe 1^{re} du présent arrêté et de la carte internationale d'assurance automobile ;
- 5° une copie de la facture d'achat du véhicule ou, le cas échéant, du contrat de vente à tempérament, de location financement ou de location-vente y relatif ainsi que la preuve que le demandeur respecte le paiement des mensualités y relatives.

Art. 22. La demande de licence d'exploitation datée et signée par l'exploitant ou par le gestionnaire de transport et accompagnée de ses annexes est adressée au collège ou à son délégué par toute voie utile.

Celui-ci vérifie que la demande est complète et adresse un accusé de réception au demandeur par toute voie utile dans les quinze jours ouvrables de la réception de la demande.

Art. 23. Le collège prend sa décision dans un délai de soixante jours ouvrables à dater de l'accusé de réception d'un dossier complet.

Art. 24. Dans le cadre d'une décision d'accorder une licence d'exploitation, le collège ou son délégué délivre, dans les cinq jours ouvrables à dater de la décision du collège, par toute voie utile la licence d'exploitation à l'exploitant et transmet, par toute voie utile, sa décision ainsi que le dossier au Gouvernement.

Dans un délai de trente jours ouvrables à dater de la réception de la décision du collège, le Gouvernement peut annuler, tout ou partie de l'acte accordant une licence d'exploitation lorsque celle-ci ne respecte pas les dispositions du décret du 28 septembre 2023, du présent arrêté ou de toute autre réglementation en la matière. Il en informe le collège par toute voie utile.

Le collège, dès réception de la notification du Gouvernement, informe par toute voie utile l'exploitant des motifs de l'annulation.

Section 2. — La durée de la licence d'exploitation

Art. 25. Conformément à l'article 22 du décret du 28 septembre 2023, la durée de la licence d'exploitation est fixée en fonction de la limite d'âge du véhicule qui est atteinte sept ans après la date de première immatriculation.

Lorsque le véhicule est, soit adapté au transport de personnes voiturées, soit un véhicule à zéro-émission électrique ou zéro-émission hydrogène, la durée de la licence d'exploitation est fixée en fonction de la limite d'âge du véhicule qui est atteinte dix ans après la date de première immatriculation.

Section 3. — La demande d'une licence pour un véhicule de réserve

Art. 26. Un véhicule de réserve est autorisé par tranche de cinq véhicules disposant d'une licence d'exploitation.

L'exploitant informe, par toute voie utile, le collège ou son délégué de l'utilisation du véhicule de réserve et de la durée de celle-ci.

Art. 27. § 1^{er}. Les demandes de licence d'exploitation pour un véhicule de réserve au sens de l'article 24 du décret du 28 septembre 2023 sont introduites :

- 1° soit, en même temps que la demande de licence d'exploitation d'un service de taxi ;
- 2° soit, en cours d'exploitation.

§ 2. La demande de licence d'exploitation pour un véhicule de réserve contient les mentions et annexes suivantes :

- 1° l'identité complète du demandeur ;
- 2° une copie de la licence d'exploitation d'un service de taxi ;

- 3° une copie de la facture d'achat du véhicule de réserve ou, le cas échéant, du contrat de vente à tempérament, de location financement ou de location-vente y relatif ;
- 4° une copie des documents relatifs au véhicule visés à l'article 21, 2° à 4°, si l'exploitant les a déjà en sa possession.

Les demandes de licence d'exploitation pour un véhicule de réserve sont introduites et instruites selon la procédure définie aux articles 22 à 24.

Section 4. — La demande d'une licence temporaire

Art. 28. § 1^{er}. Les demandes de licence d'exploitation temporaire au sens de l'article 25 du décret du 28 septembre 2023, lorsque l'indisponibilité du véhicule dépasse un délai de quinze jours, sont introduites en cours d'exploitation et contiennent les mentions et annexes suivantes :

- 1° l'identité complète du demandeur ;
- 2° les éléments d'identification, le nom du propriétaire et le numéro d'immatriculation du véhicule temporairement endommagé ou hors service ;
- 3° les éléments d'identification et le numéro d'immatriculation du véhicule utilisé temporairement ;
- 4° la durée pour laquelle est sollicitée la licence d'exploitation temporaire ;
- 5° le motif précis de l'immobilisation temporaire du véhicule habituellement exploité ;
- 6° l'indication du lieu où le véhicule immobilisé peut être inspecté ;
- 7° l'attestation de l'assureur visée à l'article 21, 4°, confirmant que le véhicule est assuré pour du transport rémunéré de personnes et la carte internationale d'assurance automobile concernant le véhicule utilisé temporairement ;
- 8° une copie du dernier certificat de visite visé à l'article 24, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, qui respecte les modalités des contrôles périodiques de l'article 23 ter, § 1^{er}, 2°, du même arrêté royal, concernant le véhicule utilisé temporairement.

§ 2. Les demandes de licence d'exploitation temporaire datées, signées par l'exploitant accompagnées de leurs annexes sont adressées au collègue ou à son délégué par toute voie utile.

§ 3. Le collègue ou son délégué vérifie que la demande est complète et correcte.

Il peut réclamer les documents manquants et faire compléter les mentions insuffisantes de la demande ou de ses annexes.

Il peut également demander à l'exploitant de présenter le véhicule.

§ 4. Le collègue ou son délégué notifie à l'exploitant sa décision dans les dix jours ouvrables de la réception d'une demande de licence temporaire complète.

§ 5. Lorsque l'indisponibilité du véhicule ne dépasse pas un délai de quinze jours, l'exploitant transmet, par toute voie utile, au collègue ou à son délégué une déclaration contenant les mentions reprises au paragraphe 1^{er}.

Section 5. — La demande de cession de licence d'exploitation

Art. 29. § 1^{er}. La demande de cession de licence d'exploitation visée à l'article 26, § 2, du décret du 28 septembre 2023 contient les informations suivantes :

- 1° les noms et prénoms ou dénomination sociale des candidats cédants et des candidats cessionnaires ;
- 2° leur numéro de registre national ou d'entreprise ;
- 3° l'adresse de leur domicile ou siège social et, le cas échéant, de leurs unités d'établissement ;
- 4° un numéro de téléphone et une adresse de messagerie électronique de contact pour chacun d'eux ;
- 5° la référence donnée par l'administration communale à la licence d'exploitation des candidats cédants et des candidats cessionnaires, le cas échéant ;
- 6° l'identification de la nature de la cession envisagée ;
- 7° la preuve de l'accord de chaque candidat cédant et chaque candidat cessionnaire concerné par la demande, qui peut être rapportée, pour chacun d'eux, soit par la signature de la demande, soit par l'ajout à la demande d'un document signé.

§ 2. Dans les vingt jours ouvrables de la réception de la demande, l'administration communale envoie aux candidats cédants et aux candidats cessionnaires :

- 1° soit, un accusé de réception de dossier complet et recevable ;
- 2° soit, un accusé de réception de dossier incomplet indiquant les renseignements ou les documents manquants.

§ 3. Dans les vingt jours ouvrables de la réception d'un accusé de réception de dossier incomplet de la part de l'administration communale :

- 1° si l'un des candidats cédants ou cessionnaires donne suite à la demande de l'administration communale, les dispositions du paragraphe 2 sont à nouveau applicables ;
- 2° si aucune suite n'est donnée à la demande de l'administration communale, la demande de cession est caduque.

§ 4. Lorsque le collègue a donné son autorisation conformément à l'article 26, § 2, du décret du 28 septembre 2023, l'administration communale envoie un accusé de réception de dossier complet et recevable, elle transmet en même temps le dossier au Gouvernement.

§ 5. Le Gouvernement, dans un délai de trente jours ouvrables à compter de la réception de la demande, envoie au collègue :

- 1° soit, son accord sur la cession ;
- 2° soit, son refus de la cession.

§ 6. Si le Gouvernement donne son accord, les cédants et cessionnaires concernés, confirment, dans un délai de nonante jours ouvrables à compter de l'envoi de cet accord, à l'Administration que la cession autorisée a été réalisée.

À défaut, l'accord est caduc.

§ 7. Dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de l'envoi de la confirmation visée au paragraphe 6, le collège ou son délégué envoie aux cessionnaires et, au cédant, une licence d'exploitation mise à jour ou une nouvelle licence d'exploitation.

Section 6. — Les recours

Art. 30. § 1^{er}. Dans le cadre d'une décision de refus de licence d'exploitation visée à l'article 21, alinéa 3, du décret du 28 septembre 2023, le collège ou son délégué transmet dans les cinq jours ouvrables, par toute voie utile, sa décision au demandeur et en adresse une copie pour information à l'Administration.

§ 2. Dans ce cas ou en cas d'absence de décision du collège dans les quarante jours ouvrables à compter de l'accusé de réception de la demande de licence d'exploitation, le demandeur a la possibilité d'introduire un recours auprès du Gouvernement.

Le recours visé à l'alinéa 1^{er} est notifié à l'Administration, par envoi recommandé, selon les cas, dans les quinze jours ouvrables à compter de la notification du refus ou dans les quinze jours ouvrables à compter de la date d'expiration du délai de quarante jours ouvrables à compter de la réception de l'accusé de réception de la demande de licence d'exploitation.

§ 3. Le Gouvernement statue dans les quarante jours ouvrables à compter de la réception du recours.

Section 7. — La suspension et le retrait

Art. 31. § 1^{er}. À tout moment, la licence d'exploitation peut être suspendue pour une durée maximale de cinq ans ou retirée par le collège pour les motifs visés à l'article 29, § 1^{er}, du décret du 28 septembre 2023.

§ 2. Lorsqu'il constate qu'un exploitant se trouve dans l'une des situations visées à l'article 29, § 1^{er}, du décret du 28 septembre 2023, le collège ou son délégué notifie, par envoi recommandé, à l'exploitant les informations suivantes :

- 1° les griefs retenus à sa charge ;
- 2° un extrait des dispositions du décret, des mesures d'exécution de celui-ci, du règlement communal applicable aux services de taxis ou des conditions d'obtention d'une licence d'exploitation qui sont transgressées ;
- 3° la teneur de la mesure envisagée, soit la suspension ou le retrait ;
- 4° le fait qu'il a le droit, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la réception de la notification prévue par le présent article :
 - a) de consulter le dossier de la procédure ;
 - b) de faire valoir par écrit ses moyens de défense ;
 - c) de demander à présenter oralement ses moyens de défense auprès du collège ou de son délégué ;
- 5° le fait qu'il a le droit de se faire représenter ou assister par un conseil.

§ 3. Si l'exploitant demande à présenter oralement ses moyens de défense, le collège ou son délégué lui notifie, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'audition, le lieu, le jour et l'heure de l'audition.

Le délai maximum pour la tenue de l'audition est de quarante jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'audition par l'exploitant.

À la fin de l'audition, le collège ou son délégué soumet à l'exploitant le procès-verbal de celle-ci pour signature.

Celui-ci peut demander à faire acter au procès-verbal ses éventuelles observations.

§ 4. La décision de suspension ou de retrait de la licence d'exploitation est notifiée à l'exploitant concerné, par envoi recommandé, dans un délai de quarante jours ouvrables à compter de la notification visée au paragraphe 2 ou de l'audition.

Passé ce délai, le collège est réputé renoncer définitivement à toute suspension ou tout retrait fondé sur les faits mis à charge de l'exploitant concerné, sauf élément nouveau.

La décision de suspension ou de retrait de la licence d'exploitation est notifiée à l'Administration par toute voie utile dans un délai de quinze jours ouvrables.

§ 5. L'exploitant a la possibilité d'introduire un recours contre la décision de suspension ou de retrait auprès du Gouvernement.

Le recours visé à l'alinéa 1^{er} est notifié à l'Administration par envoi recommandé, dans les quinze jours ouvrables à compter de la notification de la décision de suspension ou de retrait de la licence d'exploitation.

Le Gouvernement statue dans les soixante jours ouvrables à compter de la réception du recours.

§ 6. Dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la notification de la décision de suspension ou de retrait, l'exploitant est tenu de restituer à l'administration communale, sa licence d'exploitation.

§ 7. Dans l'hypothèse d'une suspension de la licence d'exploitation, le collège ou son délégué vérifie, quinze jours ouvrables avant la date d'échéance de la suspension, que l'exploitant ne se trouve plus dans l'une des situations visées à l'article 29, § 1^{er}, du décret du 28 septembre 2023, et invite l'intéressé à se présenter à l'administration communale pour récupérer sa licence d'exploitation, qui lui est remise :

- 1° en personne ;
- 2° sur production d'un document attestant de son identité ;
- 3° moyennant la signature d'une attestation de réception datée.

CHAPITRE 3. — *Les conditions d'exploitation**Section 1^{ère}*. — Dispositions relatives aux exploitants

Art. 32. L'exploitant engage ou laisse circuler uniquement les chauffeurs qui disposent du certificat de capacité prévu à l'article 33 du décret du 28 septembre 2023.

Art. 33. L'exploitant notifie à l'administration communale, dans un délai de huit jours ouvrables, tout changement de domicile, de gestionnaire de transport, de siège d'exploitation ou de siège social, ainsi que tout changement de véhicule.

La commune en informe l'Administration dans les trente jours ouvrables de la notification.

Section 2. — Les dispositions relatives aux chauffeurs*Sous-section 1^{ère}*. — Le certificat de capacité

Art. 34. Chaque année, et au plus tard le 15 avril, l'administration communale communique, par toute voie, à l'Administration la liste complète des chauffeurs titulaires d'un certificat de capacité délivré par le collège ou son délégué.

Art. 35. Satisfait aux conditions de moralité, le candidat qui n'a pas fait l'objet, en Belgique ou à l'étranger, de l'une des condamnations suivantes, assorties ou non d'un sursis, issues d'un jugement qui n'est plus susceptible de recours :

- 1° une condamnation datant de moins de dix ans à une peine criminelle ;
- 2° une condamnation à une peine correctionnelle d'emprisonnement principale :
 - a) de plus de six mois au cours des dix dernières années ;
 - b) de trois à six mois au cours des cinq dernières années ;
- 3° des condamnations correctionnelles ou de police datant de moins de trois ans qui, additionnées, dépassent mois d'emprisonnement ;
- 4° plus de cinq condamnations pour infraction du deuxième degré au Code de la route, au cours des trois dernières années ;
- 5° plus d'une condamnation pour conduite sous imprégnation alcoolique, en état d'ivresse ou analogue ou sous l'influence d'autres substances affectant la capacité de conduire, au cours des trois dernières années ;
- 6° plus de trois condamnations pour des infractions autres que de premier degré à la réglementation de la circulation routière et non visées aux 4° et 5°, dans les trois dernières années ;
- 7° une condamnation datant de moins de cinq ans pour infraction :
 - a) à la loi du 22 mai 2014 tendant à lutter contre le sexisme dans l'espace public et modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes afin de pénaliser l'acte de discrimination ;
 - b) aux dispositions du titre IV de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes ;
 - c) aux dispositions du titre IV de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ;
 - d) aux dispositions de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ;
- 8° une condamnation datant de moins de cinq ans pour infraction aux articles 269 à 282 du Code pénal.

Il n'est pas tenu compte des condamnations qui ont été effacées ou pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation.

S'agissant des condamnations prononcées par une juridiction étrangère, il est tenu compte de toute condamnation s'appliquant à un fait qui, d'après la loi belge, constitue une des infractions visées à la présente disposition.

Art. 36. Satisfait aux conditions de qualification professionnelle le candidat qui :

- 1° est âgé de vingt et un ans accomplis ;
- 2° est titulaire au minimum d'un permis de conduire de catégorie B en cours de validité ou un permis de conduire européen de catégorie équivalente ;
- 3° est titulaire d'une attestation d'aptitude à la conduite valide délivrée en application de l'article 43, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire sauf si une mention y relative figure sur le permis de conduire du candidat.

Art. 37. Tout dossier de demande d'un certificat de capacité comprend à peine d'irrecevabilité :

- 1° le nom et le prénom du demandeur ;
- 2° le numéro de registre national du demandeur ;
- 3° l'adresse, à laquelle toute convocation ou communication officielle peut être valablement faite au demandeur ;
- 4° un numéro de téléphone et une adresse de messagerie électronique de contact ;
- 5° un extrait de casier du judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle et datant de moins de trois mois.

Sauf s'ils séjournent de manière légale et ininterrompue en Belgique depuis plus de dix ans, les ressortissants étrangers présentent également un document correspondant émanant de leur pays d'origine ou une attestation de leur ambassade équivalent à ce document ou encore la preuve qu'ils bénéficient du statut de réfugié ;

- 6° une copie du permis en cours de validité, belge ou étranger, qui l'autorise à conduire en Belgique un véhicule de catégorie B ;

- 7° une attestation d'aptitude à la conduite valide délivrée en application de l'article 43, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire sauf si une mention y relative figure sur le permis de conduire du demandeur ;
- 8° s'il est un ressortissant étranger concerné, le document l'autorisant à travailler en Belgique ;
- 9° deux photos au format carte d'identité du demandeur.

Dans les quinze jours ouvrables de la réception du dossier, l'administration communale envoie au demandeur :

- 1° son attestation de capacité professionnelle selon le modèle établi à l'annexe 4 délivrée par le collègue ou son délégué ;
- 2° soit un accusé de réception de dossier incomplet indiquant les renseignements ou les documents manquants.

Dans les quinze jours ouvrables de la réception d'un accusé de réception de dossier incomplet de la part de l'administration communale :

- 1° si le demandeur donne suite à la demande de l'administration communale, les dispositions de l'alinéa 2 sont à nouveau applicables ;
- 2° si le demandeur ne donne pas suite à la demande de l'administration communale, celle-ci lui envoie un rappel qui fait courir un nouveau délai de quinze jours ouvrables, au terme duquel, en l'absence de suite donnée par le demandeur, sa demande est automatiquement caduque.

Art. 38. Les personnes ayant exercé irrégulièrement le métier de chauffeur d'un service de taxis sur le territoire de la Région sans être titulaires d'un certificat de capacité se voient refuser, après constat par un procès-verbal établi par un fonctionnaire de police ou par un agent de l'Administration désigné en vertu du décret du 4 février 1999 relatif à la désignation des fonctionnaires chargés du contrôle de la réglementation sur le transport de personnes en Région wallonne, toute possibilité d'exercer cette profession pendant une durée de six mois à compter de la date du procès-verbal constatant l'infraction.

Art. 39. Les chauffeurs font revalider entre le 1^{er} janvier et le 31 mars leur certificat de capacité auprès de l'administration communale.

La revalidation du certificat de capacité est refusée si le chauffeur ne répond plus aux conditions visées à l'article 33, § 2, alinéa 2, du décret du 28 septembre 2023.

La procédure prévue à l'article 37 est applicable.

Art. 40. Les chauffeurs informent l'administration communale de tout changement des données prévues à l'article 37 dans les huit jours ouvrables.

Art. 41. § 1^{er}. À tout moment, le certificat de capacité peut être suspendu pour une durée maximale de six mois ou retiré par le collègue pour les motifs visés à l'article 33, § 2, du décret du 28 septembre 2023.

§ 2. Lorsqu'il constate que le titulaire d'un certificat de capacité se trouve dans l'une des situations visées à l'article 33, § 2, du décret du 28 septembre 2023, le collègue notifie par toute voie utile, à ce titulaire les informations suivantes :

- 1° les griefs retenus à sa charge ;
- 2° un extrait des dispositions du décret du 28 septembre 2023, des mesures d'exécution de celui-ci ou des conditions d'obtention du certificat de capacité qui sont transgressées ;
- 3° la teneur de la mesure envisagée, soit la suspension ou le retrait ;
- 4° son droit, dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception de la notification prévue par le présent article :
 - a) de consulter le dossier de la procédure ;
 - b) de faire valoir par écrit ses moyens de défense ;
 - c) de demander à présenter oralement ses moyens de défense auprès du collègue ;
- 5° son droit de se faire représenter ou assister par un conseil.

§ 3. Si le titulaire du certificat d'accès à la profession demande à présenter oralement ses moyens de défense, le collègue lui notifie, par toute voie utile, dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'audition, le lieu, le jour et l'heure de l'audition.

Le délai maximum pour la tenue de l'audition est de vingt jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'audition par le titulaire du certificat de capacité.

A la fin de l'audition, le collègue soumet au titulaire du certificat de capacité le procès-verbal de celle-ci pour signature.

Celui-ci peut demander à faire acter au procès-verbal ses éventuelles observations.

§ 4. La décision de suspension ou de retrait du certificat de capacité est notifiée au titulaire concerné par toute voie utile dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la notification visée au paragraphe 2 ou de l'audition le cas échéant.

Passé ce délai, le collègue est réputé renoncer définitivement à toute suspension ou tout retrait fondé sur les faits mis à charge du titulaire concerné, sauf si de nouvelles circonstances surviennent.

§ 5. Dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la notification de la décision de suspension ou de retrait, le titulaire du certificat de capacité est tenu de restituer à l'administration communale, son certificat d'accès à la profession.

Dans l'hypothèse d'une suspension du certificat de capacité, le collègue ou son délégué, vérifie, quinze jours ouvrables avant la date de d'échéance de la suspension, que le chauffeur ne se trouve plus dans l'une des situations visées à l'article 33, § 2, du décret du 28 septembre 2023 et invite l'intéressé à se présenter à l'administration communale pour récupérer son certificat de capacité, qui lui est remis :

- 1° en personne ;
- 2° sur production d'un document attestant de son identité ;
- 3° moyennant la signature d'une attestation de réception datée.

Art. 42. Lorsqu'ils sont en service, les chauffeurs sont en possession de leur certificat de capacité, de leur permis de conduire, de l'attestation d'aptitude à la conduite sauf si une mention y relative figure sur le permis de conduire et de leur carte d'identité.

Sous-section 2. — Dispositions communes aux chauffeurs de taxis de rue et de station

Art. 43. Les chauffeurs :

- 1° portent un uniforme constitué d'une tenue sobre composé d'une veste de teinte unie, d'un pantalon ou d'une jupe de teinte unie, et de chaussures fermées.
Par temps chaud, le port de la veste n'est pas obligatoire. Par temps froid, le port d'un pull de teinte unie ou d'un manteau de teinte unie est autorisé ;
- 2° se comportent avec politesse et respect envers le public ;
- 3° aident les personnes âgées ou les personnes à mobilité réduite à embarquer dans le véhicule et à en débarquer ;
- 4° s'assurent, avant la mise en marche du véhicule, que les portes sont bien fermées ;
- 5° restent avec leur véhicule à disposition des usagers qu'ils conduisent pendant tout le temps exigé par ceux-ci, sauf s'il en résulte des prestations d'une amplitude manifestement exagérée ;
- 6° s'assurent que le client n'a rien oublié dans le véhicule et de lui remettre sur le champ les objets qu'il peut y avoir laissés. Si, pour un motif quelconque, cette remise n'a pu s'effectuer, les objets trouvés sont déposés aussitôt que possible, et au plus tard dans les cinq jours, au bureau de police le plus proche ;
- 7° délivrent, une attestation de transport qui comporte les mentions suivantes :
 - a) le nom de l'entreprise ;
 - b) le numéro d'identification du taxi ;
 - c) le numéro d'ordre de la course ;
 - d) la date et l'heure de prise en charge et de fin de course ;
 - e) le nombre de kilomètres parcourus ;
 - f) le prix total de la course ;
 - g) le lieu précis d'embarquement et de débarquement du client ;
 - h) le nom du chauffeur ;
- 8° font observer les obligations mises à charge des usagers par le présent arrêté ;
- 9° aident les usagers à charger et à décharger leurs bagages ;
- 10° coupent le moteur de leur véhicule lorsque celui-ci est en stationnement, sauf s'il est nécessaire que le moteur reste en fonctionnement pour des raisons techniques.

Art. 44. Sauf indication contraire du client, le chauffeur conduit celui-ci par la voie la plus rapide à son point de destination.

Art. 45. Sauf motifs valables visés à l'article 46, tout chauffeur en service sur le territoire de sa commune est tenu, dès qu'il est libre et que son véhicule est en ordre de marche, de prendre en charge les personnes qui désirent se faire transporter.

Lorsque le véhicule affecté à un service de taxi est utilisé dans le cadre d'un usage privé, il peut stationner sur la voie publique ou sur une voie privée accessible au public pour autant, de manière cumulative :

- a) qu'ils présentent à l'avant droit un panneau portant l'inscription « USAGE PRIVE » conforme au modèle figurant à l'annexe 8 ;
- b) que le chauffeur ait complété la feuille de route avant le début de l'utilisation du véhicule dans le cadre d'un usage privé de manière inaltérable ;
- c) que le dispositif répétiteur soit enlevé ou recouvert.

Un seul véhicule de la flotte peut être affecté à un usage privé.

L'exploitant communique cette affectation lors de la demande d'une licence d'exploitation.

Art. 46. Les chauffeurs peuvent :

- 1° refuser de prendre en charge toute personne demandant à être conduite à longue distance ou dans un endroit isolé, à moins que le client ait décliné son identité, au besoin à l'aide de l'intervention des services de police ;
- 2° refuser de prendre en charge toute personne en état d'ivresse ou sous l'influence de stupéfiants ;
- 3° refuser de prendre en charge des clients qui perturbent l'ordre public, compromettent la sécurité, mettent en péril les bonnes mœurs et ne respectent pas le véhicule ou le chauffeur lui-même ;
- 4° exiger une provision pour les courses de longue distance.

Art. 47. Il est interdit aux chauffeurs :

- 1° de fumer ou de réaliser toute action équivalente dans le véhicule ;
- 2° de laisser conduire leur véhicule par un tiers à l'exception des candidats chauffeurs en stage ;
- 3° d'assurer leur service en compagnie de personnes autres que la clientèle à l'exception des candidats chauffeurs en stage, ou en compagnie d'un animal ;
- 4° de charger dans leur véhicule des objets pouvant souiller ou détériorer les garnitures intérieures ;
- 5° de diffuser n'importe quel son par n'importe quel support à l'exception du système de distribution des courses présent dans le véhicule, sauf avec l'accord de l'usager ;
- 6° de racoler ou de faire racoler des clients par autrui ;
- 7° de refuser à bord du véhicule les chiens d'assistance.

Sous-section 3. — Exigences particulières imposées aux chauffeurs de taxis de station

Art. 48. Le chauffeur, après chaque course ou chaque série ininterrompue de courses, ramène le véhicule par la voie la plus rapide à un point de stationnement autorisé.

Le conducteur hélé sur le territoire de sa commune refuse la course si son véhicule se trouve à moins de cent mètres d'un lieu de stationnement réservé aux taxis où un ou plusieurs véhicules sont disponibles.

Art. 49. Il est interdit aux chauffeurs :

- 1° de réclamer un prix supérieur à celui indiqué au taximètre ;
- 2° de placer leur véhicule en surnombre ou en-dehors des limites fixées aux places de stationnement réservées aux taxis.

Section 3. — Dispositions relatives aux véhicules

Art. 50. Les véhicules affectés à l'exploitation d'un service de taxis sont en permanence en bon état et présentent toutes les conditions de sécurité, de qualité, de commodité et de propreté nécessaires, tant en ce qui concerne la carrosserie que l'habitacle, détaillées comme suit :

- 1° l'ouverture et la fermeture des portières, du coffre et du capot se fait sans difficulté ;
- 2° les vitres des portières peuvent être ouvertes et fermées facilement ;
- 3° les véhicules ne peuvent présenter des traces d'accident ou de rouille, leur donnant un aspect négligé.
La peinture du véhicule ne peut pas être écaillée ou enlevée à quelque endroit que ce soit. Elle ne peut pas présenter de retouches d'une autre couleur que celles du véhicule ;
- 4° les sièges ne peuvent pas être défoncés, la garniture des sièges ne peut pas être déchirée, ni présenter des traces de souillure ;
- 5° le véhicule en mouvement ne peut pas produire des vibrations ou des bruits anormaux ;
- 6° ni papier ni déchet quelconque ne peuvent se trouver à l'intérieur du véhicule ;
- 7° les véhicules sont aérés régulièrement de sorte qu'aucune odeur désagréable ne soit perceptible à l'intérieur de l'habitacle.

Art. 51. En cas de circonstances empêchant le véhicule de continuer sa route, notamment pour cause de panne ou accident, il est loisible à l'usager, soit d'abandonner le véhicule en payant la somme enregistrée au moment de l'interruption du service pour autant que le chauffeur lui permette d'achever sa course au moyen d'un autre véhicule, soit de garder le véhicule et, dans ce cas, de déduire, de commun accord avec le chauffeur, le temps d'attente correspondant à l'indisponibilité du véhicule, avec inscription adéquate à la feuille de route.

Art. 52. En cas de contestation entre le chauffeur et les usagers, le chauffeur ne peut pas refuser de conduire ceux-ci au bureau de police le plus proche où leur plainte est examinée.

L'usager dont la plainte n'est pas reconnue fondée par une juridiction de l'ordre judiciaire est tenu au paiement du prix du parcours supplémentaire, attente comprise.

Art. 53. Tout véhicule affecté à un service de taxis porte à l'avant-droit, à hauteur de la plaque d'immatriculation, une plaque démontable d'une dimension de quinze centimètres de largeur sur huit centimètres de hauteur délivrée par l'administration communale sur laquelle figurent au moins le mot « Taxi » et les mentions « de rue » ou de « station » selon le type de licence d'exploitation accordée, le nom de la commune par laquelle il a été autorisé et le numéro d'identification attribué par la commune, conformément au modèle figurant à l'annexe 5.

Une fiche signalétique en couleur est affichée, à l'intérieur du véhicule, à un endroit clairement visible des usagers, selon le modèle établi à l'annexe 17, d'un format A5 au minimum. Cette fiche reprend :

- 1° le type de licence d'exploitation accordée ;
- 2° l'identité de l'exploitant ;
- 3° le nom de la commune par laquelle il a été autorisé ;
- 4° le numéro d'identification attribué par la commune ;
- 5° le modèle du véhicule ;
- 6° l'adresse électronique de l'Administration pour le dépôt de plainte.

Une copie du certificat de capacité professionnelle du chauffeur est affichée à l'intérieur du véhicule, à un endroit clairement visible des usagers, selon le modèle établi à l'annexe 4, d'un format A5 au minimum.

Art. 54. Tout véhicule affecté à un service de taxi porte une plaque d'immatriculation conformément à l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules.

Dès qu'un véhicule n'est plus utilisé dans le cadre de l'exploitation du service, l'exploitant est tenu, dans les huit jours ouvrables, de restituer la plaque d'immatriculation à la Direction de l'Immatriculation des Véhicules, en abrégé D.I.V. et d'en informer le collègue ou son délégué.

La radiation ou l'effacement de la plaque d'immatriculation entraîne de plein droit la caducité de la licence d'exploitation relative à ce véhicule.

Art. 55. Tout véhicule a à son bord au moins les documents suivants :

- 1° une copie de la licence d'exploitation visée à l'article 20 ;
- 2° la feuille de route journalière relative aux déplacements du véhicule établie conformément à l'annexe 15 ;
- 3° une copie de la réglementation relative aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité, en ce compris le règlement communal éventuel relatif aux services de taxis ;
- 4° la carte internationale d'assurance automobile.

Le véhicule peut être équipé d'un appareil périphérique permettant d'établir électroniquement la feuille de route mentionnée à l'alinéa 1^{er}, 2°. La feuille de route établie électroniquement mentionne les indications exigées dans le modèle figurant à l'annexe 15. En cas de feuille de route rédigée électroniquement, celle-ci est consultable en tout temps.

Le ministre peut rendre obligatoire l'utilisation d'une feuille de route électronique et arrêter les conditions techniques auxquelles celle-ci doit répondre.

Les feuilles de route sont conservées au siège pendant une période minimale de trois années.

Art. 56. Les véhicules de réserve visés à l'article 24 du décret du 28 septembre 2023 répondent aux conditions suivantes :

- 1° être entièrement équipés pour assurer un service de taxis de rue ou de station selon l'affectation du véhicule, y compris l'exigence relative à la plaque d'immatriculation conformément à l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules ;
- 2° être mentionnés dans l'acte d'autorisation de l'exploitant et dans l'attestation y annexée ;
- 3° être munis à l'extérieur, d'une part, à l'avant-droit, de la plaquette d'identification du véhicule auquel il se substitue et, d'autre part, à l'avant-gauche, d'une plaquette portant la mention « RESERVE » selon le modèle prévu par l'annexe 6 ;
- 4° avoir à leur bord tous les documents requis pour exercer un service de taxis ainsi que les documents d'autorisation relatifs à l'utilisation du véhicule de réserve ;
- 5° avoir à leur bord la carte internationale d'assurance automobile.

Art. 57. Les véhicules utilisés temporairement visés à l'article 25 du décret du 28 septembre 2023 répondent aux conditions suivantes :

- 1° être entièrement équipés pour assurer un service de taxis, à l'exception de l'exigence relative à la plaque d'immatriculation conformément à l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules. ;
- 2° être munis à l'extérieur, d'une part, à l'avant-droit, de la plaquette d'identification du véhicule auquel il se substitue et, d'autre part, à l'avant-gauche, d'une plaquette portant la mention « REMPLACEMENT » selon le modèle figurant dans l'annexe 7 du présent arrêté ;
- 3° avoir à leur bord tous les documents requis pour exercer un service de taxis ainsi que les documents d'autorisation relatifs à l'utilisation du véhicule utilisé temporairement ;
- 4° avoir à leur bord l'attestation de l'assureur visée à l'article 21, 4°, confirmant que le véhicule est assuré pour du transport rémunéré de personnes et la carte internationale d'assurance automobile.

Section 4. — Dispositions particulières relatives aux véhicules affectés à un service de taxi de station

Art. 58. Les véhicules affectés à un service de taxi de station sont équipés d'un taximètre comportant les tarifs et indiquant exactement et en caractères facilement lisibles de l'intérieur, les renseignements prescrits.

Le cadran de cet appareil est éclairé dès que ses indications cessent d'être lisibles à la lumière du jour.

L'appareil répond aux prescriptions édictées en matière de métrologie.

Art. 59. Si le véhicule est occupé, le taximètre est activé sauf si :

- 1° ce véhicule est utilisé dans le cadre d'une course a été réservée via un service d'intermédiation électronique de transport ;
- 2° ce véhicule est utilisé dans le cadre d'un service de transport à finalité spéciale conformément à la possibilité d'un usage mixte prévue à l'article 67 du décret du 28 septembre 2023.

Un panneau avec l'inscription « PAS LIBRE » est apposé de manière visible lorsqu'un véhicule circule ou se trouve en stationnement sans être disponible, notamment parce qu'il fait l'objet d'une commande, pour des raisons de prestations de personnel ou pour des raisons techniques.

Art. 60. Un dispositif répéteur fixé sur le toit du véhicule est couplé à chaque taximètre, dont le modèle est fixé par le conseil, indiquant de façon lisible tant de jour que de nuit de l'extérieur que le taxi est libre lorsque le taximètre est déclenché.

Lorsque le compteur est enclenché, le dispositif répéteur indique de façon très claire tant de jour que de nuit, par voyant lumineux, quel tarif est d'application.

Le ministre peut arrêter les conditions techniques auxquelles doit répondre le dispositif répéteur.

Art. 61. Dans chaque véhicule visé à l'article 58, une affiche est apposée de façon permanente, sous plastique ou plastifiée, au dos du siège avant, et indique lisiblement le tarif en vigueur applicable dans la commune sur le territoire de laquelle le véhicule est autorisé ainsi que les suppléments autorisés.

La mentions précisant que le service, la T.V.A. et le pourboire sont compris dans le prix indiqué au taximètre est clairement indiquée sur l'affiche visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 62. Si, en cours de route, quelques dérangements surviennent dans le fonctionnement du taximètre, le conducteur, dès que l'usager a quitté le véhicule, ramène celui-ci au garage. Dans ce cas, le montant de la course est fixé de commun accord entre les parties.

Art. 63. Les taxis de station peuvent occuper n'importe quel point de stationnement libre sur la voie publique réservé aux taxis sur le territoire de la commune qui a délivré la licence.

Lorsque tous les emplacements sont occupés, le véhicule est conduit vers un autre endroit de stationnement dont un emplacement est libre.

Art. 64. Le véhicule peut occuper les emplacements autorisés uniquement lorsqu'il est en service. Son conducteur doit être en mesure de le déplacer à tout moment pour suivre son tour dans la file ou à la requête d'un agent qualifié.

Art. 65. Aux lieux de stationnement, les véhicules restent alignés ou groupés sans gêner la sécurité ou la commodité du passage.

Art. 66. Lorsqu'un usager ne choisit pas expressément un autre taxi, c'est le chauffeur qui tient la tête de la file qui exécute la course.

Art. 67. La commune prévoit des emplacements réservés aux taxis en nombre suffisant au regard des véhicules autorisés.

Section 5. — Dispositions relatives aux usagers

Art. 68. Il est interdit aux usagers :

- 1° de fumer ou de réaliser toute action équivalente dans le véhicule ;
- 2° de monter dans le véhicule quand le nombre de personnes qu'il peut règlementairement contenir est atteint ;
- 3° de pénétrer dans le véhicule, sans accord du chauffeur, avec des chiens ou autres animaux ne pouvant être tenus sur les genoux, à l'exception des chiens d'assistance. Le fait que le chien est bien un chien d'assistance peut être prouvé par la personne qui désire se faire transporter ;
- 4° d'introduire dans le véhicule des objets dangereux ou des colis qui, par leur volume, leur nature ou leur odeur, peuvent blesser, salir, gêner ou incommoder ;
- 5° d'entrer dans le véhicule en état de malpropreté évidente ;
- 6° de se pencher hors du véhicule ou d'en ouvrir les portes lorsqu'il est en mouvement ;
- 7° de souiller le véhicule ou de le dégrader ;
- 8° de lancer du véhicule tout objet quelconque.

TITRE 5. — Des services de transport à finalité spéciale

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Art. 69. Les véhicules utilisés pour l'exploitation d'un service de transport à finalité spéciale peuvent stationner sur la voie publique ou sur une voie privée accessible au public uniquement s'ils sont en service pour avoir fait l'objet d'un contrat de transport préalable au siège social de l'entreprise et dont le contrat est en cours d'exécution.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le véhicule affecté à un service de transport à finalité spéciale est utilisé dans le cadre d'un usage privé, il peut stationner sur la voie publique ou sur une voie privée accessible au public pour autant, de manière cumulative :

- a) qu'ils présentent à l'avant droit un panneau portant l'inscription « USAGE PRIVE » conforme au modèle figurant à l'annexe 8 ;
- b) qu'ils aient complété la feuille de route avant le début de l'utilisation du véhicule dans le cadre d'un usage privé de manière inaltérable.

Un seul véhicule de la flotte peut être affecté à un usage privé.

L'exploitant communique cette affectation lors de la demande d'une licence d'exploitation.

Art. 70. En cas de cessation définitive d'activité, les exploitants sont tenus, dans les huit jours ouvrables, d'en aviser l'Administration et de renvoyer, pour chaque véhicule, la vignette visée à l'article 74 alinéa 1^{er}, les documents d'autorisation et la preuve de la radiation de la plaque d'immatriculation.

La plaque d'immatriculation de chaque véhicule est restituée dans les mêmes délais à la Direction de l'Immatriculation des Véhicules, en abrégé D.I.V.

CHAPITRE 2. — L'autorisation d'exploiter

Section 1^{re}. — La demande d'une autorisation d'exploiter

Art. 71. Toute demande d'autorisation d'exploiter un service de transport à finalité spéciale prévue à l'article 38 du décret du 28 septembre 2023 mentionne à peine d'irrecevabilité :

- 1° le type de finalité choisie ;
- 2° l'identité complète du demandeur ;
- 3° le numéro du certificat d'accès à la profession visé à l'article 4 du décret du 28 septembre 2023 délivré par le Gouvernement ;
- 4° le nombre de véhicules pour lesquels les autorisations sont sollicitées ;
- 5° les numéros d'immatriculation, les numéros de châssis, les marques et les modèles des véhicules à utiliser ;
- 6° l'adresse à laquelle les véhicules sont stationnés lorsqu'ils ne sont pas en service.

Art. 72. La demande d'autorisation d'exploiter un service de transport à finalité spéciale est accompagnée des documents suivants sous peine d'irrecevabilité :

- 1° une copie du certificat d'immatriculation du véhicule visé à l'article 16 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement de l'immatriculation des véhicules ;
- 2° une copie du dernier certificat de visite visé à l'article 24, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles répondent les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, qui respecte les modalités des contrôles périodiques prévues à l'article 23 ter, § 1^{er}, 2°, du même arrêté royal ;
- 3° une copie de l'attestation de l'assureur confirmant que le véhicule est assuré pour du transport rémunéré de personnes, conformément au modèle repris à l'annexe 1^{re} et de la carte internationale d'assurance automobile ;
- 4° une copie de la facture d'achat du véhicule ou, le cas échéant, du contrat de vente à tempérament, de location financement ou de location-vente y relatif ainsi que la preuve que le demandeur respecte le paiement des mensualités y relatives ;
- 5° le numéro du certificat de capacité professionnelle visé à l'article 54 du décret du 28 septembre 2023 délivré par l'Administration du ou des chauffeurs qui circulent à bord du véhicule.

Art. 73. La demande d'autorisation d'exploiter un service de transport à finalité spéciale est envoyée à l'Administration via la plateforme en ligne de l'Administration.

Dans les trente jours ouvrables de la réception de la demande, l'Administration envoie au demandeur :

- 1° soit, un accusé de réception de dossier complet et recevable ;
- 2° soit, un accusé de réception de dossier incomplet indiquant les renseignements ou documents manquants ;

Dans les trente jours ouvrables de la réception d'un accusé de réception de dossier est incomplet de la part de l'Administration :

- 1° si le demandeur donne suite à la demande de l'Administration, les dispositions de l'alinéa 2 sont à nouveau applicables ;
- 2° si le demandeur ne donne pas suite à la demande de l'Administration, sa demande est automatiquement caduque.

Art. 74. Lorsque l'Administration envoie un accusé de réception de dossier complet et recevable, le Gouvernement délivre au demandeur, dans les trente jours ouvrables de cet envoi, l'autorisation d'exploiter et la vignette d'identification.

L'autorisation d'exploiter est délivrée conformément au modèle prévu à l'annexe 9.

Dans le cadre d'une décision de refus d'autorisation d'exploiter visée à l'article 45 du décret du 28 septembre 2023, le Gouvernement notifie, dans les trente jours ouvrables, sa décision au demandeur.

Section 2. — La durée

Art. 75. § 1^{er}. Conformément à l'article 46 du décret du 28 septembre 2023, la durée de l'autorisation d'exploiter est fixée en fonction de la limite d'âge du véhicule qui est atteinte sept ans après la date de première immatriculation.

Lorsque le véhicule est, soit adapté au transport de personnes voiturées, soit un véhicule à zéro-émission électrique ou zéro-émission hydrogène, la durée de la licence d'exploitation est fixée en fonction de la limite d'âge du véhicule qui est atteinte dix ans après la date de première immatriculation.

La demande de dérogation est adressée à l'Administration via la plateforme en ligne de l'Administration.

Section 3. — La demande d'une autorisation temporaire

Art. 76. Les demandes d'autorisation temporaires au sens de l'article 47 du décret du 28 septembre 2023, lorsque l'indisponibilité du véhicule dépasse un délai de quinze jours, sont introduites en cours d'exploitation et contiennent les mentions et annexes suivantes :

- 1° l'identité complète du demandeur ;
- 2° les éléments d'identification, le nom du propriétaire et le numéro d'immatriculation du véhicule temporairement endommagé ou hors services ;
- 3° les éléments d'identification et le numéro d'immatriculation du véhicule qui est utilisé temporairement ;
- 4° la durée pour laquelle est sollicitée l'autorisation temporaire ;
- 5° le motif précis de l'immobilisation temporaire du véhicule habituellement exploité ;
- 6° l'indication du lieu où le véhicule immobilisé peut être inspecté ;
- 7° l'attestation de l'assureur visée à l'article 78, 3°, confirmant que le véhicule est assuré pour du transport rémunéré de personnes et la carte internationale d'assurance automobile concernant le véhicule utilisé temporairement ;
- 8° une copie du dernier certificat de visite visé à l'article 24, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, qui respecte les modalités des contrôles périodiques de l'article 23 ter, § 1^{er}, 2°, du même arrêté royal, concernant le véhicule utilisé temporairement.

Art. 77. § 1^{er}. Les demandes d'autorisation temporaires datées, signées par l'exploitant, accompagnées de leurs annexes sont adressées à l'Administration via la plateforme en ligne de l'Administration.

§ 2. L'Administration vérifie que la demande est complète et correcte.

Elle peut, réclamer les documents manquants et faire compléter les mentions insuffisantes de la demande ou de ses annexes.

Elle peut également demander à l'exploitant de présenter le véhicule.

Art. 78. § 1^{er}. L'Administration notifie à l'exploitant sa décision dans les dix jours ouvrables de la réception d'une demande d'autorisation temporaire complète.

§ 2. Lorsque l'indisponibilité du véhicule ne dépasse pas un délai de quinze jours, l'exploitant transmet à l'Administration, via la plateforme en ligne de l'Administration, une déclaration contenant les mentions reprise à l'article 76.

Section 4. — La suspension et le retrait

Art. 79. § 1^{er}. À tout moment, l'autorisation d'exploiter peut être suspendue pour une durée maximale de cinq ans ou retirée par le Gouvernement pour les motifs visés aux articles 50 et 51 du décret du 28 septembre 2023.

§ 2. Lorsqu'elle constate qu'un exploitant se trouve dans l'une des situations visées aux articles 50 et 51 du décret du 28 septembre 2023, l'Administration notifie par envoi recommandé, à l'exploitant les informations suivantes :

- 1° les griefs retenus à sa charge ;
- 2° un extrait des dispositions du décret du 28 septembre 2023, des mesures d'exécution de celui-ci ou des conditions d'obtention d'une autorisation d'exploiter qui sont transgressées ;
- 3° la teneur de la mesure envisagée, soit la suspension ou le retrait ;

- 4° le fait qu'il a le droit, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la réception de la notification :
- a) de consulter le dossier de la procédure ;
 - b) de faire valoir par écrit ses moyens de défense ;
 - c) de demander à présenter oralement ses moyens de défense auprès de l'Administration ;
- 5° le fait qu'il a le droit de se faire représenter ou assister par un conseil.

§ 3. Si l'exploitant demande à présenter oralement ses moyens de défense, l'Administration lui notifie, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'audition, le lieu, le jour et l'heure de l'audition.

Le délai maximum pour la tenue de l'audition est de quarante jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'audition par l'exploitant.

A la fin de l'audition, l'Administration soumet à l'exploitant le procès-verbal de celle-ci pour signature.

L'exploitant peut demander que ses éventuelles observations soient indiquées dans le procès-verbal.

§ 4. La décision de suspension ou de retrait de l'autorisation d'exploiter est notifiée à l'exploitant concerné, par envoi recommandé, dans un délai de quarante jours ouvrables à compter de la notification visée au paragraphe 2 ou de l'audition.

Passé ce délai, le Gouvernement est réputé renoncer définitivement à toute suspension ou tout retrait fondé sur les faits mis à charge de l'exploitant concerné, sauf élément nouveau.

§ 5. Dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la notification de la décision de suspension ou de retrait, l'exploitant est tenu de restituer à l'Administration, son autorisation d'exploiter.

Dans l'hypothèse d'une suspension de l'autorisation d'exploiter, l'Administration vérifie, quinze jours ouvrables avant la date d'échéance de la suspension, que l'exploitant ne se trouve plus dans l'une des situations visées à l'article 51 du décret du 28 septembre 2023, et invite l'intéressé à se présenter à l'Administration pour récupérer son autorisation d'exploiter, qui lui est remise :

- 1° en personne ;
- 2° sur production d'un document attestant de son identité ;
- 3° moyennant la signature d'une attestation de réception datée.

CHAPITRE 3. — *Les conditions d'exploitation*

Section 1^{re}. — Dispositions relatives aux exploitants

Art. 80. Les exploitants engagent ou laissent circuler uniquement les chauffeurs qui disposent du certificat de capacité prévu à l'article 54 du décret du 28 septembre 2023.

Art. 81. Les exploitants tiennent au siège de leur entreprise un recueil anonymisé des contrats de transport dans l'ordre chronologique de leur conclusion ainsi qu'un registre anonymisé reprenant au jour le jour les mentions principales relatives à toutes les commandes effectuées, en mentionnant la date et l'heure de la commande ainsi que le numéro, l'objet précis de transport et son prix.

Ces documents sont conservés pendant trois ans.

Art. 82. L'exploitant notifie à l'Administration, dans un délai de huit jours ouvrables, tout changement de domicile, de gestionnaire de transport, de siège d'exploitation ou de siège social, ainsi que tout changement de véhicule via la plateforme en ligne de l'Administration.

Section 2. — Les dispositions relatives aux chauffeurs

Art. 83. Satisfait aux conditions de moralité, le candidat qui n'a pas fait l'objet, en Belgique ou à l'étranger, de l'une des condamnations suivantes, assorties ou non d'un sursis, issues d'un jugement qui n'est plus susceptible de recours :

- 1° une condamnation datant de moins de dix ans à une peine criminelle ;
- 2° une condamnation à une peine correctionnelle d'emprisonnement principale :
 - a) de plus de six mois au cours des dix dernières années ;
 - b) de trois à six mois au cours des cinq dernières années ;
- 3° des condamnations correctionnelles ou de police datant de moins de trois ans qui, additionnées, dépassent trois mois d'emprisonnement ;
- 4° plus de cinq condamnations pour infraction du deuxième degré au Code de la route, au cours des trois dernières années ;
- 5° plus d'une condamnation pour conduite sous intoxication alcoolique, sous l'influence de l'alcool, en état d'ivresse ou sous l'influence d'autres substances affectant la capacité de conduire, au cours des trois dernières années ;
- 6° plus de trois condamnations pour des infractions autres que de premier degré à la réglementation de la circulation routière et non visées aux 4° et 5°, dans les trois dernières années ;
- 7° une condamnation datant de moins de cinq ans pour infraction :
 - a) à la loi du 22 mai 2014 tendant à lutter contre le sexisme dans l'espace public et modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes afin de pénaliser l'acte de discrimination ;
 - b) aux dispositions du titre IV de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes ;
 - c) aux dispositions du titre IV de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ;
 - d) aux dispositions de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ;

8° une condamnation datant de moins de cinq ans pour infraction aux articles 269 à 282 du Code pénal.

Au 7°, il n'est pas tenu compte des condamnations qui ont été effacées ou pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation. S'agissant des condamnations prononcées par une juridiction étrangère, il est tenu compte de toute condamnation s'appliquant à un fait qui, d'après la loi belge, constitue une des infractions visées à la présente disposition.

Art. 84. Satisfait aux conditions de capacité professionnelle le candidat qui :

- 1° est âgé de vingt et un ans accomplis ;
- 2° est titulaire au minimum d'un permis de conduire de catégorie B en cours de validité ou un permis de conduire européen de catégorie équivalente ;
- 3° est titulaire d'une attestation d'aptitude à la conduite valide délivrée en application de l'article 43, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire sauf si une mention y relative figure sur le permis de conduire du candidat.

Art. 85. Tout dossier de demande d'un certificat de capacité comprend à peine d'irrecevabilité :

- 1° le nom et le prénom du demandeur ;
- 2° le numéro de registre national du demandeur ;
- 3° l'adresse, à laquelle toute convocation ou communication officielle peut être valablement faite au demandeur ;
- 4° un numéro de téléphone et une adresse de messagerie électronique de contact ;
- 5° un extrait de casier du judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle et datant de moins de trois mois.
- 6° une copie du permis de conduire de catégorie B en cours de validité ou un permis de conduire européen de catégorie équivalente ;
- 7° une attestation d'aptitude à la conduite valide délivrée en application de la réglementation fédérale applicable sauf si une mention y relative figure sur le permis de conduire du candidat ;
- 8° s'il est un ressortissant étranger concerné, le document l'autorisant à travailler en Belgique ;
- 9° une photo au format carte d'identité du demandeur.

Au 5°, sauf s'ils séjournent de manière légale et ininterrompue en Belgique depuis plus de dix ans, les ressortissants étrangers présentent également un document correspondant à l'extrait de casier judiciaire mentionné à l'alinéa 1^{er}, 5°, émanant de leur pays d'origine ou une attestation de leur ambassade équivalent à ce document ou encore la preuve qu'ils bénéficient du statut de réfugié.

Dans les vingt jours ouvrables de la réception du dossier, l'Administration envoie au demandeur :

- 1° son attestation de capacité professionnelle selon le modèle établi à l'annexe 10 ;
- 2° soit, un accusé de réception de dossier incomplet indiquant les renseignements ou les documents manquants.

Dans les quinze jours ouvrables de la réception d'un accusé de réception de dossier incomplet de la part de l'Administration :

- 1° si le demandeur donne suite à la demande de l'Administration, les dispositions de l'alinéa 2 sont à nouveau applicables ;
- 2° si le demandeur ne donne pas suite à la demande de l'Administration, celle-ci lui envoie un rappel qui fait courir un nouveau délai de quinze jours ouvrables, au terme duquel, en l'absence de suite donnée par le demandeur, sa demande est automatiquement caduque.

Art. 86. Les personnes qui ont exercés irrégulièrement le métier de chauffeur d'un service de transport à finalité spéciale sur le territoire de la Région sans être titulaires d'un certificat de capacité se voient refuser, après constat par un procès-verbal établi par un agent qualifié, toute possibilité d'exercer cette profession pendant une durée de six mois à compter de la date du procès-verbal constatant l'infraction.

Art. 87. Les chauffeurs font revalider entre le 1^{er} janvier et le 31 mars leur certificat de capacité.

La revalidation du certificat de capacité est refusée si le chauffeur ne répond plus aux conditions visées à l'article 54, § 2, alinéa 2.

Les délais prévus à l'article 93, alinéas 3 et 4, sont applicables.

Art. 88. Les demandes et revalidations se font via la plateforme en ligne de l'Administration.

Art. 89. Les chauffeurs informent l'Administration de tout changement des données prévues à l'article 85 dans les huit jours ouvrables.

Art. 90. § 1^{er}. À tout moment, le certificat de capacité peut être suspendu pour une durée maximale de six mois ou retiré par le Gouvernement pour les motifs visés à l'article 55, § 4, du décret du 28 septembre 2023.

§ 2. Lorsqu'elle constate que le titulaire d'un certificat de capacité se trouve dans l'une des situations visées à l'article 55, § 4, du décret du 28 septembre 2023, l'Administration notifie par courrier recommandé, à ce titulaire les informations suivantes :

- 1° les griefs retenus à sa charge ;
- 2° un extrait des dispositions du décret du 28 septembre 2023, des mesures d'exécution de celui-ci ou des conditions d'obtention du certificat de capacité qui sont transgressées ;
- 3° la teneur de la mesure envisagée, soit la suspension ou le retrait ;
- 4° son droit, dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception de la notification prévue par le présent article :
 - a) de consulter le dossier de la procédure ;
 - b) de faire valoir par écrit ses moyens de défense ;
 - c) de demander à présenter oralement ses moyens de défense auprès du collège ;
- 5° son droit de se faire représenter ou assister par un conseil.

§ 3. Si le titulaire du certificat de capacité demande à présenter oralement ses moyens de défense, l'Administration lui notifie, par courrier recommandé, dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'audition, le lieu, le jour et l'heure de l'audition.

Le délai maximum pour la tenue de l'audition est de vingt jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'audition par le titulaire du certificat de capacité.

A la fin de l'audition, l'Administration soumet au titulaire du certificat de capacité le procès-verbal de celle-ci pour signature.

Celui-ci peut demander à faire acter au procès-verbal ses éventuelles observations.

§ 4. La décision de suspension ou de retrait du certificat de capacité est notifiée au titulaire concerné par envoi recommandé dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la notification visée au paragraphe 2 ou de l'audition le cas échéant.

Passé ce délai, le Gouvernement est réputé renoncer définitivement à toute suspension ou tout retrait fondé sur les faits mis à charge du titulaire concerné, sauf si de nouvelles circonstances surviennent.

§ 5. Dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la notification de la décision de suspension ou de retrait, le titulaire du certificat de capacité est tenu de restituer à l'Administration son certificat de capacité.

Dans l'hypothèse d'une suspension du certificat de capacité, l'Administration vérifie, quinze jours ouvrables avant l'échéance de la suspension que le chauffeur ne se trouve plus dans l'une des situations visées à l'article 33, § 2, du décret du 28 septembre 2023 et invite l'intéressé à se présenter à l'Administration pour récupérer son certificat de capacité, qui lui est remis :

- 1° en personne ;
- 2° sur production d'un document attestant de son identité ;
- 3° moyennant la signature d'une attestation de réception datée.

Art. 91. Les chauffeurs :

- 1° portent une tenue sobre ou un uniforme fourni par l'employeur ;
- 2° se comportent avec politesse et respect envers le public ;
- 3° aident les personnes âgées ou les personnes à mobilité réduite à embarquer dans le véhicule et à en débarquer ;
- 4° s'assurent, avant la mise en marche du véhicule, que les portes soient bien fermées ;
- 5° s'assurent que le client n'a rien oublié dans le véhicule et de lui remettre sur le champ les objets qu'il peut y avoir laissés ;
- 6° coupent le moteur de leur véhicule lorsque celui-ci est en stationnement, sauf s'il est nécessaire que le moteur reste en fonctionnement pour des raisons techniques ;
- 7° sont tenus d'accepter à bord du véhicule les chiens d'assistance.

A l'alinéa 1^{er}, 5°, si, pour un motif quelconque, la remise n'a pu s'effectuer, les objets trouvés sont déposés aussitôt que possible, et au plus tard dans les cinq jours, au bureau de police le plus proche.

Lorsqu'ils sont en service, les chauffeurs sont en possession de leur certificat de capacité, de leur permis de conduire, de l'attestation d'aptitude à la conduite sauf si une mention y relative figure sur le permis de conduire du candidat et de leur carte d'identité.

Art. 92. Il est interdit aux chauffeurs de fumer ou de réaliser toute action équivalente dans le véhicule.

Section 3. — Dispositions relatives aux véhicules

Art. 93. § 1^{er}. Les véhicules affectés à l'exploitation d'un service de transport à finalité spéciale sont en permanence en bon état et présentent toutes les conditions de sécurité, de qualité, de commodité et de propreté nécessaires, tant en ce qui concerne la carrosserie que l'habitacle, détaillées comme suit :

- 1° l'ouverture et la fermeture des portières, du coffre et du capot se font sans difficulté ;
- 2° les vitres des portières peuvent être ouvertes et fermées facilement ;
- 3° les véhicules ne présentent pas de trace d'accident ou de rouille, leur donnant un aspect négligé. La peinture du véhicule ne peut être écaillée ou enlevée à quelque endroit que ce soit. Elle ne peut pas présenter des retouches d'une autre couleur que celle du véhicule ;
- 4° les sièges ne peuvent pas être défoncés, la garniture des sièges ne peut être déchirée, ni présenter des traces de souillure ;
- 5° le véhicule en mouvement ne peut pas produire des vibrations ou des bruits anormaux ;
- 6° ni papier ni déchet quelconque ne peuvent traîner à l'intérieur du véhicule ;
- 7° les véhicules sont aérés régulièrement de façon qu'il n'y ait pas d'odeur désagréable perceptible à l'intérieur de l'habitacle.

Art. 94. Tout véhicule affecté à l'exploitation d'un service de transport à finalité spéciale porte à l'avant droit une vignette d'identification circulaire, délivrée par l'Administration, clairement visible de l'extérieur en permanence sur laquelle figure le numéro d'identification attribué par le Gouvernement.

Art. 95. Tout véhicule affecté à un service de transport à finalité spéciale porte une plaque d'immatriculation conformément à l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules.

Conformément à la possibilité d'un usage mixte prévue à l'article 67 du décret du 28 septembre 2023, tout véhicule affecté à un service de taxi et à un service de transport à finalité spéciale porte une plaque d'immatriculation conformément à l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules.

Dès qu'un véhicule n'est plus utilisé dans le cadre de l'exploitation du service, l'exploitant est tenu, dans les huit jours ouvrables, de restituer la plaque d'immatriculation à la Direction de l'Immatriculation des Véhicules, en abrégé D.I.V, d'en avvertir l'Administration et de lui renvoyer l'attestation, la vignette d'identification et une copie de l'avis de radiation.

La radiation ou l'effacement de la plaque d'immatriculation entraîne de plein droit la caducité de l'autorisation d'exploiter relative à ce véhicule.

Art. 96. Tout véhicule en service a à son bord au moins les documents suivants :

- 1° une copie du document d'autorisation d'exploiter délivré par l'Administration ;
- 2° le certificat de capacité du chauffeur qui conduit le véhicule ;
- 3° l'original ou une copie du contrat de transport du véhicule ou l'original ou la copie du bon de commande suivant le modèle établi à l'annexe 13 attestant la finalité spéciale visée à l'article 38 du décret du 28 septembre 2023 ;
- 4° la feuille de route journalière relative aux déplacements du véhicule.

Celle-ci mentionne les indications exigées dans le modèle figurant à l'annexe 14 du présent arrêté.

Le véhicule peut être équipé d'un appareil périphérique permettant d'établir électroniquement une feuille de route.

En cas de feuille de route rédigée électroniquement, celle-ci est consultable en tout temps. Le ministre peut rendre obligatoire l'utilisation d'une feuille de route électronique et arrêter les conditions techniques auxquelles celle-ci doit répondre.

- 5° la carte internationale d'assurance automobile.

Art. 97. Pour les véhicules affectés à une des finalités spéciales prévues à l'article 38, § 2, du décret du 28 septembre 2023, une fiche signalétique en couleur reprenant l'identité de l'exploitant, le modèle du véhicule, le numéro de l'autorisation d'exploiter et l'adresse électronique de l'Administration pour le dépôt de plainte est affichée à l'intérieur du véhicule à un endroit clairement visible des usagers selon le modèle établi à l'annexe 11 d'un format A5 au minimum.

Une copie du certificat de capacité professionnelle du chauffeur est affichée à l'intérieur du véhicule, à un endroit clairement visible des usagers, selon le modèle établi à l'annexe 10, d'un format A5 au minimum.

Art. 98. Les véhicules faisant l'objet d'autorisations temporaires visées à l'article 47 du décret du 28 septembre 2023 répondent aux conditions suivantes :

- 1° respecter les exigences imposées pour assurer un service de transport à finalité spéciale à l'exception de la condition de propriété ou de disposition à long terme du véhicule de remplacement, conformément à l'article 51, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 28 septembre 2023 et de l'exigence relative à la plaque d'immatriculation reprise à l'article 95 ;
- 2° être munis à l'extérieur, d'une part, à l'avant-droit, de la vignette d'identification du véhicule auquel il se substitue et, d'autre part, à l'avant-gauche, d'une vignette portant la mention « REMPLACEMENT », selon le modèle figurant à l'annexe 7 du présent arrêté ;
- 3° avoir à leur bord, outre les documents requis pour exercer un service de transport à finalité spéciale, les documents d'autorisation relatifs à l'utilisation du véhicule utilisé temporairement ;
- 4° avoir à leur bord l'attestation de l'assureur visée à l'article 78, 3°, confirmant que le véhicule est assuré pour du transport rémunéré de personnes et la carte internationale d'assurance automobile.

TITRE 6. — Des services de transport à finalité sociale

CHAPITRE 1^{er}. — L'agrément

Section 1^{re}. — Les organismes agréés d'office

Art. 99. Sont agréés d'office pour assurer un service de transport à finalité sociale au sens de l'article 1^{er}, 5°, du décret du 28 septembre 2023 :

- 1° les communes, y compris lorsqu'elles agissent conformément à une convention visée à l'article L1512-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
- 2° les centres publics d'action sociale, ci-après dénommés « C.P.A.S. » ;
- 3° les régies communales autonomes ;
- 4° les associations de projet entre communes ;
- 5° les intercommunales ;
- 6° les associations régies par le chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociales ;
- 7° les mutualités telles qu'organisées par la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités.

Section 2. — La demande d'agrément

Art. 100. Toute demande d'agrément contient à peine d'irrecevabilité les mentions et les annexes suivantes :

- 1° l'identité complète de l'organisme accompagnée d'une liste reprenant l'identité complète de chacun des responsables et une copie des statuts ;
- 2° l'objectif d'intérêt général précis en matière de transport poursuivi par l'organisme ;
- 3° les conditions tarifaires applicables au transport dans le cadre des courses du service.

Art. 102. La demande d'agrément est envoyée à l'Administration via la plateforme en ligne de l'Administration. Dans les trente jours ouvrables de la réception de la demande, l'Administration envoie au demandeur :

- 1° soit, un accusé de réception de dossier complet et recevable ;
- 2° soit, un accusé de réception de dossier incomplet indiquant les renseignements ou documents manquants.

Dans les trente jours ouvrables de la réception d'un accusé de réception de dossier incomplet de la part de l'Administration :

- 1° si le demandeur donne suite à la demande de l'Administration, les dispositions du paragraphe 2 sont à nouveau applicables ;
- 2° si le demandeur ne donne pas suite à la demande de l'Administration, sa demande est automatiquement caduque.

Lorsque l'Administration envoie un accusé de réception de dossier complet et recevable dans les trente jours ouvrables de la réception, le Gouvernement délivre au demandeur, dans les trente jours ouvrables de cet envoi, l'agrément.

L'agrément est délivré conformément au modèle prévu à l'annexe 16.

Section 3. — La durée de l'agrément

Art. 103. L'agrément est accordé pour une durée de trois ans renouvelables pour autant que les conditions d'agrément se trouvent toujours remplies.

La demande de renouvellement est introduite conformément à l'article 102.

Section 4. — La transmission d'information

Art. 104. § 1^{er}. L'organisme agréé s'engage à informer, dans les huit jours ouvrables, l'Administration de toute modification relative à son identité, ses statuts, son objectif ou ses conditions tarifaires.

§ 2. L'organisme communique chaque année à l'Administration par toute voie utile la liste des véhicules affectés à un service de transport à finalité sociale.

§ 3. L'Administration peut vérifier à tout moment le respect des conditions d'agrément.

En cas de constat de manquement ou d'irrégularité, l'organisme dispose d'un délai de vingt jours ouvrables à dater de la notification du manquement ou de l'irrégularité constaté pour se remettre en ordre.

Passé ce délai, l'agrément est suspendu ou retiré conformément à l'article 107.

CHAPITRE 2. — La déclaration

Art. 105. Toute activité d'un service de transport à finalité sociale fait l'objet d'une déclaration préalable au Gouvernement.

La déclaration datée et signée est introduite par toute voie utile auprès de l'Administration et contient les mentions et les annexes suivantes :

- 1° l'identité complète de l'organisme ;
- 2° une attestation sur l'honneur de l'organisme indiquant :
 - qu'il effectue du transport d'intérêt général au sens de l'article 1^{er}, 5^o, du décret du 28 septembre 2023 ;
 - qu'il répond aux conditions exigées en vertu de la présente réglementation ;
 - que l'ensemble des documents relatifs aux chauffeurs et aux véhicules repris aux articles 110 et 111 est consultable au siège de l'organisme ;
- 3° le type éventuel d'usagers visé par le service ;
- 4° l'indication du prix au kilomètre ou forfaitaire défini par l'organisme dans le respect du prix maximum fixé à l'article 108.

Art. 106. L'Administration vérifie que la déclaration est complète et adresse un accusé de réception à l'organisme par toute voie utile.

Cette déclaration est renouvelée tous les trois ans auprès de l'Administration selon la procédure fixée à l'article 105, alinéa 2

CHAPITRE 3. — La suspension ou le retrait

Art. 107. § 1^{er}. À tout moment, l'agrément peut être suspendu pour une durée maximale de trois ans ou retiré par le Gouvernement pour les motifs visés à l'article 61, § 2, du décret du 28 septembre 2023.

§ 2. Lorsqu'elle constate qu'un exploitant se trouve dans l'une des situations visées à l'article 61, § 2, du décret du 28 septembre 2023, l'Administration notifie, par envoi recommandé, à l'organisme les informations suivantes :

- 1° les griefs retenus à sa charge ;
- 2° un extrait des dispositions du décret, des mesures d'exécution de celui-ci ou des conditions d'agrément qui auraient été transgressées ;
- 3° la teneur de la mesure envisagée, soit la suspension ou le retrait ;
- 4° le fait qu'il a le droit, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la réception de la notification prévue par le présent article :
 - a) de consulter le dossier de la procédure ;
 - b) de faire valoir par écrit ses moyens de défense ;
 - c) de demander à présenter oralement ses moyens de défense auprès de l'Administration ;
- 5° le fait qu'il a le droit de se faire représenter ou assister par un conseil.

§ 3. Si l'organisme demande à présenter oralement ses moyens de défense, l'Administration lui notifie, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'audition, le lieu, le jour et l'heure de l'audition.

Le délai maximum pour la tenue de l'audition est de quarante jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'audition par l'organisme.

A la fin de l'audition, l'Administration soumet à l'exploitant le procès-verbal de celle-ci pour signature.

L'organisme peut demander la mention de ses observations dans le procès-verbal.

§ 4. La décision motivée de suspension ou de retrait de l'agrément est notifiée à l'organisme concerné, par envoi recommandé, dans un délai de quarante jours ouvrables à compter de la notification visée au paragraphe 2 ou de l'audition.

Passé ce délai, le Gouvernement est réputé renoncer définitivement à toute suspension ou tout retrait fondé sur les faits mis à charge de l'organisme concerné, sauf élément nouveau.

§ 5. Dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la notification de la décision de suspension ou de retrait, l'exploitant est tenu de restituer à l'Administration, son agrément.

Dans l'hypothèse d'une suspension de l'agrément, l'Administration vérifie, quinze jours ouvrables avant la date d'échéance de la suspension, que l'organisme ne se trouve plus dans l'une des situations visées à l'article 61, § 2, du décret du 28 septembre 2023, et invite l'organisme à se présenter à l'Administration pour récupérer son agrément, qui lui est remis :

- 1° en personne ;
- 2° sur production d'un document attestant de son identité ;
- 3° moyennant la signature d'une attestation de réception datée.

CHAPITRE 4. — *Le coût du transport*

Art. 108. Le prix du service est au maximum fixé à 0.6 euros par kilomètre ou est égal à un forfait par trajet simple ne pouvant pas être supérieur à cinq euros.

Le temps d'attente est fixé à un maximum de 0.1 euro par minute.

CHAPITRE 5. — *Les conditions d'exécution des prestations*

Section 1^{re}. Dispositions — relatives à l'organisme

Art. 109. Toute activité de transport incluse dans le champ d'application du présent titre fait l'objet d'une couverture assurantielle appropriée.

Cette assurance peut être contractée par l'organisme agréé ou par le chauffeur lui-même sous réserve de vérification par l'organisme.

Section 2. — Dispositions relatives aux chauffeurs

Art. 110. Afin de justifier de sa moralité, le chauffeur présente à l'organisme un extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle et datant de moins de trois mois. Sauf s'ils séjournent de manière légale et ininterrompue en Belgique depuis plus de dix ans, les ressortissants étrangers présentent, en outre, un document correspondant émanant de leur pays d'origine ou une attestation de leur ambassade équivalente à ce document ou encore la preuve qu'ils bénéficient du statut de réfugié.

Les chauffeurs présentent annuellement à l'organisme un nouvel extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle et datant de moins de trois mois ou, pour les ressortissants étrangers, tout autre document correspondant.

Art. 111. Satisfait aux conditions de moralité, le chauffeur qui n'a pas fait l'objet, en Belgique ou à l'étranger, de l'une des condamnations suivantes, assorties ou non d'un sursis, issues d'un jugement qui n'est plus susceptible de recours :

- 1° une condamnation datant de moins de dix ans à une peine criminelle ;
- 2° une condamnation à une peine correctionnelle d'emprisonnement principale :
 - a) de plus de six mois au cours des dix dernières années ;
 - b) de trois à six mois au cours des cinq dernières années ;
- 3° des condamnations correctionnelles ou de police datant de moins de trois ans qui, additionnées, dépassent trois mois d'emprisonnement ;
- 4° plus de cinq condamnations pour infraction du deuxième degré au Code de la route, au cours des trois dernières années ;
- 5° plus d'une condamnation pour conduite sous imprégnation alcoolique, en état d'ivresse ou analogue ou sous l'influence d'autres substances affectant la capacité de conduire, au cours des trois dernières années ;
- 6° plus de trois condamnations pour des infractions autres que de premier degré à la réglementation de la circulation routière et non visées aux 4° et 5°, dans les trois dernières années ;
- 7° une condamnation datant de moins de cinq ans pour infraction :
 - a) à la loi du 22 mai 2014 tendant à lutter contre le sexisme dans l'espace public et modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes afin de pénaliser l'acte de discrimination ;
 - b) aux dispositions du titre IV de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes ;
 - c) aux dispositions du titre IV de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ;
 - d) aux dispositions de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ;
- 8° une condamnation datant de moins de cinq ans pour infraction aux articles 269 à 282 du Code pénal.

Il n'est pas tenu compte des condamnations qui ont été effacées ou pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation.

S'agissant des condamnations prononcées par une juridiction étrangère, il est tenu compte de toute condamnation s'appliquant à un fait qui, d'après la loi belge, constitue une des infractions visées à la présente disposition.

Art. 112. Les chauffeurs sont âgés de vingt et un ans accomplis et sont titulaires d'un permis de conduire de catégorie B en cours de validité.

L'organisme vérifie le respect de ces conditions.

Section 3. — La feuille de route

Art. 113. § 1^{er}. Les chauffeurs sont en possession d'une feuille de route journalière sur laquelle sont indiquées en caractères indélébiles, les mentions reprises dans le modèle figurant à l'annexe 12.

La feuille de route journalière est signée par le chauffeur.

§ 2. Le véhicule peut être équipé d'un appareil périphérique qui permet d'établir électroniquement une feuille de route. La feuille de route établie électroniquement mentionne les indications exigées dans le modèle figurant à l'annexe 12. En cas de feuille de route électronique, celle-ci est consultable à tout moment.

Le ministre peut rendre obligatoire l'utilisation d'une feuille de route électronique et arrêter les conditions techniques auxquelles celle-ci doit répondre.

§ 3. Les feuilles de route sont conservées au siège de l'organisme pendant trois ans à partir de leur date d'utilisation et sont classées soit par véhicule et par date, soit par chauffeur et par date.

Section 4. — Le registre et le répertoire

Art. 114. Les organismes tiennent à leur siège un registre anonymisé reprenant le relevé de chaque course et mentionnant la date et l'heure de la commande, son numéro et son prix établi conformément à l'article 79, alinéa 2, 4^o, du décret du 28 septembre 2023.

Ce registre est conservé pendant trois ans.

Art. 115. Les organismes tiennent un répertoire anonymisé établi conformément à l'article 79, alinéa 2, 2^o et 6^o, du décret du 28 septembre 2023 reprenant :

- 1^o les noms, prénoms, qualité ou profession, domicile et numéro de téléphone de tous les chauffeurs ;
- 2^o une copie de la carte d'identité, du permis de conduire et de l'extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle en cours de validité de l'ensemble des chauffeurs ;
- 3^o les numéros d'immatriculation, les numéros de châssis, les marques et les modèles des véhicules utilisés par les chauffeurs, leur numéro d'immatriculation et la preuve que ceux-ci sont correctement assurés.

Le répertoire est disponible en tout temps et peut être communiqué sur demande des agents habilités.

TITRE 7. — La commission

Art. 116. § 1. Une fois par an, la commission, sur invitation du ministre, examine la pertinence du nombre maximum de licence autorisées par commune et la pertinence des montants minimums et maximums.

Elle communique au ministre son rapport dans un délai de cinquante jours ouvrables après la réception de l'invitation.

§ 2. La commission, sur invitation du ministre, examine tout projet de modification de la réglementation sur le transport rémunéré de personnes par route.

Elle communique au ministre son rapport dans un délai de cinquante jours ouvrables après la réception de la demande d'avis.

§ 3. La commission est composée conformément au décret du 27 mars 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs.

TITRE 8. — Les plaintes et les sanctions**CHAPITRE 1^{er}. — Les plaintes**

Art. 117. L'Administration reçoit les plaintes des usagers de l'ensemble des services prévus par le décret du 28 septembre 2023 via un formulaire accessible sur la plateforme en ligne de l'Administration.

Art. 118. Un agent de l'Administration de niveau A ayant la qualité d'officier de police judiciaire, désigné à cette fin par le Gouvernement instruit les plaintes.

Dans le cadre de l'instruction de la plainte, il peut convoquer et interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à la manifestation de la vérité.

A sa demande, il se fait produire, sans déplacement ou recherche, tout document utile à l'accomplissement de sa mission.

Il peut en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé.

Art. 119. Lorsqu'une plainte a été introduite, l'Administration dispose d'un délai de soixante jours ouvrables pour transmettre par procès-verbal ses conclusions au fonctionnaire d'instance administrative désigné par le Gouvernement ou au Parquet du Procureur du Roi de l'arrondissement où l'infraction s'est déroulée si l'infraction commise est passible de sanctions pénales.

Ce délai peut être prolongé si des circonstances motivées liées à la complexité de la plainte l'exigent.

Le plaignant se voit informé par toute voie utile des suites données à sa plainte.

Art. 120. L'adresse électronique de l'Administration et de la plateforme en ligne sont affichées dans chaque véhicule autorisé par le décret du 28 septembre 2023 selon le modèle établi aux annexes 11, 17 et 18.

CHAPITRE 2. — *Les sanctions**Section 1^{re}. — Le constat des infractions*

Art. 121. Les agents de l'Administration chargés de la recherche et de la constatation des infractions liées au décret et à ses mesures d'exécution procèdent aux contrôles inopinés :

- 1° soit, en se rendant, avec ou sans avertissement préalable, au siège d'exploitation ou, le cas échéant, dans une unité d'établissement de l'exploitant, du service d'intermédiation électronique ou de l'organisme pour s'y faire produire tous les documents pertinents et interroger l'exploitant, le service d'intermédiation électronique ou l'organisme et les personnes travaillant pour celui-ci ;
- 2° soit, en se rendant, avec ou sans avertissement préalable, au siège d'exploitation ou, le cas échéant, dans l'unité d'établissement où le véhicule que conduit le chauffeur est stationné en dehors des heures de service, pour s'y faire produire tous les documents pertinents et interroger le chauffeur et les personnes pour lesquelles il travaille ;
- 3° soit, en voirie, pour se faire produire tous les documents pertinents et interroger le chauffeur et, le cas échéant, l'utilisateur ;
- 4° soit, en invitant par écrit l'exploitant, le service d'intermédiation ou l'organisme à leur communiquer les documents et informations qu'ils indiquent, dans un délai de dix jours ouvrables à compter de l'envoi de l'invitation ;
- 5° soit, en invitant par écrit le chauffeur à leur communiquer les documents et informations qu'ils indiquent, dans un délai de dix jours ouvrables à compter de l'envoi de l'invitation ;
- 6° soit, en invitant par écrit l'exploitant, le service d'intermédiation électronique, l'organisme ou le chauffeur à se présenter à l'Administration pour être interrogé.

Section 2. — Les sanctions administratives

Art. 122. Une infraction de type A, commise par un exploitant, est :

- 1° toute exploitation d'un service de taxis sans licence d'exploitation conformément à l'article 12, paragraphe 1^{er} du décret du 28 septembre 2023 ou d'un service de transport à finalité spéciale sans autorisation d'exploiter conformément à l'article 41, alinéa 1^{er} et 2, du décret du 28 septembre 2023 délivrée par le pouvoir compétent ;
- 2° toute organisation d'un service de transport à finalité sociale sans agrément conformément à l'article 59, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 28 septembre 2023 ou sans déclaration conformément à l'article 59, alinéa 1^{er}, 2°, du décret du 28 septembre 2023 et à l'article 105, alinéa 1^{er} ;
- 3° toute infraction aux conditions d'exploitation relatives aux exploitants et organismes conformément aux articles 31, 32, 52, 53, 56, 64, 65 et 66 du décret du 28 septembre 2023 et aux articles 32, 33, 80 à 82 et 109 ;
- 4° toute infraction relative à la cession d'activité conformément à l'article 26 du décret du 28 septembre 2023 et à l'article 29 ;
- 5° toute organisation d'un service d'intermédiation électronique effectuée sans agrément conformément à l'article 8, § 1^{er}, du décret du 28 septembre 2023 ;
- 6° toute infraction relative à la cessation d'activité conformément à l'article 70.

Une infraction de type B, commise par un chauffeur, est :

- 1° toute infraction aux conditions d'exploitation relatives aux chauffeurs conformément aux articles 33 et 34 du décret du 28 septembre 2023 et aux articles 43 à 49, 91, 92 et 112 ;
- 2° toute infraction relative au stationnement conformément aux articles 16 et 39 du décret du 28 septembre 2023 et aux articles 20, 10°, 48, 49, 2°, 59, 2°, alinéa 2, 63 et 65 ;
- 3° négliger une injonction d'arrêt donnée par un agent qualifié conformément à l'article 1^{er} bis, § 3, 1^{er}, du décret du 4 février 1999 relatif à la désignation des fonctionnaires chargés du contrôle de la réglementation sur les transports de personnes en Région wallonne.

Les infractions de type C, commise soit par l'exploitant, soit par le chauffeur, sont :

- 1° toute infraction aux conditions d'exploitation relatives aux véhicules conformément aux articles 35 et 36 du décret du 28 septembre 2023 aux articles 50 à 66, 93 à 98 ;
- 2° l'outrage par paroles, faits, gestes ou menaces, dirigé, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions contre toute personne agissant dans le cadre du décret du 28 septembre 2023 du présent arrêté

Toute infraction commise par un usager aux conditions d'exploitation relatives aux voyageurs conformément à l'article 68 est une infraction de type D.

Art. 123. § 1^{er}. Sont punies d'une amende administrative pouvant atteindre 1100 euros, les personnes qui commettent une infraction de type A.

Sont punies d'une amende administrative pouvant atteindre 370 euros, les personnes qui commettent une infraction de type B.

Sont punies d'une amende administrative pouvant atteindre 250 euros, les personnes qui commettent une infraction de type C.

Sont punies d'une amende administrative pouvant atteindre 70 euros, les personnes qui commettent une infraction de type D.

§ 2. En cas de concours d'infractions, le montant cumulé des amendes administratives ne peut excéder 10.000 euros.

Art. 124. Les faits sanctionnés à l'article 122 sont constatés dans un procès-verbal dressé par un agent ou fonctionnaire de police ou par un agent habilité de l'Administration, dont une copie est transmise dans les dix jours ouvrables au contrevenant.

Art. 125. § 1^{er}. Le procès-verbal est transmis au fonctionnaire d'instance administrative désigné par le Gouvernement.

§ 2. La sanction administrative est imposée par le fonctionnaire d'instance administrative.

§ 3. Préalablement à la fixation d'une amende administrative et dans les trente jours ouvrables du constat visé à l'article 124, le fonctionnaire d'instance administrative informe la personne concernée par envoi recommandé.

L'envoi recommandé contient les éléments suivants :

- 1° la mention du ou des griefs retenus ;
- 2° le montant de l'amende envisagée ;
- 3° le fait que, dans les vingt jours ouvrables de la notification de l'envoi recommandé, le contrevenant a la possibilité d'exposer par écrit ses moyens de défense et de demander d'être entendu par le fonctionnaire d'instance administrative afin de présenter oralement sa défense ;
- 4° les lieux, jours et heures pendant lesquels le dossier peut être consulté.

A l'alinéa 2, 3°, si le contrevenant souhaite être entendu et se faire accompagner ou représenter par un tiers, il joint une copie de la carte d'identité dudit tiers à sa demande d'audition, sauf si ce tiers a la qualité d'avocat ;

A l'alinéa 2, 4°, le fonctionnaire d'instance administrative précise, le cas échéant, le jour où l'intéressé est invité à exposer oralement sa défense.

§ 4. L'audition se déroule au plus tard soixante jours ouvrables après l'envoi de l'envoi recommandé visé au paragraphe 3.

Le fonctionnaire d'instance administrative dresse un procès-verbal de l'audition, et invite la personne concernée à le signer, le cas échéant après qu'elle y ait consigné ses observations.

Art. 126. Le fonctionnaire d'instance administrative fixe le montant de l'amende administrative par une décision motivée et en informe la personne concernée dans les soixante jours ouvrables de la notification de l'envoi recommandé au contrevenant ou, en cas de demande d'audition, dans les soixante jours ouvrables de la date à laquelle le contrevenant ou son représentant est auditionné.

Passé ce délai, le fonctionnaire d'instance administrative est réputé renoncer définitivement à toute amende fondée sur les faits mis à charge de la personne concernée, sauf élément nouveau.

La décision est notifiée au contrevenant par envoi recommandé.

La décision peut être transmise à l'administration communale et à l'Administration, par toute voie utile.

La décision indique l'intitulé et le numéro de compte auquel le paiement est effectué.

Le contrevenant procède, dans les trente jours ouvrables de la notification de la décision, au paiement du montant réclamé.

En cas de défaut de paiement dans le délai prévu à l'alinéa 6, le fonctionnaire d'instance administrative délivre une contrainte dans les soixante jours ouvrables de l'expiration dudit délai et déclare celle-ci exécutoire et la notifie au contrevenant par envoi recommandé.

Art. 127. Une amende administrative ne peut pas être infligée à une personne qui a fait l'objet, pour les mêmes faits, de poursuites pénales entamées sur la base de l'article 72 du décret du 28 septembre 2023, même si elles ont abouti à un non-lieu ou à un acquittement.

Section 3. — La saisie des documents d'autorisation

Art. 128. Les documents saisis sur la base de l'article 78 du décret du 28 septembre 2023 sont restitués à l'exploitant lorsque celui-ci démontre qu'il répond à nouveau aux conditions d'exploitation prévues par le décret du 28 septembre 2023 et ses arrêtés d'exécution. À défaut, ils sont conservés pendant maximum cinq ans.

Le cas échéant, l'exploitant est invité à se présenter à l'Administration pour récupérer les documents, qui lui sont remis :

- 1° en personne ;
- 2° après la production d'un document attestant de son identité ;
- 3° moyennant la signature d'une attestation de réception datée.

TITRE 9. — Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales

CHAPITRE 1^{er}. — Disposition modificative

Art. 129. L'article 86 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie est remplacé par ce qui suit :

« Art. 86. Délégation est accordée au directeur de la Direction de la Régulation du Transport par Route pour :

- 1° délivrer, suspendre ou retirer le certificat d'accès à la profession ;
- 2° délivrer, suspendre ou retirer l'agrément des services d'intermédiation électronique ;
- 3° annuler les licences d'exploitation délivrées par les collèges ;
- 4° statuer sur le recours introduit par l'exploitant d'un service de taxis contre la décision de suspension ou de retrait prise par les collèges ;
- 5° délivrer, suspendre ou retirer les autorisations d'exploiter un service de transport à finalité spéciale ;
- 6° déroger à la limite d'âge des véhicules affectés à un service de transport à finalité spéciale ;
- 7° délivrer, suspendre ou retirer les certificats de capacité de chauffeur d'un véhicule affecté à un service de transport à finalité spéciale ;
- 8° délivrer, suspendre ou retirer les déclarations et les agréments d'exercer un service de transport à finalité sociale ;
- 9° délivrer les autorisations relatives à la création, à la modification ou à la suppression des services réguliers ;
- 10° délivrer les autorisations relatives aux services temporaires ;
- 11° délivrer les autorisations relatives aux services de renforcement ;
- 12° délivrer les autorisations relatives à la création, à la modification ou à la suppression des services réguliers spécialisés à l'exception des services de ramassage scolaire ;

- 13° délivrer, suspendre ou retirer l'accès à la profession de transporteur par route ;
- 14° mettre en œuvre les propositions émanant des commissions de services réguliers, réguliers spécialisés et des services de taxis ;
- 15° mettre en œuvre les propositions émanant de la commission des services de transport rémunéré de personnes par route et des sous-commissions thématiques ;
- 16° délivrer les certificats de capacité professionnelle relatifs à l'accès à la profession de transporteur par route. ».

CHAPITRE 2. — *Disposition abrogatoire*

Art. 130. Sont abrogés :

- 1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voiture avec chauffeur ;
- 2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 wallon relatif à la perception de taxes et à l'octroi d'une prime en matière d'exploitation de services de taxis, location de voitures avec chauffeur et taxis collectifs ;
- 3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2022 fixant les prix maximums pour le transport par taxis et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014 fixant les prix maxima pour le transport par taxis.

CHAPITRE 3. — *Dispositions transitoires*

Art. 131. Les certificats de capacité délivrés conformément à l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur sont valables jusqu'à la date initiale de leur renouvellement.

CHAPITRE 4. — *Disposition finale*

Art. 132. Le décret du 28 septembre 2023 et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} décembre 2024.

Art. 133. Le Ministre qui a la mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

(à établir sur papier à en-tête de la Compagnie d'assurances et à joindre à la carte d'assurance en cours de validité)

Attestation d'assurance pour du transport rémunéré de personnes

Nous, soussigné SOCIÉTÉ D'ASSURANCES.....
 dont le siège est situé à
 représenté par.....en qualité de

attestons que :

○ Madame/Monsieur
 domicilié(e) à
 ou

○ La société
 Dont le siège social est établi à

ici représentée par
 Madame/Monsieur.....

Inscrit(e) à la banque carrefour des entreprises sous le numéro

Est bien titulaire d'une « assurance responsabilité civile pour effectuer du transport rémunéré de personnes » n° pour le véhicule suivant d'une capacité de 9 places maximum, chauffeur compris :

Catégorie et marque du véhicule	Numéro d'immatriculation	Numéro de châssis ou moteur

Période de validité (à cocher) :

- VALABLE duau
- Voir validité de la carte internationale d'assurance automobile

Fait à Le

(Signature de l'assureur)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes au moyen de véhicules de petite capacité.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY



Certificat d'accès à la profession
Décret relatif aux services de transport
rémunéré de personnes par route au
moyen de véhicules de petite capacité

Titulaire :

N° BCE :

Adresse du siège social :

Numéro du certificat :

Date de délivrance :

Date d'échéance :

Le Directeur,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes au moyen de véhicules de petite capacité.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DIRUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY



Agrément service d'intermédiation électronique de transport

Décret relatif aux services de transport
rémunéré de personnes par route au moyen
de véhicules de petite capacité

Titulaire :

N° BCE :

Adresse du siège social :

Numéro de l'agrément :

Date de délivrance :

Date d'échéance :

Le Directeur,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes au moyen de véhicules de petite capacité.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DIRUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

COMMUNE DE

Décret relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

CERTIFICAT DE CAPACITE
Service de taxis

N°

Nous, soussigné,certifions:

que Madame/Monsieur*
né(e) à, le, domicilié(e) à,
habilité(e) à faire valoir sa capacité professionnelle dans une entreprise exploitant un service de taxis sur le territoire de notre commune.

PHOTO

Délivré à, le

Cachet de l'administration communale
Pour le Collège:
Le Directeur général
.....

Annexe 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes au moyen de véhicules de petite capacité.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DIRUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

TAXI DE STATION

(commune)

(n° d'identification)

TAXI DE RUE

(commune)

(n° d'identification)

Annexe 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes au moyen de véhicules de petite capacité.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

RESERVE

(Commune)

(n° d'identification)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes au moyen de véhicules de petite capacité.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

REMPACEMENT

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes au moyen de véhicules de petite capacité.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

USAGE PRIVÉ

N° d'immatriculation :

N° d'identification :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes au moyen de véhicules de petite capacité.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité



AUTORISATION D'EXPLOITER

Décret relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

TITULAIRE :

N° BCE :

ADRESSE DU SIEGE SOCIAL :

IDENTIFICATION DU VEHICULE :

1^{ère} MISE EN CIRCULATION :

ECHEANCE DE L'AUTORISATION :

Fait à Namur, le

LE DIRECTEUR,

Annexe 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes au moyen de véhicules de petite capacité.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité



Décret relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

CERTIFICAT DE CAPACITE
Service de transport à finalité spéciale

N°

NOM et PRENOM :
DATE DE DELIVRANCE :
DATE D'ECHEANCE :

PHOTO

Le Directeur,
.....

Annexe 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes au moyen de véhicules de petite capacité.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DIRUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité



FICHE SIGNALÉTIQUE

Service de transport à finalité spéciale

NUMÉRO DE L'AUTORISATION D'EXPLOITER :

IDENTITE DE L'EXPLOITANT : (nom commercial + numéro BCE)

IDENTIFICATION DU VEHICULE : (Modèle + immatriculation)

Pour toute plainte liée à la qualité du service :

plainte.taxis@spw.wallonie.be

ou flashez le QR code



Annexe 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes au moyen de véhicules de petite capacité.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité



FEUILLE DE ROUTE

Service de transport à finalité sociale

Nom du chauffeur :

Plaque d'immatriculation :

Date :

N° course :	Index :	Lieu :	Heure :
Départ :
Embarquement :
Débarquement :

Temps d'attente : h x € = €

Prix du service : km x € = €

TOTAL : €

N° course :	Index :	Lieu :	Heure :
Départ :
Embarquement :
Débarquement :

Temps d'attente : h x € = €

Prix du service : km x € = €

TOTAL : €

Annexe 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité



N° course :	Index :	Lieu :	Heure :
Départ :
Embarquement :
Débarquement :

Temps d'attente : h x € = €

Prix du service : km x € = €

TOTAL : €

N° course :	Index :	Lieu :	Heure :
Départ :
Embarquement :
Débarquement :

Temps d'attente : h x € = €

Prix du service : km x € = €

TOTAL : €

Date :/...../20.....	Index :	Lieu :	Heure :
Départ :
Embarquement :
Débarquement :

Temps d'attente : h x € = €

Prix du service : km x € = €

TOTAL : €

Annexe 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité



N° course :	Index :	Lieu :	Heure :
Départ :
Embarquement :
Débarquement :

Temps d'attente : h x € = €

Prix du service : km x € = €

TOTAL : €

N° course :	Index :	Lieu :	Heure :
Départ :
Embarquement :
Débarquement :

Temps d'attente : h x € = €

Prix du service : km x € = €

TOTAL : €

N° course :	Index :	Lieu :	Heure :
Départ :
Embarquement :
Débarquement :

Temps d'attente : h x € = €

Prix du service : km x € = €

TOTAL : €

Annexe 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes au moyen de véhicules de petite capacité.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

Service de transport à finalité spéciale

Contrat de transport

ENTRE D'UNE PART :

<ul style="list-style-type: none"> • Madame/Monsieur..... Domicilé(e) à Ou <ul style="list-style-type: none"> • La société dont le siège social est établi à ici représentée par Madame/Monsieur..... inscrit(e) à la Banque carrefour des entreprises sous le numéro..... Exploitant un service de transport à finalité spéciale et titulaire d'une autorisation d'exploiter n° délivrée par le Gouvernement en date du
--

ci-après dénommé(e) « le loueur »

ET D'AUTRE PART :

.....(nom et adresse complète)

ci-après dénommé(e) « le client »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Objet :

Le loueur met à la disposition du client le (ou les) véhicule(s) suivants dans le cadre d'un service de transport à finalité spéciale :

N° d'identification	Marque et modèle	N° d'immatriculation

- Pour la prestation unique suivante :

-début de la prestation le .../.../... de ... heures jusqu'à ... heures

-fin de la prestation le .../.../... de ... heures jusqu'à ... Heures

- Pour l'ensemble des prestations suivantes :

- le .../.../... de ... heures jusqu'à ... heures
- le .../.../... de ... heures jusqu'à ... heures
- le .../.../... de ... heures jusqu'à ... heures
- le .../.../... de ... heures jusqu'à ... heures

Annexe 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

- le/..../.... de heures jusqu'à heures
- le/..../.... de heures jusqu'à heures
- le/..../.... de heures jusqu'à heures
- Ajouter des lignes si nécessaire

- o Pour la période du au dans le cadre d'un contrat à long terme à consulter au siège de l'entreprise.

Identité du passager : (facultatif)

Prix :

Le prix des prestations s'élève à euros.

Les dispositions du décret relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité et ses arrêtes d'exécution sont pleinement d'application.

Fait à, le/..../.... en deux exemplaires originaux, dont chaque partie reconnaît avoir reçu un exemplaire et dont l'original ou une copie doit toujours se trouver à bord du véhicule pendant toute la durée d'exécution du contrat.

Le loueur (ou son délégué),

Le client,

Annexe 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

Service de transport à finalité spéciale

Bon de commande

Date de réservation :

N° de réservation :

Exploitant:

Nom : Madame / Monsieur / Société

Adresse : domicile/siège social

situé.....n°.....

code postal :..... localité :.....

inscrit(e) à la banque carrefour des entreprises sous le numéro.....

exploitant un service de transport à finalité spéciale en vertu d'une autorisation portant le n°

Client :

Nom : Madame / Monsieur /

Société

Adresse : domicile / siège social situé

.....n°.....

code postal :.....

localité :.....

Tél :GSM :

Nombre de passagers : adulte :enfant(s) – 12

ans :.....

Service :



Aller



Retour



Aller/Retour

	Aller	Retour
Date :		
Heure		
Lieu de départ :		
Destination :		
Prix convenu par personne :		

Signature de l'exploitant :

Signature du client
(au plus tard au moment de la prise en charge) :

Annexe 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes au moyen de véhicules de petite capacité.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes au moyen de véhicules de petite capacité.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

FEUILLE DE ROUTE
Service de taxis

(Identité de l'exploitant)

Date : _____ **Nom du chauffeur :** _____

Véhicule	
n° plaque d'immatriculation :	n° identification :

Service					
	Heures des prestations		Index km	Tableau de bord	Taximètre
Début			Début		
Fin			Fin		
Interruptions			Total		
Total					

	Prise en charge	Index Km (Km totaux)	Km en charge	Chutes (€)	Recettes
Fin					
Début					
Total					

Courses									
---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--

N° ordre	Index départ	Embarquement			Débarquement			Prix taximètre	Sommes perçues*
		Index	Lieu	Heure	Index	Lieu	Heure		
1									
2									
3									
4									
5									

* Après déduction d'une remise commerciale éventuelle.

Annexe 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

FEUILLE DE ROUTE (suite)

(Identité de l'exploitant)

Date :

Nom du chauffeur :

Véhicule

n° plaque d'immatriculation :

n° identification :

N° ordre	Index départ	Embarquement			Débarquement			Prix taximètre	Sommes perçues [†]
		Index	Lieu	Heure	Index	Lieu	Heure		
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									
...									

[†] Après déduction d'une remise commerciale éventuelle.

Annexe 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes au moyen de véhicules de petite capacité.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité



AGREMENT – Service de transport à finalité sociale

Décret relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

TITULAIRE :

N° BCE :

ADRESSE:

OBJECTIF :

TARIF :

VALIDITE :

Fait à Namur, le

LE DIRECTEUR,

Annexe 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes au moyen de véhicules de petite capacité.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/007213]

16. MAI 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung vom ... (Datum) zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

Die Wallonische Regierung erlässt,

Aufgrund Artikel 20 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen;

Aufgrund des Dekrets vom 28. September 2023 über entgeltliche Personenbeförderungsdienste auf der Straße mit Fahrzeugen mit geringer Kapazität, Artikel 1, Ziffer 17, 3, 4, Paragraphen 2 und 3, 5, Paragraphen 1 und 3, 6, 7, 8, Paragraphen 2 und 3, 9, Paragraphen 1 und 3, 9, Paragraph 5, 10, 11, 14, Paragraphen 2 und 4, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, Paragraphen 1 und 3, 25, Paragraph 3, 26, Paragraph 3, 28, 29, 31, 33, Paragraphen 1, 2, 4 und 5, 34, 35, 36, 38, 39, 42, 43, 44, 45 Paragraph 2, 46, 47 Paragraph 3, 50, 51, 52, 54, Paragraphen 1, 2 und 4, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, Paragraphen 1 und 3, 62, 63, 64, 66, 69, 70, 75, 77, 78, 86 und 89;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Durchführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über Taxidienste und Mietwagendienste mit Fahrer;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 über die Erhebung von Steuern und die Gewährung einer Prämie für den Betrieb von Taxidiensten, Autovermietung mit Fahrer und Sammeltaxis;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Oktober 2022 zur Festlegung der Höchstpreise für die Beförderung mit Taxis und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014 zur Festlegung der Höchstpreise für die Beförderung mit Taxis;

Aufgrund der am 27. Juni 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund der Zustimmung des Ministers für Haushalt, die am 13. Juli 2023 erteilt wurde;

Aufgrund der Stellungnahme der Union der Städte und Gemeinden der Wallonie vom 31. August 2023;

Aufgrund der Stellungnahme der Datenschutzbehörde, die am 3. Oktober 2023 abgegeben wurde;

Aufgrund des Berichts vom 14. Mai 2023, der gemäß Artikel 3, Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der Stellungnahme 75.017/4 des Staatsrats vom 14. Februar 2024 gemäß Artikel 84, Paragraph 1, Absatz 1, Ziffer 2 der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973;

In der Erwägung, dass die Kategorien der bezahlten Personenbeförderungsdienste durch die Entwicklung neuer Arten von Diensten durch den Einsatz neuer Technologien stark in Frage gestellt werden;

In der Erwägung, dass es von größter Wichtigkeit ist, dass sich die Vorschriften an diese Veränderungen anpassen;

In der Erwägung, dass das Ziel darin besteht, ein Gleichgewicht zwischen der Öffnung des Marktes und der Integration neuer branchenspezifischer Innovationen zu erreichen, ohne sich für eine vollständige Deregulierung des Sektors zu entscheiden;

In der Erwägung, dass es von entscheidender Bedeutung ist, eine Mobilität zu fördern, die alle in diesem Sektor tätigen Personen einschließt, sie fair behandelt und gleichzeitig einen qualitativ hochwertigen und nachhaltigen Dienst fördert;

In der Erwägung, dass die Verfügbarkeit von Dienstleistungen, Benutzerfreundlichkeit, Sicherheit, Kosten, Qualität, Verantwortlichkeit und Nachhaltigkeit sowie Transparenz gegenüber den Nutzern unter anderem die Grundwerte sind, die den wallonischen Rechtsrahmen leiten;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität;

Nach Beratung,

Erlässt:

TITEL 1. — Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° das Dekret vom 28. September 2023: das Dekret vom 28. September 2023 über entgeltliche Personenbeförderungsdienste auf der Straße mit Fahrzeugen mit geringer Kapazität;
- 2° der Minister: der für Mobilität zuständige Minister;
- 3° die Verwaltung: die Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die die entgeltliche Beförderung von Personen auf der Straße in ihrem Zuständigkeitsbereich hat;
- 4° die Zeremonie:
 - a) jede zivile, kulturelle oder sportliche Zeremonie oder Veranstaltung, die durch eine Rechts- oder Verwaltungsvorschrift oder durch eine Gewohnheitsnorm anerkannt wird, wie z. B. eine standesamtliche Trauung, eine Beerdigung, eine Parade, ein Umzug, eine Demonstration, ein Junggesellenabschied, ein Geburtstag, eine Preisverleihung oder ein Kongress;
 - b) jede Zeremonie, die im Rahmen einer der in Belgien gesetzlich anerkannten Religionen oder im Rahmen des organisierten Laizismus stattfindet, wie z. B. eine kirchliche Trauung, ein Übergangsritus oder eine religiöse Trauerzeremonie;
- 5° die Online-Plattform der Verwaltung: der Online-Schalter der Wallonie für Bürger und Unternehmen;
- 6° Nachtfahrten: Fahrten, bei denen die Abholung des Kunden zwischen zweiundzwanzig Uhr und sechs Uhr erfolgt;
- 7° Tarif I: der einfache Tarif, der erhoben wird, wenn der Kunde das Fahrzeug nicht verlässt und sich zu seinem Ausgangspunkt zurückbringen lässt;
- 8° Tarif II: der Tarif, der erhoben wird, wenn der Kunde das Fahrzeug verlässt und dieses leer zum Ausgangspunkt zurückgebracht wird;
- 9° die Kommission: die Kommission für entgeltliche Personenbeförderungsdienste auf der Straße.

TITEL 2. — Der Zugang zum Beruf**KAPITEL 1. — Voraussetzungen für den Zugang zum Beruf**

Art. 2 - Um die in Artikel 4, Paragraph 2, Absatz 1, Ziffer 1 des Dekrets vom 28. September 2023 vorgesehene Anforderung zu erfüllen, verfügt der Betreiber auf dem Gebiet der Region über Räumlichkeiten, in denen er Zugang zu den Originalen seiner wichtigsten Unternehmensdokumente haben kann, unabhängig davon, ob diese in elektronischer Form oder in Papierform vorliegen, insbesondere seine Beförderungsverträge, die Unterlagen zu den Fahrzeugen, über die er verfügt, die Buchhaltungsunterlagen, die Unterlagen zur Personalverwaltung, die Arbeitsverträge, die Sozialversicherungsunterlagen sowie jedes andere Dokument, zu dem die für die Kontrolle zuständige Behörde Zugang hat, um die Einhaltung der im Dekret vom 28. September 2023 und seinen Durchführungserlassen vorgesehenen Bedingungen durch den Betreiber zu überprüfen.

Art. 3 - Damit sein Antrag auf Zugang zum Beruf zulässig ist, muss der Antragsteller die in Absatz 2 genannten sittlichen Anforderungen erfüllen.

Der Antrag auf Genehmigung ist unzulässig, wenn gegen den Antragsteller in Belgien oder im Ausland eine der folgenden Verurteilungen aus einem Urteil vorliegt, gegen das kein Rechtsmittel mehr eingelegt werden kann:

- 1° eine Verurteilung zu einer Kriminalstrafe von weniger als zehn Jahren, mit oder ohne Bewährung;
- 2° eine Verurteilung von weniger als fünf Jahren, mit oder ohne Bewährung, wegen eines Verstoßes:
 - a) gegen die Bestimmungen von Buch 2 Titel III Kapitel I bis V und Titel IX Kapitel I und II des Strafgesetzbuches;
 - b) gegen die Bestimmungen von Buch IV Titel 1 Kapitel 1 oder Buch VI Titel 4 Kapitel 1 und 2 des Wirtschaftsgesetzbuches;
 - c) gegen das Gesetz vom 22. Mai 2014 zur Bekämpfung von Sexismus im öffentlichen Raum und zur Änderung des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern, um die Handlung der Diskriminierung unter Strafe zu stellen;
 - d) gegen die Bestimmungen von Titel IV des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern;
 - e) gegen die Bestimmungen von Titel IV des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung;
 - f) gegen die Bestimmungen des Gesetzes vom 30. Juli 1981 zur Unterdrückung bestimmter durch Rassismus oder Fremdenfeindlichkeit inspirierter Handlungen;
 - g) gegen Artikel 269 bis 282 des Strafgesetzbuchs.

Nicht berücksichtigt werden Verurteilungen, die getilgt wurden oder bezüglich derer die betreffende Person rehabilitiert wurde.

Bei Verurteilungen durch ein ausländisches Gericht wird jede Verurteilung berücksichtigt, die sich auf eine Tat bezieht, die nach belgischem Recht einen der in dieser Bestimmung genannten Verstöße darstellt.

Der Antragsteller übermittelt der Behörde einen nach Artikel 596 Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuches ausgestellten Strafregisterauszug, der nicht älter als drei Monate ist. Antragsteller, die seit weniger als zehn Jahren in Belgien ansässig sind, müssen außerdem eine gleichwertige Bescheinigung der zuständigen ausländischen Behörde vorlegen, aus der hervorgeht, dass sie vor ihrer Einreise nach Belgien einen guten Lebenswandel geführt haben oder dass sie den Flüchtlingsstatus genießen.

Art. 4 - Paragraph 1. Um die Bedingung der Zahlungsfähigkeit zu erfüllen und die Erfüllung seiner steuerlichen und sozialen Verpflichtungen nachzuweisen, muss der Antragsteller:

- 1° Eigentümer der Fahrzeuge sein, die er betreibt, oder aufgrund eines Ratenkauf-, Finanzierungs- oder Mietkaufvertrags, dessen Raten er einhält, über sie verfügen;
- 2° mit keiner Verzögerung belastet sein:
 - a) von mehr als sechs Monaten in Bezug auf die Zahlung von Steuern oder Abgaben im Zusammenhang mit dem Betrieb seines Dienstes;
 - b) hinsichtlich der Sozialversicherungsbeiträge;
- 3° über eine Haftpflichtversicherung für den entgeltlichen Personentransport verfügen, um Schäden abzudecken, die den beförderten Personen und Dritten bei der Nutzung des oder der Fahrzeuge zugefügt werden, und die entsprechenden Prämienzahlungen fristgerecht geleistet haben.

§ 2. Der Antragsteller belegt seine Zahlungsfähigkeit und die Erfüllung seiner steuerlichen und sozialen Verpflichtungen:

- 1° für die Anforderung in Paragraph 1, Ziffer 1 durch eine eidesstattliche Erklärung, in der das derzeitige oder künftige Eigentum an den Fahrzeugen und die Einhaltung der Zahlungsfristen bestätigt werden;
- 2° für die Anforderung nach Paragraph 1, Ziffer 2 durch eine Bescheinigung der zuständigen amtlichen Stelle, die nicht älter als drei Monate ist;
- 3° für die Anforderung in Paragraph 1, Ziffer 3 durch eine ehrenwörtliche Erklärung, die den künftigen Abschluss einer Haftpflichtversicherung für die entgeltliche Beförderung von Personen und die künftige Einhaltung der Fälligkeitstermine für die Zahlung der entsprechenden Prämien bescheinigt.

Wenn der Antragsteller zum ersten Mal eine Berufstätigkeit ausübt, kann er beweisen, dass er die Anforderung aus Absatz 1, Ziffer 2 erfüllt, indem er eine ehrenwörtliche Erklärung abgibt, die bestätigt, dass die Zahlungen an die Sozialversicherungskasse für Selbstständige oder an das Landesamt für soziale Sicherheit regelmäßig erfolgen werden.

Art. 5 - Paragraph 1. Um seine berufliche Qualifikation nachzuweisen, besitzt der Antragsteller eine Bescheinigung über die Gültigkeit seiner Kompetenzen, die von der Verwaltung ausgestellt wird.

§ 2. Die Verwaltung organisiert die in Paragraph 1 genannte Prüfung, deren praktische Modalitäten vom Minister festgelegt werden.

Die Prüfung erstreckt sich auf den Inhalt der in Paragraph 3 genannten Ausbildung.

Um sich für die Prüfung anzumelden, übermittelt der Bewerber das Dokument, das die Teilnahme an der in Paragraph 3 genannten Pflichtschulung bescheinigt, auf elektronischem Wege.

Die Prüfung findet jeden Monat statt, außer im Juli und August.

Die Note 10/20 gilt als Schwellenwert für das Bestehen der Prüfung.

Ein Bewerber, der die Prüfung nicht bestanden hat, kann sich erneut zur Prüfung anmelden.

Im Falle eines erneuten Nichtbestehens muss der Bewerber erneut die in Paragraph 3 genannte Pflichtschulung absolvieren und kann sich erst nach Ablauf von drei Monaten nach dem vorherigen Nichtbestehen erneut zur Prüfung anmelden.

§ 3 Die Verwaltung organisiert einen obligatorischen Fernunterricht.

Die Schulung ist in Themenbereiche unterteilt, die aufeinanderfolgende Phasen darstellen, für die der Bewerber den Erwerb von Kenntnissen nachweist. Nach Abschluss der Schulung wird dem Bewerber ein Dokument ausgestellt, das den erfolgreichen Abschluss der Ausbildung bescheinigt.

Der Bewerber kann auf Antrag Zugang zu dieser Schulung erhalten. Er erhält eine persönliche Kennung und die technischen Elemente für die Anmeldung.

§ 4. Die in Paragraph 1 genannte Bescheinigung ist persönlich.

Wer Inhaber der Bescheinigung ist und fünf Jahre lang keine entgeltliche Beförderung von Personen im Straßenverkehr ausübt, muss die in Absatz 3 genannte Schulung absolvieren und erhält das am Ende dieser Schulung ausgestellte Zertifizierungsdokument, um die fachliche Eignung weiter zu belegen.

§ 5. Mindestens alle fünf Jahre nimmt jede Person, die im Besitz der in Paragraph 1 genannten Bescheinigung ist, an einer von der Verwaltung organisierten obligatorischen Auffrischungsschulung teil.

Sie bezieht sich auf die Aktualisierung der Kenntnisse über die Vorschriften und einige wichtige Sonderregeln.

§ 6. Die in Artikel 4, Paragraph 2, Absatz 3 des Dekrets vom 28. September 2023 erwähnte finanzielle Beteiligung wird bei der Anmeldung zur Pflichtschulung eingefordert. Ihre Kosten werden auf 50 Euro festgelegt.

§ 7. Die Bescheinigung über die Gültigkeit der Kompetenzen wird ausgestellt:

- 1° entweder nach Bestehen der in Paragraph 1 genannten Prüfung;
- 2° oder gemäß dem Gesetz vom 12. Februar 2008 über einen allgemeinen Rahmen für die Anerkennung von EU-Berufsqualifikationen.

Kann der Staatsangehörige eines Mitgliedstaats der Europäischen Union nicht nachweisen, dass die von ihm absolvierte Schulung keine Fächer umfasste, die sich wesentlich von denen unterscheiden, die von der Bescheinigung über das Bestehen der Prüfung nach Paragraph 1 abgedeckt werden, muss er entweder einen höchstens dreijährigen Anpassungslehrgang absolvieren oder sich einer Eignungsprüfung unterziehen.

Die Verwaltung organisiert die Eignungsprüfung, deren praktische Modalitäten vom Minister festgelegt werden.

§ 8. Die notwendigen Daten, die im Rahmen dieses Artikels erhoben und verarbeitet werden, sind identisch mit den Daten, die in Artikel 79, Absatz 2, Ziffer 2, a) und b) des Dekrets vom 28. September 2023 genannt werden.

Die Verarbeitung dient den in Artikel 80, Absatz 1, Ziffer 1 und 2, b) des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Zwecken. Die Aufbewahrungsdauer überschreitet nicht die in Artikel 79, Absatz 3 des Dekrets vom 28. September 2023 genannte Dauer von zehn Jahren.

Die Verwaltung, die für die Verarbeitung verantwortlich ist, stellt dem Antragsteller vor den Eintragungen gemäß den Paragraphen 2 und 3 die Informationen gemäß den Artikeln 13 und 14 der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung) zur Verfügung.

KAPITEL 2. — *Der Antrag auf das Zertifikat für den Zugang zum Beruf*

Art. 6 - Der Antrag auf ein Zertifikat für den Zugang zum Beruf enthält unter Androhung der Unzulässigkeit:

- 1° die Namen und Vornamen oder den Firmennamen des Antragstellers;
- 2° seine Eigenschaft oder seinen Beruf;
- 3° die Adresse des Wohnsitzes oder des Geschäftssitzes und seine Rechtsform;
- 4° eine Telefonnummer und eine E-Mail-Adresse für den Kontakt;
- 5° eine Identifikationsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 6° den Nachweis der Registrierung des Tätigkeitscodes für die Personenbeförderung auf dem Landweg bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen und in der Satzung der juristischen Person den Nachweis, dass diese Tätigkeit in ihrem Gesellschaftszweck erwähnt wird;
- 7° Namen, Vornamen, Nationalregisternummer, Stellung, Mandat, Wohnsitz, Telefonnummer, Kontakt-E-Mail-Adresse des Verkehrsleiters.

Art. 7 - Dem Antrag auf ein Zertifikat für den Zugang zum Beruf sind folgende Unterlagen beizufügen:

- 1° je nach Fall eine Kopie des Personalausweises des Antragstellers oder der Satzung der juristischen Person und des Personalausweises des Verkehrsleiters;
- 2° Dokumente, die nicht älter als drei Monate sind und die die Erfüllung der Bedingungen bezüglich Moral und Solvenz sowie die Einhaltung der steuerlichen und sozialen Verpflichtungen belegen.

Art. 8 - Der Antrag auf ein Zertifikat für den Zugang zum Beruf erfolgt über die Online-Plattform der Verwaltung.

Innerhalb von 30 Werktagen nach Eingang der Akte:

- 1° wenn die Verwaltung feststellt, dass die Akte vollständig ist, stellt die Regierung das Zertifikat aus;
- 2° wenn die Verwaltung feststellt, dass die Akte unvollständig ist, stellt sie eine Empfangsbestätigung über die unvollständige Akte aus, in der dem Antragsteller die fehlenden Angaben oder Unterlagen mitgeteilt werden.

Innerhalb von 30 Werktagen nach Erhalt einer Empfangsbestätigung für unvollständige Unterlagen von der Verwaltung:

- 1° wenn der Antragsteller der Aufforderung der Verwaltung nachkommt, gelten wieder die Bestimmungen von Absatz 2;
- 2° wenn der Antragsteller der Aufforderung der Verwaltung nicht nachkommt, schickt die Verwaltung ihm eine Erinnerung, die eine neue Frist von 30 Werktagen in Gang setzt, nach deren Ablauf der Antrag automatisch verfällt, wenn der Antragsteller nicht weiter darauf eingeht.

KAPITEL 3. — *Ausstellung des Zertifikats für den Zugang zum Beruf*

Art. 9 - Das Zertifikat für den Zugang zum Beruf, dessen Muster in Anhang 2 festgelegt ist, wird dem Antragsteller auf jede geeignete Weise zugesandt.

Art. 10 - Paragraph 1. Der Betreiber informiert die Verwaltung innerhalb von acht Werktagen über jede Änderung seiner Situation seit der Einreichung des Antrags auf Zugang zum Beruf und während der gesamten Dauer des Betriebs mittels einer Erklärung, die über die Online-Plattform der Verwaltung abgegeben wird.

§ 2. Die Verwaltung kann jederzeit die Einhaltung der Voraussetzungen für den Zugang zum Beruf überprüfen.

Wird ein Verstoß oder eine Unregelmäßigkeit festgestellt, hat der Betreiber ab dem Zeitpunkt der Mitteilung des festgestellten Verstoßes oder der festgestellten Unregelmäßigkeit 20 Werktage Zeit, um eine Berichtigung durchzuführen.

Nach Ablauf der in Absatz 2 genannten Frist wird die Zulassung gemäß Artikel 12 ausgesetzt oder entzogen.

KAPITEL 4. — *Erneuerung des Zertifikats für den Zugang zum Beruf*

Art. 11 - Frühestens sechs Monate und spätestens drei Monate vor Ablauf der Gültigkeit seines Zertifikats für den Zugang zum Beruf kann der Inhaber dieses Zertifikats über die Online-Plattform der Verwaltung einen Antrag auf Verlängerung des Zertifikats für den Zugang zum Beruf einreichen, der folgende Informationen und Dokumente enthält:

- 1° die von der Verwaltung angegebene Referenz auf das Zertifikat für den Zugang zum Beruf, dessen Verlängerung beantragt wird;
- 2° die in Artikel 3, Absatz 5 geforderten Dokumente, die nicht älter als drei Monate sind;
- 3° eine Bescheinigung der Sozialversicherungskasse für Selbstständige des Betriebsinhabers und gegebenenfalls eine Bescheinigung des LSS, die nicht älter als drei Monate ist und aus der hervorgeht, dass der Betriebsinhaber seine Sozialbeiträge ordnungsgemäß entrichtet hat;
- 4° ggf. den Nachweis über die Zahlung der Genehmigung gemäß Artikel 30 des Dekrets vom 28. September 2023;
- 5° die Bescheinigung der zuständigen offiziellen Stelle, die nicht älter als drei Monate ist und belegt, dass er nicht mehr als sechs Monate mit der Zahlung von Steuern oder Abgaben im Zusammenhang mit dem Betrieb seiner Dienstleistung im Rückstand ist.
- 6° die in Artikel 4, Paragraph 2, Ziffer 1 und 3 verlangten Dokumente.

Innerhalb von 30 Werktagen nach Eingang der Akte:

- 1° wenn die Verwaltung feststellt, dass die Akte vollständig ist, stellt die Regierung die Erneuerung des Zertifikats aus;
- 2° wenn die Verwaltung feststellt, dass die Akte unvollständig ist, stellt sie eine Empfangsbestätigung über die unvollständige Akte aus, in der dem Antragsteller die fehlenden Angaben oder Unterlagen mitgeteilt werden;
- 3° wenn die Verwaltung feststellt, dass sich der Antragsteller in einer der in Artikel 5, Paragraph 2 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Situationen befindet, lehnt die Regierung die Erneuerung des Zertifikats ab; in diesem Fall begründet sie diese Entscheidung.

Innerhalb von 30 Werktagen nach Erhalt einer Empfangsbestätigung für unvollständige Unterlagen von der Verwaltung:

- 1° wenn der Antragsteller der Aufforderung der Verwaltung nachkommt, gelten wieder die Bestimmungen von Absatz 2;
- 2° wenn der Antragsteller der Aufforderung der Verwaltung nicht nachkommt, schickt die Verwaltung ihm eine Erinnerung, die eine neue Frist von 30 Werktagen in Gang setzt, nach deren Ablauf der Antrag automatisch verfällt, wenn der Antragsteller nicht weiter darauf eingeht.

Im Falle der Absicht, das Zertifikat für den Zugang zum Beruf gemäß Absatz 2, Ziffer 3 nicht zu verlängern, übermittelt die Verwaltung dem Inhaber per Einschreiben die folgenden Informationen:

- 1° die ihm zur Last gelegten Beschwerdepunkte;
- 2° einen Auszug der Bestimmungen des Dekrets vom 28. September 2023, der Maßnahmen zu seiner Durchführung oder der Bedingungen für die Erlangung des Zertifikats für den Zugang zum Beruf, gegen die verstoßen wurde;
- 3° den Inhalt der geplanten Maßnahme, d. h. die Nichtverlängerung des Zertifikats für den Zugang zum Beruf;
- 4° sein Recht, innerhalb von 20 Werktagen nach Erhalt der in diesem Artikel vorgesehenen Mitteilung:
 - a) die Verfahrensakte einzusehen;
 - b) seine Verteidigungsgründe schriftlich darzulegen;
 - c) zu beantragen, dass er seine Verteidigungsmittel vor der Verwaltung mündlich vortragen kann;
- 5° sein Recht, sich von einem Rechtsbeistand vertreten oder unterstützen zu lassen.

Wenn der Inhaber des Zertifikats für den Zugang zum Beruf beantragt, seine Verteidigungsmittel mündlich vorzutragen, teilt die Verwaltung ihm innerhalb von zwanzig Werktagen nach Eingang des Antrags auf Anhörung per Einschreiben Ort, Tag und Uhrzeit der Anhörung mit.

Die maximale Frist für die Durchführung der Anhörung beträgt 40 Werktage ab dem Eingang des Antrags auf Anhörung beim Inhaber des Zertifikats für den Zugang zum Beruf.

Am Ende der Anhörung legt die Verwaltung dem Inhaber des Zertifikats für den Zugang zum Beruf das Protokoll der Anhörung zur Unterschrift vor.

Dieser kann verlangen, dass seine Bemerkungen im Protokoll festgehalten werden.

Die Entscheidung über die Nichtverlängerung des Zertifikats für den Zugang zum Beruf wird dem betroffenen Inhaber per Einschreiben innerhalb von 40 Werktagen nach der Zustellung der unter Ziffer 1 bis 5 genannten Informationen per Einschreiben oder gegebenenfalls der Anhörung mitgeteilt.

KAPITEL 5. — *Entzug und Aussetzung des Zertifikats für den Zugang zum Beruf*

Art. 12 - Absatz 1. Das Zertifikat für den Zugang zum Beruf kann jederzeit für eine Höchstdauer von drei Jahren ausgesetzt oder von der Regierung aus den in Artikel 5, Paragraph 2 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Gründen entzogen werden.

§ 2. Wenn die Verwaltung feststellt, dass sich der Inhaber eines Zertifikats für den Zugang zum Beruf in einer der in Artikel 5, Paragraph 2 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Situationen befindet, übermittelt sie diesem Inhaber per Einschreiben die folgenden Informationen:

- 1° die ihm zur Last gelegten Beschwerdepunkte;
- 2° einen Auszug der Bestimmungen des Dekrets vom 28. September 2023, der Maßnahmen zu seiner Durchführung oder der Bedingungen für die Erlangung des Zertifikats für den Zugang zum Beruf, gegen die verstoßen wurde;
- 3° den Inhalt der geplanten Maßnahme, d. h. Aussetzung oder Entzug;
- 4° sein Recht, innerhalb von 20 Werktagen nach Erhalt der in diesem Artikel vorgesehenen Mitteilung:
 - a) die Verfahrensakte einzusehen;
 - b) seine Verteidigungsgründe schriftlich darzulegen;
 - c) zu beantragen, dass er seine Verteidigungsmittel vor der Verwaltung mündlich vortragen kann;
- 5° sein Recht, sich von einem Rechtsbeistand vertreten oder unterstützen zu lassen.

§ 3. Wenn der Inhaber des Zertifikats für den Zugang zum Beruf beantragt, seine Verteidigungsmittel mündlich vorzutragen, teilt die Verwaltung ihm innerhalb von zwanzig Werktagen nach Eingang des Antrags auf Anhörung per Einschreiben Ort, Tag und Uhrzeit der Anhörung mit.

Die maximale Frist für die Durchführung der Anhörung beträgt 40 Werktage ab dem Eingang des Antrags auf Anhörung beim Inhaber des Zertifikats für den Zugang zum Beruf.

Am Ende der Anhörung legt die Verwaltung dem Inhaber des Zertifikats für den Zugang zum Beruf das Protokoll der Anhörung zur Unterschrift vor.

Dieser kann verlangen, dass seine Bemerkungen im Protokoll festgehalten werden.

§ 4. Die Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug des Zertifikats für den Zugang zum Beruf wird dem betroffenen Inhaber innerhalb von vierzig Werktagen nach der in Absatz 2 genannten Mitteilung oder gegebenenfalls der Anhörung per Einschreiben mitgeteilt.

Nach Ablauf dieser Frist wird davon ausgegangen, dass die Regierung endgültig auf jede Aussetzung oder Rücknahme verzichtet, die auf den dem betreffenden Inhaber zur Last gelegten Tatsachen beruht, es sei denn, es treten neue Umstände ein.

§ 5. Innerhalb von zehn Werktagen nach Zustellung der Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug ist der Inhaber des Zertifikats für den Zugang zum Beruf verpflichtet, der Verwaltung sein Zertifikat für den Zugang zurückzugeben.

Im Falle einer Aussetzung des Zertifikats für den Zugang zum Beruf überprüft die Verwaltung fünfzehn Werktage vor Ablauf der Aussetzung, ob sich der Betreiber nicht mehr in einer der in Artikel 5, Paragraph 2 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Situationen befindet, und fordert den Betroffenen auf, sich bei der Verwaltung zu melden, um sein Zertifikat für den Zugang zum Beruf abzuholen, das ihm ausgehändigt wird:

- 1° persönlich;
- 2° gegen Vorlage eines Dokuments, das seine Identität belegt;
- 3° nach Unterzeichnung einer datierten Empfangsbestätigung.

TITEL 3. — *Elektronische Vermittlungsdienste*

KAPITEL 1. — *Die Zulassung*

Art. 13 - Paragraph 1. Der über die Online-Plattform der Verwaltung eingereichte Antrag auf Zulassung enthält die folgenden Informationen und Dokumente:

- 1° die Namen und Vornamen oder den Firmennamen des Antragstellers;
- 2° die Nationalregister- oder Unternehmensnummer;
- 3° die Adresse des Betriebssitzes und der Niederlassung(en);
- 4° eine Telefonnummer und eine E-Mail-Adresse für den Kontakt;
- 5° den Nachweis der Registrierung des Tätigkeitscodes für Hilfstätigkeiten für die Personenbeförderung auf dem Landweg bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen und gegebenenfalls in der Satzung der juristischen Person den Nachweis, dass diese Tätigkeit in ihrem Gesellschaftszweck erwähnt wird;
- 6° eine Bescheinigung der Sozialversicherungskasse für Selbstständige des Antragstellers und ggf. eine Bescheinigung des LSS, die nicht älter als drei Monate ist und belegt, dass der Antragsteller seine Sozialbeiträge ordnungsgemäß entrichtet hat;
- 7° eine Bescheinigung der zuständigen offiziellen Stelle, die nicht älter als drei Monate ist und belegt, dass er nicht mehr als sechs Monate mit der Zahlung von Steuern oder Abgaben im Zusammenhang mit dem Betrieb seiner Dienstleistung im Rückstand ist.

§ 2. Innerhalb von 30 Werktagen nach Eingang der Unterlagen schickt die Verwaltung dem Antragsteller:

- 1° entweder eine Empfangsbestätigung für eine vollständige und zulässige Akte;
- 2° oder eine Empfangsbestätigung für eine unvollständige Akte, in der die fehlenden Angaben oder Unterlagen aufgeführt sind.

§ 3. Innerhalb von 30 Werktagen nach Erhalt einer Empfangsbestätigung für unvollständige Unterlagen von der Verwaltung:

- 1° wenn der Antragsteller der Aufforderung der Verwaltung nachkommt, gelten wieder die Bestimmungen von Paragraph 2;
- 2° wenn der Antragsteller der Aufforderung der Verwaltung nicht nachkommt, wird sein Antrag automatisch hinfällig.

§ 4. Wenn die Verwaltung eine Empfangsbestätigung für eine vollständige und zulässige Akte sendet, erteilt die Regierung dem Antragsteller innerhalb von dreißig Werktagen nach dieser Sendung die beantragte Zulassung.

§ 5. Die Zulassung als elektronischer Vermittlungsdienst wird nach dem Muster in Anhang 3 ausgestellt.

§ 6. Der elektronische Vermittlungsdienst informiert die Verwaltung innerhalb von acht Werktagen über alle Änderungen in Bezug auf seine Situation seit der Einreichung des Antrags auf Zulassung und während der gesamten Gültigkeitsdauer mittels einer Erklärung, die über die Online-Plattform der Verwaltung abgegeben wird.

§ 7. Die Verwaltung kann jederzeit die Einhaltung der Voraussetzungen für die Zulassung überprüfen.

Wird ein Verstoß oder eine Unregelmäßigkeit festgestellt, hat der elektronische Vermittlungsdienst ab dem Zeitpunkt der Mitteilung des festgestellten Verstoßes oder der festgestellten Unregelmäßigkeit zwanzig Werktage Zeit, um eine Berichtigung durchzuführen.

Nach Ablauf der in Absatz 2 genannten Frist kann die Zulassung gemäß Artikel 15 ausgesetzt oder entzogen werden.

KAPITEL 2. — Die Erneuerung

Art. 14 - Absatz 1. Frühestens sechs Monate und spätestens drei Monate vor Ablauf seiner Zulassung kann der Zulassungsinhaber einen Antrag auf Verlängerung seiner Zulassung einreichen, der folgende Angaben und Unterlagen enthält:

- 1° die von der Verwaltung angegebene Referenz auf die Zulassung, deren Erneuerung beantragt wird;
- 2° eine Bescheinigung der Sozialversicherungskasse für Selbstständige des Inhabers der Zulassung und gegebenenfalls eine Bescheinigung des LSS, die nicht älter als drei Monate ist und aus der hervorgeht, dass der Betriebsinhaber seine Sozialbeiträge ordnungsgemäß entrichtet hat;
- 3° gegebenenfalls die Aktualisierung anderer Informationen, die der Verwaltung im Rahmen des Antrags auf Zulassung gemäß Artikel 13 mitgeteilt wurden.

§ 2. Innerhalb von 30 Werktagen nach Eingang der Akte:

- 1° wenn die Verwaltung feststellt, dass die Akte vollständig ist, stellt die Regierung die Erneuerung der Zulassung aus;
- 2° wenn die Verwaltung feststellt, dass die Akte unvollständig ist, stellt sie eine Empfangsbestätigung über die unvollständige Akte aus, in der dem Antragsteller die fehlenden Angaben oder Unterlagen mitgeteilt werden;
- 3° wenn die Verwaltung feststellt, dass sich der Antragsteller in einer der in Artikel 9, Paragraph 2 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Situationen befindet, lehnt die Regierung die Erneuerung des Zertifikats ab; in diesem Fall begründet sie diese Entscheidung.

§ 3. Innerhalb von 30 Werktagen nach Erhalt einer Empfangsbestätigung für unvollständige Unterlagen von der Verwaltung:

- 1° wenn der Antragsteller der Aufforderung der Verwaltung nachkommt, gelten wieder die Bestimmungen von Paragraph 2;
- 2° wenn der Antragsteller der Aufforderung der Verwaltung nicht nachkommt, schickt die Verwaltung ihm eine Erinnerung, die eine neue Frist von 30 Werktagen in Gang setzt, nach deren Ablauf der Antrag automatisch verfällt, wenn der Antragsteller nicht weiter darauf eingeht.

§ 4. Im Falle der Absicht, die Zulassung gemäß Paragraph 2, Ziffer 3 nicht zu verlängern, übermittelt die Verwaltung dem Inhaber per Einschreiben die folgenden Informationen:

- 1° die ihm zur Last gelegten Beschwerdepunkte;
- 2° einen Auszug der Bestimmungen des Dekrets vom 28. September 2023, der Maßnahmen zu seiner Durchführung oder der Bedingungen für die Erlangung des Zertifikats für den Zugang zum Beruf, gegen die verstoßen wurde;
- 3° den Inhalt der geplanten Maßnahme, d. h. die Nichtverlängerung der Zulassung;
- 4° sein Recht, innerhalb von 20 Werktagen nach Erhalt der in diesem Artikel vorgesehenen Mitteilung:
 - a) die Verfahrensakte einzusehen;
 - b) seine Verteidigungsgründe schriftlich darzulegen;
 - c) zu beantragen, dass er seine Verteidigungsmittel vor der Verwaltung mündlich vortragen kann;
- 5° sein Recht, sich von einem Rechtsbeistand vertreten oder unterstützen zu lassen.

Beantragt der Zulassungsinhaber, seine Verteidigungsmittel mündlich vorzutragen, so teilt die Verwaltung ihm innerhalb von 20 Werktagen nach Eingang des Antrags auf mündliche Anhörung per Einschreiben Ort, Tag und Uhrzeit der Anhörung mit.

Die maximale Frist für die Durchführung der Anhörung beträgt 40 Werktage ab dem Eingang des Antrags auf Anhörung beim Inhaber der Zulassung.

Am Ende der Anhörung legt die Verwaltung dem Inhaber der Zulassung das Protokoll der Anhörung zur Unterschrift vor.

Dieser kann verlangen, dass seine Bemerkungen im Protokoll festgehalten werden.

Die Entscheidung über die Nichtverlängerung der Zulassung wird dem betroffenen Inhaber per Einschreiben innerhalb von 40 Werktagen nach der Zustellung der unter Ziffer 1 bis 5 genannten Informationen per Einschreiben oder gegebenenfalls der Anhörung mitgeteilt.

KAPITEL 3. — *Entzug und Aussetzung der Zulassung*

Art. 15 - Paragraph 1. Die Zulassung kann jederzeit für eine Höchstdauer von drei Jahren ausgesetzt oder von der Regierung aus den in Artikel 5, Paragraph 2 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Gründen entzogen werden.

§ 2. Wenn die Verwaltung feststellt, dass sich ein elektronischer Vermittlungsdienst in einer der in Artikel 9, Paragraph 2 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Situationen befindet, teilt sie dem elektronischen Vermittlungsdienst per Einschreiben die folgenden Informationen mit:

- 1° die ihm zur Last gelegten Beschwerdepunkte;
- 2° einen Auszug der Bestimmungen des Dekrets vom 28. September 2023, der Maßnahmen zu seiner Durchführung oder der Zulassungsbedingungen, gegen die verstoßen wird;
- 3° den Inhalt der geplanten Maßnahme, d. h. Aussetzung oder Entzug;
- 4° die Tatsache, dass er das Recht hat, innerhalb von 20 Werktagen nach Erhalt der in diesem Artikel vorgesehenen Mitteilung:
 - a) die Verfahrensakte einzusehen;
 - b) seine Verteidigungsgründe schriftlich darzulegen;
 - c) zu beantragen, dass er seine Verteidigungsmittel vor der Verwaltung mündlich vortragen kann;
- 5° die Tatsache, dass er das Recht hat, sich von einem Rechtsbeistand vertreten oder unterstützen zu lassen.

§ 3. Falls der elektronische Vermittlungsdienst beantragt, seine Verteidigungsmittel mündlich vorzutragen, teilt die Verwaltung ihm innerhalb von zwanzig Werktagen nach Erhalt des Antrags auf Anhörung Ort, Tag und Uhrzeit der Anhörung mit.

Die maximale Frist für die Durchführung der Anhörung beträgt 40 Werktage ab Eingang des Antrags auf Anhörung beim elektronischen Vermittlungsdienst.

Am Ende der Anhörung legt die Verwaltung dem elektronischen Vermittlungsdienst das Protokoll der Anhörung zur Unterzeichnung vor.

Dieser kann verlangen, dass seine Bemerkungen im Protokoll festgehalten werden.

§ 4. Die Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung wird dem betroffenen elektronischen Vermittlungsdienst innerhalb von vierzig Werktagen nach der in Absatz 2 genannten Mitteilung oder der Anhörung per Einschreiben mitgeteilt.

Nach Ablauf dieser Frist wird davon ausgegangen, dass die Regierung endgültig auf jede Aussetzung oder Rücknahme verzichtet, die auf den Tatsachen beruht, die dem betreffenden elektronischen Vermittlungsdienst zur Last gelegt werden, sofern keine neuen Erkenntnisse vorliegen.

§ 5. Innerhalb von zehn Werktagen nach Zustellung der Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug ist der elektronische Vermittlungsdienst verpflichtet, der Verwaltung seine Zulassung zurückzugeben.

Im Falle einer Aussetzung der Zulassung überprüft die Verwaltung fünfzehn Werktage vor Ablauf der Aussetzung, ob sich der Betreiber nicht mehr in einer der in Artikel 8, Paragraph 2 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Situationen befindet, und fordert den Betroffenen auf, sich bei der Verwaltung zu melden, um seine Zulassung abzuholen, die ihm dann ausgehändigt wird:

- 1° persönlich;
- 2° gegen Vorlage eines Dokuments, das seine Identität belegt;
- 3° nach Unterzeichnung einer datierten Empfangsbestätigung.

TITEL 4. — *Taxidienste*

KAPITEL 1. — *Gemeinsame Bestimmungen*

Abschnitt 1. — Begrenzung der Anzahl der in einer Gemeinde zugelassenen Taxis

Art. 16 - Absatz 1. Die Anzahl der in einer Gemeinde zugelassenen Standtaxis ist auf ein Fahrzeug pro 1.500 Einwohner begrenzt.

Die Anzahl der in einer Gemeinde zugelassenen Straßentaxis ist auf ein Fahrzeug pro 1.500 Einwohner begrenzt.

§ 2. Wenn die Zahl erreicht ist, erstellt das Kollegium oder sein Vertreter eine Warteliste, die jedes Jahr aktualisiert wird und auf der der Name oder die Firma und die Anschrift der antragstellenden Betreiber eingetragen werden.

§ 3. (3) Die Auswahl erfolgt in der chronologischen Reihenfolge des Eingangs der Anträge.

§ 4. Abweichend von Paragraph 1 kann die Anzahl der in einer Gemeinde zugelassenen Taxis höher sein, wenn besondere Umstände dies rechtfertigen, wie z. B. zeitlich begrenzte Großveranstaltungen.

Der Minister legt die Liste der zeitweiligen Großveranstaltungen fest.

§ 5. Abweichend von Paragraph 1 unterliegen Fahrzeuge, die für die Beförderung von Personen mit eingeschränkter Mobilität geeignet sind, nicht der Begrenzung der Anzahl der in einer Gemeinde zugelassenen Taxis.

Art. 17 - Abweichend von Artikel 16 kann die Regierung auf begründeten Antrag einer Gemeinde diese Norm nach oben korrigieren und eine andere Zahl für diese Gemeinde festlegen, wenn ein offensichtliches Missverhältnis zwischen Angebot und Nachfrage besteht und Umstände vorliegen, die dauerhaft einen außergewöhnlichen Verkehr hervorrufen, weil sich auf dem Gebiet der Gemeinde ein Flughafen, ein Hafen, ein Bahnhof, eine touristische Sehenswürdigkeit, ein Gewerbegebiet, ein Krankenhaus, ein Universitätszentrum oder ein großes städtisches Gebiet in der Nähe befindet.

Art. 18 - Bei der Entscheidung gemäß Artikel 17 wird die Regierung zumindest die durchschnittliche Auslastung der bereits zugelassenen Taxifahrzeuge berücksichtigen. Bei der Berechnung dieser durchschnittlichen Auslastung können nur Taxifahrten berücksichtigt werden, deren Ausgangs- oder Zielpunkt sich in der Gemeinde befindet.

Abschnitt 2. — Tarife

Art. 19 - Paragraph 1. Für Standtaxi-Dienste, bei denen die Fahrt nicht über einen elektronischen Transportvermittlungsdienst gebucht wurde, werden die Mindestpreise einschließlich Trinkgeld und Mehrwertsteuer wie folgt festgelegt:

- 1° der Betrag der Übernahme: 3,00 Euro;
- 2° der Kilometerpreis: 1,65 Euro pro Kilometer;
- 3° Wartegebühren: 0,35 Euro pro Minute;
- 4° der pauschale Zuschlag für Nachtfahrten: 3,00 Euro;
- 5° der Mindestpreis für eine Fahrt: 8,00 Euro, der zwei Kilometer und die Abholung beinhaltet.

Die Fahrt kann ab der Abfahrt von der Garage oder dem Parkplatz gezahlt werden

bis zur Rückkehr an denselben Ort. Die Leerfahrt wird auf dem kürzesten Weg durchgeführt.

Es wird entweder Tarif I oder Tarif II angewendet, je nachdem, ob der Kunde das Fahrzeug zurücklässt oder nicht. Der Fahrer vergewissert sich vor Aktivierung des höheren Tarifs über die Absichten des Kunden.

Tarif II darf nicht mehr als das Doppelte von Tarif I betragen.

Der Betreiber darf den Kunden Handelsrabatte gewähren, wenn diese die Mindesttarife einhalten.

§ 2. Für Standtaxi-Dienste, bei denen die Fahrt nicht über einen elektronischen Transportvermittlungsdienst gebucht wurde, werden die Höchstpreise einschließlich Trinkgeld und Mehrwertsteuer wie folgt festgelegt:

- 1° der Kilometerpreis: 1,85 Euro pro Kilometer;
- 2° Wartegebühren: 0,65 Euro pro Minute;
- 3° der pauschale Zuschlag für Nachtfahrten: 5,00 Euro;
- 4° der Mindestpreis für eine Fahrt: 10,00 Euro, der zwei Kilometer und die Abholung beinhaltet.

Die Fahrt wird vom Verlassen der Garage oder des Parkplatzes bis zur Rückkehr an denselben Ort gezahlt. Die Leerfahrt wird auf dem kürzesten Weg durchgeführt.

Es wird entweder Tarif I oder Tarif II angewendet, je nachdem, ob der Kunde das Fahrzeug zurücklässt oder nicht. Der Fahrer vergewissert sich vor Aktivierung des höheren Tarifs über die Absichten des Kunden.

Tarif II darf nicht mehr als das Doppelte von Tarif I betragen.

§ 3. Für Straßen- und Standtaxi-Dienste, bei denen die Fahrt über einen elektronischen Transportvermittlungsdienst gebucht wurde, wird der Mindestpreis wie folgt festgelegt:

- 1° der Kilometerpreis: 1,65 Euro pro Kilometer, einschließlich Mehrwertsteuer;
- 2° der Mindestpreis für eine Fahrt: 8,00 Euro.

§ 4. Die in den Paragraphen 1 bis 3 aufgeführten Beträge sind an den Verbraucherpreisindex des Monats gebunden, in dem der vorliegende Erlass in Kraft tritt.

Ab dem 1. Januar 2026 werden sie automatisch am 1. Januar jedes Jahres entsprechend der Entwicklung des Verbraucherpreisindex für den Monat November des Vorjahres angepasst.

Indexierte Beträge werden auf das nächste Vielfache von 0,10 Euro aufgerundet.

KAPITEL 2. — Die Betriebsgenehmigung

Abschnitt 1. — Der Antrag auf eine Betriebsgenehmigung

Art. 20 - Der in Artikel 18 des Dekrets vom 28. September 2023 vorgesehene Antrag auf eine Genehmigung für den Betrieb eines Taxidienstes muss folgende Angaben enthalten, um zulässig zu sein:

- 1° die Namen und Vornamen oder den Firmennamen des Antragstellers;
- 2° seine Eigenschaft oder seinen Beruf;
- 3° die Adresse des Wohnsitzes oder des Firmensitzes, der verschiedenen Einheiten der Niederlassung, falls vorhanden, und ihre Rechtsform;
- 4° eine Telefonnummer und eine E-Mail-Adresse für den Kontakt;
- 5° eine Identifikationsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen, gegebenenfalls;
- 6° die Kontaktdaten des Verkehrsleiters;
- 7° die Art des gewählten Taxidienstes;
- 8° die Anzahl der Fahrzeuge, für die die Genehmigungen beantragt werden, einschließlich eventueller Reservefahrzeuge;
- 9° die Zulassungsnummern, Fahrgestellnummern, Marken und Modelle der zu verwendenden Fahrzeuge;
- 10° nicht an öffentlichen Straßen gelegene Parkplätze, die dem Betreiber gehören oder von ihm genutzt werden, oder an öffentlichen Straßen gelegene Parkplätze, die genutzt werden können, wenn das Fahrzeug nicht in Betrieb ist.

Art. 21 - Dem Antrag gemäß Artikel 20 müssen folgende Dokumente beigefügt werden:

- 1° eine Kopie des von der Regierung ausgestellten Zertifikats für den Zugang zum Beruf;
- 2° eine Kopie der Zulassungsbescheinigung des Fahrzeugs, das in Artikel 16 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001 zur Regelung der Zulassung von Kraftfahrzeugen und Anhängern aller im Rahmen des Betriebs eingesetzten Fahrzeuge genannt wird;
- 3° eine Kopie der letzten Prüfbescheinigung gemäß Artikel 24, Paragraph 1 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 über die allgemeine Regelung der technischen Bedingungen, denen Kraftfahrzeuge und ihre Anhänger, ihre Bestandteile sowie das Sicherheitszubehör entsprechen, die der Vorschrift des Artikels 23ter, Paragraph 1, Ziffer 2 desselben Königlichen Erlasses entspricht;
- 4° eine Kopie der Bescheinigung des Versicherers, die bestätigt, dass die Fahrzeuge für die entgeltliche Beförderung von Personen versichert sind, gemäß dem Muster in Anhang 1 dieses Erlasses und der Internationalen Versicherungskarte für Kraftfahrzeuge;
- 5° eine Kopie der Rechnung über den Kauf des Fahrzeugs oder gegebenenfalls des entsprechenden Ratenkauf-, Mietfinanzierungs- oder Mietkaufvertrags sowie den Nachweis, dass der Antragsteller die Zahlung der entsprechenden monatlichen Raten einhält.

Art. 22 - Der vom Betreiber oder vom Verkehrsleiter datierte und unterzeichnete Antrag auf Erteilung einer Betriebsgenehmigung ist zusammen mit seinen Anlagen auf geeignetem Wege an das Kollegium oder seinen Beauftragten zu richten.

Dieses/dieser prüft, ob der Antrag vollständig ist, und schickt dem Antragsteller innerhalb von 15 Werktagen nach Eingang des Antrags auf geeignetem Wege eine Empfangsbestätigung.

Art. 23 - Das Kollegium trifft seine Entscheidung innerhalb von 60 Werktagen nach der Bestätigung des Eingangs einer vollständigen Akte.

Art. 24 - Im Rahmen einer Entscheidung über die Erteilung einer Betriebsgenehmigung stellt das Kollegium oder sein Beauftragter innerhalb von fünf Werktagen ab dem Datum der Entscheidung des Kollegiums in geeigneter Weise die Betriebsgenehmigung an den Betreiber aus und übermittelt seine Entscheidung sowie die Akte an die Regierung.

Innerhalb einer Frist von dreißig Werktagen nach Erhalt der Entscheidung des Kollegiums kann die Regierung die Rechtshandlung, mit der eine Betriebsgenehmigung erteilt wird, ganz oder teilweise aufheben, wenn diese nicht den Bestimmungen des Dekrets vom 28. September 2023, des vorliegenden Erlasses oder jeder anderen diesbezüglichen Regelung entspricht. Sie informiert das Kollegium in geeigneter Weise darüber.

Das Kollegium informiert den Betreiber nach Erhalt der Mitteilung der Regierung in geeigneter Weise über die Gründe für die Aufhebung.

Abschnitt 2. — Die Dauer der Betriebsgenehmigung

Art. 25 - Gemäß Artikel 22 des Dekrets vom 28. September 2023 wird die Dauer der Betriebsgenehmigung in Abhängigkeit von der Altersgrenze des Fahrzeugs festgelegt, die sieben Jahre nach dem Datum der Erstzulassung erreicht wird.

Ist das Fahrzeug entweder für die Beförderung von Fahrgästen geeignet oder ein emissionsfreies Elektrofahrzeug oder ein emissionsfreies Wasserstofffahrzeug, wird die Dauer der Betriebsgenehmigung entsprechend der Altersgrenze des Fahrzeugs festgelegt, die zehn Jahre nach dem Datum der Erstzulassung erreicht ist.

Abschnitt 3. — Die Beantragung einer Genehmigung für ein Reservefahrzeug

Art. 26 - Für jeweils fünf Fahrzeuge mit einer Betriebsgenehmigung ist ein Reservefahrzeug zulässig.

Der Betreiber informiert das Kollegium oder seinen Beauftragten auf geeignete Weise über den Einsatz des Reservefahrzeugs und die Dauer des Einsatzes.

Art. 27 - Paragraph 1. Anträge auf eine Betriebsgenehmigung für ein Reservefahrzeug im Sinne von Artikel 24 des Dekrets vom 28. September 2023 werden eingereicht:

- 1° entweder zusammen mit dem Antrag auf eine Genehmigung für den Betrieb eines Taxidienstes;
- 2° oder während des Betriebs.

§ 2. Der Antrag auf eine Betriebsgenehmigung für ein Reservefahrzeug enthält die folgenden Angaben und Anlagen:

- 1° die vollständige Identität des Antragstellers;
- 2° eine Kopie der Genehmigung für den Betrieb eines Taxidienstes;
- 3° eine Kopie der Rechnung über den Kauf des Reservefahrzeugs oder ggf. des entsprechenden Ratenkauf-, Mietfinanzierungs- oder Mietkaufvertrags;
- 4° eine Kopie der in Artikel 21, Ziffer 2 bis 4 genannten fahrzeugbezogenen Dokumente, wenn der Unternehmer diese bereits in seinem Besitz hat.

Anträge auf eine Betriebsgenehmigung für ein Reservefahrzeug werden nach dem in den Artikeln 22 bis 24 festgelegten Verfahren gestellt und bearbeitet.

Abschnitt 4. — Der Antrag auf eine befristete Genehmigung

Art. 28 - Paragraph 1. Anträge auf eine befristete Betriebsgenehmigung im Sinne von Artikel 25 des Dekrets vom 28. September 2023, wenn das Fahrzeug länger als 15 Tage nicht verfügbar ist, werden während des Betriebs gestellt und enthalten folgende Angaben und Anlagen:

- 1° die vollständige Identität des Antragstellers;
- 2° die Identifikationsmerkmale, den Namen des Eigentümers und die Zulassungsnummer des vorübergehend beschädigten oder außer Betrieb gesetzten Fahrzeugs;
- 3° die Identifikationsmerkmale und das Kennzeichen des vorübergehend genutzten Fahrzeugs;
- 4° die Dauer, für die die befristete Betriebsgenehmigung beantragt wird;
- 5° den genauen Grund für die vorübergehende Stilllegung des gewöhnlich betriebenen Fahrzeugs;

- 6° die Angabe des Ortes, an dem das stillgelegte Fahrzeug inspiziert werden kann;
- 7° die Bescheinigung des Versicherers gemäß Artikel 21, Ziffer 4, die bestätigt, dass das Fahrzeug für die entgeltliche Beförderung von Personen versichert ist, und die internationale Kraftfahrzeugversicherungskarte für das zeitweilig genutzte Fahrzeug;
- 8° eine Kopie der letzten Prüfbescheinigung gemäß Artikel 24, Paragraph 1 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur allgemeinen Regelung der technischen Bedingungen, denen Kraftfahrzeuge und ihre Anhänger, ihre Bestandteile sowie das Sicherheitszubehör entsprechen müssen, die die Modalitäten der regelmäßigen Kontrollen gemäß Artikel 23ter, Paragraph 1, Ziffer 2 desselben Königlichen Erlasses in Bezug auf das zeitweilig genutzte Fahrzeug einhält.

§ 2. Die datierten und vom Betreiber unterzeichneten Anträge auf Erteilung einer befristeten Betriebsgenehmigung zusammen mit ihren Anlagen werden dem Kollegium oder seinem Beauftragten auf geeignete Weise übermittelt.

§ 3. Das Kollegium oder sein Beauftragter prüft, ob der Antrag vollständig und richtig ist.

Es/er kann fehlende Unterlagen anfordern und unzureichende Angaben im Antrag oder in seinen Anlagen ergänzen lassen.

Es/er kann auch den Betreiber auffordern, das Fahrzeug vorzuführen.

§ 4. Das Kollegium oder sein Beauftragter teilt dem Betreiber seine Entscheidung innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt eines vollständigen Antrags auf eine befristete Genehmigung mit.

§ 5. Wenn die Nichtverfügbarkeit des Fahrzeugs eine Frist von fünfzehn Tagen nicht überschreitet, übermittelt der Betreiber dem Kollegium oder seinem Beauftragten auf geeignetem Wege eine Erklärung, die die in Paragraph 1 aufgeführten Angaben enthält.

Abschnitt 5. — Der Antrag auf Übertragung einer Betriebsgenehmigung

Art. 29 - Paragraph 1. Der Antrag auf Übertragung einer Betriebsgenehmigung gemäß Artikel 26, Paragraph 2 des Dekrets vom 28. September 2023 enthält die folgenden Informationen:

- 1° die Namen und Vornamen oder die Firmenbezeichnung der übertragenden und übernehmenden Bewerber;
- 2° ihre Nationalregister- oder Unternehmensnummer;
- 3° die Adresse ihres Wohn- oder Geschäftssitzes und gegebenenfalls ihrer Niederlassungen;
- 4° eine Telefonnummer und eine E-Mail-Adresse für den Kontakt für jeden von ihnen;
- 5° die von der Gemeindeverwaltung angegebene Referenz auf die Betriebsgenehmigung der übertragenden und übernehmenden Bewerber, falls zutreffend;
- 6° die Identifizierung der Art der geplanten Übertragung;
- 7° den Nachweis der Zustimmung jedes vom Antrag betroffenen übertragenden und übernehmenden Bewerbers, der für jeden von ihnen entweder durch die Unterzeichnung des Antrags oder durch die Hinzufügung eines unterschriebenen Dokuments zum Antrag erbracht werden kann.

§ 2. Innerhalb von zwanzig Werktagen nach Eingang des Antrags schickt die Gemeindeverwaltung den übertragenden und den übernehmenden Bewerbern:

- 1° entweder eine Empfangsbestätigung für eine vollständige und zulässige Akte;
- 2° oder eine Empfangsbestätigung für eine unvollständige Akte, in der die fehlenden Angaben oder Unterlagen aufgeführt sind.

§ 3. Innerhalb von 20 Werktagen nach Erhalt einer Empfangsbestätigung für unvollständige Unterlagen von der Gemeindeverwaltung:

- 1° wenn einer der übertragenden oder übernehmenden Bewerber der Aufforderung der Gemeindeverwaltung nachkommt, sind die Bestimmungen von Paragraph 2 erneut anwendbar;
- 2° wenn der Aufforderung der Gemeindeverwaltung nicht Folge geleistet wird, verfällt der Übertragungsantrag.

§ 4. Wenn das Kollegium seine Genehmigung gemäß Artikel 26, Paragraph 2 des Dekrets vom 28. September 2023 erteilt hat, sendet die Gemeindeverwaltung eine Empfangsbestätigung der vollständigen und zulässigen Akte; gleichzeitig leitet sie die Akte an die Regierung weiter.

§ 5. Die Regierung schickt dem Kollegium innerhalb von dreißig Werktagen nach Eingang des Antrags:

- 1° entweder ihre Zustimmung zur Übertragung;
- 2° oder ihre Ablehnung der Übertragung.

§ 6. Wenn die Regierung ihre Zustimmung erteilt, bestätigen die betroffenen Übertragenden und Übernehmenden der Verwaltung innerhalb von neunzig Werktagen nach Absendung dieser Zustimmung, dass die genehmigte Übertragung erfolgt ist.

Andernfalls wird die Übereinkunft als ungültig angesehen.

§ 7. Innerhalb einer Frist von zwanzig Werktagen ab dem Versand der in Absatz 6 genannten Bestätigung sendet das Kollegium oder sein Beauftragter den Übertragenden und dem Übernehmenden eine aktualisierte oder eine neue Betriebsgenehmigung zu.

Abschnitt 6. — Beschwerde

Art. 30 - Paragraph 1. Im Rahmen einer Entscheidung zur Verweigerung einer Betriebsgenehmigung gemäß Artikel 21, Absatz 3 des Dekrets vom 28. September 2023, übermittelt das Kollegium oder sein Beauftragter innerhalb von fünf Werktagen auf geeignete Weise dem Antragsteller seine Entscheidung und übermittelt der Verwaltung eine Kopie davon zur Information.

§ 2. In diesem Fall oder falls das Kollegium innerhalb von vierzig Werktagen ab der Empfangsbestätigung des Antrags auf Erteilung einer Betriebsgenehmigung keine Entscheidung trifft, hat der Antragsteller die Möglichkeit, bei der Regierung Berufung einzulegen.

Die in Absatz 1 genannte Beschwerde ist der Verwaltung je nach Fall innerhalb von 15 Werktagen nach der Mitteilung der Ablehnung oder innerhalb von 15 Werktagen nach Ablauf der Frist von 40 Werktagen nach Erhalt der Empfangsbestätigung des Antrags auf Erteilung einer Betriebsgenehmigung per Einschreiben zuzustellen.

§ 3. Die Regierung entscheidet innerhalb von vierzig Werktagen nach Eingang der Beschwerde.

Abschnitt 7. — Aussetzung und Entzug

Art. 31 - Absatz 1. Zu jedem Zeitpunkt kann die Betriebsgenehmigung für eine Höchstdauer von fünf Jahren ausgesetzt oder vom Kollegium aus den in Artikel 29, Paragraph 1 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Gründen entzogen werden.

§ 2. Wenn das Kollegium oder sein Beauftragter feststellt, dass sich ein Betreiber in einer der in Artikel 29, Paragraph 1 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Situationen befindet, teilt es dem Betreiber per Einschreiben die folgenden Informationen mit:

- 1° die ihm zur Last gelegten Beschwerdepunkte;
- 2° einen Auszug der Bestimmungen des Dekrets, der Maßnahmen zu seiner Umsetzung, der auf Taxidienste anwendbaren Gemeindeordnung oder der Bedingungen für den Erhalt einer Betriebsgenehmigung, gegen die verstoßen wurde;
- 3° den Inhalt der geplanten Maßnahme, d. h. Aussetzung oder Entzug;
- 4° die Tatsache, dass er das Recht hat, innerhalb von 20 Werktagen nach Erhalt der in diesem Artikel vorgesehenen Mitteilung:
 - a) die Verfahrensakte einzusehen;
 - b) seine Verteidigungsgründe schriftlich darzulegen;
 - c) zu beantragen, dass er seine Verteidigungsmittel dem Kollegium oder seinem Vertreter mündlich vortragen kann;
- 5° die Tatsache, dass er das Recht hat, sich von einem Rechtsbeistand vertreten oder unterstützen zu lassen.

§ 3. Falls der Betreiber beantragt, seine Verteidigungsmittel mündlich vorzutragen, teilt ihm das Kollegium oder sein Beauftragter innerhalb von zwanzig Werktagen nach Erhalt des Antrags auf Anhörung Ort, Tag und Uhrzeit der Anhörung mit.

Die maximale Frist für die Durchführung der Anhörung beträgt 40 Werktage ab dem Eingang des Antrags auf Anhörung beim Betreiber.

Am Ende der Anhörung legt das Kollegium oder sein Beauftragter dem Betreiber das Protokoll der Anhörung zur Unterzeichnung vor.

Dieser kann verlangen, dass seine Bemerkungen im Protokoll festgehalten werden.

§ 4. Die Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug der Betriebsgenehmigung ist dem betroffenen Betreiber innerhalb von 40 Werktagen nach der in Absatz 2 genannten Mitteilung oder der Anhörung per Einschreiben mitzuteilen.

Nach Ablauf dieser Frist wird davon ausgegangen, dass das Kollegium endgültig auf jede Aussetzung oder Entziehung verzichtet, die auf den dem betreffenden Betreiber zur Last gelegten Tatsachen beruht, sofern keine neuen Erkenntnisse vorliegen.

Die Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug der Betriebsgenehmigung wird der Verwaltung auf geeignetem Wege innerhalb von fünfzehn Werktagen mitgeteilt.

§ 5. Der Betreiber hat die Möglichkeit, gegen die Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug bei der Regierung Beschwerde einzulegen.

Die Beschwerde nach Absatz 1 ist der Verwaltung per Einschreiben innerhalb von fünfzehn Werktagen nach Zustellung der Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug der Betriebsgenehmigung zuzustellen.

Die Regierung entscheidet innerhalb von sechzig Werktagen nach Eingang der Beschwerde.

§ 6. Innerhalb von zehn Werktagen nach Zustellung der Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug muss der Betreiber der Gemeindeverwaltung seine Betriebsgenehmigung zurückgeben.

§ 7. Im Falle einer Aussetzung der Betriebsgenehmigung überprüft das Kollegium oder sein Beauftragter fünfzehn Werktage vor dem Ablaufdatum der Aussetzung, dass der Betreiber sich nicht mehr in einer der in Artikel 29, Paragraph 1 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Situationen befindet, und fordert den Betroffenen auf, sich bei der Gemeindeverwaltung zu melden, um seine Betriebsgenehmigung abzuholen, die ihm ausgehändigt wird:

- 1° persönlich;
- 2° gegen Vorlage eines Dokuments, das seine Identität belegt;
- 3° nach Unterzeichnung einer datierten Empfangsbestätigung.

KAPITEL 3. — Die Bedingungen für den Betrieb

Abschnitt 1. — Bestimmungen für Betreiber

Art. 32 - Der Betreiber stellt nur Fahrer ein oder lässt nur Fahrer fahren, die über den in Artikel 33 des Dekrets vom 28. September 2023 vorgesehenen Befähigungsnachweis verfügen.

Art. 33 - Der Betreiber meldet der Gemeindeverwaltung innerhalb von acht Werktagen jeden Wechsel des Wohnsitzes, des Verkehrsleiters, des Betriebssitzes oder des Gesellschaftssitzes sowie jeden Wechsel des Fahrzeugs.

Die Gemeinde teilt dies der Verwaltung innerhalb von 30 Werktagen nach der Benachrichtigung mit.

*Abschnitt 2. — Die Bestimmungen für Fahrer**Unterabschnitt 1. — Der Befähigungsnachweis*

Art. 34 - Jedes Jahr, und spätestens am 15. April, teilt die Gemeindeverwaltung der Verwaltung auf jedem geeigneten Weg die vollständige Liste der Fahrer mit, die im Besitz eines vom Kollegium oder seinem Delegierten ausgestellten Befähigungsnachweises sind.

Art. 35 - Den sittlichen Anforderungen muss ein Bewerber genügen, der weder in Belgien noch im Ausland aufgrund eines nicht mehr anfechtbaren Urteils zu einer der folgenden Strafen verurteilt worden ist, unabhängig davon, ob diese zur Bewährung ausgesetzt wurde oder nicht:

- 1° eine Verurteilung zu einer Kriminalstrafe von weniger als zehn Jahren;
- 2° eine Verurteilung zu einer Hauptkorrektionalgefängnisstrafe:
 - a) von mehr als sechs Monaten in den letzten zehn Jahren;
 - a) von drei bis sechs Monaten in den letzten fünf Jahren;
- 3° strafrechtliche oder polizeiliche Verurteilungen, die weniger als drei Jahre zurückliegen und zusammengekommen eine Freiheitsstrafe von mehr als einem Monat ergeben;
- 4° mehr als fünf Verurteilungen wegen Verstößen zweiten Grades gegen die Straßenverkehrsordnung in den letzten drei Jahren;
- 5° mehr als eine Verurteilung wegen Fahrens unter Alkoholeinfluss, in einem Zustand der Trunkenheit oder ähnlichem oder unter dem Einfluss anderer Substanzen, die die Fahrtüchtigkeit beeinträchtigen, in den letzten drei Jahren;
- 6° mehr als drei Verurteilungen wegen anderer Verstöße als Verstöße ersten Grades gegen die Straßenverkehrsordnung, die nicht unter Ziffer 4 und 5 fallen, in den letzten drei Jahren;
- 7° eine Verurteilung von weniger als fünf Jahren wegen eines Verstoßes:
 - a) gegen das Gesetz vom 22. Mai 2014 zur Bekämpfung von Sexismus im öffentlichen Raum und zur Änderung des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern, um die Handlung der Diskriminierung unter Strafe zu stellen;
 - b) gegen die Bestimmungen von Titel IV des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern;
 - c) gegen die Bestimmungen von Titel IV des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung;
 - d) gegen die Bestimmungen des Gesetzes vom 30. Juli 1981 zur Unterdrückung bestimmter durch Rassismus oder Fremdenfeindlichkeit inspirierter Handlungen;
- 8° eine Verurteilung von weniger als fünf Jahren wegen eines Verstoßes gegen die Artikel 269 bis 282 des Strafgesetzbuches.

Nicht berücksichtigt werden Verurteilungen, die getilgt wurden oder bezüglich derer die betreffende Person rehabilitiert wurde.

Bei Verurteilungen durch ein ausländisches Gericht wird jede Verurteilung berücksichtigt, die sich auf eine Tat bezieht, die nach belgischem Recht einen der in dieser Bestimmung genannten Verstöße darstellt.

Art. 36 - Die Bedingungen für die berufliche Qualifikation erfüllt ein Bewerber, der:

- 1° das einundzwanzigste Lebensjahr vollendet hat;
- 2° mindestens einen gültigen Führerschein der Klasse B oder einen EU-Führerschein einer gleichwertigen Klasse besitzt;
- 3° im Besitz einer gültigen Fahrtauglichkeitsbescheinigung ist, die in Anwendung von Artikel 43, Absatz 1, Ziffer 2 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein ausgestellt wurde, außer wenn ein diesbezüglicher Vermerk auf dem Führerschein des Bewerbers vorhanden ist.

Art. 37 - Jede Akte zur Beantragung eines Befähigungsnachweises enthält bei Androhung der Unzulässigkeit:

- 1° den Namen und Vornamen des Antragstellers;
- 2° die Nationalregisternummer des Antragstellers;
- 3° die Adresse, unter der dem Antragsteller alle Vorladungen oder offiziellen Mitteilungen rechtsgültig zugestellt werden können;
- 4° eine Telefonnummer und eine E-Mail-Adresse für den Kontakt;
- 5° einen Strafregisterauszug, der gemäß Artikel 596, Absatz 1 der Strafprozessordnung ausgestellt wurde und nicht älter als drei Monate ist.

Sofern sie sich nicht seit mehr als zehn Jahren rechtmäßig und ununterbrochen in Belgien aufhalten, müssen ausländische Staatsangehörige außerdem ein entsprechendes Dokument aus ihrem Herkunftsland oder eine diesem Dokument gleichwertige Bescheinigung ihrer Botschaft oder den Nachweis vorlegen, dass sie den Flüchtlingsstatus genießen;

- 6° eine Kopie des gültigen belgischen oder ausländischen Führerscheins, der ihn berechtigt, in Belgien ein Fahrzeug der Klasse B zu führen;
- 7° eine gültige Fahrtauglichkeitsbescheinigung ist, die in Anwendung von Artikel 43, Absatz 1, Ziffer 2 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein ausgestellt wurde, außer wenn ein diesbezüglicher Vermerk auf dem Führerschein des Antragstellers vorhanden ist;
- 8° wenn er ein betroffener ausländischer Staatsangehöriger ist, das Dokument, das ihm erlaubt, in Belgien zu arbeiten;
- 9° zwei Fotos des Antragstellers im Personalausweisformat.

Innerhalb von 15 Werktagen nach Eingang der Akte schickt die Gemeindeverwaltung dem Antragsteller:

- 1° seine Bescheinigung der beruflichen Eignung gemäß dem in Anhang 4 festgelegten Muster, die vom Kollegium oder seinem Beauftragten ausgestellt wird;
- 2° oder eine Empfangsbestätigung für eine unvollständige Akte, in der die fehlenden Angaben oder Unterlagen aufgeführt sind.

Innerhalb von 15 Werktagen nach Erhalt einer Empfangsbestätigung für unvollständige Unterlagen von der Gemeindeverwaltung:

- 1° wenn der Antragsteller der Aufforderung der Gemeindeverwaltung nachkommt, gelten wieder die Bestimmungen von Absatz 2;
- 2° wenn der Antragsteller der Aufforderung der Gemeindeverwaltung nicht nachkommt, schickt die Verwaltung ihm eine Erinnerung, die eine neue Frist von 15 Werktagen in Gang setzt, nach deren Ablauf der Antrag automatisch verfällt, wenn der Antragsteller nicht weiter darauf eingeht.

Art. 38 - Personen, die den Beruf des Fahrers eines Taxidienstes auf dem Gebiet der Region unregelmäßig ausgeübt haben, ohne im Besitz eines Befähigungsnachweises zu sein, wird nach Feststellung durch ein Protokoll, das von einem Polizeibeamten oder einem gemäß dem Dekret vom 4. Februar 1999 über die Ernennung der Beamten, die mit der Kontrolle der Vorschriften über den Personentransport in der Wallonischen Region beauftragt sind, ernannten Verwaltungsbediensteten erstellt wurde, für eine Dauer von sechs Monaten ab dem Datum des Protokolls, das den Verstoß feststellt, jede Möglichkeit zur Ausübung dieses Berufes verweigert.

Art. 39 - Die Fahrer lassen zwischen dem 1. Januar und dem 31. März ihren Befähigungsnachweis bei der Gemeindeverwaltung revalidieren.

Die Revalidierung des Befähigungsnachweises wird verweigert, wenn der Fahrer die in Artikel 33, Paragraph 2, Absatz 2 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Bedingungen nicht mehr erfüllt.

Es gilt das Verfahren nach Artikel 37.

Art. 40 - Die Fahrer informieren die Gemeindeverwaltung innerhalb von acht Werktagen über jede Änderung der in Artikel 37 vorgesehenen Angaben.

Art. 41 - Paragraph 1. Der Befähigungsnachweis kann jederzeit für eine Dauer von höchstens sechs Monaten ausgesetzt oder vom Kollegium aus den in Artikel 33, Paragraph 2 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Gründen entzogen werden.

§ 2. Wenn das Kollegium feststellt, dass sich der Inhaber eines Befähigungsnachweises in einer der in Artikel 33, Paragraph 2 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Situationen befindet, teilt es diesem Inhaber auf jede geeignete Weise die folgenden Informationen mit:

- 1° die ihm zur Last gelegten Beschwerdepunkte;
- 2° einen Auszug der Bestimmungen des Dekrets vom 28. September 2023, der Maßnahmen zu seiner Durchführung oder der Bedingungen für die Erlangung des Befähigungsnachweises, gegen die verstoßen wurde;
- 3° den Inhalt der geplanten Maßnahme, d. h. Aussetzung oder Entzug;
- 4° sein Recht, innerhalb von 10 Werktagen nach Erhalt der in diesem Artikel vorgesehenen Mitteilung:
 - a) die Verfahrensakte einzusehen;
 - b) seine Verteidigungsgründe schriftlich darzulegen;
 - c) zu beantragen, dass er seine Verteidigungsmittel dem Kollegium mündlich vortragen kann;
- 5° sein Recht, sich von einem Rechtsbeistand vertreten oder unterstützen zu lassen.

§ 3. Wenn der Inhaber des Zertifikats für den Zugang zum Beruf beantragt, seine Verteidigungsmittel mündlich vorzutragen, teilt ihm das Kollegium innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt des Antrags auf Anhörung auf geeignetem Wege Ort, Tag und Uhrzeit der Anhörung mit.

Die maximale Frist für die Durchführung der Anhörung beträgt 20 Werktage ab dem Eingang des Antrags auf Anhörung beim Inhaber des Befähigungsnachweises.

Am Ende der Anhörung legt das Kollegium dem Inhaber des Befähigungsnachweises das Protokoll der Anhörung zur Unterschrift vor.

Dieser kann verlangen, dass seine Bemerkungen im Protokoll festgehalten werden.

§ 4. Die Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug des Befähigungsnachweises ist dem betroffenen Inhaber innerhalb von zwanzig Werktagen nach der in Absatz 2 genannten Mitteilung oder gegebenenfalls nach der Anhörung auf geeignetem Wege mitzuteilen.

Nach Ablauf dieser Frist wird davon ausgegangen, dass das Kollegium endgültig auf jede Aussetzung oder Rücknahme verzichtet, die auf den dem betreffenden Inhaber zur Last gelegten Tatsachen beruht, es sei denn, es treten neue Umstände ein.

§ 5. Innerhalb von fünf Werktagen nach Mitteilung der Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug ist der Inhaber des Befähigungsnachweises verpflichtet, der Gemeindeverwaltung sein Zertifikat für den Zugang zum Beruf zurückzugeben.

Im Falle einer Aussetzung des Befähigungsnachweises überprüft das Kollegium oder sein Stellvertreter fünfzehn Werktage vor dem Ablaufdatum der Aussetzung, dass der Fahrer sich nicht mehr in einer der in Artikel 33, Paragraph 2 des Dekrets vom 28. September 2023 erwähnten Situationen befindet und fordert den Betroffenen auf, sich bei der Gemeindeverwaltung zu melden, um seinen Befähigungsnachweis abzuholen, der ihm ausgehändigt wird:

- 1° persönlich;
- 2° gegen Vorlage eines Dokuments, das seine Identität belegt;
- 3° nach Unterzeichnung einer datierten Empfangsbestätigung.

Art. 42 - Wenn sie im Dienst sind, müssen die Fahrer im Besitz ihres Befähigungsnachweises, ihres Führerscheins, der Fahrtauglichkeitsbescheinigung, sofern nicht ein entsprechender Vermerk auf dem Führerschein vorhanden ist, und ihres Personalausweises sein.

Unterabschnitt 2. Gemeinsame Bestimmungen für Fahrer von Straßen- und Standtaxi

Art. 43 - Die Fahrer:

- 1° tragen eine Uniform, die aus einer schlichten Kleidung besteht, die aus einer einfarbigen Jacke, einer einfarbigen Hose oder einem einfarbigen Rock und geschlossenen Schuhen besteht.
Bei warmem Wetter ist das Tragen einer Jacke nicht vorgeschrieben. Bei kaltem Wetter ist das Tragen eines einfarbigen Pullovers oder eines einfarbigen Mantels erlaubt;
- 2° verhalten sich höflich und respektvoll gegenüber der Öffentlichkeit;
- 3° sind älteren Menschen oder Personen mit eingeschränkter Mobilität beim Ein- und Aussteigen behilflich;
- 4° vergewissern sich vor dem Anlassen des Fahrzeugs, dass die Türen geschlossen sind;
- 5° stehen mit ihrem Fahrzeug den Nutzern, die sie fahren, während der gesamten von diesen geforderten Zeit zur Verfügung, es sei denn, dies führt zu Leistungen von offensichtlich übertriebenem Umfang;
- 6° stellen sicher, dass der Kunde nichts im Fahrzeug vergessen hat, und händigen ihm die Gegenstände, die er möglicherweise im Fahrzeug zurückgelassen hat, sofort aus. Wenn die Übergabe aus irgendeinem Grund nicht möglich war, werden die Fundsachen so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb von fünf Tagen, bei der nächstgelegenen Polizeidienststelle abgegeben;
- 7° stellen eine Transportbescheinigung aus, die folgende Angaben enthält:
 - a) den Namen des Unternehmens;
 - b) die Kennnummer des Taxis;
 - c) die laufende Nummer der Fahrt;
 - d) Datum und Uhrzeit der Übernahme und des Endes der Fahrt;
 - e) die Anzahl der zurückgelegten Kilometer;
 - f) den Gesamtpreis der Fahrt;
 - g) den genauen Ort, an dem der Kunde ein- und aussteigt;
 - h) den Namen des Fahrers;
- 8° sorgen für die Einhaltung der Verpflichtungen, die den Nutzern durch den vorliegenden Erlass auferlegt werden;
- 9° helfen den Nutzern beim Ein- und Ausladen ihres Gepäcks;
- 10° stellen den Motor ihres Fahrzeugs ab, wenn es geparkt ist, es sei denn, es ist aus technischen Gründen notwendig, dass der Motor in Betrieb bleibt.

Art. 44 - Sofern vom Kunden nicht anders angegeben, fährt der Fahrer den Kunden auf dem schnellsten Weg zum Zielort.

Art. 45 - Außer aus den in Artikel 46 genannten triftigen Gründen ist jeder Fahrer, der auf dem Gebiet seiner Gemeinde Dienst tut, verpflichtet, sobald er frei ist und sein Fahrzeug fahrbereit ist, Personen, die sich befördern lassen wollen, aufzunehmen.

Wenn das für einen Taxidienst eingesetzte Fahrzeug privat genutzt wird, darf es auf einer öffentlichen Straße oder einem öffentlich zugänglichen Privatweg parken, sofern kumulativ:

- a) es vorne rechts mit einem Schild mit der Aufschrift „PRIVATE NUTZUNG“ entsprechend dem Muster in Anhang 8 versehen ist;
- b) der Fahrer das Fahrtenblatt vor Beginn der privaten Nutzung des Fahrzeugs in unveränderbarer Weise ausgefüllt hat;
- c) das Dachzeichen entfernt oder abgedeckt wird.

Nur ein Fahrzeug der Fuhrparks darf für private Zwecke genutzt werden.

Der Betreiber teilt diese Verwendung bei der Beantragung einer Betriebsgenehmigung mit.

Art. 46 - Die Fahrer können:

- 1° sich weigern, eine Person zu befördern, die über weite Strecken oder an einen abgelegenen Ort gefahren werden möchte, es sei denn, der Kunde hat seine Identität offengelegt, erforderlichenfalls mit Hilfe der Polizei;
- 2° sich weigern, eine Person zu befördern, die betrunken ist oder unter dem Einfluss von Drogen steht;
- 3° die Beförderung von Kunden verweigern, die die öffentliche Ordnung stören, die Sicherheit gefährden, die guten Sitten in Frage stellen und das Fahrzeug oder den Fahrer selbst nicht respektieren;
- 4° eine Vorauszahlung für Fernfahrten verlangen.

Art. 47 - Den Fahrern ist es verboten:

- 1° im Fahrzeug zu rauchen oder eine gleichwertige Handlung auszuführen;
- 2° ihr Fahrzeug von einem Dritten fahren zu lassen, mit Ausnahme von Fahranwärtern im Praktikum;
- 3° ihren Dienst in Begleitung von anderen Personen als Kunden, mit Ausnahme von Fahranwärtern im Praktikum, oder in Begleitung eines Tieres zu verrichten;
- 4° Gegenstände in ihr Fahrzeug zu laden, die die Innenausstattung verunreinigen oder beschädigen können;
- 5° jeglichen Ton über jegliches Medium mit Ausnahme des im Fahrzeug befindlichen Fahrtvergabesystems auszustrahlen, es sei denn, der Nutzer hat dem zugestimmt;
- 6° Kunden zu werben oder von anderen werben zu lassen;
- 7° Assistenzhunde nicht ins Fahrzeug zu lassen.

Unterabschnitt 3. — Besondere Anforderungen an Fahrer von Standtaxis

Art. 48 - Der Fahrer bringt das Fahrzeug nach jeder Fahrt oder jeder ununterbrochenen Reihe von Fahrten auf dem schnellsten Weg zu einem zugelassenen Standplatz zurück.

Ein Fahrer, der auf dem Gebiet seiner Gemeinde angehalten wird, verweigert die Fahrt, wenn sich sein Fahrzeug weniger als 100 m von einem für Taxis reservierten Standplatz entfernt befindet, an dem ein oder mehrere Fahrzeuge zur Verfügung stehen.

Art. 49 - Den Fahrern ist es verboten:

- 1° einen höheren Preis zu verlangen als den, der am Taxameter angezeigt wird;
- 2° ihr Fahrzeug in Überzahl oder außerhalb der Grenzen der für Taxis reservierten Standplätze abzustellen.

Abschnitt 3. — Bestimmungen für Fahrzeuge

Art. 50 - Fahrzeuge, die für den Betrieb eines Taxidienstes eingesetzt werden, müssen sich ständig in gutem Zustand befinden und alle notwendigen Voraussetzungen für Sicherheit, Qualität, Bequemlichkeit und Sauberkeit erfüllen, sowohl was die Karosserie als auch den Fahrgastraum betrifft, die im Einzelnen wie folgt beschrieben sind:

- 1° das Öffnen und Schließen der Türen, des Kofferraums und der Motorhaube ist problemlos möglich;
- 2° die Fenster der Türen lassen sich problemlos öffnen und schließen;
- 3° die Fahrzeuge dürfen keine Unfall- oder Rostspuren aufweisen, die ihnen ein vernachlässigtes Aussehen verleihen.

Der Lack des Fahrzeugs darf nicht abblättern oder an irgendeiner Stelle entfernt werden. Er darf keine Ausbesserungen in einer anderen Farbe als der des Fahrzeugs aufweisen;

- 4° die Sitze dürfen nicht beschädigt sein, die Polsterung der Sitze darf nicht zerrissen sein oder Spuren von Verschmutzung aufweisen;
- 5° das fahrende Fahrzeug darf keine abnormalen Vibrationen oder Geräusche erzeugen;
- 6° im Inneren des Fahrzeugs darf sich weder Papier noch Abfall befinden;
- 7° Fahrzeuge werden regelmäßig belüftet, sodass im Innenraum keine unangenehmen Gerüche wahrnehmbar sind.

Art. 51 - Wenn das Fahrzeug aufgrund von Umständen wie einer Panne oder eines Unfalls nicht weiterfahren kann, kann der Nutzer entweder das Fahrzeug verlassen und den zum Zeitpunkt der Unterbrechung registrierten Betrag bezahlen, sofern der Fahrer es ihm ermöglicht, die Fahrt mit einem anderen Fahrzeug zu beenden, oder das Fahrzeug behalten und in diesem Fall nach Absprache mit dem Fahrer die Wartezeit, die der Nichtverfügbarkeit des Fahrzeugs entspricht, abziehen und entsprechend auf dem Fahrtenblatt eintragen.

Art. 52 - Bei Streitigkeiten zwischen dem Fahrer und den Nutzern darf sich der Fahrer nicht weigern, die Nutzer zur nächstgelegenen Polizeidienststelle zu bringen, wo ihre Beschwerde untersucht wird.

Nutzer, deren Beschwerde von einem Gericht nicht als begründet anerkannt wurde, müssen den Preis für die zusätzliche Fahrt einschließlich Wartezeit zahlen.

Art. 53 - Jedes Fahrzeug, das für einen Taxidienst eingesetzt wird, trägt vorne rechts in Höhe des Nummernschildes ein von der Gemeindeverwaltung ausgestelltes abnehmbares Schild mit einer Größe von 15 cm Breite und 8 cm Höhe, auf dem mindestens das Wort „Taxi“ und die Begriffe „Straße“ oder „Stand“ je nach Art der erteilten Betriebsgenehmigung, der Name der Gemeinde, von der es genehmigt wurde, und die von der Gemeinde zugewiesene Identifikationsnummer gemäß dem Muster in Anhang 5 zu sehen sind.

Im Fahrzeug ist an einer für die Nutzer deutlich sichtbaren Stelle ein farbiges Datenblatt nach dem in Anhang 17 festgelegten Muster im Format von mindestens DIN A5 anzubringen. Dieses Blatt enthält:

- 1° die Art der erteilten Betriebsgenehmigung;
- 2° die Identität des Betreibers;
- 3° den Namen der Gemeinde, von der er zugelassen wurde;
- 4° die von der Gemeinde zugewiesene Identifikationsnummer;
- 5° das Modell des Fahrzeugs;
- 6° die E-Mail-Adresse der Behörde für die Einreichung von Beschwerden.

Eine Kopie des Befähigungsnachweises des Fahrers wird im Fahrzeug an einer für die Nutzer deutlich sichtbaren Stelle nach dem in Anhang 4 festgelegten Muster im Format von mindestens A5 angebracht.

Art. 54 - Jedes Fahrzeug, das für einen Taxidienst eingesetzt wird, trägt ein Kennzeichen gemäß dem Ministerialerlass vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen.

Sobald ein Fahrzeug nicht mehr im Rahmen des Dienstbetriebs eingesetzt wird, ist der Betreiber verpflichtet, innerhalb von acht Werktagen das Kennzeichen an die Direktion für Fahrzeugzulassungen (Direction de l'Immatriculation des Véhicules, abgekürzt D.I.V.) zurückzugeben und das Kollegium oder seinen Vertreter darüber zu informieren.

Die Löschung oder Unkenntlichmachung des Kennzeichens führt von Rechts wegen zum Erlöschen der Betriebsgenehmigung für dieses Fahrzeug.

Art. 55 - Jedes Fahrzeug führt mindestens die folgenden Dokumente mit sich:

- 1° eine Kopie der in Artikel 20 genannten Betriebsgenehmigung;
- 2° das tägliche Fahrtenblatt für die Fahrten des Fahrzeugs, das gemäß Anhang 15 erstellt wurde;
- 3° eine Kopie der Vorschriften für die entgeltliche Beförderung von Personen auf der Straße mit kleinen Fahrzeugen, einschließlich etwaiger kommunaler Vorschriften für Taxidienste;
- 4° die Internationale Kraftfahrzeugversicherungskarte.

Das Fahrzeug kann mit einem Peripheriegerät ausgestattet sein, mit dem das in Absatz 1, Ziffer 2 genannte Fahrtenblatt elektronisch erstellt werden kann. Das elektronisch erstellte Fahrtenblatt enthält die in dem Muster in Anhang 15 geforderten Angaben. Im Falle eines elektronisch verfassten Fahrtenblattes ist dieses jederzeit abrufbar.

Der Minister kann die Verwendung eines elektronischen Fahrtenblatts vorschreiben und die technischen Bedingungen festlegen, denen es entsprechen muss.

Die Fahrtenblätter werden mindestens drei Jahre lang am Betriebssitz aufbewahrt.

Art. 56 - Die in Artikel 24 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Reservefahrzeuge erfüllen folgende Bedingungen:

- 1° Sie müssen vollständig ausgerüstet sein, um einen Dienst als Straßen- oder Standtaxi entsprechend der Zweckbestimmung des Fahrzeugs zu erbringen, einschließlich der Kennzeichenanforderung gemäß dem Ministerialerlass vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen;
- 2° Sie müssen in der Genehmigungsurkunde des Betreibers und in der ihr beigefügten Bescheinigung erwähnt werden;
- 3° Sie müssen außen einerseits vorne rechts mit der Erkennungsplakette des Fahrzeugs, das er ersetzt, und andererseits vorne links mit einer Plakette mit der Aufschrift „RESERVE“ nach dem in Anhang 6 vorgesehenen Muster versehen sein;
- 4° Sie müssen alle für die Ausübung eines Taxidienstes erforderlichen Dokumente sowie die Genehmigungsdokumente für die Nutzung des Reservefahrzeugs mit sich führen;
- 5° Sie müssen die Internationale Versicherungskarte für Kraftfahrzeuge an Bord haben.

Art. 57 - Die in Artikel 25 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten vorübergehend genutzten Fahrzeuge erfüllen die folgenden Bedingungen:

- 1° Sie müssen vollständig für die Durchführung von Taxidiensten ausgestattet sein, mit Ausnahme der Anforderung bezüglich des Nummernschildes gemäß dem Ministerialerlass vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen;
- 2° Sie müssen außen einerseits vorne rechts mit der Erkennungsplakette des Fahrzeugs, das sie ersetzen, und andererseits vorne links mit einer Plakette mit der Aufschrift „ERSATZ“ nach dem Muster in Anlage 7 dieses Erlasses versehen sein;
- 3° Sie müssen alle für die Ausübung eines Taxidienstes erforderlichen Dokumente sowie die Genehmigungsdokumente für die Nutzung des vorübergehend eingesetzten Fahrzeugs mit sich führen;
- 4° Sie müssen die in Artikel 21, Ziffer 4 erwähnte Bescheinigung des Versicherers, die bestätigt, dass das Fahrzeug für die entgeltliche Beförderung von Personen versichert ist, und die Internationale Kraftfahrzeugversicherungskarte an Bord haben.

Abschnitt 4. — Besondere Bestimmungen für Fahrzeuge, die für einen Standtaxidienst eingesetzt werden

Art. 58 - Fahrzeuge, die für einen Standtaxidienst eingesetzt werden, müssen mit einem Taxameter ausgestattet sein, das die Tarife enthält und die vorgeschriebenen Angaben genau und in von innen leicht lesbarer Schrift anzeigt.

Die Anzeige dieses Geräts wird beleuchtet, sobald seine Anzeigen bei Tageslicht nicht mehr lesbar sind.

Das Gerät entspricht den metrologischen Vorschriften.

Art. 59 - Wenn das Fahrzeug besetzt ist, wird der Taxameter aktiviert, es sei denn:

- 1° Dieses Fahrzeug wird im Rahmen einer Fahrt genutzt, die über einen elektronischen Transportvermittlungsdienst gebucht wurde;
- 2° Dieses Fahrzeug wird im Rahmen eines Sondertransportdienstes gemäß der in Artikel 67 des Dekrets vom 28. September 2023 vorgesehenen Möglichkeit einer gemischten Nutzung eingesetzt.

Ein Schild mit der Aufschrift „NICHT FREI“ ist sichtbar anzubringen, wenn ein Fahrzeug fährt oder geparkt ist, ohne verfügbar zu sein, insbesondere weil es Gegenstand einer Bestellung ist, aufgrund von Personaldienstleistungen oder aus technischen Gründen.

Art. 60 - Mit jedem Taxameter, dessen Modell vom Rat festgelegt wird, ist ein am Dach des Fahrzeugs befestigtes Zeichen gekoppelt, das sowohl bei Tag als auch bei Nacht von außen gut lesbar anzeigt, dass das Taxi frei ist, wenn der Taxameter deaktiviert wird.

Wenn der Taxameter eingeschaltet ist, zeigt das Dachzeichen sowohl tagsüber als auch nachts per Leuchtanzeige deutlich an, welcher Tarif gilt.

Der Minister kann die technischen Bedingungen festlegen, denen das Dachzeichen entsprechen muss.

Art. 61 - In jedem in Artikel 58 genannten Fahrzeug ist an der Rückseite des Vordersitzes ein laminiertes Schild dauerhaft angebracht, auf dem der geltende Tarif, der in der Gemeinde gilt, auf deren Gebiet das Fahrzeug zugelassen ist, sowie die zulässigen Zuschläge gut lesbar angegeben sind.

Der Hinweis, dass die Dienstleistung, die Mehrwertsteuer und das Trinkgeld in dem am Taxameter angezeigten Preis inbegriffen sind, muss auf dem in Absatz 1 genannten Schild deutlich angegeben werden.

Art. 62 - Wenn während der Fahrt Störungen bei der Bedienung des Taxameters auftreten, bringt der Fahrer, sobald der Fahrgast das Fahrzeug verlassen hat, dieses in die Garage zurück. In diesem Fall wird der Betrag für die Fahrt von den Parteien einvernehmlich festgelegt.

Art. 63 - Standtaxis können jeden freien, für Taxis reservierten Standplatz auf öffentlichen Straßen im Gebiet der Gemeinde, die die Genehmigung ausgestellt hat, besetzen.

Wenn alle Standplätze belegt sind, wird das Fahrzeug zu einem anderen Stand gefahren, auf dem ein Standplatz frei ist.

Art. 64 - Das Fahrzeug darf die zugelassenen Standplätze nur belegen, wenn es in Betrieb ist. Sein Fahrer muss es jederzeit bewegen können, um seinen Platz in der Reihe einzunehmen oder auf Aufforderung eines befugten Bediensteten verfügbar zu sein.

Art. 65 - An Taxiständen bleiben die Fahrzeuge in einer Reihe oder Gruppe, ohne die Sicherheit oder Nutzbarkeit des Durchgangs zu beeinträchtigen.

Art. 66 - Wenn ein Nutzer nicht ausdrücklich ein anderes Taxi wählt, führt der Fahrer, der an der Spitze der Warteschlange steht, die Fahrt aus.

Art. 67 - Die Gemeinde sieht für Taxis reservierte Standplätze vor, die in Bezug auf die zugelassenen Fahrzeuge in ausreichender Zahl vorhanden sind.

Abschnitt 5. — Bestimmungen für Nutzer

Art. 68 - Nutzern ist es verboten:

- 1° im Fahrzeug zu rauchen oder eine gleichwertige Handlung auszuführen;
- 2° in das Fahrzeug einzusteigen, wenn die Anzahl der Personen, die es laut Vorschrift aufnehmen kann, erreicht ist;
- 3° ohne Zustimmung des Fahrers mit Hunden oder anderen Tieren, die nicht auf dem Schoß gehalten werden können, in das Fahrzeug einzusteigen, mit Ausnahme von Assistenzhunden. Die Tatsache, dass es sich bei dem Hund tatsächlich um einen Assistenzhund handelt, kann von der Person, die befördert werden möchte, bewiesen werden;
- 4° gefährliche Gegenstände oder Pakete, die aufgrund ihrer Größe, ihrer Beschaffenheit oder ihres Geruchs verletzen, beschmutzen, behindern oder belästigen können, in das Fahrzeug mitzubringen;
- 5° in einem Zustand offensichtlicher Unsauberkeit in das Fahrzeug einzusteigen;
- 6° sich aus dem Fahrzeug zu lehnen oder die Türen zu öffnen, wenn es sich in Bewegung befindet;
- 7° das Fahrzeug zu beschmutzen oder zu beschädigen;
- 8° irgendwelche Gegenstände aus dem Fahrzeug zu werfen.

TITEL 5. — Sondertransportdienste

KAPITEL 1. — Abschnitt - Allgemeine Bestimmungen:

Art. 69 - Fahrzeuge, die für den Betrieb eines Sondertransportdienstes verwendet werden, dürfen nur dann auf öffentlichen Straßen oder öffentlich zugänglichen Privatstraßen geparkt werden, wenn sie so in Betrieb sind, dass sie Gegenstand eines Beförderungsvertrags sind, der zuvor am Hauptsitz des Unternehmens abgeschlossen wurde und dessen Vertrag noch erfüllt wird.

Abweichend von Absatz 1 darf das für einen Sondertransportdienst bestimmte Fahrzeug, wenn es privat genutzt wird, auf einer öffentlichen Straße oder einer der Öffentlichkeit zugänglichen Privatstraße stehen, sofern kumulativ:

- a) wenn es vorne rechts mit einem Schild mit der Aufschrift „PRIVATE NUTZUNG“ entsprechend dem Muster in Anhang 8 versehen ist;
- b) wenn das Fahrtenblatt vor Beginn der privaten Nutzung des Fahrzeugs in unveränderbarer Weise ausgefüllt wurde;

Nur ein Fahrzeug der Fuhrparks darf für private Zwecke genutzt werden.

Der Betreiber teilt diese Verwendung bei der Beantragung einer Betriebsgenehmigung mit.

Art. 70 - Bei endgültiger Einstellung der Tätigkeit müssen die Betreiber innerhalb von acht Werktagen die Verwaltung davon in Kenntnis setzen und für jedes Fahrzeug die in Art. 74 Abs. 1 genannte Vignette, die Genehmigungsunterlagen und den Nachweis über die Löschung des Kennzeichens zurücksenden.

Das Nummernschild jedes Fahrzeugs wird innerhalb derselben Frist an die Direktion für Fahrzeugzulassung (Direction de l'Immatriculation des Véhicules, abgekürzt D.I.V.) zurückgegeben.

KAPITEL 2. — Die Betriebsgenehmigung

Abschnitt 1. — Die Beantragung einer Betriebsgenehmigung

Art. 71 - Jeder Antrag auf eine Genehmigung zum Betrieb eines Sondertransportdienstes gemäß Artikel 38 des Dekrets vom 28. September 2023 enthält unter Androhung der Unzulässigkeit:

- 1° die Art des gewählten Zwecks;
- 2° die vollständige Identität des Antragstellers;
- 3° die Nummer des Zertifikats für den Zugang zum Beruf gemäß Artikel 4 des Dekrets vom 28. September 2023, das von der Regierung ausgestellt wurde ;
- 4° die Anzahl der Fahrzeuge, für die die Genehmigungen beantragt werden;
- 5° die Zulassungsnummern, Fahrgestellnummern, Marken und Modelle der zu verwendenden Fahrzeuge;
- 6° die Adresse, an der die Fahrzeuge abgestellt sind, wenn sie nicht im Dienst sind.

Art. 72 - Dem Antrag auf Genehmigung für den Betrieb eines Sondertransportdienstes sind folgende Unterlagen beizufügen, andernfalls ist er unzulässig:

- 1° eine Kopie der Zulassungsbescheinigung des in Artikel 16 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001 zur Regelung der Zulassung von Fahrzeugen genannten Fahrzeugs;
- 2° eine Kopie der letzten Prüfbescheinigung gemäß Artikel 24, Paragraph 1 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur allgemeinen Regelung der technischen Bedingungen, denen die Kraftfahrzeuge und ihre Anhänger, ihre Bestandteile sowie das Sicherheitszubehör entsprechen, die die Modalitäten der regelmäßigen Kontrollen gemäß Artikel 23 ter, Paragraph 1, Ziffer 2 desselben Königlichen Erlasses einhält;
- 3° eine Kopie der Bestätigung des Versicherers, dass das Fahrzeug für die entgeltliche Beförderung von Personen versichert ist, entsprechend dem Muster in Anhang 1 und der Internationalen Versicherungskarte für Kraftfahrzeuge;
- 4° eine Kopie der Rechnung über den Kauf des Fahrzeugs oder gegebenenfalls des entsprechenden Ratenkauf-, Mietfinanzierungs- oder Mietkaufvertrags sowie den Nachweis, dass der Antragsteller die Zahlung der entsprechenden monatlichen Raten einhält;
- 5° die Nummer der Bescheinigung über die berufliche Befähigung gemäß Artikel 54 des Dekrets vom 28. September 2023, die von der Verwaltung des oder der Fahrer, die an Bord des Fahrzeugs fahren, ausgestellt wird.

Art. 73 - Der Antrag auf Genehmigung für den Betrieb eines Sondertransportdienstes wird über die Online-Plattform der Behörde an die Behörde eingereicht

Innerhalb von 30 Werktagen nach Eingang des Antrags schickt die Verwaltung dem Antragsteller:

- 1° entweder eine Empfangsbestätigung für eine vollständige und zulässige Akte;
- 2° oder eine Empfangsbestätigung für eine unvollständige Akte, in der die fehlenden Angaben oder Unterlagen aufgeführt sind;

Innerhalb von 30 Werktagen nach Erhalt einer Empfangsbestätigung für unvollständige Unterlagen von der Verwaltung:

- 1° wenn der Antragsteller der Aufforderung der Verwaltung nachkommt, gelten wieder die Bestimmungen von Absatz 2;
- 2° wenn der Antragsteller der Aufforderung der Verwaltung nicht nachkommt, wird sein Antrag automatisch hinfällig.

Art. 74 - Wenn die Verwaltung eine Empfangsbestätigung für eine vollständige und zulässige Akte versendet, stellt die Regierung dem Antragsteller innerhalb von 30 Werktagen nach dieser Versendung die Betriebsgenehmigung und die Identifikationsvignette aus.

Die Betriebsgenehmigung wird nach dem Muster in Anhang 9 ausgestellt.

Im Rahmen einer Entscheidung zur Verweigerung einer Betriebsgenehmigung gemäß Artikel 45 des Dekrets vom 28. September 2023 teilt die Regierung dem Antragsteller innerhalb von dreißig Werktagen ihre Entscheidung mit.

Abschnitt 2. — Dauer

Art. 75 - Paragraph 1. Gemäß Artikel 46 des Dekrets vom 28. September 2023 wird die Dauer der Betriebsgenehmigung in Abhängigkeit von der Altersgrenze des Fahrzeugs festgelegt, die sieben Jahre nach dem Datum der Erstzulassung erreicht wird.

Ist das Fahrzeug entweder für die Beförderung von Fahrgästen geeignet oder ein emissionsfreies Elektrofahrzeug oder ein emissionsfreies Wasserstofffahrzeug, wird die Dauer der Betriebsgenehmigung entsprechend der Altersgrenze des Fahrzeugs festgelegt, die zehn Jahre nach dem Datum der Erstzulassung erreicht ist.

Der Antrag auf eine Ausnahmegenehmigung wird über die Online-Plattform der Verwaltung an die Verwaltung gerichtet.

Abschnitt 3. — Der Antrag auf eine befristete Genehmigung

Art. 76 - Anträge auf zeitlich begrenzte Genehmigungen im Sinne von Artikel 47 des Dekrets vom 28. September 2023, wenn das Fahrzeug länger als 15 Tage nicht verfügbar ist, werden während des Betriebs gestellt und enthalten die folgenden Angaben und Anhänge:

- 1° die vollständige Identität des Antragstellers;
- 2° die Identifikationsmerkmale, den Namen des Eigentümers und die Zulassungsnummer des vorübergehend beschädigten oder außer Betrieb gesetzten Fahrzeugs;
- 3° die Identifikationsmerkmale und das Kennzeichen des vorübergehend genutzten Fahrzeugs;
- 4° die Dauer, für die die befristete Genehmigung beantragt wird;
- 5° den genauen Grund für die vorübergehende Stilllegung des gewöhnlich betriebenen Fahrzeugs;
- 6° die Angabe des Ortes, an dem das stillgelegte Fahrzeug inspiziert werden kann;
- 7° die Bescheinigung des Versicherers gemäß Artikel 78, Ziffer 3, die bestätigt, dass das Fahrzeug für die entgeltliche Beförderung von Personen versichert ist, und die internationale Kraftfahrzeugversicherungskarte für das zeitweilig genutzte Fahrzeug;
- 8° eine Kopie der letzten Prüfbescheinigung gemäß Artikel 24, Paragraph 1 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur allgemeinen Regelung der technischen Bedingungen, denen Kraftfahrzeuge und ihre Anhänger, ihre Bestandteile sowie das Sicherheitszubehör entsprechen müssen, die die Modalitäten der regelmäßigen Kontrollen gemäß Artikel 23ter, Paragraph 1, Ziffer 2 desselben Königlichen Erlasses in Bezug auf das zeitweilig genutzte Fahrzeug einhält.

Art. 77 - Paragraph 1. Die datierten, vom Betreiber unterschriebenen und mit Anhängen versehenen Anträge auf zeitlich begrenzte Genehmigungen werden über die Online-Plattform der Verwaltung an die Verwaltung gesendet.

§ 2. Die Verwaltung prüft, ob der Antrag vollständig und richtig ist.

Sie kann fehlende Unterlagen anfordern und unzureichende Angaben im Antrag oder in seinen Anlagen ergänzen lassen.

Sie kann auch den Betreiber auffordern, das Fahrzeug vorzuführen.

Art. 78 - Paragraph 1. Die Verwaltung teilt dem Betreiber ihre Entscheidung innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang eines vollständigen Antrags auf eine vorübergehende Genehmigung mit.

§ 2. Wenn die Nichtverfügbarkeit des Fahrzeugs eine Frist von 15 Tagen nicht überschreitet, übermittelt der Betreiber der Verwaltung über die Online-Plattform der Verwaltung eine Erklärung mit den in Artikel 76 aufgeführten Angaben.

Abschnitt 4. — Aussetzung und Entzug

Art. 79 - Paragraph 1. Zu jedem Zeitpunkt kann die Betriebsgenehmigung für eine Höchstdauer von fünf Jahren ausgesetzt oder von der Regierung aus den in den Artikeln 50 und 51 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Gründen entzogen werden.

§ 2. Wenn die Verwaltung feststellt, dass sich ein Betreiber in einer der in den Artikeln 50 und 51 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Situationen befindet, übermittelt sie dem Betreiber per Einschreiben die folgenden Informationen:

- 1° die ihm zur Last gelegten Beschwerdepunkte;
- 2° einen Auszug der Bestimmungen des Dekrets vom 28. September 2023, der Maßnahmen zu seiner Durchführung oder der Bedingungen für den Erhalt einer Betriebsgenehmigung, gegen die verstoßen wird;
- 3° den Inhalt der geplanten Maßnahme, d. h. Aussetzung oder Entzug;
- 4° die Tatsache, dass er das Recht hat, innerhalb von 20 Werktagen nach Erhalt der Mitteilung:
 - a) die Verfahrensakte einzusehen;
 - b) seine Verteidigungsgründe schriftlich darzulegen;
 - c) zu beantragen, dass er seine Verteidigungsmittel vor der Verwaltung mündlich vortragen kann;
- 5° die Tatsache, dass er das Recht hat, sich von einem Rechtsbeistand vertreten oder unterstützen zu lassen.

§ 3. Falls der Betreiber beantragt, seine Verteidigungsmittel mündlich vorzutragen, teilt ihm die Verwaltung innerhalb von zwanzig Werktagen nach Erhalt des Antrags auf Anhörung Ort, Tag und Uhrzeit der Anhörung mit.

Die maximale Frist für die Durchführung der Anhörung beträgt 40 Werktage ab dem Eingang des Antrags auf Anhörung beim Betreiber.

Am Ende der Anhörung legt die Verwaltung dem Betreiber das Protokoll der Anhörung zur Unterzeichnung vor.

Der Betreiber kann verlangen, dass seine etwaigen Anmerkungen im Protokoll vermerkt werden.

§ 4. Die Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug der Betriebsgenehmigung ist dem betroffenen Betreiber innerhalb von 40 Werktagen nach der in Absatz 2 genannten Mitteilung oder der Anhörung per Einschreiben mitzuteilen.

Nach Ablauf dieser Frist wird davon ausgegangen, dass die Regierung endgültig auf jede Aussetzung oder Entziehung verzichtet, die auf den dem betreffenden Betreiber zur Last gelegten Tatsachen beruht, sofern keine neuen Erkenntnisse vorliegen.

§ 5. Innerhalb von zehn Werktagen nach Zustellung der Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug muss der Betreiber der Verwaltung seine Betriebsgenehmigung zurückgeben.

Im Falle einer Aussetzung der Betriebsgenehmigung überprüft die Verwaltung fünfzehn Werktage vor Ablauf der Aussetzung, ob sich der Betreiber nicht mehr in einer der in Artikel 51 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Situationen befindet, und fordert den Betroffenen auf, sich bei der Verwaltung zu melden, um seine Betriebsgenehmigung abzuholen, die ihm dann ausgehändigt wird:

- 1° persönlich;
- 2° gegen Vorlage eines Dokuments, das seine Identität belegt;
- 3° nach Unterzeichnung einer datierten Empfangsbestätigung.

*KAPITEL 3. — Die Bedingungen für den Betrieb**Abschnitt 1. — Bestimmungen für Betreiber*

Art. 80 - Die Betreiber stellen nur Fahrer ein oder lassen nur Fahrer fahren, die über den in Artikel 54 des Dekrets vom 28. September 2023 vorgesehenen Befähigungsnachweis verfügen.

Art. 81 - Die Unternehmer führen am Sitz ihres Unternehmens eine anonymisierte Sammlung der Beförderungsverträge in der chronologischen Reihenfolge ihres Abschlusses sowie ein anonymisiertes Register, das tagesaktuell die wichtigsten Angaben zu allen getätigten Bestellungen enthält, wobei Datum und Uhrzeit der Bestellung sowie die Nummer, der genaue Gegenstand der Beförderung und ihr Preis anzugeben sind.

Diese Unterlagen werden drei Jahre lang aufbewahrt.

Art. 82 - Der Betreiber meldet der Verwaltung innerhalb von acht Werktagen über die Online-Plattform der Verwaltung jeden Wechsel des Wohnsitzes, des Verkehrsleiters, des Betriebssitzes oder des Gesellschaftssitzes sowie jeden Wechsel des Fahrzeugs.

Abschnitt 2. — Die Bestimmungen für Fahrer

Art. 83 - Den sittlichen Anforderungen muss ein Bewerber genügen, der weder in Belgien noch im Ausland aufgrund eines nicht mehr anfechtbaren Urteils zu einer der folgenden Strafen verurteilt worden ist, unabhängig davon, ob diese zur Bewährung ausgesetzt wurde oder nicht:

- 1° eine Verurteilung zu einer Kriminalstrafe von weniger als zehn Jahren;
- 2° eine Verurteilung zu einer Hauptkorrektionalgefängnisstrafe:
 - a) von mehr als sechs Monaten in den letzten zehn Jahren;
 - a) von drei bis sechs Monaten in den letzten fünf Jahren;
- 3° strafrechtliche oder polizeiliche Verurteilungen, die weniger als drei Jahre zurückliegen und zusammengenommen eine Freiheitsstrafe von mehr als drei Monaten ergeben;
- 4° mehr als fünf Verurteilungen wegen Verstößen zweiten Grades gegen die Straßenverkehrsordnung in den letzten drei Jahren;
- 5° mehr als eine Verurteilung wegen Fahrens im Alkoholrausch, unter Alkoholeinfluss, in einem Zustand der Trunkenheit oder unter dem Einfluss anderer die Fahrtüchtigkeit beeinträchtigender Substanzen in den letzten drei Jahren;

- 6° mehr als drei Verurteilungen wegen anderer Verstöße als Verstöße ersten Grades gegen die Straßenverkehrsordnung, die nicht unter Ziffer 4 und 5 fallen, in den letzten drei Jahren;
- 7° eine Verurteilung, die nicht länger als fünf Jahre zurückliegt, wegen eines Verstoßes:
 - a) gegen das Gesetz vom 22. Mai 2014 zur Bekämpfung von Sexismus im öffentlichen Raum und zur Änderung des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern, um die Handlung der Diskriminierung unter Strafe zu stellen;
 - b) gegen die Bestimmungen von Titel IV des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern;
 - c) gegen die Bestimmungen von Titel IV des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung;
 - d) gegen die Bestimmungen des Gesetzes vom 30. Juli 1981 zur Unterdrückung bestimmter durch Rassismus oder Fremdenfeindlichkeit inspirierter Handlungen;
- 8° eine Verurteilung von weniger als fünf Jahren wegen eines Verstoßes gegen die Artikel 269 bis 282 des Strafgesetzbuches.

Unter Ziffer 7 werden Verurteilungen, die getilgt wurden oder bezüglich derer die betreffende Person rehabilitiert wurde, nicht berücksichtigt. Bei Verurteilungen durch ein ausländisches Gericht wird jede Verurteilung berücksichtigt, die sich auf eine Tat bezieht, die nach belgischem Recht einen der in dieser Bestimmung genannten Verstöße darstellt.

Art. 84 - Die Bedingungen für die berufliche Befähigung erfüllt ein Bewerber, der:

- 1° das einundzwanzigste Lebensjahr vollendet hat;
- 2° mindestens einen gültigen Führerschein der Klasse B oder einen EU-Führerschein einer gleichwertigen Klasse besitzt;
- 3° im Besitz einer gültigen Fahrtauglichkeitsbescheinigung ist, die in Anwendung von Artikel 43, Absatz 1, Ziffer 2 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein ausgestellt wurde, außer wenn ein diesbezüglicher Vermerk auf dem Führerschein des Bewerbers vorhanden ist.

Art. 85 - Jede Akte zur Beantragung eines Befähigungsnachweises enthält bei Androhung der Unzulässigkeit:

- 1° den Namen und Vornamen des Antragstellers;
- 2° die Nationalregisternummer des Antragstellers;
- 3° die Adresse, unter der dem Antragsteller alle Vorladungen oder offiziellen Mitteilungen rechtsgültig zugestellt werden können;
- 4° eine Telefonnummer und eine E-Mail-Adresse für den Kontakt;
- 5° einen Strafregisterauszug, der gemäß Artikel 596, Absatz 1 der Strafprozessordnung ausgestellt wurde und nicht älter als drei Monate ist.
- 6° eine Kopie des Führerscheins der Klasse B oder eines EU-Führerscheins einer gleichwertigen Klasse;
- 7° eine gültige Bescheinigung über die Fahrtauglichkeit, die in Anwendung der geltenden föderalen Vorschriften ausgestellt wurde, außer wenn ein entsprechender Vermerk im Führerschein des Bewerbers enthalten ist;
- 8° wenn er ein betroffener ausländischer Staatsangehöriger ist, das Dokument, das ihm erlaubt, in Belgien zu arbeiten;
- 9° ein Foto des Antragstellers im Personalausweisformat.

Ausländische Staatsangehörige, die sich nicht seit mehr als zehn Jahren rechtmäßig und ununterbrochen in Belgien aufhalten, müssen auch ein Dokument ihres Herkunftslandes vorlegen, das dem in Absatz 1, Ziffer 5 erwähnten Strafregisterauszug entspricht, oder eine Bescheinigung ihrer Botschaft, die diesem Dokument gleichwertig ist, oder den Nachweis, dass sie den Flüchtlingsstatus genießen.

Innerhalb von 20 Werktagen nach Eingang der Unterlagen schickt die Verwaltung dem Antragsteller:

- 1° seine Bescheinigung der beruflichen Eignung gemäß dem in Anhang 4 festgelegten Muster;
- 2° oder eine Empfangsbestätigung für eine unvollständige Akte, in der die fehlenden Angaben oder Unterlagen aufgeführt sind.

Innerhalb von 15 Werktagen nach Erhalt einer Empfangsbestätigung für unvollständige Unterlagen von der Verwaltung:

- 1° wenn der Antragsteller der Aufforderung der Verwaltung nachkommt, gelten wieder die Bestimmungen von Absatz 2;
- 2° wenn der Antragsteller der Aufforderung der Verwaltung nicht nachkommt, schickt die Verwaltung ihm eine Erinnerung, die eine neue Frist von 15 Werktagen in Gang setzt, nach deren Ablauf der Antrag automatisch verfällt, wenn der Antragsteller nicht weiter darauf eingeht.

Art. 86 - Personen, die den Beruf des Fahrers eines Sondertransportdienstes auf dem Gebiet der Region unregelmäßig ausgeübt haben, ohne im Besitz eines Befähigungsnachweises zu sein, wird nach Feststellung durch ein Protokoll, das von einem qualifizierten Bediensteten erstellt wurde, für eine Dauer von sechs Monaten ab dem Datum des Protokolls, das den Verstoß feststellt, jede Möglichkeit zur Ausübung dieses Berufs verweigert.

Art. 87 - Die Fahrer lassen zwischen dem 1. Januar und dem 31. März ihren Befähigungsnachweis revalidieren.

Die Revalidierung des Befähigungsnachweises wird verweigert, wenn der Fahrer die Bedingungen in Artikel 54, Paragraph 2, Absatz 2 nicht mehr erfüllt.

Es gelten die in Artikel 93 Absätze 3 und 4 festgelegten Fristen.

Art. 88 - Anträge und Neubewertungen werden über die Online-Plattform der Verwaltung gestellt bzw. durchgeführt.

Art. 89 - Die Fahrer informieren die Verwaltung innerhalb von acht Werktagen über jede Änderung der in Artikel 85 vorgesehenen Angaben.

Art. 90 - Paragraph 1. Der Befähigungsnachweis kann jederzeit für eine Dauer von höchstens sechs Monaten ausgesetzt oder von der Regierung aus den in Artikel 55, Paragraph 4 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Gründen entzogen werden.

§ 2. Wenn die Verwaltung feststellt, dass sich der Inhaber eines Befähigungsnachweises für den Zugang zum Beruf in einer der in Artikel 55, Paragraph 4 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Situationen befindet, übermittelt sie diesem Inhaber per Einschreiben die folgenden Informationen:

- 1° die ihm zur Last gelegten Beschwerdepunkte;
- 2° einen Auszug der Bestimmungen des Dekrets vom 28. September 2023, der Maßnahmen zu seiner Durchführung oder der Bedingungen für die Erlangung des Befähigungsnachweises, gegen die verstoßen wurde;
- 3° den Inhalt der geplanten Maßnahme, d. h. Aussetzung oder Entzug;
- 4° sein Recht, innerhalb von 10 Werktagen nach Erhalt der in diesem Artikel vorgesehenen Mitteilung:
 - a) die Verfahrensakte einzusehen;
 - b) seine Verteidigungsgründe schriftlich darzulegen;
 - c) zu beantragen, dass er seine Verteidigungsmittel dem Kollegium mündlich vortragen kann;
- 5° sein Recht, sich von einem Rechtsbeistand vertreten oder unterstützen zu lassen.

§ 3. Wenn der Inhaber des Befähigungsnachweises beantragt, seine Verteidigungsmittel mündlich vorzutragen, teilt die Verwaltung ihm innerhalb von zwanzig Werktagen nach Eingang des Antrags auf Anhörung per Einschreiben Ort, Tag und Uhrzeit der Anhörung mit.

Die maximale Frist für die Durchführung der Anhörung beträgt 20 Werktage ab dem Eingang des Antrags auf Anhörung beim Inhaber des Befähigungsnachweises.

Am Ende der Anhörung legt die Verwaltung dem Inhaber des Befähigungsnachweises das Protokoll der Anhörung zur Unterschrift vor.

Dieser kann verlangen, dass seine Bemerkungen im Protokoll festgehalten werden.

§ 4. Die Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug des Befähigungsnachweises ist dem betroffenen Inhaber innerhalb von zwanzig Werktagen nach der in Absatz 2 genannten Mitteilung oder gegebenenfalls nach der Anhörung per Einschreiben mitzuteilen.

Nach Ablauf dieser Frist wird davon ausgegangen, dass die Regierung endgültig auf jede Aussetzung oder Rücknahme verzichtet, die auf den dem betreffenden Inhaber zur Last gelegten Tatsachen beruht, es sei denn, es treten neue Umstände ein.

§ 5. Innerhalb von fünf Werktagen nach Mitteilung der Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug ist der Inhaber des Befähigungsnachweises verpflichtet, der Verwaltung seinen Befähigungsnachweis zurückzugeben.

Im Falle einer Aussetzung des Befähigungsnachweises überprüft die Verwaltung fünfzehn Werktage vor dem Ablaufdatum der Aussetzung, dass der Fahrer sich nicht mehr in einer der in Artikel 33, Paragraph 2 des Dekrets vom 28. September 2023 erwähnten Situationen befindet und fordert den Betroffenen auf, sich bei der Gemeindeverwaltung zu melden, um seinen Befähigungsnachweis abzuholen, der ihm ausgehändigt wird:

- 1° persönlich;
- 2° gegen Vorlage eines Dokuments, das seine Identität belegt;
- 3° nach Unterzeichnung einer datierten Empfangsbestätigung.

Art. 91 - Die Fahrer:

- 1° tragen eine schlichte Kleidung oder eine vom Arbeitgeber gestellte Uniform;
- 2° verhalten sich höflich und respektvoll gegenüber der Öffentlichkeit;
- 3° sind älteren Menschen oder Personen mit eingeschränkter Mobilität beim Ein- und Aussteigen behilflich;
- 4° vergewissern sich vor dem Anlassen des Fahrzeugs, dass die Türen geschlossen sind;
- 5° stellen sicher, dass der Kunde nichts im Fahrzeug vergessen hat, und händigen ihm die Gegenstände, die er möglicherweise im Fahrzeug zurückgelassen hat, sofort aus.
- 6° stellen den Motor ihres Fahrzeugs ab, wenn es geparkt ist, es sei denn, es ist aus technischen Gründen notwendig, dass der Motor in Betrieb bleibt.
- 7° sind verpflichtet, Assistenzhunde ins Fahrzeug zu lassen.

Wenn laut Absatz 1, Ziffer 5 die Übergabe aus irgendeinem Grund nicht möglich war, werden die Fundsachen so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb von fünf Tagen, bei der nächstgelegenen Polizeidienststelle abgegeben;

Wenn sie im Dienst sind, müssen die Fahrer im Besitz ihres Befähigungsnachweises, ihres Führerscheins, der Fahrtauglichkeitsbescheinigung, sofern nicht ein entsprechender Vermerk auf dem Führerschein des Bewerbers vorhanden ist, und ihres Personalausweises sein.

Art. 92 - Fahrern ist es verboten, im Fahrzeug zu rauchen oder eine gleichwertige Handlung auszuführen;

Abschnitt 3. — Bestimmungen für Fahrzeuge

Art. 93 - Paragraph 1. Fahrzeuge, die für den Betrieb eines Sondertransportdienstes eingesetzt werden, müssen sich ständig in gutem Zustand befinden und alle notwendigen Voraussetzungen für Sicherheit, Qualität, Bequemlichkeit und Sauberkeit erfüllen, sowohl was die Karosserie als auch den Fahrgastraum betrifft, die im Einzelnen wie folgt beschrieben sind:

- 1° das Öffnen und Schließen der Türen, des Kofferraums und der Motorhaube ist problemlos möglich;
- 2° die Fenster der Türen lassen sich problemlos öffnen und schließen;
- 3° die Fahrzeuge dürfen keine Unfall- oder Rostspuren aufweisen, die ihnen ein vernachlässigtes Aussehen verleihen. Der Lack des Fahrzeugs darf nicht abblättern oder an irgendeiner Stelle entfernt werden. Er darf keine Ausbesserungen in einer anderen Farbe als der des Fahrzeugs aufweisen;

- 4° die Sitze dürfen nicht beschädigt sein, die Polsterung der Sitze darf nicht zerrissen sein oder Spuren von Verschmutzung aufweisen;
- 5° das fahrende Fahrzeug darf keine abnormalen Vibrationen oder Geräusche erzeugen;
- 6° im Inneren des Fahrzeugs darf sich weder Papier noch Abfall befinden;
- 7° Fahrzeuge werden regelmäßig belüftet, sodass im Innenraum keine unangenehmen Gerüche wahrnehmbar sind.

Art. 94 - Jedes Fahrzeug, das für den Betrieb eines Sondertransportdienstes eingesetzt wird, trägt vorne rechts eine von der Verwaltung ausgestellte, runde, von außen deutlich sichtbare und ständig sichtbare Identifikationsmarke, auf der die von der Regierung zugeteilte Identifikationsnummer vermerkt ist.

Art. 95 - Jedes Fahrzeug, das für einen Sondertransportdienst eingesetzt wird, trägt ein Kennzeichen gemäß dem Ministerialerlass vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen.

Gemäß der in Artikel 67 des Dekrets vom 28. September 2023 vorgesehenen Möglichkeit einer gemischten Nutzung trägt jedes Fahrzeug, das für einen Taxidienst und einen Sondertransportdienst eingesetzt wird, ein Kennzeichen gemäß dem Ministerialerlass vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen.

Sobald ein Fahrzeug nicht mehr für den Betrieb des Dienstes genutzt wird, ist der Betreiber verpflichtet, innerhalb von acht Werktagen das Kennzeichen an die Direktion für Zulassungen (Direction de l'Immatriculation des Véhicules, abgekürzt D.I.V.), zurückzugeben, die Verwaltung darüber zu informieren und ihr die Bescheinigung, den Identifikationsaufkleber und eine Kopie der Abmeldebestätigung zurückzusenden.

Die Löschung oder Unkenntlichmachung des Kennzeichens führt von Rechts wegen zum Erlöschen der Betriebsgenehmigung für dieses Fahrzeug.

Art. 96 - Jedes im Dienst befindliche Fahrzeug führt mindestens die folgenden Dokumente mit sich:

- 1° eine Kopie des von der Verwaltung ausgestellten Dokuments über die Betriebsgenehmigung;
- 2° den Befähigungsnachweis des Fahrers, der das Fahrzeug führt;
- 3° das Original oder eine Kopie des Transportvertrags für das Fahrzeug oder das Original oder eine Kopie des Bestellscheins nach dem Muster in Anhang 13, der den besonderen Zweck gemäß Artikel 38 des Dekrets vom 28. September 2023 bescheinigt;
- 4° das tägliche Fahrtenblatt für die Fahrten des Fahrzeugs.

Diese enthält die im Muster in Anhang 14 dieses Erlasses geforderten Angaben.

Das Fahrzeug kann mit einem Peripheriegerät ausgestattet sein, mit dem das Fahrtenblatt elektronisch erstellt werden kann.

Im Falle eines elektronisch verfassten Fahrtenblattes ist dieses jederzeit abrufbar. Der Minister kann die Verwendung eines elektronischen Fahrtenblatts vorschreiben und die technischen Bedingungen festlegen, denen es entsprechen muss.

- 5° die Internationale Kraftfahrzeugversicherungskarte.

Art. 97 - Für Fahrzeuge, die einem der in Artikel 38, Paragraph 2 des Dekrets vom 28. September 2023 vorgesehenen besonderen Zweck dienen, wird im Inneren des Fahrzeugs an einer für die Benutzer deutlich sichtbaren Stelle ein farbiges Datenblatt mit der Identität des Betreibers, dem Fahrzeugmodell, der Nummer der Betriebsgenehmigung und der elektronischen Adresse der Verwaltung für die Einreichung von Beschwerden gemäß dem in Anhang 11 festgelegten Muster im Format von mindestens A5 angebracht.

Eine Kopie des Befähigungsnachweises des Fahrers wird im Fahrzeug an einer für die Nutzer deutlich sichtbaren Stelle nach dem in Anhang 10 festgelegten Muster im Format von mindestens A5 angebracht.

Art. 98 - Fahrzeuge, die Gegenstand von zeitlich begrenzten Genehmigungen gemäß Artikel 47 des Dekrets vom 28. September 2023 sind, erfüllen die folgenden Bedingungen:

- 1° Sie erfüllen die Anforderungen, die für die Erbringung eines Sondertransportdienstes auferlegt werden, mit Ausnahme der Bedingung des Eigentums oder der langfristigen Verfügung über das Ersatzfahrzeug gemäß Artikel 51, Paragraph 1, Absatz 2 des Dekrets vom 28. September 2023 und der Anforderung bezüglich des in Artikel 95 übernommenen Kennzeichens;
- 2° Sie müssen außen einerseits vorne rechts mit der Erkennungsplakette des Fahrzeugs, das sie ersetzen, und andererseits vorne links mit einer Plakette mit der Aufschrift „ERSATZ“ nach dem Muster in Anlage 7 dieses Erlasses versehen sein;
- 3° Sie müssen neben den Dokumenten, die für die Ausübung eines Sondertransportdienstes erforderlich sind, auch die Genehmigungsdokumente für die Nutzung des vorübergehend eingesetzten Fahrzeugs mit sich führen;
- 4° Sie müssen die in Artikel 78, Ziffer 3 erwähnte Bescheinigung des Versicherers, die bestätigt, dass das Fahrzeug für die entgeltliche Beförderung von Personen versichert ist, und die Internationale Kraftfahrzeugversicherungskarte an Bord haben.

TITEL 6. — *Transportdienste mit sozialer Zweckbestimmung*

KAPITEL 1. — *Die Zulassung*

Abschnitt 1. — Von Amts wegen anerkannte Organisationen

Art. 99 - Von Amts wegen werden zur Erbringung eines Transportdienstes mit sozialer Zweckbestimmung im Sinne von Artikel 1, Ziffer 5, des Dekrets vom 28. September 2023 zugelassen:

- 1° Gemeinden, auch wenn sie im Einklang mit einer Vereinbarung gemäß Artikel L1512-1 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung handeln;
- 2° die öffentlichen Sozialhilfezentren, im Folgenden ÖSHZ genannt;
- 3° autonome kommunale Betriebe;
- 4° gemeindeübergreifende Zweckverbände;
- 5° Interkommunale;

- 6° Vereine, die durch Kapitel XII des Gesetzes vom 8. Juli 1976 über die Organisation der öffentlichen Sozialhilfzentren geregelt werden;
- 7° Krankenkassen, wie sie durch das Gesetz vom 6. August 1990 über die Krankenkassen und die nationalen Vereinigungen der Krankenkassen organisiert werden.

Abschnitt 2. — Der Antrag auf Zulassung

Art. 100 - Jeder Antrag auf Zulassung enthält bei Androhung der Unzulässigkeit die folgenden Angaben und Anlagen:

- 1° die vollständige Identität der Organisation, zusammen mit einer Liste mit der vollständigen Identität aller Verantwortlichen und einer Kopie der Satzung;
- 2° das genaue Ziel von allgemeinem Interesse im Bereich des Verkehrs, das von der Organisation verfolgt wird;
- 3° die Tarifbedingungen, die für die Beförderung im Rahmen der Fahrten des Dienstes gelten.

Art. 102 - Der Antrag auf Zulassung wird über die Online-Plattform der Verwaltung an die Verwaltung gerichtet. Innerhalb von 30 Werktagen nach Eingang des Antrags schickt die Verwaltung dem Antragsteller:

- 1° entweder eine Empfangsbestätigung für eine vollständige und zulässige Akte;
- 2° oder eine Empfangsbestätigung für eine unvollständige Akte, in der die fehlenden Angaben oder Unterlagen aufgeführt sind;

Innerhalb von 30 Werktagen nach Erhalt einer Empfangsbestätigung für unvollständige Unterlagen von der Verwaltung:

- 1° wenn der Antragsteller der Aufforderung der Verwaltung nachkommt, gelten wieder die Bestimmungen von Paragraph 2;
- 2° wenn der Antragsteller der Aufforderung der Verwaltung nicht nachkommt, wird sein Antrag automatisch hinfällig.

Wenn die Verwaltung innerhalb von 30 Werktagen nach Erhalt eine Empfangsbestätigung über die vollständigen und zulässigen Unterlagen verschickt, erteilt die Regierung dem Antragsteller innerhalb von 30 Werktagen nach dieser Versendung die Zulassung.

Die Zulassung wird nach dem Muster in Anhang 16 ausgestellt.

Abschnitt 3. — Die Dauer der Zulassung

Art. 103 - Die Zulassung wird für eine Dauer von drei Jahren erteilt und kann verlängert werden, sofern die Zulassungsbedingungen weiterhin erfüllt sind.

Der Antrag auf Verlängerung wird nach Artikel 102 gestellt.

Abschnitt 4. — Die Übermittlung von Informationen

Art. 104 - Paragraph 1. Die zugelassene Organisation verpflichtet sich, die Verwaltung innerhalb von acht Werktagen über jede Änderung ihrer Identität, ihrer Satzung, ihres Zwecks oder ihrer Tarifbedingungen zu unterrichten.

§ 2. Die Organisation übermittelt der Verwaltung jedes Jahr auf jede geeignete Weise die Liste der Fahrzeuge, die für einen Fahrdienst mit sozialer Zielsetzung eingesetzt werden.

§ 3. Die Verwaltung kann jederzeit die Einhaltung der Voraussetzungen für die Zulassung überprüfen.

Wird ein Verstoß oder eine Unregelmäßigkeit festgestellt, hat die Organisation ab dem Zeitpunkt der Mitteilung des festgestellten Verstoßes oder der festgestellten Unregelmäßigkeit 20 Werktage Zeit, um eine Berichtigung durchzuführen.

Nach Ablauf dieser Frist wird die Zulassung gemäß Artikel 107 ausgesetzt oder entzogen.

KAPITEL 2. — Meldung

Art. 105 - Jede Aktivität eines Verkehrsdienstes mit sozialer Zielsetzung muss der Regierung im Voraus gemeldet werden.

Die datierte und unterzeichnete Meldung wird auf geeignetem Wege bei der Verwaltung eingereicht und enthält folgende Angaben und Anlagen:

- 1° die vollständige Identität der Organisation;
- 2° eine eidesstattliche Erklärung der Organisation, aus der hervorgeht:
 - dass sie Transporte von allgemeinem Interesse im Sinne von Artikel 1, Ziffer 5 des Dekrets vom 28. September 2023 durchführt;
 - dass sie die nach dieser Verordnung erforderlichen Voraussetzungen erfüllt;
 - dass alle in den Artikeln 110 und 111 aufgeführten Unterlagen zu den Fahrern und Fahrzeugen am Sitz der Organisation eingesehen werden können;
- 3° die mögliche Art von Nutzern, für die der Dienst bestimmt ist;
- 4° die Angabe des Preises pro Kilometer oder des Pauschalpreises, der von der Organisation unter Beachtung des in Artikel 108 genannten Höchstpreises festgelegt wurde.

Art. 106 - Die Verwaltung prüft, ob die Meldung vollständig ist, und übermittelt der Organisation auf geeignetem Wege eine Empfangsbestätigung.

Diese Meldung wird alle drei Jahre bei der Verwaltung nach dem in Artikel 105, Absatz 2 festgelegten Verfahren erneuert.

KAPITEL 3. — *Entzug oder Aussetzung*

Art. 107 - Paragraph 1. Die Zulassung kann jederzeit für eine Höchstdauer von drei Jahren ausgesetzt oder von der Regierung aus den in Artikel 61, Paragraph 2 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Gründen entzogen werden.

§ 2. Wenn die Verwaltung feststellt, dass sich ein Betreiber in einer der in Artikel 61, Paragraph 2 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Situationen befindet, übermittelt sie der Organisation per Einschreiben die folgenden Informationen:

- 1° die ihr zur Last gelegten Beschwerdepunkte;
- 2° einen Auszug der Bestimmungen des Dekrets, der Maßnahmen zu seiner Durchführung oder der Zulassungsbedingungen, gegen die verstoßen wird;
- 3° den Inhalt der geplanten Maßnahme, d. h. Aussetzung oder Entzug;
- 4° die Tatsache, dass sie das Recht hat, innerhalb von 20 Werktagen nach Erhalt der in diesem Artikel vorgesehenen Mitteilung:
 - a) die Verfahrensakte einzusehen;
 - b) ihre Verteidigungsgründe schriftlich darzulegen;
 - c) zu beantragen, dass sie ihre Verteidigungsmittel vor der Verwaltung mündlich vortragen kann;
- 5° die Tatsache, dass Sie das Recht hat, sich von einem Rechtsbeistand vertreten oder unterstützen zu lassen.

§ 3. Falls die Organisation beantragt, ihre Verteidigungsmittel mündlich vorzutragen, teilt ihr die Verwaltung innerhalb von zwanzig Werktagen nach Erhalt des Antrags auf Anhörung Ort, Tag und Uhrzeit der Anhörung mit.

Die maximale Frist für die Durchführung der Anhörung beträgt 40 Werktage ab dem Eingang des Antrags auf Anhörung bei der Organisation.

Am Ende der Anhörung legt die Verwaltung der Organisation das Protokoll der Anhörung zur Unterzeichnung vor.

Die Organisation kann verlangen, dass ihre Anmerkungen im Protokoll vermerkt werden.

§ 4. Die begründete Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung ist der betreffenden Organisation innerhalb von 40 Werktagen nach der in Absatz 2 genannten Mitteilung oder der Anhörung per Einschreiben mitzuteilen.

Nach Ablauf dieser Frist wird davon ausgegangen, dass die Regierung endgültig auf jede Aussetzung oder Entziehung verzichtet, die auf den der betreffenden Organisation zur Last gelegten Tatsachen beruht, sofern keine neuen Erkenntnisse vorliegen.

§ 5. Innerhalb von zehn Werktagen nach Zustellung der Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug muss der Betreiber der Verwaltung seine Zulassung zurückgeben.

Im Falle einer Aussetzung der Zulassung überprüft die Verwaltung fünfzehn Werktage vor Ablauf der Aussetzung, ob sich die Organisation nicht mehr in einer der in Artikel 61, Paragraph 2 des Dekrets vom 28. September 2023 genannten Situationen befindet, und fordert die Organisation auf, sich bei der Verwaltung zu melden, um ihre Zulassung abzuholen, die ihr dann ausgehändigt wird:

- 1° persönlich;
- 2° gegen Vorlage eines Dokuments, das ihre Identität belegt;
- 3° nach Unterzeichnung einer datierten Empfangsbestätigung.

KAPITEL 4. — *Die Kosten des Transports*

Art. 108 - Der Preis für den Dienst beträgt höchstens 0,6 Euro pro Kilometer oder entspricht einer Pauschale für eine einfache Fahrt, die nicht mehr als fünf Euro betragen darf.

Die Wartezeit wird auf maximal 0,1 Euro pro Minute festgelegt.

KAPITEL 5. — *Die Bedingungen für die Ausführung der Leistungen**Abschnitt 1. — Bestimmungen bezüglich der Organisation*

Art. 109 - Jede Beförderungstätigkeit, die in den Anwendungsbereich dieses Titels fällt, ist Gegenstand einer angemessenen Versicherungsdeckung.

Diese Versicherung kann von der anerkannten Organisation oder vom Fahrer selbst abgeschlossen werden, vorbehaltlich der Überprüfung durch die Organisation.

Abschnitt 2. — Bestimmungen für Fahrer

Art. 110 - Um seinen Leumund nachzuweisen, legt der Fahrer der Organisation einen Strafregisterauszug vor, der gemäß Artikel 596 Absatz 1 der Strafprozessordnung ausgestellt wurde und nicht älter als drei Monate ist. Sofern sie sich nicht seit mehr als zehn Jahren rechtmäßig und ununterbrochen in Belgien aufhalten, müssen ausländische Staatsangehörige außerdem ein entsprechendes Dokument aus ihrem Herkunftsland oder eine diesem Dokument gleichwertige Bescheinigung ihrer Botschaft oder den Nachweis vorlegen, dass sie den Flüchtlingsstatus genießen;

Die Fahrer legen der Organisation jährlich einen neuen Strafregisterauszug vor, der gemäß Artikel 596 Absatz 1 der Strafprozessordnung ausgestellt wurde und nicht älter als drei Monate ist, oder, bei ausländischen Staatsangehörigen, ein anderes entsprechendes Dokument.

Art. 111 - Den sittlichen Anforderungen muss ein Fahrer genügen, der weder in Belgien noch im Ausland aufgrund eines nicht mehr anfechtbaren Urteils zu einer der folgenden Strafen verurteilt worden ist, unabhängig davon, ob diese zur Bewährung ausgesetzt wurde oder nicht:

- 1° eine Verurteilung zu einer Kriminalstrafe von weniger als zehn Jahren;
- 2° eine Verurteilung zu einer Hauptkorrektionalgefängnisstrafe:
 - a) von mehr als sechs Monaten in den letzten zehn Jahren;
 - a) von drei bis sechs Monaten in den letzten fünf Jahren;

- 3° strafrechtliche oder polizeiliche Verurteilungen, die weniger als drei Jahre zurückliegen und zusammengenommen eine Freiheitsstrafe von mehr als drei Monaten ergeben;
- 4° mehr als fünf Verurteilungen wegen Verstößen zweiten Grades gegen die Straßenverkehrsordnung in den letzten drei Jahren;
- 5° mehr als eine Verurteilung wegen Fahrens unter Alkoholeinfluss, in einem Zustand der Trunkenheit oder ähnlichem oder unter dem Einfluss anderer Substanzen, die die Fahrtüchtigkeit beeinträchtigen, in den letzten drei Jahren;
- 6° mehr als drei Verurteilungen wegen anderer Verstöße als Verstöße ersten Grades gegen die Straßenverkehrsordnung, die nicht unter Ziffer 4 und 5 fallen, in den letzten drei Jahren;
- 7° eine Verurteilung von weniger als fünf Jahren wegen eines Verstoßes:
 - a) gegen das Gesetz vom 22. Mai 2014 zur Bekämpfung von Sexismus im öffentlichen Raum und zur Änderung des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern, um die Handlung der Diskriminierung unter Strafe zu stellen;
 - b) gegen die Bestimmungen von Titel IV des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern;
 - c) gegen die Bestimmungen von Titel IV des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung;
 - d) gegen die Bestimmungen des Gesetzes vom 30. Juli 1981 zur Unterdrückung bestimmter durch Rassismus oder Fremdenfeindlichkeit inspirierter Handlungen;
- 8° eine Verurteilung von weniger als fünf Jahren wegen eines Verstoßes gegen die Artikel 269 bis 282 des Strafgesetzbuches.

Nicht berücksichtigt werden Verurteilungen, die getilgt wurden oder bezüglich derer die betreffende Person rehabilitiert wurde.

Bei Verurteilungen durch ein ausländisches Gericht wird jede Verurteilung berücksichtigt, die sich auf eine Tat bezieht, die nach belgischem Recht einen der in dieser Bestimmung genannten Verstöße darstellt.

Art. 112 - Die Fahrer müssen mindestens 21 Jahre alt sein und einen gültigen Führerschein der Klasse B besitzen. Die Organisation überprüft die Einhaltung dieser Bedingungen.

Abschnitt 3. — Das Fahrtenblatt

Art. 113 - Paragraph 1. Die Fahrer müssen im Besitz eines täglichen Fahrtenblatts sein, auf dem die in dem Muster in Anhang 12 aufgeführten Angaben in unauslöschlichen Buchstaben einzutragen sind.

Das tägliche Fahrtenblatt wird vom Fahrer unterschrieben.

§ 2. Das Fahrzeug kann mit einem Peripheriegerät ausgestattet sein, mit dem das Fahrtenblatt elektronisch erstellt werden kann. Das elektronisch erstellte Fahrtenblatt enthält die in dem Muster in Anhang 12 geforderten Angaben. Im Falle eines elektronisch verfassten Fahrtenblattes ist dieses jederzeit abrufbar.

Der Minister kann die Verwendung eines elektronischen Fahrtenblatts vorschreiben und die technischen Bedingungen festlegen, denen es entsprechen muss.

§ 3. Die Fahrtenblätter werden am Sitz der Organisation drei Jahre lang ab dem Tag ihrer Verwendung aufbewahrt und entweder nach Fahrzeug und Datum oder nach Fahrer und Datum geordnet.

Abschnitt 4. — Register und Verzeichnis

Art. 114 - Die Organisationen führen an ihrem Sitz ein anonymisiertes Register, in dem jede Fahrt mit Datum und Uhrzeit der Bestellung, der Bestellnummer und dem Preis gemäß Artikel 79, Absatz 2, Ziffer 4 des Dekrets vom 28. September 2023 verzeichnet ist.

Dieses Register wird drei Jahre lang aufbewahrt.

Art. 115 - Die Organisationen führen ein anonymisiertes Verzeichnis, das gemäß Artikel 79, Absatz 2, Ziffer 2 und 6 des Dekrets vom 28. September 2023 erstellt wird und Folgendes enthält:

- 1° die Namen, Vornamen, Funktion oder Beruf, Wohnort und Telefonnummer aller Fahrer;
- 2° eine Kopie des gültigen Personalausweises, des Führerscheins und des gemäß Artikel 596 Absatz 1 der Strafprozessordnung ausgestellten Strafregisterauszugs aller Fahrer;
- 3° die Zulassungsnummern, Fahrgestellnummern, Marken und Modelle der von den Fahrern benutzten Fahrzeuge, deren Zulassungsnummern und den Nachweis, dass diese ordnungsgemäß versichert sind.

Das Verzeichnis ist jederzeit verfügbar und kann auf Anfrage von befugten Bediensteten herausgegeben werden.

TITEL 7. — Die Kommission

Art. 116 - § 1. Einmal jährlich prüft die Kommission auf Aufforderung des Ministers die Angemessenheit der maximal zulässigen Anzahl von Genehmigungen pro Gemeinde und die Angemessenheit der Mindest- und Höchstbeträge.

Sie übermittelt dem Minister ihren Bericht innerhalb von fünfzig Werktagen nach Erhalt der Aufforderung.

§ 2. Die Kommission prüft auf Aufforderung des Ministers jeden Entwurf zur Änderung der Vorschriften über die entgeltliche Beförderung von Personen auf der Straße.

Sie übermittelt dem Minister ihren Bericht innerhalb von fünfzig Werktagen nach Eingang des Ersuchens um Stellungnahme.

§ 3. Die Kommission wird gemäß dem Dekret vom 27. März 2014 zur Förderung einer ausgewogenen Vertretung von Männern und Frauen in beratenden Gremien zusammengesetzt.

TITEL 8. — Beschwerden und Sanktionen**KAPITEL 1. — Beschwerden**

Art. 117 - Die Verwaltung nimmt Beschwerden von Nutzern aller im Erlass vom 28. September 2023 vorgesehenen Dienste über ein Formular entgegen, das auf der Online-Plattform der Verwaltung zugänglich ist.

Art. 118 - Ein von der Regierung zu diesem Zweck ernannter Verwaltungsbediensteter der Stufe A mit dem Status eines Kriminalpolizisten prüft die Beschwerden.

Im Rahmen der Untersuchung der Beschwerde kann er jede Person vorladen und zu jedem Sachverhalt befragen, dessen Kenntnis für die Wahrheitsfindung hilfreich ist.

Auf Verlangen lässt er sich, ohne Reisen oder Nachforschungen durchführen zu müssen, alle Dokumente vorlegen, die für die Erfüllung seiner Aufgabe relevant sind.

Er kann davon eine fotografische oder andere Kopie anfertigen oder sie gegen Empfangsbestätigung mitnehmen.

Art. 119 - Wenn eine Beschwerde eingereicht wurde, verfügt die Verwaltung über eine Frist von sechzig Werktagen, um ihre Schlussfolgerungen dem von der Regierung bestimmten Beamten der Verwaltungsinstanz oder der Staatsanwaltschaft des Staatsanwalts des Königs des Bezirks, in dem der Verstoß stattgefunden hat, zu Protokoll zu übermitteln, wenn der begangene Verstoß mit strafrechtlichen Sanktionen belegt ist.

Diese Frist kann verlängert werden, wenn begründete Umstände im Zusammenhang mit der Komplexität der Beschwerde dies erfordern.

Der Beschwerdeführer wird in geeigneter Weise über die Weiterbehandlung seiner Beschwerde unterrichtet.

Art. 120 - Die E-Mail-Adresse der Verwaltung und der Online-Plattform werden in jedem durch das Dekret vom 28. September 2023 genehmigten Fahrzeug nach dem in den Anhängen 11, 17 und 18 festgelegten Muster angezeigt.

KAPITEL 2. — Sanktionen**Abschnitt 1. — Feststellung von Verstößen**

Art. 121 - Die mit der Ermittlung und Feststellung von Verstößen im Zusammenhang mit dem Dekret und seinen Durchführungsmaßnahmen beauftragten Verwaltungsbediensteten führen unangekündigte Kontrollen durch:

- 1° entweder indem sie mit oder ohne Vorankündigung den Betriebssitz oder gegebenenfalls eine Niederlassung des Unternehmers, des elektronischen Vermittlungsdienstes oder der Organisation aufsuchen, um sich dort alle sachdienlichen Unterlagen vorlegen zu lassen und den Unternehmer, den elektronischen Vermittlungsdienst oder die Organisation und die für sie tätigen Personen zu befragen;
- 2° oder indem sie sich mit oder ohne Vorankündigung zum Betriebssitz oder gegebenenfalls zur Betriebseinheit begeben, in der das vom Fahrer gelenkte Fahrzeug außerhalb der Dienstzeiten abgestellt ist, um sich dort alle relevanten Unterlagen vorlegen zu lassen und den Fahrer und die Personen, für die er arbeitet, zu befragen;
- 3° oder auf der Straße, um sich alle relevanten Dokumente vorlegen zu lassen und den Fahrer und gegebenenfalls den Nutzer zu befragen;
- 4° oder durch eine schriftliche Aufforderung an den Unternehmer, den Vermittlungsdienst oder die Organisation, ihnen die von ihnen angegebenen Unterlagen und Informationen innerhalb von zehn Werktagen nach Absendung der Aufforderung zur Verfügung zu stellen;
- 5° oder durch eine schriftliche Aufforderung an den Fahrer, ihnen die von ihnen angegebenen Unterlagen und Informationen innerhalb von zehn Werktagen nach Absendung der Aufforderung zur Verfügung zu stellen;
- 6° oder durch eine schriftliche Aufforderung an den Betreiber, den elektronischen Vermittlungsdienst, die Organisation oder den Fahrer, sich bei der Behörde zu melden, um befragt zu werden.

Abschnitt 2. — Verwaltungssanktionen

Art. 122 - Ein Verstoß des Typs A, der von einem Betreiber begangen wird, ist:

- 1° jeder Betrieb eines Taxidienstes ohne Betriebsgenehmigung gemäß Artikel 12, Paragraph 1 des Dekrets vom 28. September 2023 oder eines Sondertransportdienstes ohne Betriebsgenehmigung gemäß Artikel 41, Absatz 1 und 2 des Dekrets vom 28. September 2023, die von der zuständigen Behörde ausgestellt wurde;
- 2° jede Organisation eines Transportdienstes mit sozialer Zweckbestimmung ohne Zulassung gemäß Artikel 59, Absatz 1, Ziffer 1, des Dekrets vom 28. September 2023 oder ohne Meldung gemäß Artikel 59, Absatz 1, Ziffer 2, des Dekrets vom 28. September 2023 und Artikel 105, Absatz 1;
- 3° jeder Verstoß gegen die Betriebsbedingungen für Betreiber und Organisationen gemäß Artikel 31, 32, 52, 53, 56, 64, 65 und 66 des Dekrets vom 28. September 2023 und Artikel 32, 33, 80 bis 82 und 109;
- 4° jeder Verstoß in Bezug auf die Abtretung von Aktivitäten gemäß Artikel 26 des Dekrets vom 28. September 2023 und Artikel 29;
- 5° jede Organisation einer elektronischen Vermittlungsdienstleistung, die ohne Zulassung gemäß Artikel 8, Paragraph 1 des Dekrets vom 28. September 2023 erfolgt;
- 6° jeder Verstoß in Bezug auf die Einstellung der Tätigkeit gemäß Artikel 70.

Ein Verstoß des Typs B, der von einem Fahrer begangen wird, ist:

- 1° jeder Verstoß gegen die Betriebsbedingungen für Fahrer gemäß Artikel 33 und 34 des Dekrets vom 28. September 2023 sowie Artikel 43 bis 49, 91, 92 und 112;
- 2° jeder Verstoß in Bezug auf den Standplatz gemäß Artikel 16 und 39 des Dekrets vom 28. September 2023 und Artikel 20, 10°, 48, 49, 2°, 59, 2°, Absatz 2, 63 und 65;
- 3° die Missachtung einer Anhalteaufforderung, die von einem qualifizierten Bediensteten gemäß Artikel 1 bis, Paragraph 3, 1 des Dekrets vom 4. Februar 1999 über die Ernennung der Beamten, die mit der Kontrolle der Vorschriften über den Personentransport in der Wallonischen Region betraut sind, erteilt wurde.

Verstöße des Typs C, die entweder vom Betreiber oder vom Fahrer begangen werden, sind:

- 1° jeder Verstoß gegen die Betriebsbedingungen in Bezug auf die Fahrzeuge gemäß Artikel 35 und 36 des Dekrets vom 28. September 2023 in den Artikeln 50 bis 66, 93 bis 98;
- 2° Beleidigung durch Worte, Taten, Gesten oder Drohungen, die sich in Ausübung oder anlässlich der Ausübung ihrer Pflichten gegen eine Person richtet, die im Rahmen des Erlasses vom 28. September 2023 des vorliegenden Erlasses handelt

Jeder von einem Nutzer begangene Verstoß gegen die fahrgastbezogenen Betriebsbedingungen gemäß Artikel 68 ist ein Verstoß des Typs D.

Art. 123 - Paragraph 1. Mit einer Verwaltungsstrafe von bis zu 1100 Euro werden Personen bestraft, die einen Verstoß des Typs A begehen.

Mit einer Verwaltungsstrafe von bis zu 370 Euro werden Personen bestraft, die einen Verstoß des Typs B begehen.

Mit einer Verwaltungsstrafe von bis zu 250 Euro werden Personen bestraft, die einen Verstoß des Typs C begehen.

Mit einer Verwaltungsstrafe von bis zu 70 Euro werden Personen bestraft, die einen Verstoß des Typs D begehen.

§ 2. Bei Zusammentreffen mehrerer Verstöße darf der kumulierte Betrag der Verwaltungsstrafen 10.000 Euro nicht übersteigen.

Art. 124 - Die in Artikel 122 geahndeten Handlungen werden in einem Protokoll festgehalten, das von einem Polizeibediensteten oder -beamten oder einem befugten Vertreter der Verwaltung erstellt wird und dessen Kopie dem Zuwiderhandelnden innerhalb von zehn Werktagen übermittelt wird.

Art. 125 - Paragraph 1. Das Protokoll wird dem von der Regierung bestimmten Beamten der Verwaltungsinstanz übermittelt.

§ 2. Die Verwaltungsstrafe wird von dem Beamten der Verwaltungsinstanz verhängt.

§ 3. Vor der Festsetzung einer Verwaltungsstrafe und innerhalb von dreißig Werktagen nach der in Artikel 124 genannten Feststellung informiert der Beamte der Verwaltungsinstanz die betroffene Person per Einschreiben.

Die eingeschriebene Sendung enthält folgende Elemente:

- 1° die Nennung des oder der Beschwerdepunkte;
- 2° die Höhe der geplanten Geldstrafe;
- 3° die Tatsache, dass der Zuwiderhandelnde innerhalb von 20 Werktagen nach Zustellung des Einschreibens die Möglichkeit hat, seine Verteidigungsgründe schriftlich darzulegen und zu beantragen, dass er von dem Beamten der Verwaltungsinstanz angehört wird, um seine Verteidigung mündlich darzulegen;
- 4° die Orte, Tage und Uhrzeiten, an denen die Akte eingesehen werden kann.

Wenn der Zuwiderhandelnde von einer dritten Person begleitet oder vertreten werden möchte, fügt er seinem Antrag auf Anhörung eine Kopie des Personalausweises dieser dritten Person bei, es sei denn, diese dritte Person ist ein Rechtsanwalt;

In Absatz 2, Ziffer 4 gibt der Beamte der Verwaltungsinstanz gegebenenfalls den Tag an, an dem die betroffene Person aufgefordert wird, ihre Verteidigung mündlich darzulegen.

§ 4. Die Anhörung findet spätestens sechzig Werktagen nach der Absendung des in Paragraph 3 genannten Einschreibens statt.

Der Beamte der Verwaltungsinstanz fertigt ein Protokoll der Anhörung an und fordert die betroffene Person auf, es zu unterzeichnen, gegebenenfalls nachdem sie ihre Anmerkungen darin festgehalten hat.

Art. 126 - Der Beamte der Verwaltungsinstanz setzt die Höhe der Verwaltungsstrafe durch eine begründete Entscheidung fest und teilt dies der betroffenen Person innerhalb von 60 Werktagen nach Zustellung des Einschreibens an den Zuwiderhandelnden oder, wenn eine Anhörung beantragt wird, innerhalb von 60 Werktagen nach dem Datum, an dem der Zuwiderhandelnde oder sein Vertreter angehört wird, mit.

Nach Ablauf dieser Frist wird davon ausgegangen, dass der Beamte der Verwaltungsinstanz endgültig auf jede Geldstrafe verzichtet, die auf den der betreffenden Person zur Last gelegten Tatsachen beruht, sofern keine neuen Erkenntnisse vorliegen.

Die Entscheidung wird dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben mitgeteilt.

Die Entscheidung kann der Gemeindeverwaltung und der Verwaltung auf jede geeignete Weise übermittelt werden.

In der Entscheidung werden die Bezeichnung und die Nummer des Kontos angegeben, an das die Zahlung geleistet wird.

Der Zuwiderhandelnde zahlt innerhalb von 30 Werktagen nach Zustellung der Entscheidung den geforderten Betrag.

Wird die Zahlung nicht innerhalb der in Absatz 6 genannten Frist geleistet, stellt der Beamte der Verwaltungsinstanz innerhalb von sechzig Werktagen nach Ablauf der genannten Frist einen Zwangsbefehl aus, erklärt diesen für vollstreckbar und stellt ihn dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben zu.

Art. 127 - Eine Verwaltungsstrafe kann nicht gegen eine Person verhängt werden, die wegen desselben Sachverhalts Gegenstand eines auf der Grundlage von Artikel 72 des Dekrets vom 28. September 2023 eingeleiteten Strafverfahrens war, auch wenn dieses zu einer Einstellung des Verfahrens oder einem Freispruch geführt hat.

Abschnitt 3. — Sicherstellung von Genehmigungsdokumenten

Art. 128 - Die auf der Grundlage von Artikel 78 des Dekrets vom 28. September 2023 sichergestellten Dokumente werden dem Betreiber zurückgegeben, wenn dieser nachweist, dass er die Betriebsbedingungen, die im Dekret vom 28. September 2023 und seinen Ausführungserlassen vorgesehen sind, wieder erfüllt. Andernfalls werden sie für maximal fünf Jahre aufbewahrt.

Der Betreiber wird aufgefordert, sich bei der Verwaltung zu melden, um die Dokumente abzuholen, die ihm ausgehändigt werden:

- 1° persönlich;
- 2° nach Vorlage eines Dokuments, das seine Identität belegt;
- 3° nach Unterzeichnung einer datierten Empfangsbestätigung.

TITEL 9. — Abänderungs-, Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen**KAPITEL 1. — Abänderungsbestimmung**

Art. 129 - Artikel 86 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Übertragung von Befugnissen auf den Öffentlichen Dienst der Wallonie wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 86. Dem Direktor der Direktion der Straßenverkehrsregulierung wird die Vollmacht erteilt:

- 1° das Zertifikat für den Zugang zum Beruf auszustellen, auszusetzen oder zu entziehen;
- 2° die Zulassung für elektronische Vermittlungsdienste zu erteilen, auszusetzen oder zu entziehen;
- 3° die von den Kollegien erteilten Betriebsgenehmigungen für ungültig zu erklären;
- 4° über die Beschwerde zu entscheiden, die der Betreiber eines Taxidienstes gegen die von den Kollegien getroffene Entscheidung zur Aussetzung oder zum Entzug einlegt;
- 5° Genehmigungen für den Betrieb eines Sondertransportdienstes zu erteilen, auszusetzen oder zu widerrufen;
- 6° von der Altersgrenze für Fahrzeuge abzuweichen, die für einen Sondertransportdienst eingesetzt werden;
- 7° Befähigungsnachweise für Fahrer eines Fahrzeugs, das für einen Sondertransportdienst eingesetzt wird, auszustellen, auszusetzen oder zu entziehen;
- 8° Meldungen und Genehmigungen für die Ausübung eines Transportdienstes mit sozialer Zielsetzung auszustellen, auszusetzen oder zu widerrufen;
- 9° Genehmigungen für die Einrichtung, Änderung oder Einstellung von regelmäßigen Diensten auszustellen;
- 10° Genehmigungen für zeitlich begrenzte Dienste auszustellen;
- 11° Genehmigungen für Verstärkungsdienste auszustellen;
- 12° Genehmigungen für die Einrichtung, Änderung oder Einstellung von Sonderformen des Linienverkehrs mit Ausnahme von Schulbussen auszustellen;
- 13° den Zugang zum Beruf des Kraftverkehrsunternehmers zu erteilen, auszusetzen oder zu entziehen;
- 14° die Vorschläge umzusetzen, die von den Kommissionen für Linienverkehr, Sonderlinienverkehr und Taxidienste ausgehen;
- 15° die Vorschläge umzusetzen, die von der Kommission für entgeltliche Personenbeförderungsdienste auf der Straße und den thematischen Unterausschüssen ausgehen;
- 16° die Bescheinigungen über die fachliche Eignung für den Zugang zum Beruf des Kraftverkehrsunternehmers auszustellen.“

KAPITEL 2. — Aufhebungsbestimmung

Art. 130 - Es werden für ungültig erklärt:

- 1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Durchführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über Taxidienste und Mietwagendienste mit Fahrer;
- 2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 über die Erhebung von Steuern und die Gewährung einer Prämie für den Betrieb von Taxidiensten, Autovermietung mit Fahrer und Sammeltaxis;
- 3° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Oktober 2022 zur Festlegung der Höchstpreise für die Beförderung mit Taxis und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014 zur Festlegung der Höchstpreise für die Beförderung mit Taxis;

KAPITEL 3. — Übergangsbestimmungen

Art. 131 - Die gemäß Artikel 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über Taxidienste und Mietwagendienste mit Fahrer ausgestellten Befähigungsnachweise sind bis zum ursprünglichen Datum ihrer Erneuerung gültig.

KAPITEL 4. — Schlussbestimmung

Art. 132 - Das Dekret vom 28. September 2023 und der vorliegende Erlass treten am 1. Dezember 2024 in Kraft.

Art. 133 - Der für Mobilität zuständige Minister ist für die Ausführung dieses Erlasses verantwortlich.

Namur, den 16. Mai 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

(auf Briefkopfpapier der Versicherungsgesellschaft zu erstellen und der gültigen Versicherungskarte beizufügen)

Versicherungsbescheinigung für die entgeltliche Beförderung von Personen

Wir, die unterzeichnete
VERSICHERUNGSGESELLSCHAFT.....

mit Geschäftssitz in

Vertreten durch in ihrer/seiner Funktion als
.....

bescheinigen, dass:

- Frau/Herr

wohnhaft in

oder

- Die Firma

mit Geschäftssitz in
.....
.....

hier vertreten durch

Frau/Herrn

eingetragen bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen unter der
Nummer.....

im Besitz einer „Haftpflichtversicherung für die Durchführung von entgeltlichen
Personentransporten“ Nr. für das folgende Fahrzeug mit einer Kapazität
von maximal 9 Plätzen, einschließlich Fahrer, ist:

Fahrzeugkategorie und - marke	Nummer des Autokennzeichens	Fahrgestell- oder Motornummer

Gültigkeitszeitraum (ankreuzen):

- GÜLTIG vonbis

- Siehe Gültigkeit der Internationalen Versicherungskarte für Kraftfahrzeuge

Ausgefertigt in _____ am _____

(Unterschrift des Versicherers)

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität.

Namur, den 16. Mai 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY



Zertifikat für den Zugang zum Beruf

Erlass über Dienstleistungen im Bereich
der entgeltlichen Beförderung von
Personen auf der Straße mit Fahrzeugen
mit geringer Kapazität

Inhaber:

ZDU-NR.:

Adresse des Geschäftssitzes:

Nummer der Bescheinigung:

Datum der Erteilung:

Ablaufdatum:

Der Direktor

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität.

Namur, den 16. Mai 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DIRUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY



Zulassung elektronischer Transportvermittlungsdienst

Erlass über Dienstleistungen im Bereich der
entgeltlichen Beförderung von Personen auf
der Straße mit Fahrzeugen mit geringer
Kapazität

Inhaber:

ZDU-NR.:

Adresse des Geschäftssitzes:

Nummer der Zulassung:

Datum der Erteilung:

Ablaufdatum:

Der Direktor

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität.

Namur, den 16. Mai 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DIRUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

GEMEINDE

Erlas über Dienstleistungen im Bereich der entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mit Fahrzeugen mit geringer Kapazität

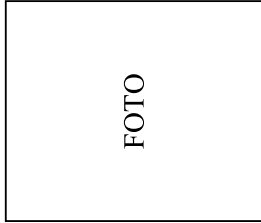
**KAPAZITÄTSBESCHEINIGUNG
Taxi-Service**

Nr.

der/die

Ich, Unterzeichnete,
.....bescheinige:

dass Frau/Herr* geboren in
....., am, wohnhaft in
berechtigt ist, ihre/seine berufliche Befähigung in einem Unternehmen einzusetzen, das einen Taxidienst auf dem Gebiet unserer Gemeinde betreibt.



Ausgestellt in, am

Stempel der Gemeindeverwaltung

Für das Kollegium:
Der Generaldirektor
.....

Anhang 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität.

Namur, den 16. Mai 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DIRUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

STANDGEBUNDENES

TAXI

(Gemeinde)

(Identifizierungsnummer)

STRASSEN-

TAXI

(Gemeinde)

(Identifizierungsnummer)

Anhang 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität.

Namur, den 16. Mai 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

RESERVE

(Gemeinde)

(Identifizierungsnummer)

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität.

Namur, den 16. Mai 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

ERSATZ

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität.

Namur, den 16. Mai 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

USAGE PRIVÉ

N° d'immatriculation :

N° d'identification :

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität.

Namur, den 16. Mai 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität



BETRIEBSGENEHMIGUNG

Erlass über Dienstleistungen im Bereich der entgeltlichen Beförderung von
Personen auf der Straße mit Fahrzeugen mit geringer Kapazität

INHABER:

ZDU-NR.:

ADRESSE DES FIRMENSITZES:

FAHRZEUGIDENTIFIKATION:

ERSTZULASSUNG:

FÄLLIGKEIT DER GENEHMIGUNG:

Ausgefertigt in Namur, am

DER DIREKTOR,

Anhang 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität.

Namur, den 16. Mai 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

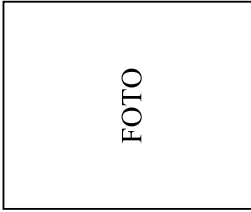


Erlass über Dienstleistungen im Bereich der entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mit Fahrzeugen mit geringer Kapazität

KAPAZITÄTSBESCHEINIGUNG
Fahrdienst mit besonderer Zielsetzung

Nr.

NAME und VORNAME:
DATUM DER ERTEILUNG:
ABLAUFDATUM:



Der Direktor
.....

Anhang 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität.

Namur, den 16. Mai 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DIRUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität



DATENBLATT

Fahrdienst mit besonderer Zielsetzung

NUMMER DER BETRIEBSGENEHMIGUNG:

IDENTITÄT DES BETREIBERS: (Handelsname + ZDU-Nummer)

IDENTIFIZIERUNG DES FAHRZEUGS: (Modell + Kennzeichen)

Für Beschwerden im Zusammenhang mit der Qualität des Dienstes:

plainte.taxis@spw.wallonie.be

oder scannen Sie den QR-Code



Anhang 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität.

Namur, den 16. Mai 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität



FAHRTENBLATT

Fahrdienst mit sozialer Zielsetzung

Name des Fahrers:

Kennzeichen:

Datum:

Fahrtnummer:	Index:	Ort:	Zeit:
Abfahrt:
Zusteigen:
Aussteigen:

Wartezeit: h x € = €

Preis für die Dienstleistung: km x € = €

SUMME: €

Fahrtnummer:	Index:	Ort:	Zeit:
Abfahrt:
Zusteigen:
Aussteigen:

Wartezeit: h x € = €

Preis für die Dienstleistung: km x € = €

SUMME: €

Anhang 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität



Fahrtnummer:	Index:	Ort:	Zeit:
Abfahrt:
Zusteigen:
Aussteigen:

Wartezeit: h x € = €

Preis für die Dienstleistung: km x € = €

SUMME: €

Fahrtnummer:	Index:	Ort:	Zeit:
Abfahrt:
Zusteigen:
Aussteigen:

Wartezeit: h x € = €

Preis für die Dienstleistung: km x € = €

SUMME: €

Datum:...../...../20....	Index:	Ort:	Zeit:
Abfahrt:
Zusteigen:
Aussteigen:

Wartezeit: h x € = €

Preis für die Dienstleistung: km x € = €

SUMME: €

Anhang 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität



Fahrtnummer:	Index:	Ort:	Zeit:
Abfahrt:
Zusteigen:
Aussteigen:

Wartezeit: h x € = €

Preis für die Dienstleistung: km x € = €

SUMME: €

Fahrtnummer:	Index:	Ort:	Zeit:
Abfahrt:
Zusteigen:
Aussteigen:

Wartezeit: h x € = €

Preis für die Dienstleistung: km x € = €

SUMME: €

Fahrtnummer:	Index:	Ort:	Zeit:
Abfahrt:
Zusteigen:
Aussteigen:

Wartezeit: h x € = €

Preis für die Dienstleistung: km x € = €

SUMME: €

Anhang 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität.

Namur, den 16. Mai 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

Fahrdienst mit besonderer Zielsetzung

Beförderungsvertrag

ZWISCHEN EINERSEITS:

<ul style="list-style-type: none"> • Frau/Herrn..... Wohnhaft in Oder <ul style="list-style-type: none"> • Dem Unternehmen mit Geschäftssitz in hier vertreten durch Frau/Herrn..... eingetragen bei der Zentralen Unternehmensdatenbank unter der Nummer..... Betreiber(in) eines Sondertransportdienstes und Inhaber(in) einer Betriebsgenehmigung Nr. ausgestellt von der Regierung am
--

im Folgenden „der Vermieter“ genannt

UND ANDERERSEITS:

.....(Name und vollständige Adresse)

im Folgenden „der Kunde“ genannt

WIRD FOLGENDES VEREINBART:

Betreff:

Der Vermieter stellt dem Kunden das (oder die) folgende(n) Fahrzeug(e) im Rahmen eines Beförderungsdienstes für besondere Zwecke zur Verfügung:

Identifizierungsnummer	Marke und Modell	Kennzeichen

- Für die folgende Einzelleistung:

-Beginn der Leistung am/..../.... von Uhr bis Uhr

-Ende der Leistung am/..../.... von Uhr bis Uhr

- Für alle folgenden Leistungen :

- am/..../.... von Uhr bis Uhr

- am/..../.... von Uhr bis Uhr

- am/..../.... von Uhr bis Uhr

Anhang 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

- am/..../.... von Uhr bis Uhr
- am/..../.... von Uhr bis Uhr
- am/..../.... von Uhr bis Uhr
- am/..../.... von Uhr bis Uhr
- Bei Bedarf Zeilen hinzufügen

- Für den Zeitraum von bis im Rahmen eines langfristigen Vertrags, der am Hauptsitz des Unternehmens einzusehen ist.

Identität des Fahrgastes: (fakultativ)

Preis:

Der Preis für die Leistungen beläuft sich auf Euro.

Die Bestimmungen des Dekrets über Dienstleistungen im Bereich der entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mit Fahrzeugen mit geringer Kapazität und seiner Durchführungsbestimmungen sind in vollem Umfang anwendbar.

Ausgefertigt in, am/..../.... in zwei Originalausfertigungen, von denen jede Partei bestätigt, ein Exemplar erhalten zu haben, und von denen das Original oder eine Kopie während der gesamten Vertragsdauer stets im Fahrzeug mitgeführt werden muss.

Der Vermieter (oder sein Beauftragter),

Der Kunde,

Anhang 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

Fahrdienst mit besonderer Zielsetzung

Bestellschein

Buchungsdatum: Buchungsnr:

Betreiber:
 Name: Frau / Herr / Firma
 Adresse: Wohnsitz/Geschäftssitz.....Nr.

 Postleitzahl:..... Ort:.....
 eingetragen bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen unter der Nummer.....
 Betreiber(in) eines Sondertransportdienstes und Inhaber(in) einer Betriebsgenehmigung Nr.

Kunde:
 Name: Frau / Herr / Firma
 Adresse: Wohnsitz/Geschäftssitz.....Nr.

 Postleitzahl:.....
 Ort:.....
 Tel.: Mobil:.....

 Anzahl der Fahrgäste: Erwachsene:Kind(er) - 12 Jahre:.....

Dienst: Hinfahrt Rückfahrt Hinfahrt/Rückfahrt

	Hinfahrt	Rückfahrt
Datum:		
Uhrzeit		
Abfahrtsort:		
Zielort:		
Vereinbarter Preis pro Person:		

Unterschrift des Betreibers:

Unterschrift des Kunden
 (spätestens zum Zeitpunkt der
 Übernahme):

Anhang 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität.

Namur, den 16. Mai 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität.

Namur, den 16. Mai 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

FAHRTENBLATT Taxi-Service

(Identität des Betreibers)

Datum:

Name des Fahrers:

Fahrzeug

Kennzeichen:

Identifizierungsnummer:

Dienst

Stunden der Leistungen		Km- Stand	Armaturenbrett	Taxameter
Anfang		Anfang		
Ende		Ende		
Unterbrechungen		Gesamt		
Gesamt				

	Übernahme	Km-Stand (Km gesamt)	Km belastet	Rückgang (€)	Einnahmen
Ende					
Anfang					
Gesamt					

Fahrten

Nr. Reih enfol ge	Index Start	Zusteigen			Aussteigen			Preis Taxameter	Erhaltene Summen*
		Index	Ort	Uhrzeit	Index	Ort	Uhrzeit		
1									
2									
3									
4									
5									

* Nach Abzug eines eventuellen Handelsrabatts.

Anhang 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

FAHRTENBLATT (Fortsetzung)

(Identität des Betreibers)

Datum: _____ **Name des Fahrers:** _____

Fahrzeug	
Kennzeichen:	Identifizierungsnummer:

Nr. Reihenfolge	Index Start	Zusteigen			Aussteigen			Preis Taxameter	Erhaltene Summen†
		Index	Ort	Uhrzeit	Index	Ort	Uhrzeit		
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									
...									

† Nach Abzug eines eventuellen Handelsrabatts.

Anhang 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität.

Namur, den 16. Mai 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 16 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität



ZULASSUNG – Fahrdienst mit sozialer Zielsetzung

Erlass über Dienstleistungen im Bereich der entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mit Fahrzeugen mit geringer Kapazität

INHABER:

ZDU-NR.:

ADRESSE:

ZIEL:

TARIF:

GÜLTIGKEIT:

Ausgefertigt in Namur, am

DER DIREKTOR,

Anhang 16 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16 Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2024 zur Durchführung des Dekrets vom 28. September 2023 über Dienste zur entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mittels Fahrzeugen mit geringer Kapazität.

Namur, den 16. Mai 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

VERTALING

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/007213]

16 MEI 2024. — Besluit van de Waalse regering tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit, de artikelen 1, 17°, 3, 4, §§ 2 en 3, 5, §§ 1 en 3, 6, 7, 8, §§ 2 en 3, 9, §§ 1° en 3, 9, § 5, 10, 11, 14, §§ 2 en 4, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, §§ 1 en 3, 25, § 3, 26, § 3, 28, 29, 31, 33, §§ 1, 2, 4 en 5, 34, 35, 36, 38, 39, 42, 43, 44, 45 § 2, 46, 47 § 3, 50, 51, 52, 54, §§ 1, 2 en 4, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, §§ 1 en 3, 62, 63, 64, 66, 69, 70, 75, 77, 78, 86 en 89;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 3 juni 2009 betreffende de heffing van belastingen en de toekenning van premies voor de exploitatie van taxidiensten, autoverhuur met chauffeur en collectieve taxi's;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 27 oktober 2022 tot vaststelling van maximumprijzen voor taxivervoer en tot intrekking van het besluit van de Waalse regering van 13 maart 2014 tot vaststelling van maximumprijzen voor taxivervoer;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 27 juni 2023;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting van 13 juli 2023;

Gelet op het advies van de Unie van de Waalse steden en gemeenten van 31 augustus 2023;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 3 oktober 2023;

Gelet op het rapport van 14 mei 2023, opgesteld in overeenstemming met artikel 3, 2° van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking plaatsvond en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 75.017/4 van de Raad van State van 14 februari 2024 in toepassing van artikel 84, § 1, 1° lid, 2° van de wetten betreffende de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de categorieën van diensten voor betalend personenvervoer sterk op de proef worden gesteld door de ontwikkeling van nieuwe soorten diensten door het gebruik van nieuwe technologieën;

Overwegende dat het essentieel is dat de regelgeving zich aanpast aan deze veranderingen;

Overwegende dat het de bedoeling is om een evenwicht te vinden tussen het openstellen van de markt en het integreren van nieuwe innovaties die specifiek zijn voor de sector, zonder te kiezen voor een volledige deregulering van de sector;

Overwegende dat het essentieel is om een mobiliteit te bevorderen die alle professionals in de sector omvat, hen eerlijk behandelt en tegelijkertijd een duurzame dienstverlening van hoge kwaliteit aanmoedigt;

Overwegende dat de beschikbaarheid van de diensten, het gebruiksgemak, de veiligheid, de kosten, de kwaliteit, de verantwoordelijkheid en de duurzaamheid, evenals de transparantie naar de gebruiker toe, onder andere de fundamentele waarden zijn die het Waalse wettelijke kader sturen;

Op voorstel van de minister van Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL 1. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit gelden de volgende definities:

- 1° het decreet van 28 september 2023: het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit;
- 2° de minister: de minister bevoegd voor mobiliteit;
- 3° het Bestuur: de Directie van de Service public de Wallonie, die bevoegd is voor het betalend personenvervoer over de weg;
- 4° de ceremonie:
 - a) elke burgerlijke, culturele of sportieve ceremonie of gebeurtenis die wordt erkend door een wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling of door een gewoonterechtelijke norm, zoals een burgerlijk huwelijk, begrafenis, optocht, processie, demonstratie, vrijgezellenfeest, verjaardag, prijsuitreiking of congres;
 - b) elke ceremonie die wordt georganiseerd in het kader van een van de wettelijk erkende godsdiensten in België of in het kader van georganiseerd secularisme, zoals een religieus huwelijk, een overgangsrитуeel of een religieuze rouwceremonie;
- 5° het onlineplatform van het Bestuur: het Waalse onlineloket voor burgers en bedrijven;
- 6° de nachtritten: de ritten waarvoor de klant wordt vervoerd tussen tweeëntwintig uur en zes uur;
- 7° tarief I: het enkelvoudige tarief dat wordt aangerekend wanneer de klant het voertuig niet verlaat en zich naar het vertrekpunt laat terugbrengen;
- 8° tarief II: het tarief dat wordt aangerekend wanneer de klant het voertuig verlaat en het voertuig leeg naar het vertrekpunt wordt teruggereden;
- 9° de commissie: de commissie voor het betalend personenvervoer over de weg.

TITEL 2. — Toegang tot het beroep**HOOFDSTUK 1. — Voorwaarden voor toegang tot het beroep**

Art. 2. Teneinde te voldoen aan de verplichting van artikel 4, § 2, 1^o lid, 1^o, van het decreet van 28 september 2023, beschikt de exploitant op het grondgebied van het Gewest over lokalen waarin hij toegang heeft tot de originelen van zijn belangrijkste bedrijfsdocumenten, zowel in elektronische vorm als op papier, met name zijn vervoerscontracten, documenten met betrekking tot de voertuigen waarover hij beschikt, boekhoudkundige documenten, documenten inzake personeelsbeheer, arbeidscontracten, socialezekerheidsdocumenten, alsook elk ander document waartoe de bevoegde controleautoriteit toegang kan krijgen om na te gaan of de exploitant aan de voorwaarden van het decreet van 28 september 2023 en de uitvoeringsbesluiten ervan voldoet.

Art. 3. Opdat een aanvraag tot toegang tot het beroep ontvankelijk zou zijn, moet de aanvrager voldoen aan de in lid 2 bedoelde moraliteitsvereisten.

De aanvraag tot toelating is onontvankelijk indien de aanvrager in België of in het buitenland het voorwerp uitmaakt van een van de volgende veroordelingen die voortvloeien uit een vonnis waartegen geen beroep meer mogelijk is:

- 1^o een strafrechtelijke veroordeling van minder dan tien jaar oud, met of zonder voorwaardelijke straf;
- 2^o een al dan niet opgeschorte veroordeling van minder dan vijf jaar oud voor een inbreuk:
 - a) de bepalingen van boek 2, titel III, hoofdstukken I tot en met V, en titel IX, hoofdstukken I en II, van het Wetboek van Strafrecht;
 - b) de bepalingen van boek IV, titel 1, hoofdstuk 1, of van boek VI, titel 4, hoofdstukken 1 en 2 van het Wetboek van Economisch Recht;
 - c) de wet van 22 mei 2014 - Wet ter bestrijding van seksisme in de openbare ruimte en tot aanpassing van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie teneinde de daad van discriminatie te bestraffen;
 - d) de bepalingen van titel IV van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van de discriminatie tussen vrouwen en mannen;
 - e) de bepalingen van titel IV van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;
 - f) de bepalingen van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van door racisme of xenofobie ingegeven daden;
 - g) de artikelen 269 tot 282 van het Wetboek van Strafrecht.

Er wordt geen rekening gehouden met veroordelingen die zijn uitgewist of waarvoor de betrokkene gratie heeft gekregen.

Voor veroordelingen uitgesproken door een buitenlandse rechtbank wordt rekening gehouden met elke veroordeling die betrekking heeft op een handeling die naar Belgisch recht een van de in deze bepaling bedoelde inbreuken vormt.

De aanvrager moet het Bestuur een uittreksel uit het strafregister verstrekken dat is afgegeven in overeenstemming met artikel 596, lid 1 van het Wetboek van Strafvordering en dat minder dan drie maanden oud is. Onder dezelfde voorwaarden moeten aanvragers die minder dan tien jaar in België gevestigd zijn, ook een gelijkwaardig attest van de bevoegde buitenlandse autoriteit kunnen voorleggen waaruit hun goed gedrag, levenswijze en zeden blijkt voordat ze naar België kwamen, of een bewijs dat ze de vluchtelingenstatus hebben.

Art. 4. § 1. Om aan de solvabiliteitsvoorwaarde te voldoen en aan te tonen dat ze hun fiscale en sociale verplichtingen nakomen:

- 1^o moet de aanvrager eigenaar zijn van de voertuigen die hij exploiteert of die hij ter beschikking heeft in het kader van een verkoop op afbetaling, financiële leasing of huurkoopovereenkomst waarvoor hij de maandelijkse aflossingen betaalt;
- 2^o mag hij geen achterstand hebben:
 - a) van meer dan zes maanden met betrekking tot betalingen van belastingen die verband houden met de exploitatie van zijn dienst;
 - b) op het vlak van de sociale bijdragen;
- 3^o moet de aanvrager beschikken over een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid voor het bezoldigd vervoer van personen ter dekking van schade veroorzaakt aan de vervoerde personen en aan derden tijdens het gebruik van het (de) voertuig(en) en moet hij de betalingstermijnen voor de desbetreffende premies naleven.

§ 2. De aanvrager levert het bewijs van solvabiliteit en naleving van zijn verplichtingen op het vlak van belastingen en sociale bijdragen;

- 1^o voor de eis vermeld in paragraaf 1, 1^o, door een verklaring op erewoord waaruit de huidige of de toekomstige eigendom van de voertuigen en de naleving van de betalingstermijnen blijken;
- 2^o voor de eis vermeld in paragraaf 1, 2^o, door een attest van de bevoegde officiële instantie, gedateerd minder dan drie maanden;
- 3^o voor de eis vermeld in paragraaf 1, 3^o, door een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat hij een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid zal afsluiten voor het vervoer van passagiers tegen betaling en dat hij de desbetreffende premies tijdig zal betalen.

Wanneer de aanvrager voor het eerst een beroepsactiviteit uitoefent, kan hij bewijzen dat hij voldoet aan de eis vermeld in het 1^o lid, 2^o, door een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat de betalingen aan het socialeverzekeringsfonds voor zelfstandigen of aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid regelmatig zullen gebeuren.

Art. 5. § 1. Om zijn vakbekwaamheid aan te tonen, moet de aanvrager in het bezit zijn van een getuigschrift van vakbekwaamheid dat door het Bestuur is afgeleverd.

§ 2. Het Bestuur organiseert het examen bedoeld in paragraaf 1, waarvan de praktische modaliteiten door de minister worden bepaald.

Het examen heeft betrekking op de inhoud van de in paragraaf 3 bedoelde opleiding.

Om zich voor het examen in te schrijven, moet de kandidaat het document elektronisch indienen waaruit blijkt dat hij de in paragraaf 3 bedoelde verplichte opleiding heeft voltooid.

Het examen wordt elke maand gehouden, behalve in juli en augustus.

Een score van 10/20 wordt beschouwd als de drempel voor het slagen voor het examen.

Een kandidaat die zakt voor het examen, kan zich opnieuw inschrijven.

Indien de kandidaat opnieuw zakt, moet hij de in paragraaf 3 bedoelde verplichte opleiding herhalen en mag hij het examen pas opnieuw afleggen na afloop van een periode van drie maanden sinds de vorige keer dat hij is gezakt.

§ 3. Het Bestuur organiseert verplicht afstandsonderwijs.

De opleiding is onderverdeeld in verschillende opeenvolgende thema's, waarbij de kandidaat telkens moet aantonen dat hij de benodigde kennis heeft verworven. Aan het einde van deze opleiding krijgt de kandidaat een document waarin de voltooiing ervan wordt bevestigd.

De kandidaat die erom verzoekt, krijgt toegang tot deze opleiding. Hij ontvangt een persoonlijke identificatiecode en de technische details voor de verbinding.

§ 4. Het in paragraaf 1 bedoelde attest is persoonlijk.

Indien de houder van het attest gedurende vijf jaar geen betalend personenvervoer over de weg heeft verricht, moet hij de in paragraaf 3 bedoelde opleiding volgen en het na voltooiing van deze opleiding afgegeven attest verkrijgen als aanvullend bewijs van zijn vakbekwaamheid.

§ 5. Personen die houder zijn van het in paragraaf 1 bedoelde attest, moeten ten minste om de vijf jaar een verplichte door het Bestuur georganiseerde opfriscursus volgen.

Die cursus richt zich op het bijwerken van de kennis van de regelgeving en bepaalde belangrijke specifieke regels.

§ 6. De financiële bijdrage bedoeld in artikel 4, § 2, derde lid, van het decreet van 28 september 2023 wordt gevraagd bij de inschrijving voor de verplichte opleiding. De kosten zijn vastgelegd op € 50.

§ 7. Het bekwaamheidsattest wordt afgegeven:

- 1° ofwel na het slagen voor het examen bedoeld in paragraaf 1;
- 2° of, overeenkomstig de wet van 12 februari 2008 tot vaststelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties.

Wanneer de onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie niet kan aantonen dat de door hem gevolgde opleiding geen vakken heeft bestreken die wezenlijk verschillen van die welke worden bestreken door het in paragraaf 1 beoogde attest waarmee het examen met goed gevolg is afgelegd, moet hij een aanpassingsstage van ten hoogste drie jaar volbrengen of een proeve van bekwaamheid afleggen.

Het Bestuur organiseert het bekwaamheidsexamen, waarvan de praktische modaliteiten door de minister worden bepaald.

§ 8. De noodzakelijke gegevens die in het kader van dit artikel worden verzameld en verwerkt, zijn identiek aan de gegevens bedoeld in artikel 79, tweede lid, 2°, *a)* en *b)*, van het decreet van 28 september 2023.

De doeleinden van de verwerking zijn die waarnaar wordt verwezen in artikel 80, 1° lid, 1° et 2°, *b)*, van het decreet van 28 september 2023. De bewaartermijn is niet langer dan de periode van 10 jaar bedoeld in artikel 79, derde lid, van het decreet van 28 september 2023.

Het Bestuur, dat verantwoordelijk is voor de behandeling, bezorgt aan de aanvrager, vóór de inschrijvingen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 de informatie bedoeld in de artikelen 13 en 14 van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (de algemene verordening gegevensbescherming).

HOOFDSTUK 2. — Aanvraag van certificaat van toegang tot het beroep

Art. 6. De aanvraag van een certificaat van toegang tot het beroep vermeldt, op straffe van niet-ontvankelijkheid:

- 1° de namen en de voornamen of de handelsnaam van de aanvrager;
- 2° zijn hoedanigheid of beroep;
- 3° het adres van de woonplaats of de maatschappelijke zetel en de rechtsvorm;
- 4° een telefoonnummer en een e-mailadres;
- 5° een identificatienummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 6° het bewijs van inschrijving bij de Kruispuntbank van Ondernemingen, van de activiteitencode met betrekking tot het vervoer van passagiers over land en, in de statuten van de rechtspersoon, het bewijs van de vermelding van deze activiteit in het maatschappelijke doel;
- 7° de naam, de voornaam, het rijksregisternummer, de hoedanigheid, het mandaat, de woonplaats, het telefoonnummer en het e-mailadres van de transportbeheerder.

Art. 7. De aanvraag voor het certificaat van toegang tot het beroep moet vergezeld zijn van de volgende documenten:

- 1° in voorkomend geval, een kopie van de identiteitskaart van de aanvrager of van de statuten van de rechtspersoon en de identiteitskaart van de transportbeheerder;
- 2° de documenten, minder dan drie maanden oud, waaruit blijkt dat de onderneming van goede wil en solvabel is en dat ze haar fiscale en sociale verplichtingen nakomt.

Art. 8. De aanvraag voor een certificaat van toegang tot het beroep gebeurt via het onlineplatform van het Bestuur. Binnen dertig werkdagen na ontvangst van het dossier:

- 1° indien het Bestuur vaststelt dat het dossier volledig is, levert de Regering het certificaat af;
- 2° indien het Bestuur vaststelt dat het dossier onvolledig is, bezorgt het een ontvangstbewijs van het onvolledige dossier met vermelding van de ontbrekende gegevens of documenten aan de aanvrager.

Binnen dertig werkdagen na ontvangst van een ontvangstbewijs van een onvolledig dossier van het Bestuur:

- 1° indien de aanvrager gevolg geeft aan het verzoek van het Bestuur, zijn de bepalingen van het tweede lid opnieuw van toepassing;
- 2° indien de aanvrager geen gevolg geeft aan het verzoek van het Bestuur, stuurt het Bestuur een herinnering die een nieuwe termijn van dertig werkdagen doet ingaan, na afloop waarvan, als de aanvrager niet reageert, de aanvraag automatisch vervalt.

HOOFDSTUK 3. — Aflevering van het certificaat van toegang tot het beroep

Art. 9. Het certificaat van toegang tot het beroep, waarvan het model in bijlage 2 is opgenomen, wordt langs elke passende weg aan de aanvrager bezorgd.

Art. 10. § 1. De exploitant moet het Bestuur binnen acht werkdagen door middel van een verklaring via het onlineplatform van dit laatste op de hoogte brengen van elke verandering in zijn situatie sinds hij zijn aanvraag om het beroep te mogen uitoefenen, heeft ingediend en voor de volledige duur van de activiteit.

§ 2. Het Bestuur kan te allen tijde de naleving van de voorwaarden voor toegang tot het beroep controleren.

Indien daarbij een overtreding of een onregelmatigheid wordt vastgesteld, heeft de exploitant twintig werkdagen de tijd vanaf de kennisgeving van de overtreding of de onregelmatigheid, om de zaken recht te zetten.

Zodra de in het tweede lid bedoelde termijn is verstreken, wordt de erkenning overeenkomstig artikel 12 geschorst of ingetrokken.

HOOFDSTUK 4. — Vernieuwing van het certificaat van toegang tot het beroep

Art. 11. Niet eerder dan zes maanden en niet later dan drie maanden vóór het verstrijken van zijn certificaat van toegang tot het beroep kan een houder van het certificaat een aanvraag voor verlenging van dat certificaat indienen via het onlineplatform van het Bestuur, met de volgende informatie en documenten:

- 1° de verwijzing door het Bestuur naar het certificaat van toegang tot het beroep waarvan de hernieuwing wordt aangevraagd;
- 2° de krachtens artikel 3, 5e lid, vereiste documenten die minder dan drie maanden oud zijn;
- 3° een attest van het sociaal verzekeringsfonds voor zelfstandigen van de exploitant en een attest van de RSZ, indien van toepassing, van minder dan drie maanden eerder, waaruit blijkt dat de aanvrager in orde is met de betaling van zijn sociale bijdragen;
- 4° in voorkomend geval, het bewijs van betaling van de vergunning bedoeld in artikel 30 van het decreet van 28 september 2023;
- 5° het attest van de bevoegde officiële instelling, gedateerd minder dan drie maanden eerder, waaruit blijkt dat hij niet meer dan zes maanden achterstallig is met de betaling van belastingen die betrekking hebben op de exploitatie van zijn dienst.
- 6° de in artikel 4, § 2, 1° en 3° vereiste documenten.

Binnen dertig werkdagen na ontvangst van het dossier:

- 1° indien het Bestuur vaststelt dat het dossier volledig is, levert de Regering de verlenging van het certificaat af;
- 2° indien het Bestuur vaststelt dat het dossier onvolledig is, bezorgt het een ontvangstbewijs van het onvolledige dossier met vermelding van de ontbrekende gegevens of documenten aan de aanvrager;
- 3° indien het Bestuur vaststelt dat de aanvrager zich bevindt in een van de situaties bedoeld in artikel 5, § 2 van het decreet van 28 september 2023, weigert de Regering de verlenging van het certificaat en motiveert zij deze beslissing.

Binnen dertig werkdagen na ontvangst van een ontvangstbewijs van een onvolledig dossier van het Bestuur:

- 1° indien de aanvrager gevolg geeft aan het verzoek van het Bestuur, zijn de bepalingen van het 2e lid opnieuw van toepassing;
- 2° indien de aanvrager geen gevolg geeft aan het verzoek van het Bestuur, stuurt het Bestuur een herinnering die een nieuwe termijn van dertig werkdagen doet ingaan, na afloop waarvan, als de aanvrager niet reageert, de aanvraag automatisch vervalt.

In geval van een voornemen om het certificaat van toegang tot het beroep niet te hernieuwen overeenkomstig paragraaf 2, 3°, deelt het Bestuur de volgende informatie per aangetekend schrijven mee aan de houder:

- 1° de bezwaren tegen hem;
- 2° een uittreksel uit de bepalingen van het decreet van 28 september 2023, de uitvoeringsmaatregelen ervan of de voorwaarden voor het verkrijgen van een certificaat van toegang tot het beroep die werden geschonden;
- 3° de inhoud van de voorgestelde maatregel, namelijk de niet-verlenging van het certificaat van toegang tot het beroep;
- 4° zijn recht om binnen twintig werkdagen na ontvangst van de in dit artikel bedoelde kennisgeving:
 - a) het dossier te raadplegen;
 - b) zijn zaak op schrift te stellen;
 - c) te vragen om zijn zaak mondeling voor te leggen aan het Bestuur;
- 5° het recht om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman.

Indien de houder van het certificaat van toegang tot het beroep verzoekt om zijn verdediging mondeling toe te lichten, stelt het Bestuur hem binnen twintig werkdagen na ontvangst van het verzoek om te worden gehoord per aangetekende post in kennis van de plaats, de datum en het tijdstip van de hoorzitting.

De maximumtermijn voor het houden van een hoorzitting bedraagt veertig werkdagen na ontvangst van het verzoek om te worden gehoord door de houder van het certificaat van toegang tot het beroep.

Na afloop van de hoorzitting legt het Bestuur het verslag van de hoorzitting ter ondertekening voor aan de houder van het certificaat van toegang tot het beroep.

Hij kan vragen of zijn opmerkingen in de notulen mogen worden opgenomen.

De beslissing om het certificaat van toegang tot het beroep niet te hernieuwen, wordt aan de betrokken houder betekend per aangetekend schrijven binnen veertig werkdagen na de betekening per aangetekend schrijven van de in 1° tot 5° bedoelde informatie of van de hoorzitting, al naargelang het geval.

HOOFDSTUK 5. — Intrekking en schorsing van het certificaat van toegang tot het beroep

Art. 12. § 1. Het certificaat van toegang tot het beroep kan op elk ogenblik door de Regering worden geschorst voor een periode van ten hoogste drie jaar of worden ingetrokken om de redenen vermeld in artikel 5, § 2, van het decreet van 28 september 2023.

§ 2 Wanneer het Bestuur vaststelt dat de houder van een certificaat van toegang tot het beroep zich bevindt in een van de situaties bedoeld in artikel 5, § 2, van het decreet van 28 september 2023, deelt het hem per aangetekend schrijven de volgende informatie mee:

- 1° de bezwaren tegen hem;
- 2° een uittreksel uit de bepalingen van het decreet van 28 september 2023, de uitvoeringsmaatregelen ervan of de voorwaarden voor het verkrijgen van een certificaat van toegang tot het beroep die werden geschonden;
- 3° de inhoud van de voorgestelde maatregel, namelijk de schorsing of de intrekking;
- 4° zijn recht om binnen twintig werkdagen na ontvangst van de in dit artikel bedoelde kennisgeving:
 - a) het proceduredossier te raadplegen;
 - b) zijn zaak op schrift te stellen;
 - c) te vragen om zijn zaak mondeling voor te leggen aan het Bestuur;
- 5° het recht om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman.

§ 3. Indien de houder van het certificaat van toegang tot het beroep verzoekt om zijn verdediging mondeling toe te lichten, stelt het Bestuur hem binnen twintig werkdagen na ontvangst van het verzoek om te worden gehoord per aangetekende post in kennis van de plaats, de datum en het tijdstip van de hoorzitting.

De maximumtermijn voor het houden van een hoorzitting bedraagt veertig werkdagen na ontvangst van het verzoek om te worden gehoord door de houder van het certificaat van toegang tot het beroep.

Na afloop van de hoorzitting legt het Bestuur het verslag van de hoorzitting ter ondertekening voor aan de houder van het certificaat van toegang tot het beroep.

Hij kan vragen of zijn opmerkingen in de notulen mogen worden opgenomen.

§ 4. De beslissing om het certificaat van toegang tot het beroep op te schorten of in te trekken, wordt aan de betrokken houder betekend per aangetekend schrijven binnen veertig werkdagen na de betekening per aangetekend schrijven van de in paragraaf 2 bedoelde informatie of van de hoorzitting, al naargelang het geval.

Na deze periode wordt de Regering geacht definitief af te zien van de schorsing of de intrekking op basis van de feiten waarvoor de betrokken houder verantwoordelijk is, tenzij zich nieuwe omstandigheden voordoen.

§ 5. Binnen een periode van tien werkdagen na de kennisgeving van de beslissing tot schorsing of intrekking moet de houder van het certificaat van toegang tot het beroep dit certificaat aan het Bestuur terugbezorgen.

In geval van schorsing van het certificaat van toegang tot het beroep gaat het Bestuur vijftien werkdagen vóór de vervaldag van de schorsing na of de exploitant zich niet meer in een van de situaties bevindt bedoeld in artikel 5, § 2 van het decreet van 28 september 2023 en nodigt de betrokkene uit om zich naar het Bestuur te begeven om zijn certificaat van toegang tot het beroep op te halen, dat hem wordt teruggegeven:

- 1° persoonlijk;
- 2° op vertoon van een document dat zijn identiteit bewijst;
- 3° door ondertekening van een gedateerd ontvangstbewijs.

TITEL 3. — Elektronische bemiddelingsdiensten

HOOFDSTUK 1. — Erkennung

Art. 13. § 1. Het aanvraagformulier dat via het onlineplatform van het Bestuur wordt verzonden, bevat de volgende informatie en documenten:

- 1° de namen en de voornamen of de handelsnaam van de aanvrager;
- 2° het rijksregisternummer of het ondernemingsnummer;
- 3° het adres van de hoofdzetel en van de vestiging(en);
- 4° een telefoonnummer en een e-mailadres;
- 5° het bewijs van inschrijving bij de Kruispuntbank van Ondernemingen, van de activiteitencode met betrekking tot hulpdiensten voor het vervoer van personen over land en, in voorkomend geval, in de statuten van de rechtspersoon, het bewijs van de vermelding van deze activiteit in het maatschappelijke doel;
- 6° een attest van het sociaal verzekeringsfonds voor zelfstandigen van de aanvrager en een attest van de RSZ, indien van toepassing, van minder dan drie maanden eerder, waaruit blijkt dat de aanvrager geen schulden heeft op het vlak van de sociale bijdragen;
- 7° een attest van de bevoegde officiële instelling, gedateerd minder dan drie maanden eerder, waaruit blijkt dat hij niet meer dan zes maanden achterstallig is met de betaling van belastingen die betrekking hebben op de exploitatie van zijn dienst.

§ 2. Binnen dertig werkdagen na ontvangst van het dossier stuurt het Bestuur naar de aanvrager:

- 1° ofwel een bevestiging van ontvangst van een volledige en ontvankelijke aanvraag;
- 2° of een ontvangstbevestiging van een onvolledige aanvraag met vermelding van de ontbrekende gegevens of documenten.

§ 3. Binnen dertig werkdagen na ontvangst van een ontvangstbewijs van een onvolledig dossier van het Bestuur:

- 1° indien de aanvrager gevolg geeft aan het verzoek van het Bestuur, zijn de bepalingen van paragraaf 2 opnieuw van toepassing;
- 2° indien de aanvrager geen gevolg geeft aan het verzoek van het Bestuur, vervalt de aanvraag automatisch.

§ 4. Wanneer het Bestuur een ontvangstbevestiging stuurt van een volledige en ontvankelijke aanvraag, levert de Regering de aanvrager de gevraagde erkenning binnen de dertig werkdagen na het versturen van de aanvraag af.

§ 5. De erkenning voor elektronische bemiddelingsdiensten wordt verleend volgens het model in bijlage 3.

§ 6. De elektronische bemiddelingsdienst moet het Bestuur binnen acht werkdagen door middel van een verklaring via het onlineplatform van dit laatste op de hoogte brengen van elke verandering in zijn situatie sinds hij zijn aanvraag om goedkeuring heeft ingediend en voor de volledige duur van de geldigheid.

§ 7. Het Bestuur kan te allen tijde de naleving van de voorwaarden voor goedkeuring controleren.

Indien daarbij een overtreding of een onregelmatigheid wordt vastgesteld, heeft de elektronische bemiddelingsdienst twintig werkdagen de tijd vanaf de kennisgeving van de overtreding of de onregelmatigheid, om de zaken recht te zetten.

Zodra de in het tweede lid bedoelde termijn is verstreken, kan de erkenning overeenkomstig artikel 15 worden geschorst of ingetrokken.

HOOFDSTUK 2. — *Vernieuwing*

Art. 14. § 1. Niet eerder dan zes maanden en niet later dan drie maanden vóór het verstrijken van zijn erkenning kan een houder een aanvraag voor verlenging van de goedkeuring indienen met de volgende informatie en documenten:

- 1° de verwijzing door het Bestuur naar de erkenning waarvan de hernieuwing wordt aangevraagd;
- 2° een attest van het sociaal verzekeringsfonds voor zelfstandigen van de houder van de goedkeuring en een attest van de RSZ, indien van toepassing, van minder dan drie maanden eerder, waaruit blijkt dat de aanvrager in orde is met de betaling van zijn sociale bijdragen;
- 3° in voorkomend geval, de bijwerking van andere informatie die aan het Bestuur werd meegedeeld in het kader van de erkenningsaanvraag, overeenkomstig artikel 13.

§ 2. Binnen dertig werkdagen na ontvangst van het dossier:

- 1° indien het Bestuur vaststelt dat het dossier volledig is, levert de Regering de verlenging van de erkenning af;
- 2° indien het Bestuur vaststelt dat het dossier onvolledig is, bezorgt het een ontvangstbewijs van het onvolledige dossier met vermelding van de ontbrekende gegevens of documenten aan de aanvrager;
- 3° indien het Bestuur vaststelt dat de aanvrager zich bevindt in een van de situaties bedoeld in artikel 9, § 2, van het decreet van 28 september 2023, weigert de Regering de verlenging van de erkenning en motiveert zij deze beslissing.

§ 3. Binnen dertig werkdagen na ontvangst van een ontvangstbewijs van een onvolledig dossier van het Bestuur:

- 1° indien de aanvrager gevolg geeft aan het verzoek van het Bestuur, zijn de bepalingen van paragraaf 2 opnieuw van toepassing;
- 2° indien de aanvrager geen gevolg geeft aan het verzoek van het Bestuur, stuurt het Bestuur een herinnering die een nieuwe termijn van dertig werkdagen doet ingaan, na afloop waarvan, als de aanvrager niet reageert, de aanvraag automatisch vervalt.

In geval van een voornemen om de erkenning niet te hernieuwen overeenkomstig paragraaf 2, 3°, deelt het Bestuur de volgende informatie per aangetekend schrijven mee aan de houder:

- 1° de bezwaren tegen hem;
- 2° een uittreksel uit de bepalingen van het decreet van 28 september 2023, de uitvoeringsmaatregelen ervan of de voorwaarden voor het verkrijgen van een certificaat van toegang tot het beroep die werden geschonden;
- 3° de inhoud van de voorgestelde maatregel, namelijk de niet-verlenging van de erkenning;
- 4° zijn recht om binnen twintig werkdagen na ontvangst van de in dit artikel bedoelde kennisgeving:
 - a) het dossier van de procedure te raadplegen;
 - b) zijn zaak op schrift te stellen;
 - c) te vragen om zijn zaak mondeling voor te leggen aan het Bestuur;
- 5° het recht om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman.

Indien de houder van de erkenning verzoekt om zijn verdediging mondeling toe te lichten, stelt het Bestuur hem binnen twintig werkdagen na ontvangst van het verzoek om te worden gehoord per aangetekende post in kennis van de plaats, de datum en het tijdstip van de hoorzitting.

De maximumtermijn voor het houden van een hoorzitting bedraagt veertig werkdagen na ontvangst van het verzoek om te worden gehoord door de houder van de goedkeuring.

Na afloop van de hoorzitting legt het Bestuur het verslag van de hoorzitting ter ondertekening voor aan de houder van de erkenning.

Deze kan vragen of zijn opmerkingen in de notulen mogen worden opgenomen.

De beslissing om de erkenning niet te hernieuwen, wordt aan de betrokken houder betekend per aangetekend schrijven binnen veertig werkdagen na de betekening per aangetekend schrijven van de in 1° tot 5° bedoelde informatie of van de hoorzitting, al naargelang het geval.

HOOFDSTUK 3. — *Intrekking en schorsing van de erkenning*

Art. 15. § 1. De erkenning kan op elk ogenblik door de Regering worden geschorst voor een periode van ten hoogste drie jaar of worden ingetrokken om de redenen vermeld in artikel 9, § 2, van het decreet van 28 september 2023.

§ 2. Wanneer het Bestuur vaststelt dat een elektronische bemiddelingsdienst zich bevindt in een van de situaties bedoeld in artikel 9, § 2 van het decreet van 28 september 2023, deelt het de dienst per aangetekend schrijven de volgende informatie mee:

- 1° de bezwaren tegen hem;
- 2° een uittreksel uit de bepalingen van het decreet van 28 september 2023, de uitvoeringsmaatregelen ervan of de voorwaarden voor de erkenning die werden geschonden;

- 3° de inhoud van de voorgestelde maatregel, namelijk de schorsing of de intrekking;
- 4° het feit dat hij het recht heeft om binnen twintig werkdagen na ontvangst van de in dit artikel bedoelde kennisgeving:
 - a) het procedurendossier te raadplegen;
 - b) zijn zaak op schrift te stellen;
 - c) te vragen om zijn zaak mondeling voor te leggen aan het Bestuur;
- 5° het feit dat hij het recht heeft om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman.

§ 3. Indien de elektronische bemiddelingsdienst verzoekt om zijn verdediging mondeling toe te lichten, stelt het Bestuur hem binnen twintig werkdagen na ontvangst van het verzoek om te worden gehoord in kennis van de plaats, de datum en het tijdstip van de hoorzitting.

De maximumtermijn voor het houden van een hoorzitting bedraagt veertig werkdagen na ontvangst van het verzoek om te worden gehoord door de elektronische bemiddelingsdienst.

Na afloop van de hoorzitting legt het Bestuur het verslag van de hoorzitting ter ondertekening voor aan de elektronische bemiddelingsdienst.

Deze kan vragen of zijn eventuele opmerkingen in de notulen mogen worden opgenomen.

§ 4. De beslissing om de erkenning op te schorten of in te trekken, wordt aan de betrokken elektronische bemiddelingsdienst betekend per aangetekend schrijven binnen veertig werkdagen na de betekening per aangetekend schrijven van de in paragraaf 2 bedoelde informatie of van de hoorzitting.

Na deze periode wordt de Regering geacht definitief af te zien van de schorsing of de intrekking op basis van de feiten waarvoor de betrokken elektronische bemiddelingsdienst verantwoordelijk is, tenzij zich nieuwe omstandigheden voordoen.

§ 5. Binnen een periode van tien werkdagen na de kennisgeving van de beslissing tot schorsing of intrekking moet de elektronische bemiddelingsdienst zijn goedkeuring aan het Bestuur terugbezorgen.

In geval van schorsing van de erkenning gaat het Bestuur vijftien werkdagen vóór de vervaldag van de schorsing na of de exploitant zich niet meer in een van de situaties bevindt bedoeld in artikel 8, § 2 van het decreet van 28 september 2023 en nodigt de betrokkene uit om zich naar het Bestuur te begeven om zijn goedkeuring op te halen, die hem wordt teruggegeven:

- 1° persoonlijk;
- 2° op vertoon van een document dat zijn identiteit bewijst;
- 3° door ondertekening van een gedateerd ontvangstbewijs.

TITEL 4. — *Taxidiensten*

HOOFDSTUK 1. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Afdeling 1. — Beperking van het aantal taxi's dat in een gemeente is toegestaan

Art. 16. § 1. Het aantal standplaatstaxi's dat in een gemeente is toegestaan, is beperkt tot één per 1.500 inwoners.

Het aantal straattaxi's dat in een gemeente is toegestaan, is beperkt tot één per 1.500 inwoners.

§ 2. Wanneer dat aantal is bereikt, stelt het college of zijn afgevaardigde een wachtlijst op die elk jaar wordt bijgewerkt en waarop de namen of de bedrijfsnamen en de adressen van de aanvragende exploitanten worden vermeld.

§ 3. De selectie vindt plaats in chronologische volgorde van ontvangst van de aanvragen.

§ 4 In afwijking van het 1° lid kan het aantal taxi's dat in een gemeente is toegestaan, hoger zijn wanneer bijzondere omstandigheden, zoals grootschalige tijdelijke evenementen, dat rechtvaardigen.

De minister beslist over de lijst van grootschalige tijdelijke evenementen.

§ 5 In afwijking van paragraaf 1 zijn voertuigen die zijn aangepast voor het vervoer van zittende personen niet onderworpen aan de beperking van het aantal taxi's dat in een gemeente is toegestaan.

Art. 17. In afwijking van artikel 16 kan de Regering, op gemotiveerd verzoek van een gemeente, deze norm naar boven bijstellen en voor die gemeente een ander cijfer vastleggen in geval van een duidelijke wanverhouding tussen vraag en aanbod en omstandigheden die permanent aanleiding geven tot uitzonderlijk verkeer wegens de aanwezigheid op het grondgebied van de gemeente van een luchthaven, een haven, een spoorwegstation, een toeristische locatie, een economische ruimte, een ziekenhuis, een universitair centrum of de aanwezigheid van een groot stedelijk gebied in de buurt.

Art. 18. Bij de beslissing die wordt genomen in toepassing van artikel 17, moet de Regering ten minste rekening houden met de gemiddelde bezettingsgraad van taxivoertuigen die al zijn toegestaan. Om deze gemiddelde bezettingsgraad te berekenen, mag alleen rekening worden gehouden met taxiriten die in de gemeente beginnen of eindigen.

Afdeling 2. — Tarieven

Art. 19. § 1. Voor taxidiensten waarvan de rit niet via een elektronische vervoersbemiddelingsdienst is geboekt, worden de minimumprijzen, inclusief fooi en belasting over de toegevoegde waarde, als volgt vastgelegd:

- 1° het bedrag voor het ophalen: € 3,00;
- 2° de prijs per kilometer: € 1,65 per kilometer;
- 3° de stand-by kosten: € 0,35 per minuut;
- 4° de forfaitaire toeslag voor nachtritten: € 3,00;
- 5° het minimumtarief: € 8,00 inclusief twee kilometer en ophalen.

De rit kan worden geteld vanaf het vertrekpunt uit de garage of de parkeerplaats tot de terugkeer naar dezelfde plek. De rit zonder passagier(s) verloopt via de kortste route.

Tarief I of Tarief II wordt toegepast afhankelijk van het antwoord op de vraag of de klant het voertuig verlaat of niet. De chauffeur controleert de intenties van de klant voordat het hogere tarief wordt geactiveerd.

Tarief II mag niet meer bedragen dan het dubbele van tarief I.

De exploitant mag klanten commerciële kortingen geven als deze voldoen aan de minimumtarieven.

§ 2. Voor de taxidiensten waarvan de rit niet via een elektronische vervoersbemiddelingsdienst is geboekt, worden de minimumprijzen, inclusief fooi en belasting over de toegevoegde waarde, als volgt vastgelegd:

- 1° de prijs per kilometer: € 1,85 per kilometer;
- 2° de stand-by kosten: € 0,65 per minuut;
- 3° de forfaitaire toeslag voor nachtritten: € 5,00;
- 4° het minimumtarief: € 8,00 inclusief twee kilometer en ophalen.

De rit wordt vanaf het vertrekpunt uit de garage of de parkeerplaats tot de terugkeer naar dezelfde plaats. De rit zonder passagier(s) verloopt via de kortste route.

Tarief I of Tarief II wordt toegepast afhankelijk van het antwoord op de vraag of de klant het voertuig verlaat of niet. De chauffeur controleert de intenties van de klant voordat het hogere tarief wordt geactiveerd.

Tarief II mag niet meer bedragen dan het dubbele van tarief I.

§ 3. Voor de taxidiensten waarvan de rit niet via een elektronische vervoersbemiddelingsdienst is geboekt, worden de minimumprijzen, inclusief fooi en belasting op de toegevoegde waarde, als volgt vastgelegd:

- 1° de prijs per kilometer: € 1,65 per kilometer, inclusief belasting op de toegevoegde waarde;
- 2° het minimumtarief voor een rit: € 8,00.

§ 4. De bedragen vermeld in paragraaf 1 tot 3 zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand waarin dit besluit in werking treedt.

Vanaf 1 januari 2026 worden ze elk jaar op 1 januari automatisch aangepast aan de veranderingen in de consumentenprijsindex voor november van het voorgaande jaar.

Geïndexeerde bedragen worden naar boven afgerond op het dichtstbijzijnde veelvoud van € 0,10.

HOOFDSTUK 2. — *De exploitatievergunning*

Afdeling 1. — Aanvraag voor een exploitatievergunning

Art. 20. De aanvraag voor een vergunning voor het uitbaten van een taxidienst bedoeld in artikel 18 van het decreet van 28 september 2023 moet op straffe van niet-ontvankelijkheid de volgende informatie vermelden:

- 1° de namen en de voornamen of de handelsnaam van de aanvrager;
- 2° zijn hoedanigheid of beroep;
- 3° het adres van de woonplaats of van de maatschappelijke zetel, van de verschillende eventuele business units en de rechtsvorm;
- 4° een telefoonnummer en een e-mailadres;
- 5° een identificatienummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen, in voorkomend geval;
- 6° de contactgegevens van de transportbeheerder;
- 7° het gekozen type taxidienst;
- 8° het aantal voertuigen waarvoor vergunningen worden aangevraagd, met inbegrip van eventuele reservevoertuigen;
- 9° de inschrijvingsnummers, de chassisnummers, de merken en de modellen van de te gebruiken voertuigen;
- 10° de niet aan de openbare weg gelegen parkeerplaatsen die eigendom zijn van of die worden gebruikt door de exploitant, of aan de openbare weg gelegen parkeerplaatsen die mogen worden gebruikt wanneer het voertuig niet in gebruik is.

Art. 21. Bij het in artikel 20 bedoelde verzoek moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- 1° een kopie van het certificaat van toegang tot het beroep afgeleverd door de Regering;
- 2° een kopie van het inschrijvingsbewijs bedoeld in artikel 16 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 tot regeling van de inschrijving van motorrijtuigen en aanhangwagens van alle voertuigen die beroepshalve worden gebruikt;
- 3° een kopie van het laatste keuringsbewijs bedoeld in artikel 24, § 1 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische voorwaarden waaraan motorrijtuigen en hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, overeenkomstig de voorschriften van artikel 23 ter, § 1, 2°, van hetzelfde koninklijk besluit;
- 4° een kopie van het attest van de verzekeraar waaruit blijkt dat de voertuigen verzekerd zijn voor betalend personenvervoer, overeenkomstig het model in bijlage 1 bij dit besluit, en van de internationale motorrijtuigenverzekeringskaart;
- 5° een kopie van de aankoopfactuur van het voertuig of, in voorkomend geval, van de overeenkomst van verkoop op afbetaling, financiële leasing of huurkoop die erop betrekking heeft, samen met het bewijs dat de aanvrager de desbetreffende maandelijksse betalingen nakomt.

Art. 22. De aanvraag voor een exploitatievergunning, gedateerd en ondertekend door de exploitant of de vervoersmanager en vergezeld van de bijlagen, wordt op passende wijze toegezonden aan het College of zijn afgevaardigde.

Dit controleert of de aanvraag volledig is en stuurt de aanvrager binnen vijftien werkdagen na ontvangst van de aanvraag op gepaste wijze een ontvangstbevestiging.

Art. 23. Het College neemt een besluit binnen zestig werkdagen na de datum van bevestiging van ontvangst van een volledig dossier.

Art. 24. In het geval van een beslissing om een exploitatievergunning te verlenen, zal het College of zijn afgevaardigde, binnen vijf werkdagen na de beslissing van het College, de exploitatievergunning op gepaste wijze afgeven aan de exploitant en zijn beslissing en het dossier op gepaste wijze doorsturen naar de Regering.

Binnen een termijn van dertig werkdagen na ontvangst van de beslissing van het College kan de Regering de akte tot verlening van een exploitatievergunning geheel of gedeeltelijk intrekken indien deze niet in overeenstemming is met de bepalingen van het decreet van 28 september 2023, dit besluit of enige andere relevante regelgeving. Zij informeert het College met alle passende middelen.

Na ontvangst van de kennisgeving van de Regering zal het College de exploitant op passende wijze op de hoogte stellen van de redenen voor de annulering.

Afdeling 2. — Geldigheidsduur van de exploitatievergunning

Art. 25. In overeenstemming met artikel 22 van het decreet van 28 september 2023 wordt de geldigheidsduur van de exploitatievergunning vastgelegd op basis van de leeftijdsgrens van het voertuig, die zeven jaar na de datum van eerste registratie wordt bereikt.

Wanneer het voertuig is aangepast voor het vervoer van zittende personen of een elektrisch voertuig met nulemissie of een waterstofvoertuig met nulemissie is, wordt de geldigheidsduur van de exploitatievergunning vastgelegd op basis van de leeftijdsgrens van het voertuig, die tien jaar na de datum van eerste registratie wordt bereikt.

Afdeling 3. — Aanvraag van een vergunning voor een reservevoertuig

Art. 26. Voor elke vijf voertuigen met een exploitatievergunning is één reservevoertuig toegestaan.

De exploitant stelt het College of zijn afgevaardigde op passende wijze in kennis van het gebruik van het reservevoertuig en van de duur van dat gebruik.

Art. 27. § 1. De aanvragen voor een exploitatievergunning voor een reservevoertuig in de zin van artikel 24 van het decreet van 28 september 2023 worden ingediend :

- 1° ofwel gelijktijdig met de aanvraag van een vergunning voor het uitbaten van een taxidienst;
- 2° of tijdens de exploitatie.

§ 2. De aanvraag voor een exploitatievergunning voor een reservevoertuig bevat de volgende informatie en bijlagen:

- 1° de volledige identiteit van de aanvrager;
- 2° een kopie van de exploitatievergunning voor een taxidienst;
- 3° een kopie van de aankoopfactuur van het voertuig of, in voorkomend geval, van de overeenkomst van verkoop op afbetaling, financiële leasing of huurkoop die erop betrekking heeft;
- 4° een kopie van de documenten met betrekking tot het voertuig, vermeld in artikel 21, 2° tot 4°, indien de exploitant ze al in zijn bezit heeft.

Aanvragen voor een exploitatievergunning voor een reservevoertuig worden ingediend en onderzocht overeenkomstig de procedure van de artikelen 22 tot en met 24.

Afdeling 4. — Aanvraag voor een tijdelijke vergunning

Art. 28. § 1. Aanvragen voor een tijdelijke exploitatievergunning in de zin van artikel 25 van het decreet van 28 september 2023, waarbij het voertuig langer dan veertien dagen niet beschikbaar is, moeten tijdens de exploitatie worden ingediend en de volgende informatie en bijlagen bevatten:

- 1° de volledige identiteit van de aanvrager;
- 2° de identificatiegegevens, de naam van de eigenaar en het inschrijvingsnummer van het tijdelijk beschadigde of buiten dienst gestelde voertuig;
- 3° de identificatiegegevens en het inschrijvingsnummer van het tijdelijk gebruikte voertuig;
- 4° de periode waarvoor de tijdelijke exploitatievergunning wordt aangevraagd;
- 5° de precieze reden voor de tijdelijke immobilisatie van het normaal gebruikte voertuig;
- 6° de aanduiding van de plaats waar het geïmmobiliseerde voertuig kan worden gecontroleerd;
- 7° het attest van de verzekeraar, vermeld in artikel 21, 4°, dat bevestigt dat het voertuig verzekerd is voor het betalend vervoer van personen en de internationale motorrijtuigenverzekeringskaart voor het tijdelijk gebruikte voertuig;
- 8° een kopie van het laatste keuringsbewijs bedoeld in artikel 24, § 1 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische voorwaarden waaraan motorrijtuigen en hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, die voldoen aan de voorwaarden voor periodieke keuringen van de voorschriften van artikel 23 ter, § 1, 2°, van hetzelfde koninklijk besluit, betreffende het tijdelijk gebruikte voertuig.

§ 2. De aanvragen voor een exploitatievergunning, gedateerd en ondertekend door de exploitant, vergezeld van de bijlagen, wordt op passende wijze toegezonden aan het College of zijn afgevaardigde.

§ 3. Het College of zijn afgevaardigde controleert of de aanvraag volledig en correct is.

Het College of zijn afgevaardigde kan alle ontbrekende documenten opvragen en vragen om de ontbrekende informatie in de aanvraag of de bijlagen aan te vullen.

Het College of zijn afgevaardigde kan de exploitant ook vragen om het voertuig te laten zien.

§ 4. Het College of zijn afgevaardigde stelt de exploitant binnen tien werkdagen na ontvangst van een volledige aanvraag voor een tijdelijke vergunning op de hoogte van zijn beslissing.

§ 5. Wanneer het voertuig niet langer dan vijftien dagen onbeschikbaar is, zendt de exploitant het College of zijn afgevaardigde op passende wijze een verklaring met de in lid 1 bedoelde informatie.

Afdeling 5. — Aanvraag voor de overdracht van een exploitatievergunning

Art. 29. § 1. De aanvraag voor de overdracht van een exploitatievergunning als bedoeld in artikel 26, § 2 van het decreet van 28 september 2023 moet de volgende informatie bevatten:

- 1° de namen en de voornamen of de firmanaam van de kandidaat-overdragers en de kandidaat-overnemers;
- 2° hun rijksregisternummer of hun ondernemingsnummer;
- 3° het adres van hun woonplaats of van hun maatschappelijke zetel, van hun verschillende eventuele business units en de rechtsvorm;
- 4° een telefoonnummer en een e-mailadres voor elk van hen;
- 5° de verwijzing door het gemeentebestuur naar de exploitatievergunning van de kandidaat-overdragers en kandidaat-overnemers, indien van toepassing;
- 6° de identificatie van de aard van de voorgestelde verkoop;
- 7° het bewijs van instemming van elke kandidaat-overdrager en elke kandidaat-overnemer waarop de aanvraag betrekking heeft, dat voor elk van hen kan worden geleverd door de aanvraag te ondertekenen of door een ondertekend document bij de aanvraag te voegen.

§ 2. Binnen twintig werkdagen na ontvangst van de aanvraag stuurt het gemeentebestuur naar de kandidaat-overnemers en kandidaat-overnemers:

- 1° ofwel een bevestiging van ontvangst van een volledig en ontvankelijk dossier;
- 2° of een ontvangstbevestiging van een onvolledige aanvraag met vermelding van de ontbrekende gegevens of documenten.

§ 3. Binnen twintig werkdagen na ontvangst van een ontvangstbewijs van een onvolledig dossier van het gemeentebestuur:

- 1° indien een van de kandidaat-overdragers of overnemers gevolg geeft aan het verzoek van het gemeentebestuur, zijn de bepalingen van paragraaf 2 opnieuw van toepassing;
- 2° indien geen enkel gevolg wordt gegeven aan het verzoek van het gemeentebestuur, vervalt het verzoek tot overdracht.

§ 4. Wanneer het College zijn toestemming heeft verleend overeenkomstig artikel 26, § 2, van het decreet van 28 september 2023, stuurt het gemeentebestuur een ontvangstbewijs van het volledige en ontvankelijke dossier en stuurt het tegelijkertijd het dossier door naar de Regering.

§ 5. De Regering bezorgt het College binnen dertig werkdagen na ontvangst van het verzoek:

- 1° ofwel haar instemming met de overdracht;
- 2° of haar weigering van de overdracht.

§ 6. Indien de Regering haar instemming verleent, bevestigen de betrokken overdragers en overnemers aan het Bestuur, binnen negentig werkdagen na de datum van verzending van deze instemming, dat de toegestane overdracht is uitgevoerd.

Indien dit niet gebeurt, vervalt de instemming.

§ 7. Binnen een termijn van twintig werkdagen na de verzending van de in paragraaf 6 bedoelde bevestiging stuurt het College of zijn afgevaardigde de overnemers en de overdrager een bijgewerkte of nieuwe exploitatievergunning.

Afdeling 6. — Beroepen

Art. 30. § 1. In geval van een beslissing tot weigering van een exploitatievergunning als bedoeld in artikel 21, derde lid, van het decreet van 28 september 2023 deelt het College of zijn afgevaardigde zijn beslissing binnen de vijf werkdagen op elke gepaste wijze mee aan de aanvrager en zendt een kopie ter informatie aan het Bestuur.

§ 2. In dat geval, of bij gebrek aan beslissing van het College binnen veertig werkdagen na de bevestiging van ontvangst van de aanvraag voor een exploitatievergunning, kan de aanvrager beroep aantekenen bij de Regering.

Het in het 1^e lid bedoelde beroep moet, naar gelang van het geval, binnen vijftien werkdagen na de kennisgeving van de weigering of binnen vijftien werkdagen na het verstrijken van de termijn van veertig werkdagen na ontvangst van de ontvangstbevestiging van de aanvraag van een bedrijfsvergunning, per aangetekend schrijven ter kennis worden gebracht van het Bestuur.

§ 3 De Regering neemt een beslissing binnen veertig werkdagen na ontvangst van het beroep.

Afdeling 7. — Schorsing en intrekking

Art. 31. § 1. De exploitatievergunning kan op elk ogenblik door het College worden geschorst voor een periode van ten hoogste vijf jaar of worden ingetrokken om de redenen vermeld in artikel 29, § 1, van het decreet van 28 september 2023.

§ 2. Wanneer het vaststelt dat een exploitant zich bevindt in een van de situaties bedoeld in artikel 29, § 1, van het decreet van 28 september 2023, deelt het College of zijn afgevaardigde de volgende informatie per aangetekend schrijven mee aan de exploitant:

- 1° de bezwaren tegen hem;
- 2° een uittreksel uit de bepalingen van het decreet, de uitvoeringsmaatregelen ervan, de gemeentelijke verordeningen die van toepassing zijn op taxidiensten of de voorwaarden voor het verkrijgen van een exploitatievergunning die werden overtreden;
- 3° de inhoud van de voorgestelde maatregel, namelijk de schorsing of de intrekking;
- 4° het feit dat hij het recht heeft om binnen twintig werkdagen na ontvangst van de in dit artikel bedoelde kennisgeving:
 - a) het proceduredossier te raadplegen;
 - b) zijn zaak op schrift te stellen;
 - c) te vragen om zijn zaak mondeling voor te leggen aan het College of zijn afgevaardigde;
- 5° het feit dat hij het recht heeft om zich door een raadsman te laten vertegenwoordigen of te laten bijstaan.

§ 3. Indien de exploitant verzoekt om zijn verdediging mondeling toe te lichten, stelt het College of zijn afgevaardigde hem binnen twintig werkdagen na ontvangst van het verzoek om te worden gehoord in kennis van de plaats, de datum en het tijdstip van de hoorzitting.

De maximumtermijn voor het houden van een hoorzitting bedraagt veertig werkdagen na ontvangst van het verzoek om te worden gehoord door de exploitant.

Na afloop van de hoorzitting legt het college of zijn afgevaardigde de notulen ter ondertekening voor aan de exploitant.

Deze kan vragen of zijn opmerkingen in de notulen mogen worden opgenomen.

§ 4. De beslissing om de exploitatielicentie op te schorten of in te trekken, wordt aan de betrokken exploitant betekend per aangetekend schrijven binnen een termijn van veertig werkdagen na de betekening per aangetekend schrijven van de in paragraaf 2 bedoelde kennisgeving of van de hoorzitting.

Na deze termijn wordt het College geacht definitief af te zien van de schorsing of de intrekking op basis van de feiten waarvoor de betrokken exploitant verantwoordelijk is, tenzij zich een nieuw element voordoet.

De beslissing om de exploitatievergunning op te schorten of in te trekken wordt binnen vijftien werkdagen met alle passende middelen meegedeeld aan het Bestuur.

§ 5. De exploitant kan bij de Regering beroep aantekenen tegen het besluit tot schorsing of intrekking.

Het beroep bedoeld in het 1^e lid wordt aan het Bestuur per aangetekend schrijven betekend binnen een termijn van vijftien werkdagen te tellen vanaf de kennisgeving van de beslissing om de exploitatievergunning op te schorten of in te trekken.

De Regering neemt een beslissing binnen zestig werkdagen na ontvangst van het beroep.

§ 6. Binnen een termijn van tien werkdagen na de kennisgeving van de beslissing tot schorsing of intrekking moet de exploitant zijn exploitatievergunning aan het gemeentebestuur terugbezorgen.

§ 7. In geval van schorsing van de exploitatievergunning gaat het College of zijn afgevaardigde vijftien werkdagen vóór de vervaldag van de schorsing na of de exploitant zich niet meer in een van de situaties bevindt bedoeld in artikel 29, § 1 van het decreet van 28 september 2023 en nodigt de betrokkene uit om bij het gemeentebestuur zijn exploitatievergunning op te halen, die hem dan zal worden teruggegeven:

- 1° persoonlijk;
- 2° op vertoon van een document dat zijn identiteit bewijst;
- 3° door ondertekening van een gedateerd ontvangstbewijs.

HOOFDSTUK 3. — *Exploitatievoorwaarden*

Afdeling 1. — Bepalingen betreffende de exploitanten

Art. 32. De exploitant mag alleen chauffeurs in dienst nemen of laten rijden die in het bezit zijn van het bekwaamheidsattest dat in artikel 33 van het decreet van 28 september 2023 wordt bedoeld.

Art. 33. De exploitant moet de gemeente binnen acht werkdagen op de hoogte stellen van elke verandering van woonplaats, vervoersmanager, plaats van vestiging of maatschappelijke zetel, evenals elke verandering van voertuig.

De gemeente zal het Bestuur binnen dertig werkdagen na de kennisgeving informeren.

Afdeling 2. — Bepalingen betreffende de chauffeurs

Onderafdeling 1. — Bekwaamheidsattest

Art. 34. Elk jaar en uiterlijk op 15 april bezorgt het gemeentebestuur het Bestuur op enigerlei wijze de volledige lijst van chauffeurs die in het bezit zijn van een bekwaamheidsattest dat is afgeleverd door het College of zijn afgevaardigde.

Art. 35. Kandidaten die in België of in het buitenland niet zijn veroordeeld voor een van de volgende misdrijven, met of zonder voorwaardelijke straf, bij een vonnis waartegen geen beroep meer mogelijk is, moeten voldoen aan de moraliteitsvereisten:

- 1° een strafrechtelijke veroordeling van minder dan tien jaar oud;
- 2° een veroordeling wegens een misdrijf dat een hoofdgevangenisstraf met zich brengt:
 - a) van meer dan zes maanden in de afgelopen tien jaar;
 - a) van drie tot zes maanden in de afgelopen vijf jaar;
- 3° strafrechtelijke of politieveroordelingen van minder dan drie jaar oud die, samen genomen, een gevangenisstraf van meer dan één maand tot gevolg hebben;
- 4° meer dan vijf veroordelingen voor verkeersovertredingen van de tweede graad in de afgelopen drie jaar;
- 5° meer dan één veroordeling voor rijden onder invloed van alcohol, in staat van dronkenschap of iets dergelijks, of onder invloed van andere stoffen die de rijvaardigheid beïnvloeden, in de afgelopen drie jaar;
- 6° meer dan drie veroordelingen in de laatste drie jaar voor andere overtredingen dan verkeersovertredingen van de eerste graad en die niet onder 4° en 5° vallen;
- 7° een veroordeling van minder dan vijf jaar oud voor een inbreuk:
 - a) tegen de wet van 22 mei 2014 ter bestrijding van seksisme in de openbare ruimte en tot aanpassing van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie teneinde de daad van discriminatie te bestraffen;
 - b) tegen de bepalingen van titel IV van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van de discriminatie tussen vrouwen en mannen;
 - c) tegen de bepalingen van titel IV van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;
 - d) tegen de bepalingen van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van door racisme of xenofobie ingegeven daden;

- 8° een veroordeling van minder dan vijf jaar oud voor een misdrijf tegen de artikelen 269 tot 282 van het Wetboek van Strafrecht.

Er wordt geen rekening gehouden met veroordelingen die zijn uitgewist of waarvoor de betrokkene gratie heeft gekregen.

Voor veroordelingen die door een buitenlandse rechtbank werden uitgesproken, wordt rekening gehouden met elke veroordeling die betrekking heeft op een handeling die naar Belgisch recht een van de in deze bepaling bedoelde inbreuken vormt.

Art. 36. Een kandidaat beantwoordt aan de voorwaarden op het vlak van de vakbekwaamheid indien hij:

- 1° ten minste eenentwintig jaar oud is;
- 2° houder is van ten minste een geldig rijbewijs van categorie B of een Europees rijbewijs van een gelijkwaardige categorie;
- 3° houder is van een geldig attest van rijgeschiktheid afgeleverd in toepassing van artikel 43, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, tenzij een aantekening in die zin voorkomt op het rijbewijs van de aanvrager.

Art. 37. Alle aanvragen voor een bekwaamheidsattest moeten het volgende bevatten, anders zijn ze niet ontvankelijk:

- 1° de naam en de voornaam van de aanvrager;
- 2° het rijksregisternummer van de aanvrager;
- 3° het adres waarnaar dagvaardingen of officiële mededelingen aan de aanvrager rechtsgeldig kunnen worden gezonden;
- 4° een telefoonnummer en een e-mailadres;
- 5° een uittreksel uit het strafregister dat is afgegeven in overeenstemming met artikel 596, eerste lid van het Wetboek van Strafvordering en dat minder dan drie maanden oud is.

Tenzij ze al meer dan tien jaar legaal en ononderbroken in België verblijven, moeten vreemdelingen ook een overeenkomstig document van hun land van herkomst voorleggen of een certificaat van hun ambassade dat gelijkwaardig is aan dit document, of een bewijs dat ze de vluchtelingenstatus hebben;

- 6° een kopie van het geldig Belgisch of buitenlands rijbewijs dat de houder toelaat om in België een voertuig van categorie B te besturen;
- 7° een geldig attest van rijgeschiktheid afgeleverd in toepassing van artikel 43, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, tenzij een aantekening in die zin voorkomt op het rijbewijs van de aanvrager;
- 8° indien het een betrokken vreemdeling betreft, het document dat hem toelaat om in België te werken;
- 9° twee pasfoto's van de aanvrager.

Binnen vijftien werkdagen na ontvangst van het dossier stuurt het gemeentebestuur naar de aanvrager:

- 1° zijn bewijs van vakbekwaamheid overeenkomstig het model opgenomen in bijlage 4 afgeleverd door het College of zijn afgevaardigde;
- 2° of een ontvangstbevestiging van een onvolledige aanvraag met vermelding van de ontbrekende gegevens of documenten.

Binnen vijftien werkdagen na ontvangst van een ontvangstbewijs van een onvolledig dossier vanwege het gemeentebestuur:

- 1° indien de aanvrager gevolg geeft aan het verzoek van het gemeentebestuur, zijn de bepalingen van het tweede lid opnieuw van toepassing;
- 2° indien de aanvrager geen gevolg geeft aan het verzoek van het gemeentebestuur, stuurt dit laatste een herinnering die een nieuwe termijn van vijftien werkdagen doet ingaan, na afloop waarvan, als de aanvrager niet reageert, de aanvraag automatisch vervalt.

Art. 38. Aan personen die op onregelmatige wijze als chauffeur van een taxidienst op het grondgebied van het Gewest hebben gewerkt zonder in het bezit te zijn van een bekwaamheidsattest, zal, na de opstelling van een proces-verbaal door een politieagent of door een ambtenaar van het Bestuur aangesteld krachtens het decreet van 4 februari 1999 betreffende de aanstelling van ambtenaren belast met de controle op de reglementering inzake personenvervoer in het Waals Gewest, elke mogelijkheid worden ontzegd om dit beroep uit te oefenen gedurende een periode van zes maanden vanaf de datum van het proces-verbaal van de overtreding.

Art. 39. De chauffeurs moeten tussen 1 januari en 31 maart hun bekwaamheidsattest opnieuw laten valideren bij het gemeentebestuur.

De nieuwe validatie van het bekwaamheidsattest wordt geweigerd als de chauffeur niet meer voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 33, § 2, tweede lid, van het decreet van 28 september 2023.

De procedure die in artikel 37 is voorzien, is van toepassing.

Art. 40. De chauffeurs moeten de gemeente binnen acht werkdagen op de hoogte stellen van wijzigingen in de in artikel 37 genoemde informatie.

Art. 41. § 1. Het bekwaamheidsattest kan op elk ogenblik worden geschorst voor een periode van ten hoogste zes maanden of door het College worden ingetrokken om de redenen vermeld in artikel 33, § 2, van het decreet van 28 september 2023.

§ 2 Wanneer het College vaststelt dat de houder van een bekwaamheidsattest zich bevindt in een van de situaties bedoeld in artikel 33, § 2, van het decreet van 28 september 2023, deelt het hem per aangetekend schrijven de volgende informatie mee:

- 1° de bezwaren tegen hem;
- 2° een uittreksel uit de bepalingen van het decreet van 28 september 2023, de uitvoeringsmaatregelen ervan of de voorwaarden voor het verkrijgen van een bekwaamheidsattest die werden geschonden;

- 3° de inhoud van de voorgestelde maatregel, namelijk de schorsing of de intrekking;
- 4° zijn recht om binnen tien werkdagen na ontvangst van de in dit artikel bedoelde kennisgeving:
 - a) het proceduredossier te raadplegen;
 - b) zijn zaak op schrift te stellen;
 - c) te vragen om zijn zaak mondeling voor te leggen aan het College;
- 5° het recht om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman.

§ 3. Indien de houder van het certificaat van toegang tot het beroep verzoekt om zijn verdediging mondeling toe te lichten, stelt het College hem binnen tien werkdagen na ontvangst van het verzoek om te worden gehoord via elke nuttige weg in kennis van de plaats, de datum en het tijdstip van de hoorzitting.

De maximumtermijn voor het houden van een hoorzitting bedraagt twintig werkdagen na ontvangst van het verzoek om te worden gehoord door de houder van het bekwaamheidsattest.

Na afloop van de hoorzitting legt het College het verslag van de hoorzitting ter ondertekening voor aan de houder van het bekwaamheidsattest.

Deze laatste kan vragen of zijn opmerkingen in de notulen mogen worden opgenomen.

§ 4. De beslissing om het bekwaamheidsattest op te schorten of in te trekken, wordt aan de betrokken houder betekend via elke nuttige weg binnen twintig werkdagen na de betekening bedoeld in paragraaf 2 of van de hoorzitting, al naargelang het geval.

Na deze termijn wordt het College geacht definitief af te zien van de schorsing of de intrekking op basis van de feiten waarvoor de betrokken houder verantwoordelijk is, tenzij zich nieuwe omstandigheden voordoen.

§ 5. Binnen een termijn van vijf werkdagen na de kennisgeving van de beslissing tot schorsing of intrekking moet de houder van het bekwaamheidsattest zijn certificaat van toegang tot het beroep aan het gemeentebestuur terugbezorgen.

In geval van schorsing van het bekwaamheidsattest gaat het College of zijn afgevaardigde vijftien werkdagen vóór de vervaldag van de schorsing na of de chauffeur zich niet meer in een van de situaties bevindt bedoeld in artikel 33, § 2, van het decreet van 28 september 2023 en nodigt de betrokkene uit om zich naar het gemeentebestuur te begeven om zijn bekwaamheidsattest op te halen, dat hem wordt teruggegeven:

- 1° persoonlijk;
- 2° op vertoon van een document dat zijn identiteit bewijst;
- 3° door ondertekening van een gedateerd ontvangstbewijs.

Art. 42. Tijdens hun dienst moeten de chauffeurs in het bezit zijn van hun bekwaamheidsattest, hun rijbewijs, het attest van rijgeschiktheid, tenzij anders vermeld op het rijbewijs, en hun identiteitskaart.

Onderafdeling 2. — Gemeenschappelijke bepalingen voor chauffeurs van straat- en standplaatstaxi's

Art. 43. De chauffeurs:

- 1° dragen een uniform bestaande uit een effen jasje, een effen broek of rok en gesloten schoenen.
Bij warm weer is het dragen van het jasje niet verplicht. Bij koud weer mag een effen trui of jas worden gedragen;
- 2° gedragen zich beleefd en respectvol tegenover het publiek;
- 3° helpen ouderen of personen met een beperkte mobiliteit om in en uit het voertuig te stappen;
- 4° controleren of de portieren gesloten zijn voordat ze de auto starten;
- 5° blijven met hun voertuig ter beschikking van de gebruikers die ze vervoeren gedurende de volledige tijd die deze laatsten nodig hebben, tenzij dit leidt tot prestaties van duidelijk overdreven aard;
- 6° controleren of de klant niets in het voertuig heeft achtergelaten en brengen onmiddellijk alle achtergebleven voorwerpen terug. Indien het om welke reden dan ook niet mogelijk is om de achtergelaten voorwerpen terug te geven, moeten deze zo snel mogelijk en uiterlijk binnen vijf dagen worden afgegeven op het dichtstbijzijnde politiekantoor;
- 7° geven een vervoersbewijs af waarop de volgende gegevens zijn vermeld:
 - a) de naam van de onderneming;
 - b) het identificatienummer van de taxi;
 - c) het volgnummer van de rit;
 - d) de datum en het tijdstip waarop de klant werd opgehaald en waarop de rit eindigde;
 - e) het aantal afgelegde kilometers;
 - f) de totale prijs van de rit;
 - g) de precieze plaatsen waar de klant is in- en uitgestapt;
 - h) de naam van de chauffeur;
- 8° zien toe op de naleving van de verplichtingen die door dit besluit aan de gebruikers worden opgelegd;
- 9° helpen de gebruikers om hun bagage in en uit te laden;
- 10° zetten de motor van hun voertuig uit wanneer het geparkeerd staat, tenzij het om technische redenen nodig is dat de motor blijft draaien.

Art. 44. Tenzij anders aangegeven door de klant, brengt de chauffeur de klant via de snelste route naar de bestemming.

Art. 45. Tenzij er geldige redenen zijn om dit niet te doen, zoals uiteengezet in artikel 46, is elke chauffeur die dienst doet op het grondgebied van zijn of haar gemeente verplicht om, zodra hij of zij vrij is en zijn of haar voertuig in orde is, personen die vervoerd willen worden, op te halen.

Wanneer het aan een taxidienst toegewezen voertuig voor privédoeleinden wordt gebruikt, mag het op de openbare weg of op een voor het publiek toegankelijke privéweg worden geparkeerd op voorwaarde dat, cumulatief:

- a) het voertuig aan de rechter voorzijde is voorzien van een bord met de vermelding 'PRIVÉGEBRUIK' volgens het model in bijlage 8;
- b) de chauffeur het ritblad op een onveranderlijke manier heeft ingevuld voordat hij het voertuig voor privédoeleinden gaat gebruiken;
- c) de repeater is verwijderd of bedekt.

Slechts één voertuig in het wagenpark mag voor privédoeleinden worden gebruikt.

De exploitant deelt deze toewijzing mee wanneer hij een exploitatievergunning aanvraagt.

Art. 46. De chauffeurs mogen:

- 1° weigeren om een persoon op te halen die vraagt om over een lange afstand of naar een afgelegen plaats te worden vervoerd, tenzij de klant zijn of haar identiteit heeft aangegeven, indien nodig met de hulp van de politie;
- 2° weigeren om een persoon op te halen die dronken is of onder de invloed van drugs;
- 3° weigeren om klanten op te halen die de openbare orde verstoren, de veiligheid of de goede zeden in gevaar brengen of die het voertuig of de bestuurder zelf niet respecteren;
- 4° een voorschot eisen voor ritten over een lange afstand.

Art. 47. Het is voor de chauffeurs verboden om:

- 1° te roken of iets gelijkaardigs te doen in het voertuig;
- 2° toe te staan dat hun voertuig door een derde wordt bestuurd, met uitzondering van kandidaat-chauffeurs tijdens hun opleiding;
- 3° hun diensten te verlenen in het gezelschap van andere personen dan klanten, met uitzondering van kandidaat-chauffeurs tijdens hun stage, of in het gezelschap van een dier;
- 4° in hun voertuig voorwerpen te laden die de binnenbekleding kunnen vervuilen of beschadigen;
- 5° geluiden uit te zenden via een ander medium dan het rittenverdeelsysteem in het voertuig, tenzij de gebruiker daartoe zijn toestemming heeft verleend;
- 6° klanten te ronselen of te laten ronselen door anderen;
- 7° hulphonden aan boord van het voertuig te weigeren.

Onderafdeling 3. — Bijzondere eisen voor chauffeurs van standplaatstaxi's

Art. 48. Na elke rit of elke ononderbroken reeks ritten brengt de chauffeur het voertuig via de snelste route terug naar een goedgekeurd parkeerpunt.

Chauffeurs die binnen hun eigen gebied worden opgeroepen, mogen de rit weigeren indien hun voertuig zich op minder dan honderd meter bevindt van een parkeerterrein dat is gereserveerd voor taxi's en waar één of meer voertuigen beschikbaar zijn.

Art. 49. Het is voor de chauffeurs verboden om:

- 1° meer aan te rekenen dan de prijs die op de taximeter staat;
- 2° hun voertuigen te veel of buiten de grenzen van de voor taxi's voorbehouden parkeerplaatsen te parkeren.

Afdeling 3. — Bepalingen betreffende voertuigen

Art. 50. De voertuigen die worden gebruikt voor taxidiensten, moeten te allen tijde in goede staat verkeren en voldoen aan alle vereisten op het vlak van veiligheid, kwaliteit, gebruiksgemak en netheid, zowel wat de carrosserie als het interieur betreft, zoals hieronder wordt beschreven:

- 1° de portieren, de kofferruimte en de motorkap gaan gemakkelijk open en dicht;
- 2° de deurruiten kunnen gemakkelijk worden geopend en gesloten;
- 3° de voertuigen mogen geen sporen van ongevallen of roest vertonen, aangezien ze er daardoor verwaarloosd uitzien.
De lak van het voertuig mag nergens beschadigd of verwijderd zijn. Er mogen geen retouches zijn aangebracht in een andere kleur dan de kleur van het voertuig;
- 4° de zetels mogen niet ingedeukt zijn en de zetelbekleding mag niet gescheurd zijn of sporen van vuil vertonen;
- 5° het rijdende voertuig mag geen abnormale trillingen of geluiden produceren;
- 6° in het voertuig mag zich geen papier of afval van welke aard ook bevinden;
- 7° de voertuigen worden regelmatig verlucht, zodat er geen onaangename geuren waarneembaar zijn in het interieur.

Art. 51. In geval van omstandigheden die verhinderen dat het voertuig de rit kan voortzetten, met name als gevolg van pech of een ongeval, staat het de gebruiker vrij om ofwel het voertuig achter te laten en het bedrag te betalen dat werd geregistreerd op het moment dat de dienst werd onderbroken, op voorwaarde dat de bestuurder de gebruiker toestaat om de reis met een ander voertuig te voltooien, ofwel beslissen om de rit met hetzelfde voertuig voort te zetten en in dat geval in overleg met de bestuurder de wachttijd in mindering te brengen die overeenstemt met de onbeschikbaarheid van het voertuig, waarbij een gepaste melding wordt opgenomen in het ritblad.

Art. 52. Bij een geschil tussen de chauffeur en de gebruikers mag de chauffeur niet weigeren om de passagiers naar het dichtstbijzijnde politiekantoor te brengen waar hun klacht zal worden onderzocht.

Een gebruiker wiens klacht niet wordt gehonoreerd door een rechtbank, moet de prijs van de extra rit betalen, inclusief de wachttijd.

Art. 53. Elk voertuig dat als taxi wordt gebruikt, is aan de rechtervoorzijde, ter hoogte van de nummerplaat, voorzien van een verwijderbare plaat van vijftien centimeter breed en acht centimeter hoog, die door het gemeentebestuur wordt uitgereikt en waarop ten minste het woord 'Taxi' en de woorden 'straat' of 'standplaats' worden vermeld, naargelang het type toegekende exploitatievergunning, de naam van de gemeente waaronder het voertuig ressorteert en het door de gemeente toegekende identificatienummer, volgens het model in bijlage 5.

In het voertuig, op een voor de gebruikers duidelijk zichtbare plaats, hangt een gekleurd informatieblad volgens het model in bijlage 17, in ten minste A5-formaat. Dit blad vermeldt:

- 1° het type exploitatievergunning dat werd toegekend;
- 2° de identiteit van de exploitant;
- 3° de naam van de gemeente door wie ze werd toegestaan;
- 4° het door de gemeente toegekende identificatienummer;
- 5° het voertuigmodel;
- 6° het e-mailadres van het Bestuur waar een klacht kan worden ingediend.

In het voertuig, op een voor de gebruikers duidelijk zichtbare plaats, hangt een kopie van het bewijs van vakbekwaamheid volgens het model in bijlage 4, in ten minste A5-formaat.

Art. 54. Elk voertuig dat voor taxidiensten wordt gebruikt, heeft een nummerplaat in overeenstemming met het ministerieel besluit van 23 juli 2001 over de registratie van voertuigen.

Zodra een voertuig niet langer wordt gebruikt voor de exploitatie van de dienst, is de exploitant verplicht om binnen acht werkdagen de nummerplaat terug te geven aan de Directie Immatriculatie van Voertuigen, afgekort D.I.V., en het College of zijn afgevaardigde op de hoogte te brengen.

Door het annuleren of verwijderen van de nummerplaat vervalt automatisch de exploitatievergunning voor dit voertuig.

Art. 55. In elk voertuig worden minstens de volgende documenten bewaard:

- 1° een kopie van de exploitatievergunning bedoeld in artikel 20;
- 2° het dagritblad in verband met de verplaatsingen van het voertuig, opgesteld in, overeenstemming met bijlage 15;
- 3° een kopie van het reglement betreffende het personenvervoer over de weg tegen vergoeding met voertuigen met een kleine capaciteit, met inbegrip van de gemeentelijke reglementen betreffende het taxivervoer;
- 4° de internationale motorrijtuigenverzekeringskaart.

Het voertuig kan uitgerust zijn met een randapparaat waarmee het in het eerste lid vermelde ritblad kan worden opgesteld. Het elektronische ritblad dient de gegevens te bevatten die zijn voorgeschreven in het model in bijlage 15. Indien het ritblad elektronisch wordt opgesteld, kan het op elk moment worden geraadpleegd.

De minister kan het gebruik van een elektronisch ritblad verplicht stellen en de technische voorwaarden vaststellen waaraan het moet voldoen.

De ritbladen worden minstens drie jaar op het hoofdkantoor bewaard.

Art. 56. De in artikel 24 van het decreet van 28 september 2023 bedoelde reservevoertuigen voldoen aan de volgende voorwaarden:

- 1° ze zijn volledig uitgerust om een straat- of standplaatstaxidienst uit te voeren, afhankelijk van het doel van het voertuig, met inbegrip van de vereiste van een nummerplaat overeenkomstig het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen;
- 2° ze zijn vermeld in de vergunning van de exploitant en in het daaraan gehechte certificaat;
- 3° ze zijn aan de buitenzijde rechts vooraan voorzien van de identificatieplaat van het voertuig dat het vervangt en links vooraan van een plaat met de woorden 'RESERVE' volgens het model in bijlage 6;
- 4° ze bevatten alle documenten die vereist zijn om een taxidienst uit te voeren en de vergunningsdocumenten met betrekking tot het gebruik van het reservevoertuig;
- 5° ze zijn voorzien van de internationale motorrijtuigenverzekeringskaart.

Art. 57. De in artikel 25 van het decreet van 28 september 2023 bedoelde tijdelijk gebruikte voertuigen voldoen aan de volgende voorwaarden:

- 1° ze zijn volledig uitgerust om een taxidienst uit te voeren, met uitzondering van de vereiste van een nummerplaat overeenkomstig het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen ;
- 2° ze zijn aan de buitenzijde rechts vooraan voorzien van de identificatieplaat van het voertuig dat het vervangt en links vooraan van een plaat met de woorden 'VERVANGING' volgens het model in bijlage 7 van dit besluit;
- 3° ze bevatten alle documenten die vereist zijn om een taxidienst uit te voeren en de vergunningsdocumenten met betrekking tot het gebruik van het tijdelijk gebruikte voertuig;
- 4° ze hebben aan boord het attest van de verzekeraar, vermeld in artikel 21, 4°, dat bevestigt dat het voertuig verzekerd is voor het bezoldigd vervoer van personen en de internationale motorrijtuigenverzekeringskaart.

Afdeling 4. — Bijzondere bepalingen met betrekking tot voertuigen toegewezen aan een taxistandplaats

Art. 58. Voertuigen die zijn toegewezen aan een taxistandplaats, zijn uitgerust met een taximeter die de tarieven weergeeft en de voorgeschreven informatie nauwkeurig en in goed leesbare tekens weergeeft.

De wijzerplaat van dit apparaat gaat branden zodra de aanduidingen niet meer leesbaar zijn bij daglicht.

Het apparaat voldoet aan de metrologievoorschriften.

Art. 59. Als het voertuig bezet is, wordt de taximeter geactiveerd, tenzij:

- 1° het voertuig wordt gebruikt in het kader van een via een elektronische vervoersbemiddelingsdienst geboekte rit;
- 2° dit voertuig wordt gebruikt in het kader van een vervoersdienst met een bijzonder doel overeenkomstig de optie van gemengd gebruik bedoeld in artikel 67 van het decreet van 28 september 2023.

Op een zichtbare plaats moet een bord met de woorden 'NIET VRIJ' worden aangebracht wanneer een voertuig op de weg is of geparkeerd maar niet beschikbaar is, in het bijzonder omdat het voorwerp is van een bestelling, om redenen van personeelsdiensten of om technische redenen.

Art. 60. Een herhalingsapparaat dat op het dak van het voertuig is bevestigd, is gekoppeld aan elke taximeter, waaronder het model dat door de gemeente werd vastgelegd, die zowel overdag als 's nachts van buitenaf leesbaar aangeeft dat de taxi vrij is wanneer de taximeter wordt geactiveerd.

Als de meter is ingeschakeld, geeft het herhalingsapparaat duidelijk aan welk tarief van toepassing is, zowel overdag als 's nachts, door middel van een indicatielampje.

De minister kan de technische voorwaarden vastleggen waaraan het herhalingsapparaat moet voldoen.

Art. 61. In elk voertuig dat in artikel 58 wordt bedoeld, wordt op de rugleuning van de voorstoel permanent een affiche aangebracht in de vorm van plastic of met plastic beklede folie, waarop leesbaar het geldende tarief vermeld staat dat van toepassing is in de gemeente op het grondgebied waarvan het voertuig is toegelaten, alsook de toegestane supplementen.

De vermelding dat de service, btw en fooi zijn inbegrepen in de prijs die op de taximeter wordt aangegeven, is duidelijk aangegeven op de affiche waarnaar wordt verwezen in het 1° lid.

Art. 62. Indien de taximeter onderweg defect raakt, brengt de chauffeur het voertuig terug naar de garage zodra de gebruiker is vertrokken. In dat geval worden de kosten van de rit in onderling overleg tussen de partijen vastgelegd.

Art. 63. Stationstaxi's mogen elke vrije parkeerplaats op de openbare weg innemen die gereserveerd is voor taxi's binnen het grondgebied van de gemeente die de vergunning heeft afgegeven.

Wanneer alle plaatsen bezet zijn, wordt het voertuig naar een andere parkeerplaats gereden met een lege plaats.

Art. 64. Het voertuig mag alleen toegestane plaatsen innemen wanneer het in gebruik is. De bestuurder moet het op elk moment kunnen verplaatsen om zijn beurt in de wachtrij te volgen of op verzoek van een bevoegde agent.

Art. 65. In de parkeerzones moeten de voertuigen in een rij of gegroepeerd blijven zonder een veilige of gemakkelijke doorgang te belemmeren.

Art. 66. Wanneer een gebruiker niet uitdrukkelijk een andere taxi kiest, moet de chauffeur aan het begin van de rij de rit uitvoeren.

Art. 67. De gemeente zorgt voor voldoende taxistandplaatsen voor toegestane voertuigen.

Afdeling 5. — Bepalingen betreffende de gebruikers

Art. 68. Het is voor de gebruikers verboden om:

- 1° te roken of iets gelijkaardigs te doen in het voertuig;
- 2° om in het voertuig te stappen wanneer het aantal personen dat er wettelijk in mag, bereikt is;
- 3° zonder toestemming van de chauffeur instappen met honden of andere dieren die niet op de schoot kunnen worden gehouden, met uitzondering van hulphonden. Het feit dat de hond wel degelijk een hulphond is, kan worden bewezen door de persoon die wil worden vervoerd;
- 4° gevaarlijke voorwerpen of pakjes in het voertuig te brengen die door hun volume, aard of geur verwondingen, bevuling, hinder of last kunnen veroorzaken;
- 5° in te stappen in een voertuig dat duidelijk vuil is;
- 6° uit het voertuig te leunen of de deuren te openen terwijl het voertuig in beweging is;
- 7° het voertuig te vervuilen of te beschadigen;
- 8° voorwerpen uit het voertuig te gooien.

TITEL 5. — Dienst voor speciaal vervoer

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Art. 69. Voertuigen die worden gebruikt voor de exploitatie van een speciale vervoersdienst, mogen alleen op de openbare weg of op een voor het publiek toegankelijke privéweg worden geparkeerd als ze in gebruik zijn en het onderwerp zijn geweest van een voorafgaand vervoerscontract op het hoofdkantoor van het bedrijf en het contract in uitvoering is.

Wanneer het aan een taxidienst toegewezen voertuig voor privédoeleinden wordt gebruikt, mag het, in afwijking van het 1° lid, op de openbare weg of op een voor het publiek toegankelijke privéweg worden geparkeerd op voorwaarde dat, cumulatief:

- a) het voertuig aan de rechter voorzijde is voorzien van een bord met de vermelding 'PRIVÉGEBRUIK' volgens het model in bijlage 8;
- b) de chauffeur het ritblad op een onveranderlijke manier heeft ingevuld voordat hij het voertuig voor privédoeleinden gaat gebruiken;

Slechts één voertuig in het wagenpark mag voor privédoeleinden worden gebruikt.

De exploitant deelt deze toewijzing mee wanneer hij een exploitatievergunning aanvraagt.

Art. 70. In geval van definitieve stopzetting van de activiteit zijn de exploitanten verplicht het Bestuur binnen acht werkdagen op de hoogte te brengen en voor elk voertuig de sticker bedoeld in artikel 74, 1° lid, de vergunningsdocumenten en het bewijs van de schrapping van de nummerplaat terug te bezorgen.

De nummerplaat van elk voertuig wordt binnen dezelfde termijn teruggestuurd naar de Dienst Inschrijving Voertuigen, afgekort D.I.V.).

HOOFDSTUK 2. — *De exploitatievergunning**Afdeling 1. — De aanvraag voor een exploitatievergunning*

Art. 71. De aanvraag voor een vergunning voor het uitbaten van een taxidienst bedoeld in artikel 38 van het decreet van 28 september 2023 moet op straffe van niet-ontvankelijkheid de volgende informatie vermelden:

- 1° de aard van het gekozen doel;
- 2° de volledige identiteit van de aanvrager;
- 3° het nummer van het attest van toegang tot het beroep bedoeld in artikel 4 van het decreet van 28 september 2023 afgeleverd door de Regering;
- 4° het aantal voertuigen waarvoor de vergunningen worden aangevraagd;
- 5° de inschrijvingsnummers, de chassisnummers, de merken en de modellen van de te gebruiken voertuigen;
- 6° het adres waar de voertuigen worden geparkeerd wanneer ze niet in gebruik zijn.

Art. 72. Bij de aanvraag voor een vergunning om een speciale vervoersdienst te exploiteren moeten de volgende documenten worden gevoegd, op straffe van niet-ontvankelijkheid:

- 2° een kopie van het inschrijvingsbewijs bedoeld in artikel 16 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 tot regeling van de inschrijving van de voertuigen;
- 3° een kopie van het laatste keuringsbewijs bedoeld in artikel 24, § 1^{van} het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische voorwaarden waaraan motorrijtuigen en hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, overeenkomstig de voorschriften van artikel 23 ter, § 1, 2°, van hetzelfde koninklijk besluit;
- 3° een kopie van het attest van de verzekeraar waaruit blijkt dat het voertuig is verzekerd voor betaald personenvervoer, overeenkomstig het model in bijlage 1 en van de internationale motorrijtuigenverzekeringsskaart;
- 4° een kopie van de aankoopfactuur van het voertuig of, in voorkomend geval, van de overeenkomst van verkoop op afbetaling, financiële leasing of huurkoop die erop betrekking heeft, samen met het bewijs dat de aanvrager de desbetreffende maandelijksse betalingen nakomt.
- 5° het nummer van het bekwaamheidsattest bedoeld in artikel 54 van het decreet van 28 september 2023 afgeleverd door het Bestuur van de chauffeur of de chauffeurs die het voertuig gebruiken.

Art. 73. De aanvraag voor een vergunning om een speciale vervoersdienst te exploiteren wordt via het onlineplatform van het Bestuur naar het Bestuur verzonden.

Binnen dertig werkdagen na ontvangst van het dossier verzendt het Bestuur naar de aanvrager:

- 1° ofwel een ontvangstbewijs van een volledige en ontvankelijke aanvraag;
- 2° of een ontvangstbewijs van een onvolledige aanvraag met vermelding van de ontbrekende gegevens of documenten;

Binnen dertig werkdagen na ontvangst van een ontvangstbewijs van een onvolledig dossier van het Bestuur:

- 1° indien de aanvrager gevolg geeft aan het verzoek van het Bestuur, zijn de bepalingen van het tweede lid opnieuw van toepassing;
- 2° indien de aanvrager geen gevolg geeft aan het verzoek van het Bestuur, vervalt de aanvraag automatisch.

Art. 74. Wanneer het Bestuur een ontvangstbevestiging stuurt van een volledige en ontvankelijke aanvraag, geeft de Regering de aanvrager de toelating tot exploitatie en het identificatievignet binnen dertig werkdagen na het versturen van de aanvraag.

De exploitatievergunning wordt afgegeven volgens het model in Bijlage 9.

In geval van een beslissing tot weigering van een exploitatievergunning zoals bedoeld in artikel 45 van het decreet van 28 september 2023, brengt de Regering de aanvrager binnen dertig werkdagen op de hoogte van haar beslissing.

Afdeling 2. — Duur

Art. 75. § 1. Overeenkomstig artikel 46 van het decreet van 28 september 2023 wordt de geldigheidsduur van de exploitatievergunning vastgelegd op basis van de leeftijdsgrens van het voertuig, die zeven jaar na de datum van eerste registratie wordt bereikt.

Wanneer het voertuig is aangepast voor het vervoer van zittende personen of een elektrisch voertuig met nulemissie of een waterstofvoertuig met nulemissie is, wordt de geldigheidsduur van de exploitatievergunning vastgelegd op basis van de leeftijdsgrens van het voertuig, die tien jaar na de datum van eerste registratie wordt bereikt.

De aanvraag voor een vrijstelling wordt via het onlineplatform van het Bestuur naar het Bestuur verzonden.

Afdeling 3. — Aanvraag van een tijdelijke vergunning

Art. 76. Aanvragen voor een tijdelijke exploitatievergunning in de zin van artikel 47 van het decreet van 28 september 2023, waarbij het voertuig langer dan veertien dagen niet beschikbaar is, moeten tijdens de exploitatie worden ingediend en de volgende informatie en bijlagen bevatten:

- 1° de volledige identiteit van de aanvrager;
- 2° de identificatiegegevens, de naam van de eigenaar en het inschrijvingsnummer van het tijdelijk beschadigde of buiten dienst gestelde voertuig;
- 3° de identificatiegegevens en het inschrijvingsnummer van het tijdelijk gebruikte voertuig;
- 4° de periode waarvoor de tijdelijke exploitatievergunning wordt aangevraagd;
- 5° de precieze reden voor de tijdelijke immobilisatie van het normaal gebruikte voertuig;
- 6° de aanduiding van de plaats waar het geïmmobiliseerde voertuig kan worden gecontroleerd;
- 7° het attest van de verzekeraar, vermeld in artikel 78, 3°, dat bevestigt dat het voertuig verzekerd is voor het bezoldigd vervoer van personen en de internationale motorrijtuigenverzekeringsskaart voor het tijdelijk gebruikte voertuig;

- 8° een kopie van het laatste keuringsbewijs bedoeld in artikel 24, § 1 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, die voldoen aan de voorwaarden voor periodieke keuringen van de voerschriften van artikel 23 ter, § 1, 2°, van hetzelfde koninklijk besluit, betreffende het tijdelijk gebruikte voertuig.

Art. 77. § 1. Tijdelijke vergunningsaanvragen, gedateerd, ondertekend door de exploitant en vergezeld van hun bijlagen, worden via het onlineplatform van het Bestuur naar het Bestuur verzonden.

§ 2. Het Bestuur controleert of de aanvraag volledig en correct is.

Het Bestuur kan alle ontbrekende documenten opvragen en vragen om de ontbrekende informatie in de aanvraag of de bijlagen aan te vullen.

Het kan de exploitant ook vragen om het voertuig te laten zien.

Art. 78. § 1. Het Bestuur stelt de exploitant binnen tien werkdagen na ontvangst van een volledige aanvraag voor een tijdelijke vergunning op de hoogte van zijn beslissing.

§ 2. Wanneer het voertuig niet langer dan vijftien dagen onbeschikbaar is, stuurt de exploitant het Bestuur via het onlineplatform van deze laatste een verklaring met de in artikel 76 vermelde informatie.

Afdeling 4. — Schorsing en intrekking

Art. 79. § 1. De exploitatievergunning kan op elk ogenblik door de Regering worden geschorst voor een periode van ten hoogste vijf jaar of worden ingetrokken om de redenen vermeld in de artikelen 50 en 51 van het decreet van 28 september 2023.

§ 2. Wanneer het vaststelt dat een exploitant zich bevindt in een van de situaties bedoeld in de artikelen 50 en 51 van het decreet van 28 september 2023, deelt het Bestuur de volgende informatie per aangetekende brief mee aan de exploitant:

- 1° de bezwaren tegen hem;
- 2° een uittreksel uit de bepalingen van het decreet van 28 september 2023, de uitvoeringsmaatregelen ervan of de voorwaarden voor de verkrijging van een exploitatievergunning die werden geschonden;
- 3° de inhoud van de voorgestelde maatregel, namelijk de schorsing of de intrekking;
- 4° het feit dat hij het recht heeft om binnen twintig werkdagen na ontvangst van de kennisgeving:
 - a) het proceduredossier te raadplegen;
 - b) zijn zaak op schrift te stellen;
 - c) vragen om zijn zaak mondeling voor te leggen aan het Bestuur;
- 5° het feit dat hij het recht heeft om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman.

§ 3. Indien de exploitant verzoekt om zijn verdediging mondeling toe te lichten, stelt het Bestuur hem binnen twintig werkdagen na ontvangst van het verzoek om te worden gehoord in kennis van de plaats, de datum en het tijdstip van de hoorzitting.

De maximumtermijn voor het houden van een hoorzitting bedraagt veertig werkdagen na ontvangst van het verzoek om te worden gehoord door de exploitant.

Na afloop van de hoorzitting legt het Bestuur de notulen ter ondertekening voor aan de exploitant.

De exploitant kan vragen om eventuele opmerkingen op te nemen in de notulen.

§ 4. De beslissing om de exploitatielicentie op te schorten of in te trekken, wordt aan de betrokken exploitant betekend per aangetekend schrijven binnen een termijn van veertig werkdagen na de betekening per aangetekend schrijven van de in paragraaf 2 bedoelde kennisgeving of van de hoorzitting.

Na deze termijn wordt de Regering geacht definitief af te zien van de schorsing of de intrekking op basis van de feiten waarvoor de betrokken exploitant verantwoordelijk is, tenzij zich een nieuw element voordoet.

§ 5. Binnen een termijn van tien werkdagen na de kennisgeving van de beslissing tot schorsing of intrekking moet de exploitant zijn exploitatievergunning aan het Bestuur terugbezorgen.

In geval van schorsing van de goedkeuring gaat het Bestuur vijftien werkdagen voor de vervaldag van de schorsing na of de exploitant zich niet meer in een van de situaties bevindt bedoeld in artikel 51 van het decreet van 28 september 2023 en nodigt de betrokkene uit om zich naar het Bestuur te begeven om zijn exploitatievergunning op te halen, die hem wordt teruggegeven:

- 1° persoonlijk;
- 2° op vertoon van een document dat zijn identiteit bewijst;
- 3° door ondertekening van een gedateerd ontvangstbewijs.

HOOFDSTUK 3. — De exploitatievoorwaarden

Afdeling 1. — Bepalingen in verband met de exploitanten

Art. 80. De exploitant mag alleen chauffeurs in dienst nemen of laten rijden die in het bezit zijn van het bewaamheidsattest dat wordt bedoeld in artikel 54 van het decreet van 28 september 2023.

Art. 81. Exploitanten houden op de maatschappelijke zetel van hun bedrijf een geanoniseerd register bij van de vervoerscontracten in de chronologische volgorde waarin ze zijn gesloten, alsook een geanoniseerd register dat dagelijks de belangrijkste informatie bevat over alle geplaatste bestellingen, met vermelding van de datum en het tijdstip van de bestelling, het nummer, het precieze doel van het vervoer en de prijs.

Die documenten worden drie jaar bewaard.

Art. 82. De exploitant moet het Bestuur binnen acht werkdagen via het onlineplatform van dit laatste op de hoogte stellen van elke verandering van woonplaats, vervoersmanager, plaats van vestiging of maatschappelijke zetel, evenals elke verandering van voertuig.

Afdeling 2. — Bepalingen met betrekking tot de chauffeurs

Art. 83. Kandidaten die in België of in het buitenland niet zijn veroordeeld voor een van de volgende misdrijven, met of zonder voorwaardelijke straf, bij een vonnis waartegen geen beroep meer mogelijk is, moeten voldoen aan de moraliteitsvereisten:

- 1° een strafrechtelijke veroordeling van minder dan tien jaar oud;
- 2° een veroordeling wegens een misdrijf dat een hoofdgevangenisstraf met zich brengt:
 - a) van meer dan zes maanden in de afgelopen tien jaar;
 - a) van drie tot zes maanden in de afgelopen vijf jaar;
- 3° strafrechtelijke of politieveroordelingen van minder dan drie jaar oud die, samen genomen, een gevangenisstraf van meer dan drie maanden tot gevolg hebben;
- 4° meer dan vijf veroordelingen voor verkeersovertredingen van de tweede graad in de afgelopen drie jaar;
- 5° meer dan één veroordeling voor rijden met alcoholintoxicatie, onder invloed van alcohol, in staat van dronkenschap, of onder invloed van andere stoffen die de rijvaardigheid beïnvloeden, in de afgelopen drie jaar;
- 6° meer dan drie veroordelingen in de laatste drie jaar voor andere overtredingen dan verkeersovertredingen van de eerste graad en die niet onder 4° en 5° vallen;
- 7° een veroordeling van minder dan vijf jaar oud voor een misdrijf:
 - a) tegen de wet van 22 mei 2014 ter bestrijding van seksisme in de openbare ruimte en tot aanpassing van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie teneinde de daad van discriminatie te bestraffen;
 - b) tegen de bepalingen van titel IV van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van de discriminatie tussen vrouwen en mannen;
 - e) tegen de bepalingen van titel IV van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;
 - f) tegen de bepalingen van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van door racisme of xenofobie ingegeven daden;
- 8° een veroordeling van minder dan vijf jaar oud voor een misdrijf tegen de artikelen 269 tot 282 van het Wetboek van strafrecht.

In 7° wordt geen rekening gehouden met veroordelingen die zijn uitgewist of waarvoor de betrokkene gratie heeft gekregen. Voor veroordelingen die door een buitenlandse rechtbank werden uitgesproken, wordt rekening gehouden met elke veroordeling die betrekking heeft op een handeling die naar Belgisch recht een van de in deze bepaling bedoelde misdrijven vormt.

Art. 84. Een kandidaat beantwoordt aan de voorwaarden op het vlak van de vakbekwaamheid indien hij:

- 1° ten minste eenentwintig jaar oud is;
- 2° houder is van ten minste een geldig rijbewijs van categorie B of een Europees rijbewijs van een gelijkwaardige categorie;
- 3° houder is van een geldig attest van rijgeschiktheid afgeleverd in toepassing van artikel 43, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, tenzij een aantekening in die zin voorkomt op het rijbewijs van de aanvrager.

Art. 85. Elk aanvraagdossier voor een bekwaamheidsattest moet het volgende bevatten, op straffe van onontvankelijkheid:

- 1° de naam en de voornaam van de aanvrager;
- 2° het rijksregisternummer van de aanvrager;
- 3° het adres waarnaar dagvaardingen of officiële mededelingen rechtsgeldig naar de aanvrager kunnen worden verzonden;
- 4° een telefoonnummer en een e-mailadres;
- 5° een uittreksel uit het strafregister dat is afgegeven in overeenstemming met artikel 596, eerste lid van het Wetboek van Strafvordering en dat minder dan drie maanden oud is.
- 6° houder is van ten minste een geldig rijbewijs van categorie B of een Europees rijbewijs van een gelijkwaardige categorie;
- 7° een geldig bewijs van rijgeschiktheid afgeleverd overeenkomstig de toepasselijke federale regelgeving, tenzij het rijbewijs van de aanvrager in die zin is aangevuld;
- 8° indien het een betrokken vreemdeling betreft, het document dat hem toelaat om in België te werken;
- 9° een pasfoto van de aanvrager.

Op 5° moeten vreemdelingen - tenzij ze al meer dan tien jaar legaal en ononderbroken in België wonen, ook een document voorleggen dat overeenstemt met het in het 1° lid, 5° vermelde uittreksel uit hun strafregister van hun land van herkomst of een bewijs dat ze de vluchtelingenstatus hebben.

Binnen twintig werkdagen na ontvangst van het dossier stuurt het Bestuur de volgende documenten naar de aanvrager:

- 1° zijn getuigschrift van vakbekwaamheid overeenkomstig het model opgenomen in bijlage 10;
- 2° of een ontvangstbevestiging van een onvolledige aanvraag met vermelding van de ontbrekende gegevens of documenten.

Binnen vijftien werkdagen na ontvangst van een ontvangstbewijs van een onvolledig dossier vanwege het Bestuur:

- 1° indien de aanvrager gevolg geeft aan het verzoek van het Bestuur, zijn de bepalingen van het tweede lid opnieuw van toepassing;
- 2° indien de aanvrager geen gevolg geeft aan het verzoek van het Bestuur, stuurt dit laatste een herinnering die een nieuwe termijn van vijftien werkdagen doet ingaan, na afloop waarvan, als de aanvrager niet reageert, de aanvraag automatisch vervalt.

Art. 86. Aan personen die op onregelmatige wijze als chauffeur van een taxidienst op het grondgebied van het Gewest hebben gewerkt zonder in het bezit te zijn van een bekwaamheidsattest, zal, na de opstelling van een proces-verbaal door een gekwalificeerd agent elke mogelijkheid worden ontzegd om dit beroep uit te oefenen gedurende een periode van zes maanden vanaf de datum van het proces-verbaal van de overtreding.

Art. 87. De chauffeurs moeten tussen 1 januari en 31 maart hun bekwaamheidsattest opnieuw laten valideren.

De nieuwe validering van het bekwaamheidsattest wordt geweigerd als de chauffeur niet meer voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 54, § 2, tweede lid.

De termijnen voorzien in artikel 93, 3e en 4e lid, zijn van toepassing.

Art. 88. Aanvragen en nieuwe valideringen worden gedaan via het onlineplatform van het Bestuur.

Art. 89. chauffeurs moeten het Bestuur binnen acht werkdagen op de hoogte stellen van wijzigingen in de in artikel 85 genoemde informatie.

Art. 90. § 1. Het bekwaamheidsattest kan op elk ogenblik worden geschorst voor een periode van ten hoogste zes maanden of door de Regering worden ingetrokken om de redenen vermeld in artikel 55, § 4, van het decreet van 28 september 2023.

§ 2 Wanneer het Bestuur vaststelt dat de houder van een bekwaamheidsattest zich bevindt in een van de situaties bedoeld in artikel 55, § 4, van het decreet van 28 september 2023, deelt het hem per aangetekend schrijven de volgende informatie mee:

- 1° de bezwaren tegen hem;
- 2° een uittreksel uit de bepalingen van het decreet van 28 september 2023, de uitvoeringsmaatregelen ervan of de voorwaarden voor het verkrijgen van een bekwaamheidsattest die werden geschonden;
- 3° de inhoud van de voorgestelde maatregel, namelijk de schorsing of de intrekking;
- 4° zijn recht om binnen tien werkdagen na ontvangst van de in dit artikel bedoelde kennisgeving:
 - a) het proceduredossier te raadplegen;
 - b) zijn zaak op schrift te stellen;
 - c) te vragen om zijn zaak mondeling voor te leggen aan het College;
- 5° het recht om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman.

§ 3. Indien de houder van het bekwaamheidsattest verzoekt om zijn verdediging mondeling toe te lichten, stelt het Bestuur hem binnen tien werkdagen na ontvangst van het verzoek om te worden gehoord per aangetekende zending in kennis van de plaats, de datum en het tijdstip van de hoorzitting.

De maximumtermijn voor het houden van een hoorzitting bedraagt twintig werkdagen na ontvangst van het verzoek om te worden gehoord door de houder van het bekwaamheidsattest.

Na afloop van de hoorzitting legt het Bestuur het verslag van de hoorzitting ter ondertekening voor aan de houder van het bekwaamheidsattest.

Deze laatste kan vragen of zijn opmerkingen in de notulen mogen worden opgenomen.

§ 4. De beslissing om het bekwaamheidsattest op te schorten of in te trekken, wordt per aangetekende zending aan de betrokken houder betekend binnen twintig werkdagen na de betekening bedoeld in paragraaf 2 of van de hoorzitting, al naargelang het geval.

Na deze periode wordt de Regering geacht definitief af te zien van de schorsing of de intrekking op basis van de feiten waarvoor de betrokken houder verantwoordelijk is, tenzij zich nieuwe omstandigheden voordoen.

§ 5. Binnen een termijn van vijf werkdagen na de kennisgeving van de beslissing tot schorsing of intrekking moet de houder van het bekwaamheidsattest zijn bekwaamheidsattest aan het Bestuur terugbezorgen.

In geval van schorsing van het bekwaamheidsattest gaat het Bestuur vijftien werkdagen vóór de vervalddag van de schorsing na of de chauffeur zich niet meer in een van de situaties bevindt bedoeld in artikel 33, § 2, van het decreet van 28 september 2023 en nodigt de betrokkene uit om zich naar het Bestuur te begeven om zijn bekwaamheidsattest op te halen, dat hem wordt teruggegeven:

- 1° persoonlijk;
- 2° op vertoon van een document dat zijn identiteit bewijst;
- 3° door ondertekening van een gedateerd ontvangstbewijs.

Art. 91. De chauffeurs:

- 1° dragen sobere kleding of een door de werkgever verstrekt uniform;
- 2° gedragen zich beleefd en respectvol tegenover het publiek;
- 3° helpen ouderen of personen met een beperkte mobiliteit om in en uit het voertuig te stappen;
- 4° controleren of de portieren gesloten zijn voordat ze de auto starten;
- 5° controleren of de klant niets in het voertuig heeft achtergelaten en brengen onmiddellijk alle eventueel achtergebleven voorwerpen terug.
- 6° zetten de motor van hun voertuig uit wanneer het geparkeerd staat, tenzij het om technische redenen nodig is dat de motor blijft draaien;
- 7° zijn verplicht om hulphonden aan boord van het voertuig toe te laten.

Bij het 1^e lid, 5^o: indien het om welke reden dan ook niet mogelijk is om de achtergelaten voorwerpen terug te geven, moeten ze zo snel mogelijk en uiterlijk binnen vijf dagen worden afgegeven op het dichtstbijzijnde politiekantoor.

Tijdens de dienst moeten de chauffeurs in het bezit zijn van hun bekwaamheidsattest, hun rijbewijs, het attest van rijgeschiktheid, tenzij anders vermeld op het rijbewijs van de kandidaat en zijn identiteitskaart.

Art. 92. Het is verboden voor de chauffeurs om in het voertuig te roken of iets gelijkaardigs te doen.

Afdeling 3. — Bepalingen betreffende de voertuigen

Art. 93. § 1. De voertuigen die worden gebruikt voor speciale vervoersdiensten, moeten te allen tijde in goede staat verkeren en voldoen aan alle vereisten op het vlak van veiligheid, kwaliteit, gebruiksgemak en netheid, zowel wat de carrosserie als het interieur betreft, zoals hieronder wordt beschreven:

- 1^o de portieren, de kofferruimte en de motorkap gaan gemakkelijk open en dicht;
- 2^o de deurruiten kunnen gemakkelijk worden geopend en gesloten;
- 3^o de voertuigen vertonen geen sporen van ongevallen of roest, aangezien ze er daardoor verwaarloosd uitzien. De lak van het voertuig mag nergens beschadigd of verwijderd zijn. Er mogen geen retouches zijn aangebracht in een andere kleur dan de kleur van het voertuig;
- 4^o de zetels mogen niet ingedeukt zijn en de zetelbekleding mag niet gescheurd zijn of sporen van vuil vertonen;
- 5^o het rijdende voertuig mag geen abnormale trillingen of geluiden produceren;
- 6^o in het voertuig mag zich geen papier of afval van welke aard ook bevinden;
- 7^o de voertuigen worden regelmatig verlucht, zodat er geen onaangename geuren waarneembaar zijn in het interieur.

Art. 94. Elk voertuig dat wordt ingezet voor een speciale vervoersdienst, is voorzien van een cirkelvormige identificatiesticker op de rechter voorkant, uitgegeven door het Bestuur en altijd duidelijk zichtbaar van buitenaf, met daarop het identificatienummer dat door de Regering werd toegewezen.

Art. 95. Elk voertuig dat voor een speciale vervoersdienst wordt gebruikt, heeft een nummerplaat in overeenstemming met het ministerieel besluit van 23 juli 2001 over de registratie van voertuigen.

Overeenkomstig de mogelijkheid van de mogelijkheid van een gemengd gebruik, dat wordt voorzien in artikel 67 van het decreet van 28 september 2023, heeft elk voertuig dat voor een taxidienst en een speciale vervoersdienst wordt gebruikt, een nummerplaat in overeenstemming met het ministerieel besluit van 23 juli 2001 over de registratie van voertuigen.

Zodra een voertuig niet langer wordt gebruikt voor de exploitatie van de dienst, is de exploitant verplicht om binnen acht werkdagen de nummerplaat terug te geven aan de Directie Immatriculatie van Voertuigen, afgekort D.I.V., en het Bestuur op de hoogte te brengen en het attest, het identificatievignet en een kopie van het schrappingsbericht aan het Bestuur bezorgen.

Met de schrapping of de wissing van de nummerplaat vervalt van rechtswege de exploitatievergunning voor dit voertuig.

Art. 96. In elk voertuig worden minstens de volgende documenten bewaard:

- 1^o een kopie van de door het Bestuur afgeleverde exploitatievergunning;
- 2^o het bekwaamheidsattest van de chauffeur die het voertuig bestuurt;
- 3^o het origineel of een kopie van de vervoersovereenkomst van het voertuig of het origineel of een kopie van de bestelbon volgens het model in bijlage 13 waaruit de bijzondere bestemming blijkt, die in artikel 38 van het decreet van 28 september 2023 wordt vermeld;
- 4^o het dagritblad in verband met de verplaatsingen van het voertuig.

Dit moet de informatie bevatten die vereist is in het model in bijlage 14 bij dit besluit.

Het voertuig kan uitgerust zijn met een randapparaat waarmee het in het eerste lid vermelde ritblad kan worden opgesteld.

Indien het ritblad elektronisch wordt opgesteld, kan het op elk moment worden geraadpleegd. De minister kan het gebruik van een elektronisch ritblad verplicht stellen en de technische voorwaarden vaststellen waaraan het moet voldoen.

- 5^o de internationale motorrijtuigenverzekeringskaart.

Art. 97. Voor voertuigen die bestemd zijn voor een van de bijzondere bestemmingen bedoeld in artikel 38, § 2, van het decreet van 28 september 2023 moet een identificatieblad in kleur met de identiteit van de exploitant, het model van het voertuig, het nummer van de exploitatievergunning en het e-mailadres van het Bestuur voor het indienen van een klacht op een voor de gebruikers duidelijk zichtbare plaats in het voertuig worden aangebracht volgens het model in bijlage 11, ten minste in A5-formaat.

In het voertuig, op een voor de gebruikers duidelijk zichtbare plaats, hangt een kopie van het bekwaamheidsattest volgens het model in bijlage 4, ten minste in A5-formaat.

Art. 98. De voertuigen die het voorwerp uitmaken van een tijdelijke vergunning die bedoeld is in artikel 47 van het decreet van 28 september, voldoen aan de volgende voorwaarden:

- 1^o ze voldoen aan de voorwaarden voor het verrichten van een bijzondere vervoerdienst, met uitzondering van de voorwaarde dat het vervangingsvoertuig op lange termijn in eigendom moet zijn of moet worden overgedragen, overeenkomstig artikel 51, § 1, tweede lid, van het decreet van 28 september 2023, en van de verplichting inzake de nummerplaat, vermeld in artikel 95;
- 2^o ze zijn aan de buitenzijde rechts vooraan voorzien van het identificatievignet van het voertuig dat het vervangt en links vooraan van een plaat met de woorden 'VERVANGING' volgens het model in bijlage 7 van dit besluit;
- 3^o ze bevatten, behalve de documenten vereist om een speciale vervoersdienst uit te oefenen, de vergunningsdocumenten met betrekking tot het gebruik van het tijdelijk gebruikte voertuig;

- 4° ze hebben aan boord het attest van de verzekeraar, vermeld in artikel 78, 3°, dat bevestigt dat het voertuig verzekerd is voor het bezoldigd vervoer van personen en de internationale motorrijtuigenverzekeringskaart.

TITEL 6. — *Diensten voor sociaal vervoer*

HOOFDSTUK 1. — *Goedkeuring*

Afdeling 1. — Automatisch goedgekeurde instanties

Art. 99. Worden van rechtswege erkend voor het verrichten van een sociale vervoerdienst in de zin van artikel 1, 5°, van het decreet van 28 september 2023 :

- 1° de lokale overheden, ook wanneer zij handelen in overeenstemming met een overeenkomst als bedoeld in artikel L1512-1 van de Codex voor lokale democratie en decentralisatie;
- 2° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, hierna 'OCMW's' genoemd;
- 3° de autonome gemeentebedrijven;
- 4° de projectverenigingen tussen gemeenten;
- 5° de intercommunales;
- 6° de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- 7° de onderlinge waarborgmaatschappijen zoals georganiseerd door de wet van 6 augustus 1990 betreffende de onderlinge waarborgmaatschappijen en de nationale unies van onderlinge waarborgmaatschappijen.

Afdeling 2. — De aanvraag voor een erkenning

Art. 100. Elke aanvraag voor een erkenning moet de volgende informatie en bijlagen bevatten, anders is ze niet ontvankelijk:

- 1° de volledige identiteit van de instelling, samen met een lijst met de volledige identiteit van elk van de verantwoordelijken en een kopie van de statuten;
- 2° de specifieke doelstelling van algemeen belang die door de instelling wordt nagestreefd;
- 3° de tariefvoorwaarden die van toepassing zijn op het vervoer van de dienst.

Art. 102. De aanvraag voor een erkenning wordt via het onlineplatform van het Bestuur naar het Bestuur verzonden.

Binnen dertig werkdagen na ontvangst van het dossier verzendt het Bestuur naar de aanvrager:

- 1° ofwel een bevestiging van ontvangst van een volledig en ontvankelijk dossier;
- 2° of een ontvangstbewijs van een onvolledige aanvraag met vermelding van de ontbrekende gegevens of documenten;

Binnen dertig werkdagen na ontvangst van een ontvangstbewijs van een onvolledig dossier van het Bestuur:

- 1° indien de aanvrager gevolg geeft aan het verzoek van het Bestuur, zijn de bepalingen van paragraaf 2 opnieuw van toepassing;
- 2° indien de aanvrager geen gevolg geeft aan het verzoek van het Bestuur, vervalt de aanvraag automatisch.

Wanneer het Bestuur binnen dertig werkdagen na de ontvangst een ontvangstbevestiging stuurt van een volledige en ontvankelijke aanvraag, geeft de Regering de aanvrager de erkenning binnen dertig werkdagen na het versturen van de aanvraag.

Goedkeuring wordt verleend volgens het model in bijlage 16.

Afdeling 3. — Duur van de erkenning

Art. 103. De erkenning wordt verleend voor een hernieuwbare periode van drie jaar, op voorwaarde dat nog steeds aan de erkenningsvoorwaarden wordt voldaan.

De aanvraag tot verlenging wordt ingediend overeenkomstig artikel 102.

Afdeling 4. — De informatieverstrekking

Art. 104. § 1. De erkende instelling verbindt zich ertoe om het Bestuur binnen acht werkdagen op de hoogte te brengen van elke wijziging aan haar identiteit, statuten, doel of tariefvoorwaarden.

§ 2 De instelling bezorgt het Bestuur elk jaar op elke gepaste wijze een lijst van de voertuigen toegewezen aan een sociale vervoersdienst.

§ 3. Het Bestuur kan te allen tijde de naleving van de voorwaarden voor goedkeuring controleren.

Indien daarbij een overtreding of een onregelmatigheid wordt vastgesteld, heeft de instelling twintig werkdagen de tijd vanaf de kennisgeving van de overtreding of de onregelmatigheid, om de zaken recht te zetten.

Zodra deze termijn is verstreken, wordt de erkenning overeenkomstig artikel 107 geschorst of ingetrokken.

HOOFDSTUK 2. — *De verklaring*

Art. 105. De Regering moet vooraf op de hoogte worden gebracht van elke activiteit van de sociale vervoersdienst.

De gedateerde en ondertekende verklaring wordt op gepaste wijze ingediend bij het Bestuur en bevat de volgende informatie en bijlagen:

- 1° de volledige identiteit van de instelling;
- 2° een beëdigde verklaring van de instelling waarin staat:
 - dat zij vervoer van algemeen belang verricht in de betekenis van artikel 1, 5°, van het decreet van 28 september 2023 ;
 - dat zij voldoet aan de voorwaarden van deze voorschriften;

- dat alle documenten met betrekking tot de in de artikelen 110 en 111 bedoelde chauffeurs en voertuigen op het hoofdkantoor van de instelling kunnen worden geraadpleegd;
- 3° het eventuele type gebruikers waarop de dienst zich richt;
- 4° een aanduiding van de kilometerprijs of forfaitaire prijs die door de instelling is vastgelegd met inachtneming van de maximumprijs bedoeld in artikel 108.

Art. 106. Het Bestuur controleert of de verklaring volledig is en stuurt op gepaste wijze een ontvangstbevestiging naar de instelling.

Deze verklaring moet om de drie jaar worden vernieuwd volgens de procedure die is vastgelegd in artikel 105, 2e lid.

HOOFDSTUK 3. — *Intrekking of schorsing*

Art. 107. § 1. De erkenning kan op elk ogenblik door de Regering voor een periode van ten hoogste drie jaar worden geschorst of worden ingetrokken om de redenen vermeld in artikel 61, § 2, van het decreet van 28 september 2023.

§ 2. Wanneer het vaststelt dat een exploitant zich bevindt in een van de situaties bedoeld in artikel 61, § 2, van het decreet van 28 september 2023, deelt het Bestuur de volgende informatie per aangetekende brief mee aan de exploitant:

- 1° de bezwaren tegen hem;
- 2° een uittreksel uit de bepalingen van het decreet, de uitvoeringsmaatregelen ervan of de voorwaarden voor de erkenning die werden geschonden;
- 3° de inhoud van de voorgestelde maatregel, namelijk de schorsing of de intrekking;
- 4° het feit dat hij het recht heeft om binnen twintig werkdagen na ontvangst van de in dit artikel bedoelde kennisgeving:
 - a) het procedurendossier te raadplegen;
 - b) zijn zaak op schrift te stellen;
 - c) te vragen om zijn zaak mondeling voor te leggen aan het Bestuur;
- 5° het feit dat hij het recht heeft om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman.

§ 3. Indien de instelling vraagt om haar verdediging mondeling toe te lichten, stelt het Bestuur haar binnen twintig werkdagen na ontvangst van het verzoek om te worden gehoord in kennis van de plaats, de datum en het tijdstip van de hoorzitting.

De maximumtermijn voor het houden van een hoorzitting bedraagt veertig werkdagen na ontvangst van het verzoek om te worden gehoord door de instelling.

Na afloop van de hoorzitting legt het Bestuur de notulen ter ondertekening voor aan de exploitant.

De instelling kan vragen dat haar opmerkingen in de notulen worden opgenomen.

§ 4. De gemotiveerde beslissing om de erkenning op te schorten of in te trekken, wordt aan de betreffende instelling betekend per aangetekend schrijven binnen veertig werkdagen na de betekening per aangetekend schrijven van de in paragraaf 2 bedoelde informatie of van de hoorzitting.

Na deze termijn wordt de Regering geacht definitief af te zien van de schorsing of de intrekking op basis van de feiten waarvoor de betreffende instelling verantwoordelijk is, tenzij zich een nieuw element voordoet.

§ 5. Binnen een termijn van tien werkdagen na de kennisgeving van de beslissing tot schorsing of intrekking moet de exploitant zijn erkenning aan het Bestuur terugbezorgen.

In geval van schorsing van de goedkeuring gaat het Bestuur vijftien werkdagen vóór de vervaldag van de schorsing na of de instelling zich niet meer in een van de situaties bevindt bedoeld in artikel 61, § 2, van het decreet van 28 september 2023 en nodigt de instelling uit om zich naar het Bestuur te begeven om haar erkenning op te halen, die haar wordt teruggegeven:

- 1° persoonlijk;
- 2° op vertoon van een document dat haar identiteit bewijst;
- 3° door ondertekening van een gedateerd ontvangstbewijs.

HOOFDSTUK 4. — *De kosten van het transport*

Art. 108. De prijs van de dienst is vastgelegd op maximaal € 0,6 per kilometer of is gelijk aan een vast tarief per enkele rit van maximaal vijf euro.

De wachttijd is ingesteld op maximaal € 0,1 per minuut.

HOOFDSTUK 5. — *De voorwaarden voor de levering van de prestaties*

Afdeling 1. Bepalingen — met betrekking tot de instelling

Art. 109. Alle transportactiviteiten die binnen het toepassingsgebied van deze titel vallen, zijn gedekt door een passende verzekering.

Deze verzekering kan worden afgesloten door de erkende instelling of door de chauffeur zelf, onder voorbehoud van verificatie door de instelling.

Afdeling 2. — Bepalingen met betrekking tot de chauffeurs

Art. 110. Teneinde zijn moraliteit te verantwoorden, legt de chauffeur aan de instelling een uittreksel uit het strafregister voor dat is afgegeven in overeenstemming met artikel 596, 1^e lid van het Wetboek van Strafvordering en dat minder dan drie maanden oud is. Tenzij ze al meer dan tien jaar legaal en ononderbroken in België verblijven, moeten vreemdelingen ook een overeenkomstig document van hun land van herkomst voorleggen of een certificaat van hun ambassade dat gelijkwaardig is aan dit document, of een bewijs dat ze de vluchtelingenstatus hebben;

Bestuurders moeten aan de instelling elk jaar een nieuw uittreksel uit het strafregister overleggen dat is afgegeven overeenkomstig artikel 596, 1^e lid, van het Wetboek van Strafvordering en minder dan drie maanden oud is, of, in het geval van buitenlandse onderdanen, een ander overeenkomstig document.

Art. 111. Chauffeurs die in België of in het buitenland niet zijn veroordeeld voor een van de volgende misdrijven, met of zonder voorwaardelijke straf, bij een vonnis waartegen geen beroep meer mogelijk is, moeten voldoen aan de moraliteitsvereisten:

- 1° een strafrechtelijke veroordeling van minder dan tien jaar oud;
- 2° een veroordeling wegens een misdrijf dat een hoofdgevangenisstraf met zich brengt:
 - a) van meer dan zes maanden in de afgelopen tien jaar;
 - b) van drie tot zes maanden in de afgelopen vijf jaar;
- 3° strafrechtelijke of politieveroordelingen van minder dan drie jaar oud die, samen genomen, een gevangenisstraf van meer dan drie maanden tot gevolg hebben;
- 4° meer dan vijf veroordelingen voor tweedegraads verkeersovertredingen in de afgelopen drie jaar;
- 5° meer dan één veroordeling voor rijden onder invloed van alcohol, in staat van dronkenschap of iets dergelijks, of onder invloed van andere stoffen die de rijvaardigheid beïnvloeden, in de afgelopen drie jaar;
- 6° meer dan drie veroordelingen in de laatste drie jaar voor andere overtredingen dan verkeersovertredingen van de eerste graad en die niet onder 4° en 5° vallen;
- 7° een veroordeling van minder dan vijf jaar oud voor een misdrijf:
 - c) tegen de wet van 22 mei 2014 ter bestrijding van seksisme in de openbare ruimte en tot aanpassing van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie teneinde de daad van discriminatie te bestraffen;
 - b) tegen de bepalingen van titel IV van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van de discriminatie tussen vrouwen en mannen;
 - c) tegen de bepalingen van titel IV van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;
 - d) tegen de bepalingen van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van door racisme of xenofobie ingegeven daden;
- 8° een veroordeling van minder dan vijf jaar oud voor een misdrijf tegen de artikelen 269 tot 282 van het Wetboek van strafrecht.

Er wordt geen rekening gehouden met veroordelingen die zijn uitgewist of waarvoor de betrokkene gratie heeft gekregen.

Voor veroordelingen die door een buitenlandse rechtbank werden uitgesproken, wordt rekening gehouden met elke veroordeling die betrekking heeft op een handeling die naar Belgisch recht een van de in deze bepaling bedoelde misdrijven vormt.

Art. 112. De chauffeurs moeten minstens 21 jaar oud zijn en in het bezit zijn van een geldig rijbewijs categorie B. De instelling controleert of aan deze voorwaarden wordt voldaan.

Afdeling 3. — Het ritblad

Art. 113. § 1. De chauffeurs zijn in het bezit van een dagelijks ritblad waarop in onuitwisbare letters de gegevens volgens het model in aanhangsel 12 worden ingevuld.

Het dagelijkse ritblad wordt door de chauffeur ondertekend.

§ 2. Het voertuig kan uitgerust zijn met een randapparaat waarmee het in het eerste lid vermelde ritblad kan worden opgesteld. Het elektronisch opgestelde ritblad dient de gegevens te bevatten die zijn voorgeschreven in het model in bijlage 12. Een elektronisch ritblad kan op elk moment worden geraadpleegd.

De minister kan het gebruik van een elektronisch ritblad verplicht stellen en de technische voorwaarden vaststellen waaraan het moet voldoen.

§ 3. De ritbladen worden gedurende drie jaar vanaf de datum van gebruik bewaard op het hoofdkantoor van de instelling en worden gearchiveerd per voertuig en datum of per bestuurder en datum.

Afdeling 4. — Het register en het repertorium

Art. 114. De instellingen houden op hun hoofdkantoor een geanoniseerd register bij met de gegevens van elke rit, de datum en het tijdstip van de bestelling, het nummer en de prijs ervan, opgesteld overeenkomstig artikel 79, tweede lid, 4°, van het decreet van 28 september 2023.

Dit register wordt drie jaar bewaard.

Art. 115. De organisaties houden een geanoniseerd repertorium bij, dat is opgesteld overeenkomstig artikel 79, tweede lid, 2° en 6°, van het decreet van 28 september 2023, waarin de volgende gegevens zijn opgenomen:

- 1° de namen, de voornamen, de functie of het beroep, het adres en het telefoonnummer van alle chauffeurs;
- 2° een kopie van de identiteitskaart, van het rijbewijs en van het uittreksel uit het strafregister afgeleverd overeenkomstig artikel 596, 1° lid, van het Wetboek van Strafvordering voor alle chauffeurs;
- 3° de inschrijvingsnummers, de chassisnummers, de merken en de modellen van de voertuigen die door de chauffeurs worden gebruikt, hun registratienummers en het bewijs dat ze goed verzekerd zijn.

Het repertorium is altijd beschikbaar en kan op verzoek aan bevoegde agenten worden verstrekt.

TITEL 7. — De Commissie

Art. 116. § 1. Eén keer per jaar onderzoekt de Commissie, op uitnodiging van de minister, de opportuniteit van het maximum aantal toegestane vergunningen per gemeente en de opportuniteit van de minimum- en maximumbedragen.

Zij moet haar verslag binnen vijftig werkdagen na ontvangst van de uitnodiging aan de minister voorleggen.

§ 2. De Commissie onderzoekt, op uitnodiging van de minister, elk ontwerp tot wijziging van het reglement betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg.

Zij zal haar verslag binnen vijftig werkdagen na ontvangst van de aanvraag tot advies aan de minister voorleggen.

§ 3. De commissie is samengesteld overeenkomstig het decreet van 27 maart 2014 ter bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de overlegorganen.

Afdeling 8. — bezwaren en sancties

HOOFDSTUK 1. — De bezwaren

Art. 117. Het Bestuur ontvangt bezwaren van gebruikers van alle diensten voorzien in het decreet van 28 september 2023 via een formulier dat op het online platform van het Bestuur toegankelijk is.

Art. 118. Een ambtenaar van niveau A met de status van officier van gerechtelijke politie, die voor dit doel door de Regering is aangesteld, onderzoekt de bezwaren.

In het kader van het onderzoek naar de klacht kan hij elke persoon oproepen en ondervragen over elk feit dat relevant kan zijn om de waarheid vast te stellen.

Op zijn vraag ontvangt hij alle documenten die nuttig kunnen zijn voor de uitoefening van zijn taken, zonder dat hij zich daarvoor hoeft te verplaatsen of deze hoeft op te zoeken.

Hij mag er een fotografische of andere kopie van maken of de documenten meenemen tegen ontvangstbewijs.

Art. 119. Wanneer een klacht is ingediend, heeft het Bestuur zestig werkdagen tijd om zijn conclusies in de vorm van een verslag door te sturen naar de ambtenaar van de administratieve instantie die door de Regering werd aangewezen, of naar het Openbaar Ministerie van het district waar de overtreding plaatsvond indien de gepleegde overtreding strafbaar is.

Deze periode kan worden verlengd indien de gemotiveerde omstandigheden die verband houden met de klacht, dit rechtvaardigt.

De klager wordt op passende wijze op de hoogte gesteld van het gevolg dat aan zijn of haar klacht is gegeven.

Art. 120. Het elektronische adres van het Bestuur en het onlineplatform worden weergegeven in elk voertuig dat is goedgekeurd bij het decreet van 28 september 2023 volgens het model in bijlagen 11, 17 en 18.

HOOFDSTUK 2. — Sancties

Afdeling 1. — Vaststelling van de overtredingen

Art. 121. De ambtenaren van het Bestuur die verantwoordelijk zijn voor het onderzoeken en registreren van inbreuken op het Decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan, voeren onaangekondigde controles uit:

- 1° door zich, met of zonder voorafgaande waarschuwing, naar de plaats van vestiging of, in voorkomend geval, naar een vestiging van de exploitant, de dienst voor elektronische bemiddeling of de instelling te begeven om alle relevante documenten op te vragen en de exploitant, de dienst voor elektronische bemiddeling of de instelling en de daarvoor werkzame personen te ondervragen;
- 2° of door zich, met of zonder voorafgaande waarschuwing, naar de vestiging of, in voorkomend geval, naar de eenheid van vestiging te begeven waar het door de chauffeur bestuurde voertuig buiten de werktijd geparkeerd staat, teneinde alle relevante documenten te verkrijgen en de bestuurder en de personen voor wie hij werkt, te ondervragen;
- 3° of onderweg, door alle relevante documenten op te vragen en de chauffeur en eventueel de gebruiker te ondervragen;
- 4° of door de exploitant, de bemiddelingsdienst of de instelling schriftelijk te verzoeken hem de door hem aangeduide documenten en informatie te bezorgen, binnen tien werkdagen na de verzending van het verzoek;
- 5° of door de chauffeur schriftelijk te verzoeken hem de door hem aangeduide documenten en informatie te bezorgen, binnen tien werkdagen na de verzending van het verzoek;
- 6° of door de exploitant, de elektronische bemiddelingsdienst, de instelling of de chauffeur schriftelijk uit te nodigen om zich bij het Bestuur te melden voor verhoor.

Afdeling 2 — Administratieve sancties

Art. 122. Een overtreding van type A, begaan door een exploitant, is:

- 1° elke exploitatie van een taxidienst zonder exploitatievergunning overeenkomstig artikel 12, paragraaf 1 van het decreet van 28 september 2023 of van een dienst voor bijzonder vervoer zonder exploitatievergunning overeenkomstig artikel 41, 1° en 2e lid van het decreet van 28 september 2023 die door de bevoegde overheid werd afgeleverd;
- 2° elke organisatie van een sociale vervoersdienst zonder erkenning overeenkomstig artikel 59, 1° lid, 1° van het decreet van 28 september 2023 of zonder verklaring overeenkomstig artikel 59, 1° lid, 2° van het decreet van 28 september 2023 en artikel 105, 1° lid;
- 3° elke inbreuk op de exploitatievoorwaarden met betrekking tot operatoren en organen overeenkomstig de artikelen 31, 32, 52, 53, 56, 64, 65 en 66 van het decreet van 28 september 2023 en de artikelen 32, 33, 80 tot en met 82 en 109;
- 4° elke overtreding met betrekking tot de overdracht van ondernemingen overeenkomstig artikel 26 van het decreet van 28 september 2023 en artikel 29 ;
- 5° elke organisatie van een elektronische bemiddelingsdienst die wordt uitgevoerd zonder erkenning overeenkomstig artikel 8, § 1 van het decreet van 28 september 2023;
- 6° elk misdrijf dat verband houdt met de stopzetting van activiteiten overeenkomstig artikel 70.

Een overtreding van type B, begaan door een exploitant, is:

- 1° elke inbreuk op de exploitatievoorwaarden met betrekking tot de chauffeurs overeenkomstig de artikelen 33 en 34 van het decreet van 28 september 2023 en de artikelen 43 tot en met 49, 91, 92 en 112;
- 2° elke inbreuk met betrekking tot parkeren overeenkomstig de artikelen 16 en 39 van het decreet van 28 september 2023 en de artikelen 20, 10°, 48, 49, 2°, 59, 2°, tweede lid, 63 en 65;

- 3° het negeren van een aanhoudingsbevel gegeven door een bevoegde ambtenaar overeenkomstig artikel 1 bis, § 3, 1 van het decreet van 4 februari 1999 betreffende de aanstelling van ambtenaren belast met de controle op de reglementering inzake personenvervoer in het Waals Gewest.

Type C-overtredingen, begaan door de exploitant of de chauffeur, zijn:

- 1° elke inbreuk op de exploitatievoorwaarden met betrekking tot de voertuigen overeenkomstig de artikelen 35 en 36 van het decreet van 28 september 2023 en de artikelen 50 tot en met 66 en 93 tot en met 98;
- 2° minachting door woord, daad, gebaar of bedreiging, in de uitoefening van of in verband met de uitoefening van hun functie, jegens een persoon die handelt in het kader van het decreet van 28 september 2023 van dit besluit

Elke inbreuk door een gebruiker op de exploitatievoorwaarden met betrekking tot passagiers overeenkomstig artikel 68 is een inbreuk van het type D.

Art. 123. § 1. Een administratieve boete van maximaal € 1.100 zal worden opgelegd aan iedereen die een overtreding van type A begaat.

Een administratieve boete van maximaal € 370 zal worden opgelegd aan iedereen die een overtreding van type B begaat.

Een administratieve boete van maximaal € 250 zal worden opgelegd aan iedereen die een overtreding van type C begaat.

Een administratieve boete van maximaal € 70 zal worden opgelegd aan iedereen die een overtreding van type D begaat.

§ 2 In het geval van een reeks inbreuken mag het cumulatieve bedrag van de administratieve boetes niet hoger zijn dan € 10.000.

Art. 124. De overtredingen die strafbaar zijn volgens artikel 122, worden vastgelegd in een proces-verbaal dat wordt opgesteld door een politieagent of -ambtenaar of door een bevoegde ambtenaar van het Bestuur en waarvan een kopie binnen tien werkdagen naar de overtreder wordt gestuurd.

Art. 125. § 1. Het proces-verbaal wordt doorgestuurd naar de ambtenaar van de bestuursinstantie die door de Regering is aangewezen.

§ 2. De administratieve sanctie wordt opgelegd door de ambtenaar van de bestuursinstantie.

§ 3 Voorafgaand aan de vaststelling van een administratieve geldboete en binnen dertig werkdagen na de vaststelling bedoeld in artikel 124 informeert de ambtenaar van de bestuursinstantie de betrokkene per aangetekende brief.

Het aangetekend schrijven omvat volgende elementen:

- 1° een uiteenzetting van de klacht(en);
- 2° het bedrag van de voorgestelde geldboete;
- 3° het feit dat de overtreder binnen twintig werkdagen na de betekening van het aangetekend schrijven in de mogelijkheid wordt gesteld om zijn verweer schriftelijk uiteen te zetten en te verzoeken door de ambtenaar van de bestuursinstantie te worden gehoord om zijn verweer mondeling toe te lichten;
- 4° de plaatsen, de dagen en de tijdstippen waarop het dossier kan worden geraadpleegd.

In het tweede lid, 3°, moet de veroordeelde die wenst te worden gehoord en zich wil laten vergezellen of vertegenwoordigen door een derde, bij zijn verzoek om te worden gehoord een kopie van de identiteitskaart van de derde voegen, tenzij de derde een advocaat is;

In het 2e lid, 4°, vermeldt de ambtenaar van de bestuursinstantie, in voorkomend geval, de dag waarop de belanghebbende wordt uitgenodigd om zijn verweer mondeling toe te lichten.

§ 4 De hoorzitting vindt plaats uiterlijk zestig werkdagen na verzending van het in § 3 bedoelde aangetekend schrijven.

De ambtenaar van de bestuursinstantie stelt een verslag op van de hoorzitting en nodigt de betrokkene uit om dit te ondertekenen, indien nodig nadat hij of zij zijn of haar opmerkingen heeft genoteerd.

Art. 126. De ambtenaar van de bestuursinstantie stelt het bedrag van de administratieve geldboete vast in een met redenen omklede beslissing en deelt dit mee aan de betrokkene binnen zestig werkdagen na kennisgeving van het aangetekend schrijven aan de overtreder of, indien om een hoorzitting wordt verzocht, binnen zestig werkdagen na de datum waarop de overtreder of zijn vertegenwoordiger wordt gehoord.

Zodra deze periode is verstreken, wordt de ambtenaar van de bestuursinstantie geacht definitief te hebben afgezien van een boete op basis van de feiten waarvoor de betrokkene aansprakelijk is, tenzij er nieuwe informatie is.

De beslissing wordt per aangetekend schrijven aan de overtreder meegedeeld.

De beslissing kan op elke gepaste manier naar het gemeentebestuur en naar het Bestuur worden doorgestuurd.

De beslissing vermeldt de naam en het nummer van de rekening waarop de betaling wordt gedaan.

De overtreder betaalt het gevorderde bedrag binnen dertig werkdagen na kennisgeving van de beslissing.

In geval van niet-betaling binnen de in lid 6 bedoelde termijn legt de ambtenaar van de bestuursinstantie binnen zestig werkdagen na het verstrijken van deze termijn een dwangbevel op, verklaart hij dit uitvoerbaar en stelt hij de overtreder hiervan per aangetekend schrijven in kennis.

Art. 127. Een administratieve geldboete kan niet worden opgelegd aan een persoon die voor dezelfde feiten het voorwerp heeft uitgemaakt van een strafrechtelijke vervolging ingesteld op basis van artikel 72 van het decreet van 28 september 2023, zelfs indien deze vervolging heeft geleid tot een buitenvervolginstelling een vrijspraak.

Afdeling 3. — Inbeslagneming van vergunningsdocumenten

Art. 128. De op grond van artikel 78 van het decreet van 28 september 2023 in beslag genomen documenten worden teruggegeven aan de exploitant wanneer hij aantoont dat hij opnieuw voldoet aan de exploitatievoorwaarden vastgesteld door het decreet van 28 september 2023 en de uitvoeringsbesluiten ervan. Anders worden ze maximaal vijf jaar bewaard.

Indien nodig wordt de exploitant uitgenodigd om naar bij het Bestuur de documenten op te halen, die hem worden overhandigd:

- 1° persoonlijk;
- 2° op vertoon van een document dat zijn identiteit bewijst;
- 3° door ondertekening van een gedateerd ontvangstbewijs.

TITEL 9. — Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen**HOOFDSTUK 1. — Wijzigingsbepaling**

Art. 129. Artikel 86 van het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst wordt als volgt gewijzigd:

'Art. 86. Aan de directeur van de Direction de la Régulation du Transport par Route wordt delegatie verleend voor:

- 1° het afleveren, het schorsen of het intrekken van het certificaat van toegang tot het beroep;
- 2° het afleveren, het schorsen of het intrekken van de elektronische bemiddelingsdiensten;
- 3° het intrekken van de door de colleges afgeleverde exploitatievergunningen;
- 4° het uitspraak doen over het beroep van de exploitant van een taxidienst tegen de schorsings- of intrekingsbeslissing genomen door de colleges;
- 5° het afleveren, het schorsen of het intrekken van de vergunningen voor de exploitatie van een bijzondere vervoersdienst;
- 6° het afwijken van de leeftijdsgrens voor voertuigen toegewezen aan een vervoersdienst met een bijzonder doel;
- 7° het afleveren, het schorsen of het intrekken van de getuigschriften van vakbekwaamheid voor chauffeurs van voertuigen die bestemd zijn voor speciale vervoersdiensten;
- 8° het afleveren, het schorsen of het intrekken van de verklaringen en de erkenningen voor de exploitatie van een sociale vervoersdienst;
- 9° het afleveren van de machtigingen voor de creatie, wijziging of opheffing van geregelde diensten;
- 10° het afleveren van de vergunningen voor tijdelijke diensten;
- 11° het afleveren van de vergunningen voor versterkingsdiensten;
- 12° het afleveren van de vergunningen voor de creatie, wijziging of opheffing van gespecialiseerde geregelde diensten, behalve diensten voor leerlingenvervoer;
- 13° het afleveren, het schorsen of het intrekken van de toegang tot het beroep van wegvervoersondernemer;
- 14° het uitvoeren van de voorstellen van de commissies voor geregeld vervoer, bijzondere vormen van geregeld vervoer en taxidiensten;
- 15° het uitvoeren van de voorstellen van het Comité voor het personenvervoer over de weg tegen vergoeding en van de thematische subcomités;
- 16° het afleveren van de bekwaamheidsattesten met betrekking tot de toegang tot het beroep van wegvervoersondernemer.'

HOOFDSTUK 2. — Opheffingsbepaling

Art. 130. Worden opgeheven:

- 1° het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het besluit van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur;
- 2° het besluit van de Waalse regering van 3 juni 2009 betreffende de heffing van belastingen en de toekenning van premies voor de exploitatie van taxidiensten, autoverhuur met chauffeur en collectieve taxi's;
- 3° het besluit van de Waalse regering van 27 oktober 2022 tot vaststelling van maximumprijzen voor taxivervoer en tot intrekking van het besluit van de Waalse regering van 13 maart 2014 tot vaststelling van maximumprijzen voor taxivervoer;

HOOFDSTUK 3. — Overgangsbepalingen

Art. 131. De bekwaamheidsattesten die zijn afgegeven in overeenstemming met artikel 11 van het besluit van de Waalse regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het besluit van 18 oktober 2007 betreffende taxidiensten en autoverhuurdiensten met chauffeur zijn geldig tot hun oorspronkelijke verlengingsdatum.

HOOFDSTUK 4. — Slotbepaling

Art. 132. Het decreet van 28 september 2023 en dit besluit treden in werking op 1 december 2024.

Art. 133. De minister bevoegd voor Mobiliteit wordt gelast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en infrastructuur,
Ph. HENRY

(op te stellen op het briefhoofd van de verzekeringsmaatschappij en te hechten aan de geldige verzekeringskaart)

Verzekeringsbewijs voor betalend personenvervoer

De ondergetekende, VERZEKERINGSMAATSCHAPPIJ

.....

met maatschappelijke zetel te

.....

vertegenwoordigd door in de hoedanigheid van

.....

verklaart hierbij dat:

De heer/mevrouw

woonachtig te

of

De firma

Met maatschappelijke zetel te

hier vertegenwoordigd door

Mevrouw/de heer

Ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder nummer

.....

In het bezit is van een 'burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering voor het bezoldigd vervoer van personen' nr. voor het volgende voertuig met een maximumcapaciteit van 9 zitplaatsen, de bestuurder inbegrepen:

Voertuigcategorie en -merk	Nummerplaat	Chassis- of motornummer

Geldigheidsduur (aan te vinken):

GELDIG van tot

Bekijk de geldigheid van de internationale motorrijtuigenverzekeringskaart

Opgesteld te op

(Handtekening verzekeraar)

Gezien om te worden gehecht bij het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het besluit van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en infrastructuur,

Ph. HENRY



Certificaat van toegang tot het beroep

Besluit betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Gerechtigde:

Nr. KBO:

Adres van de maatschappelijke zetel:

Certificaatnummer:

Afleveringsdatum:

Vervaldatum:

De directeur,

Gezien om te worden gehecht bij het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DIRUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en infrastructuur,

Ph. HENRY



Erkenning voor elektronische vervoersbemiddelingsdiensten

Decreet betalend personenvervoer over de
weg met voertuigen met een kleine
capaciteit

Gerechtigde:

Nr. KBO:

Adres van de maatschappelijke zetel:

Erkenningsnummer:

Afleveringsdatum:

Vervaldatum:

De directeur,

Gezien om te worden gehecht bij het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit.

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DIRUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en infrastructuur,

Ph. HENRY

Bijlage 4 bij het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het besluit van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

GEMEENTE

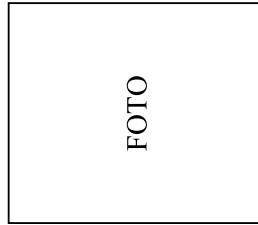
Besluit betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

BEKWAAMHEIDSATTEST
Taxidiensten

Nr.

De ondergetekenden,
verklaren hierbij:

dat mevrouw/de heer* op woonachtig te
geboren te
.....
gerechtigd is om zijn/haar professionele vaardigheden te gebruiken in een bedrijf dat een taxidienst in onze gemeente exploiteert.



Afgeleverd te, op

Stempel van het gemeentebestuur

Voor het College:
De algemeen directeur

.....

Bijlage 4 bij het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het besluit van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Gezien om te worden gehecht bij het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het besluit van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DIRUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en infrastructuur,

Ph. HENRY

Besluit 5 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het besluit van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

STANDPLAATS- TAXI

(gemeente)

(identificatienr.)

STRAAT- TAXI

(gemeente)

(identificatienr.)

Besluit 5 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het besluit van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Gezien om te worden gehecht bij het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het besluit van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en infrastructuur,

Ph. HENRY

Bijlage 6 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

RESERVE

(gemeente)

(identificatienr.)

Gezien om te worden gehecht bij het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit.

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en infrastructuur,

Ph. HENRY

Bijlage 7 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

VERVANGING

Gezien om te worden gehecht bij het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit.

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en infrastructuur,

Ph. HENRY

Bijlage 8 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

USAGE PRIVÉ

N° d'immatriculation :

N° d'identification :

Gezien om te worden gehecht bij het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit.

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en infrastructuur,

Ph. HENRY

Bijlage 9 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit



EXPLOITATIEVERGUNNING

Decreet betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

GERECHTIGDE:

Nr. KBO:

ADRES VAN DE MAATSCHAPPELIJKE ZETEL:

IDENTIFICATIE VAN HET VOERTUIG:

1^e INVERKEERSTELLING:

VERVALDATUM VERGUNNING:

Opgesteld te Namen, op

DE DIRECTEUR,

Bijlage 9 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Gezien om te worden gehecht bij het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit.

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en infrastructuur,

Ph. HENRY

Bijlage 10 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit



Decreet betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

BEKWAAMHEIDSATTEST
Vervoersdienst voor speciale doeleinden

Nr.

NAAM en VOORNAAM:
AFLEVERINGSDATUM:
VERVALDATUM:

FOTO

De directeur,
.....

Bijlage 10 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Gezien om te worden gehecht bij het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit.

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DIRUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en infrastructuur,

Ph. HENRY

Bijlage 11 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit



IDENTIFICATIEFICHE

Vervoersdienst voor speciale doeleinden

NUMMER VAN DE EXPLOITATIEVERGUNNING:

IDENTITEIT VAN DE EXPLOITANT: (bedrijfsnaam + KBO-nummer)

IDENTIFICATIE VAN HET VOERTUIG: (Model + inschrijving)

Voor alle klachten over de kwaliteit van de dienstverlening:

plainte.taxis@spw.wallonie.be

of scan de QR-code



Bijlage 11 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Gezien om te worden gehecht bij het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit.

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en infrastructuur,

Ph. HENRY

Bijlage 12 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het besluit van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit



RITBLAD

Vervoersdienst voor sociale doeleinden

Naam van de chauffeur:

Nummerplaat:

Datum:

Nr. rit:	Index:	Plaats:	Tijdstip:
Vertrek:
Instappen:
Uitstappen:

Wachttijd: u x € = €

Prijs van de dienst:..... km x € = €

TOTAAL: €

Nr. rit:	Index:	Plaats:	Tijdstip:
Vertrek:
Instappen:
Uitstappen:

Wachttijd: u x € = €

Prijs van de dienst:..... km x € = €

TOTAAL: €

Bijlage 12 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het besluit van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit



Nr. rit:	Index:	Plaats:	Tijdstip:
Vertrek:
Instappen:
Uitstappen:

Wachttijd: u x € = €

Prijs van de dienst:..... km x € = €

TOTAAL: €

Nr. rit:	Index:	Plaats:	Tijdstip:
Vertrek:
Instappen:
Uitstappen:

Wachttijd: u x € = €

Prijs van de dienst:..... km x € = €

TOTAAL: €

Nr. rit:	Index:	Plaats:	Tijdstip:
Vertrek:
Instappen:
Uitstappen:

Wachttijd: u x € = €

Prijs van de dienst:..... km x € = €

TOTAAL: €

Bijlage 12 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het besluit van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Gezien om te worden gehecht bij het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het besluit van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en infrastructuur,

Ph. HENRY

Bijlage 13 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het besluit van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Dienst voor speciaal vervoer

Vervoerscontract

TUSSEN ENERZIJD:

<ul style="list-style-type: none"> • Mevrouw/de heer..... <p>Woonachtig te</p> <p>Of</p> <ul style="list-style-type: none"> • De firma <p>met maatschappelijke zetel te</p> <p>hier vertegenwoordigd door mevrouw/de heer.....</p> <p>Ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder nummer</p> <p>Exploitant van een bijzondere vervoersdienst en houder van een exploitatievergunning nr.</p> <p>afgeleverd door de Regering op</p>

hierna 'de verhuurder' genoemd

EN ANDERZIJD:

<p>.....</p> <p>.....(naam en volledig adres)</p>

hierna 'de klant' genoemd

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Betreft:

De huurder stelt de volgende voertuigen ter beschikking van de klant als onderdeel van een vervoersdienst voor speciale doeleinden:

Identificatienr.	Merk en model	Nummerplaat

- Voor de volgende enkele dienst:

- begin van de dienst op / / van uur tot uur

- einde van de dienst op / / van uur tot uur Uren

- Voor alle volgende diensten:

- op / / van uur tot uur

- op / / van uur tot uur

- op / / van uur tot uur

- op / / van uur tot uur

Bijlage 13 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het besluit van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

- op/....../.... van uur tot uur
- op/....../.... van uur tot uur
- op/....../.... van uur tot uur
- Voeg indien nodig regels toe

- o Voor de periode van tot als onderdeel van een langetermijncontract dat op het hoofdkantoor van de onderneming kan worden geraadpleegd.

Identiteit van de passagier: (optioneel)

Prijs:

De prijs van de diensten bedraagt euro.

De bepalingen van het besluit betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit en zijn uitvoeringsbesluiten zijn volledig van toepassing.

Opgesteld te, op/....../.... in twee originele exemplaren, waarvan elke partij erkent een exemplaar te hebben ontvangen en waarvan het origineel of een kopie ervan zich tijdens de uitvoering van het contract te allen tijde aan boord van het voertuig moet bevinden.

De verhuurder (of zijn gevolmachtigde),

De klant,

Bijlage 13 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het besluit van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Vervoersdienst voor speciale doeleinden

Bestelbon

Reserveringsdatum: Reserveringsnummer:

Exploitant:

Naam: mevrouw/de heer/onderneming

Adres: woonplaats/maatschappelijke zetel gelegen

te.....nr.....

postcode:..... plaats:.....

Ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder nummer

exploitant van een vervoersdienst voor speciale doeleinden krachtens een exploitatievergunning nr.

Klant:

Naam: mevrouw/de heer/onderneming

Adres: woonplaats/maatschappelijke zetel gelegen tenr.

postcode:.....

plaats:.....

Tel.:Gsm:

Aantal passagiers: volwassene(n): kind(eren) – 12

jaar:.....

Dienst: Enkele rit Terugrit Retour

	Enkele rit	Terug
Datum:		
Tijdstip		
Vertrekpunt:		
Bestemming:		
Overeengekomen prijs per persoon:		

Handtekening van de exploitant:

klant

Handtekening van de

(ten laatste op het moment van ophalen):

Bijlage 13 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het besluit van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Gezien om te worden gehecht bij het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het besluit van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en infrastructuur,

Ph. HENRY

Bijlage 14 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Gezien om te worden gehecht bij het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en infrastructuur,

Ph. HENRY

Bijlage 15 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

RITBLAD
Taxidiensten

(Identiteit van de exploitant)

Datum: _____ **Naam van de chauffeur:** _____

Voertuig	
Nummerplaat:	Identificatienr.:

Dienst					
	Uren van dienstverlening		Index km	Dashboard	Taximeter
Begin			Begin		
Einde			Einde		
Onderbrekingen			Totaal		
Totaal					

	Ophalen	Index km (totaal km)	Ten laste genomen km's	Dalingen (€)	Ontvangsten
Einde					
Begin					
Totaal					

Ritten

Nr. volgorde	Beginindex	Instappen			Uitstappen			Prijs taximeter	Ontvangen bedragen*
		Index	Plaats	Tijdstip	Index	Plaats	Tijdstip		
1									
2									
3									
4									
5									

* Na aftrek van enige handelskorting.

Bijlage 15 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

RITBLAD (vervolg)

(Identiteit van de exploitant)

Datum:

Naam van de chauffeur:

Voertuig

Nummerplaat:

Identificatienr.

Nr. volgorde	Beginindex	Instappen			Uitstappen			Prijs taximeter	Ontvangen bedragen [†]
		Index	Plaats	Tijdstip	Index	Plaats	Tijdstip		
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									
...									

[†] Na aftrek van een eventuele handelskorting.

Bijlage 15 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Gezien om te worden gehecht bij het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit.

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en infrastructuur,

Ph. HENRY

Bijlage 16 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit



ERKENNING - Vervoersdienst voor sociale doeleinden

Decreet betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

GERECHTIGDE:

Nr. KBO:

ADRES:

DOELSTELLING:

TARIEF:

GELDIGHEID:

Opgesteld te Namen, op

DE DIRECTEUR,

Bijlage 16 van het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit

Gezien om te worden gehecht bij het besluit van de Waalse regering van 16 mei 2024 tot uitvoering van het decreet van 28 september 2023 betreffende het betalend personenvervoer over de weg met voertuigen met een kleine capaciteit.

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en infrastructuur,

Ph. HENRY